

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°496

JUILLET 2026

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE

- **TURQUIE : LE PRÉSIDENT TURC ERDOĞAN ESTIME QUE LA GUERRE CONTRE LE PKK A COÛTÉ 2,3 TRILLIONS DE DOLLARS**
- **IRAN : VERS UNE GUERRE D'USURE SPORADIQUE ?**
- **IRAK : REPRISE DES ATTAQUES IRANIENNES CONTRE LE KURDISTAN**
- **SYRIE : LE « PARLEMENT » NOMMÉ SE RÉUNIT**
- **DÉCÈS DU SÉNATEUR LINDSEY GRAHAM**

TURQUIE : LE PRÉSIDENT TURC ERDOĞAN ESTIME QUE LA GUERRE CONTRE LE PKK A COÛTÉ 2,3 TRILLIONS DE DOLLARS

Dans une déclaration faite le 29 juillet sur le « processus en cours d'une Turquie sans terreur », le président turc a affirmé que « le fléau de la terreur » avait coûté à l'État turc 2,3 trillions de dollars. (Yeni Şafak, 29 juillet, NTV, 29 juillet)

Dans le langage officiel turc, il s'agit de la guerre menée depuis 1984 contre la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Au cours de cette guerre, et dans le cadre d'une stratégie de terre brûlée, l'armée turque, selon un bilan établi par une commission du Parlement turc, a détruit environ 3 400 villages kurdes et forcé deux à trois millions de Kurdes à émigrer vers l'ouest du pays.

Plusieurs milliers d'intellectuels, de syndicalistes, d'avocats, d'étudiants non impliqués dans le conflit armé ont été assassinés par les escadrons de la mort de la gendarmerie turque (JİTEM). Les auteurs de ces assassinats n'ont pas été identifiés et encore moins poursuivis par la justice turque.

Selon les chiffres officiels, la guerre a fait plus de 45 000 morts, dont plus de 90 % étaient kurdes. Dans une déclaration récente, l'ancien vice-Premier ministre et ancien président du Parlement turc Bülent Arınç estimait qu'il y avait eu « plus de 100 000 morts ».

Le président turc n'a pas détaillé les paramètres de son calcul du coût de la guerre. On ne sait donc pas si son calcul prend en compte

les dégâts considérables causés à la société, à l'économie et aux écosystèmes du Kurdistan.

Le PKK, qui, jusqu'à la capture de son leader en 1999, affirmait lutter pour un Kurdistan indépendant, milite depuis pour un « confédéralisme démocratique » ou « une Turquie démocratique ». À la demande de son chef, il a décidé de se dissoudre et de déposer les armes dans le cadre d'un processus que ses partisans appellent « processus de paix » et que le gouvernement turc présente comme le « processus d'une Turquie sans terreur ».

Une loi qui doit servir de cadre juridique à ce « processus » est actuellement en discussion au Parlement turc. Elle ne prévoit aucune reconnaissance de

l'identité et des droits culturels et politiques des 26 millions de Kurdes de Turquie, pas même une amnistie générale pour les militants et les combattants du PKK appelés à déposer les armes.

La future loi-cadre est devenue le principal sujet politique du mois. Le débat porte sur la question de savoir si cette législation sera suffisamment ambitieuse pour permettre une véritable transition politique ou si elle se limitera au désarmement, à la réintégration des combattants et aux mécanismes de contrôle de l'État.

Les responsables du Parti DEM ont averti qu'une loi trop restrictive risquerait de compromettre le processus si elle excluait Abdullah Öcalan, les principaux responsables du mouvement kurde, les prisonniers politiques ou encore les réformes démocratiques indispensables à une paix durable. Selon le Parti DEM, la loi ne doit pas établir de catégories de personnes ni laisser de côté les acteurs essentiels du règlement politique.

Une première discussion autour d'un projet de loi comportant quinze articles a laissé entendre que le gouvernement envisageait de soumettre le texte à la Commission de la justice avant son examen par le Parlement. Son contenu demeure toutefois inconnu, tandis que les responsables politiques kurdes continuent d'affirmer que le processus ne doit ni être élaboré à huis clos ni se réduire à une approche purement sécuritaire.

Tout au long du mois de juillet, le Parti DEM a joué un rôle central dans le débat public en rencontrant des représentants de l'État, des partis d'opposition et de la présidence du Parlement, tout en plaçant pour que le statut d'Abdullah Öcalan soit intégré au futur cadre juridique.

Le 16 juillet, la délégation d'İmralı

du Parti DEM a indiqué que ses échanges avec les différents acteurs politiques avaient porté sur l'état actuel du processus, la nécessité d'adopter rapidement le cadre législatif et l'objectif d'obtenir une nouvelle visite auprès d'Öcalan dans les meilleurs délais.

Le 21 juillet, à l'issue d'un entretien avec le président de la Grande Assemblée nationale de Turquie, Numan Kurtulmuş, le Parti DEM a déclaré que la loi-cadre devait constituer le texte fondateur d'une solution démocratique à la question kurde et du processus de démocratisation de la Turquie. Le parti a également affirmé que le statut d'Öcalan, sa liberté de travail et la possibilité de communiquer librement étaient des conditions essentielles à la réussite du processus.

Pour le Parti DEM, la paix ne peut dépendre uniquement de la volonté de l'État. Un processus crédible suppose l'implication du Parlement, des garanties juridiques, des mécanismes de suivi et la participation de l'ensemble des acteurs politiques concernés. Plus tard dans le mois, la vice-présidente du groupe parlementaire DEM, Gülistan Kılıç Koçyiğit, a proposé la création d'une commission parlementaire de suivi du processus de paix, estimant que la loi-cadre devait constituer un point de départ et non une finalité. Elle a également souligné que les réformes démocratiques devraient concerner le Code pénal turc, la loi antiterroriste ainsi que le régime d'exécution des peines.

Le processus de paix s'est poursuivi dans un contexte marqué par un renforcement de la répression contre les forces d'opposition. La coprésidente du Parti DEM, Tülay Hatimoğulları, a averti que les poursuites engagées contre le Parti républicain du peuple (CHP) portaient atteinte à la confiance de la population dans le processus de paix kurde. Selon elle, il est impossible de construire une paix durable lorsque la vie démocratique est

restreinte par les interventions judiciaires, les pressions policières et les attaques visant les partis d'opposition.

Cette question est particulièrement importante pour la politique kurde, la question kurde étant depuis longtemps liée à la crise démocratique plus générale que connaît la Turquie. Les partis kurdes estiment qu'aucun processus de paix ne peut réussir tant que les élus demeurent exposés au risque d'être démis de leurs fonctions, que les partis d'opposition continuent d'être pris pour cible et que les tribunaux sont utilisés pour remodeler la vie politique.

La question des kayyum (administrateurs nommés par l'État en remplacement des maires élus) demeure également irrésolue. Même si aucune nouvelle nomination majeure n'est intervenue ce mois-ci, le remplacement des maires kurdes élus par des administrateurs désignés par le gouvernement reste l'un des principaux obstacles à l'instauration d'un climat de confiance. Le Parti DEM et d'autres acteurs kurdes rappellent régulièrement qu'aucune paix démocratique ne peut être crédible tant que les choix des électeurs kurdes peuvent être annulés au moyen de procédures sécuritaires ou de décisions administratives.

L'opinion publique turque, abreuvée de la propagande officielle diffusée par les médias, contrôlés à près de 90 % par le pouvoir, semble inerte face à cette répression devenue routinière. Les médias internationaux n'y prêtent attention que très épisodiquement. Mais, à l'occasion du sommet des chefs d'État de l'OTAN réuni à Ankara les 7 et 8 juillet, quelques journaux occidentaux ont consacré des articles à la situation intérieure.

Un reportage paru dans le New York Times est intitulé « Turkey Hosts NATO Summit While Cracking Down on Critics ». On y apprend que pendant les semaines

précédant le sommet, les autorités turques ont bloqué des sites internet, emprisonné des tas de gens sous l'allégation de terrorisme, arrêté des douzaines de militants écologistes, un professeur associé de sciences politiques à l'université d'Ankara, l'éditeur d'un magazine LGBTQ et un comédien de 32 ans, Deniz Göktaş.

De son côté, le quotidien *Le Monde* du 6 juillet décrit « Ankara, ville sous cloche à la veille du 36e sommet de l'Alliance atlantique ». « Un dispositif sécuritaire impressionnant quadrille la capitale turque où tout rassemblement public est interdit durant treize jours », précise le journal, qui indique que l'ONG Human Rights Watch dénonce « un recours abusif aux lois antiterroristes pour procéder à des arrestations massives ».

Le sommet de l'OTAN à Ankara a été présenté par les médias turcs comme un moment de « consécration » et de « gloire » pour le président turc. Ils ont mis en scène et diffusé en boucle l'arrivée du président Trump et les compliments dithyrambiques sur son ami Erdogan.

Le chef de la diplomatie turque, Hakan Fidan, dans un entretien accordé au *New York Times* du 6 juillet, a déclaré que « l'amitié Erdogan-Trump peut aider l'OTAN ». Voilà que, par la grâce de « l'alchimie » de Donald Trump avec son ami Erdogan (*France Info*, 7 juillet), la Turquie, considérée comme une « alliée encombrante », est devenue « un partenaire indispensable » (*Le Monde*,

7 juillet).

Craignant un coup de colère, voire une sorte d'humeur de Donald Trump, les Européens se sont montrés discrets et aimables envers lui, et le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, pour complaire à l'irascible président américain, a annoncé des contrats d'achat d'armes américaines par les Européens pour un montant total annoncé de 50 milliards de dollars.

Menacée régulièrement d'un retrait américain et d'un éclatement, l'OTAN a survécu au sommet d'Ankara.

Le président américain a néanmoins quitté la capitale turque avec une certaine appréhension. Il a dû changer, au dernier moment, d'avion pour son départ de la capitale turque. Son nouvel Air Force One, offert par le Qatar, n'est apparemment pas suffisamment doté d'équipements de défense contre une éventuelle attaque de missile iranien. Il a donc voyagé à bord de son ancien Boeing Air Force One, équipé selon les règles de l'art.

Pour le président turc, le mois de juillet a assurément été un moment béni. Après un sommet de l'OTAN « réussi », il a vu son autre projet stratégique visant à désintégrer le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), s'achever sur un succès.

Ce vieux parti, créé par Atatürk lui-même, comptant 1 880 000 membres, a implosé. Son leader élu, mais destitué par une justice politique aux ordres du pouvoir, Özgür Özel, a annoncé, le 24 juillet, jour

l'anniversaire de la signature du Traité de Lausanne de 1923, fondement en droit international de la République de Turquie, la création d'un nouveau parti, Yeni Parti, qui signifie précisément « le Nouveau Parti ».

Sur les quelque 134 députés du CHP, 91 ont rejoint ce parti, qui devient ainsi la première formation de l'opposition parlementaire. Son rival, Kemal Kılıçdaroğlu, imposé par la justice turque à la tête du CHP, ne compte plus que 44 députés, faisant de ce vieux parti la cinquième formation politique du Parlement, derrière l'AKP, le Yeni Parti, le parti pro-kurde DEM et le Parti d'action nationaliste (MHP) d'extrême droite.

Seule consolation, le CHP garde l'imposant bâtiment de son siège à Ankara, et patrimoine financier et immobilier considérable.

Quant aux maires élus du CHP, certains rejoignent le Nouveau Parti, d'autres démissionnent et adhèrent au parti gouvernemental AKP pour éviter des poursuites judiciaires, d'autres encore attendent le moment favorable pour se décider.

L'implosion du CHP et la neutralisation du parti DEM laissent au président Erdogan le champ libre pour provoquer des élections anticipées afin de se faire élire pour un nouveau mandat.

À l'instar de son « ami » Poutine, il a réussi à installer dans le pays « un poutinisme aux couleurs de la Turquie » (*Le Monde*, 7 juillet).

IRAN : VERS UNE GUERRE D'USURE SPORADIQUE ?

Le cessez-le-feu négocié pendant des mois, annoncé et signé à Versailles par le président Trump le 17 juin, afin de lui donner une plus grande solennité, n'aura duré qu'un temps. Le temps pour le régime

iranien d'organiser des funérailles grandioses pour l'ayatollah Khamenei, tué dès le premier jour de l'offensive israélo-américaine, afin de mettre en scène le soutien d'une partie de la population iranienne et d'afficher son unité dans l'épreuve. Et le temps aussi

pour le président Trump de célébrer à la fois son anniversaire et celui des 250 ans des États-Unis dans le calme, le 4 juillet.

L'Iran avait aussi choisi cette date du 4 juillet pour le début des funérailles de son Guide suprême

défunt. Après trois jours de processions avec la participation de foules endeuillées à Téhéran, la dépouille de ce dernier a été transférée à la « ville sainte » de Qom, siège de nombreux séminaires religieux chiites, et de là vers Nadjaf et Karbala en Irak, deux hauts lieux du chiisme abritant les mausolées de l'imam Ali, gendre du Prophète, et de son fils l'imam Hussein, vénérés par les croyants chiites. La forte participation de chiites irakiens aux processions de Nadjaf et Karbala a été présentée par le régime iranien comme un signe d'allégeance au Guide suprême iranien, alors que les chiites irakiens, dans leur très grande majorité, font allégeance au grand ayatollah Ali Sistani, qui vit retiré à Nadjaf et qui est opposé au système de velayat-e faqih du Guide suprême de la République islamique. Très pieux, l'ayatollah Sistani tient à ce que la religion ne soit pas utilisée ou instrumentalisée par la politique. Après le parcours mortuaire en Irak, la dépouille de l'ayatollah Khamenei a été enterrée à Mashhad, non loin du mausolée de l'imam Reza, très vénéré par les croyants chiites iraniens.

Tout au long de cette séquence de funérailles, les dirigeants iraniens, malgré leurs divisions, ont affiché leur unité et se sont livrés à un ostentatoire concours de pleurs et de flagellations. Seul absent remarqué : le nouveau Guide suprême Mojtaba Khamenei, qui n'a pas pu assister aux obsèques de son père, laissant le champ libre à toutes sortes d'interprétations et de spéculations.

Mais même en pleine période de deuil, les Gardiens de la révolution n'ont pas manqué d'affirmer leurs prétentions à imposer la souveraineté de l'Iran sur le détroit d'Ormuz et à jurer de venger la mort de Khamenei.

Alors que, d'après l'accord de

cessez-le-feu, le passage par le détroit d'Ormuz devait être totalement libre pour tous les navires commerciaux, au moins pendant 60 jours, le 7 juillet des drones iraniens ont bombardé un navire commercial empruntant un couloir maritime autre que celui que le régime tentait d'imposer. La réaction du président américain, furieux, a été immédiate. Il a déclaré d'emblée que le cessez-le-feu était terminé. Dès lors a commencé un cycle meurtrier d'attaques iraniennes dans le détroit d'Ormuz, suivies de représailles américaines contre massives les ports et les infrastructures militaires, parfois civiles, iraniennes dans plusieurs îles du détroit d'Ormuz ainsi que contre d'autres cibles dans le sud iranien, dont l'important port de Bandar Abbas.

Le 12 juillet, l'Iran a décrété la fermeture officielle du détroit d'Ormuz à la navigation et relancé les négociations avec Oman pour une gestion commune du transit par le détroit d'Ormuz. Les affrontements militaires ont duré jusqu'au 24 juillet puis ont marqué une trêve de quelques jours afin de permettre aux divers médiateurs de poursuivre leurs efforts pour parvenir à une solution négociée, réclamée par les principaux pays du Golfe, qui ont beaucoup souffert de cette guerre qui devait durer quelques semaines et qui entre désormais dans son sixième mois.

Reflétant le sentiment prédominant dans la région, le New York Times du 22 juillet publie un reportage sous le titre : « Les voisins de l'Iran aspirent à un accord, quel qu'il soit, pour terminer la guerre ».

Le régime iranien, conscient du sentiment de lassitude dans la région et de l'impopularité de la guerre dans une large partie de l'opinion publique américaine, semble décidé à piéger les États-

Unis dans une longue guerre d'usure. Une guerre de faible intensité et sporadique visant à mettre la pression sur les pétromonarchies qui ont beaucoup à perdre, afin qu'elles prennent leurs distances avec Washington et trouvent un modus vivendi avec un Iran s'affirmant comme la puissance régionale dominante.

Le coût de cette guerre d'usure sera également exorbitant pour l'économie et la population iraniennes. Selon RFI (6 juillet), « faute de demande chinoise, le pétrole iranien ne trouve pas preneur ». Et de toute façon, en raison du blocus américain du détroit d'Ormuz, l'Iran ne parvient plus que marginalement à exporter son pétrole.

En conséquence, l'économie s'effondre. La population s'enlise dans la misère et le désespoir. « Un peuple écrasé par la répression », alerte RFI le 17 juillet, tandis que le New York Times du 24 juillet publie un reportage sur le terrain au titre évocateur : « We're Trapped in Hell, Iranians Say Life Is Put on Hold by Months of War ».

Pour les dirigeants iraniens et les médias à leur service, la population doit « résister » pour « la dignité et l'indépendance du pays ». Il y a un prix à payer pour cette « cause sacrée ». Ceux qui n'adhèrent pas à cette idéologie officielle sont des ennemis de l'intérieur, des « traîtres », des agents américains et du sionisme. Ils méritent la mort. Et le lourd appareil judiciaire et sécuritaire, bien rodé, est là pour punir les traîtres.

Vu les circonstances, la censure et les difficultés d'accès aux réseaux sociaux, aucun bilan précis, encore moins exhaustif, de la répression en juillet ne peut être établi. Signalons cependant les informations parcellaires collectées par les ONG de défense des droits humains.

Le 14 juillet, Mohyedin Abdullahi et Hossein Palani Jafi, deux prisonniers kurdes originaires de Sarpol-e Zahab, ont été exécutés en secret à la prison centrale de Kermanshah. Arrêtés dans le cadre d'un affrontement armé survenu en 2017, ils ont été exécutés sans avoir pu rencontrer leurs familles une dernière fois. Les organisations de défense des droits humains ont dénoncé des actes de torture, de longues périodes d'isolement, le refus d'accès à un avocat et leur condamnation pour « rébellion armée ». Le 22 juillet, Iraj Ebrahimzadeh, prisonnier kurde originaire d'Illam, a été exécuté à la prison centrale d'Illam.

D'autres exécutions ont également été signalées en juillet, notamment celles de Sardar Qaderi à la prison centrale d'Urmia et de Salman Kakeh-Khani, originaire de Saqqez, à la prison centrale de Tabriz. À la prison de Ghezel Hesar, au moins cinq condamnés à mort ont été placés à l'isolement en vue de leur exécution, provoquant une grève de la faim menée par plusieurs centaines de détenus de l'unité 2.

Le mois de juillet a été particulièrement meurtrier dans les zones frontalières avec le Kurdistan irakien. Le 9 juillet, les forces du Régiment des gardes-frontières ont tué Sam Hassani, un garçon de 15 ans, et blessé son père, Ahsan Hassani, après avoir ouvert le feu sans sommation sur leur véhicule près du village de Daraki, dans la région de Sarvabad. Cette fusillade est intervenue dans un contexte de renforcement du dispositif militaire et de restrictions imposées aux habitants concernant l'accès à leurs vergers et à leurs pâturages.

Le 22 juillet, Rasoul Qalandari, kolbar (portefaix) de 21 ans et père de deux enfants originaire de Balajuk (Khoy), a été blessé

par des tirs des gardes-frontières dans les montagnes frontalières de Qotur. Selon une source citée par Kurdpa, les gardes se sont ensuite approchés de lui et lui ont tiré une balle dans la tête malgré ses supplications, alors qu'il leur rappelait qu'il était père de deux jeunes enfants.

Le lendemain, Soheyl Ferdowsi, kolbar de 18 ans originaire du village de Dezavar, près de Paveh, a été tué par des tirs directs des Gardiens de la révolution. Selon le Réseau des droits humains du Kurdistan (KHRN), les gardes-frontières ont tué quatre kolbars au cours des trois dernières semaines dans les régions de Nowsud, Marivan et Sarvabad, ainsi que deux autres civils, dont un enfant de 15 ans.

Toujours au Kurdistan iranien, examen des informations publiées par Hengaw, Kurdpa et le Réseau des droits humains du Kurdistan (KHRN) fait état d'au moins 32 citoyens kurdes nommément identifiés ayant été arrêtés, détenus ou transférés en prison durant le mois de juillet 2026.

Comme les mois précédents, cette vague de répression a touché des militants, des enseignants, des acteurs culturels, des sportifs, des femmes, des responsables religieux, des membres d'associations caritatives, des familles en quête de justice, d'anciens prisonniers politiques ainsi que de simples citoyens.

À Mahabad, plusieurs citoyens kurdes ont été arrêtés au début du mois. Mostafa Ebrahimi a été interpellé le 7 juillet après une perquisition menée sans mandat à son domicile familial. Le lendemain, Matin Famarzi, militant culturel kurde, a été violemment arrêté au parc Sheikh Shaltut avant d'être transféré vers un lieu inconnu. D'autres habitants de Mahabad ont également été visés, notamment Kamal Piranpour, Sardar Ostad-Ahmadi

et Peyman Mohammadi Moradi, arrêté après avoir été convoqué par les services de renseignement sous prétexte de récupérer son téléphone confisqué. Les familles sont restées sans information concernant les accusations, leur statut juridique ou leur lieu de détention.

À Sardasht, Mamosta Abubakr Yousofi et Younes Mousapour ont été violemment arrêtés le 5 juillet à Nalas, après que les services de renseignement eurent fait irruption dans une maison de jardin appartenant à leur famille. Selon les informations disponibles, les agents ont fait usage de violences physiques et de traitements humiliants avant de transférer les deux hommes dans un centre de détention des services de renseignement à Urmia. Plusieurs jours plus tard, leurs familles ignoraient toujours les motifs de leur arrestation ainsi que leurs conditions de détention.

À Paveh, Sabah Valad-Beygi, enseignant retraité, militant écologiste et responsable du groupe d'alpinisme Noor, a été arrêté lors d'une perquisition à son domicile dans le village de Nuryab puis transféré dans un centre de détention des services de sécurité à Kermanshah. Son frère, Nawzad Valad-Beygi, a lui aussi été arrêté par la suite et son lieu de détention demeure inconnu. Dans la même ville, l'artiste kurde Rashid Emami et son épouse Shler Modirzadeh ont été arrêtés après une descente des services de renseignement à leur domicile. Les agents sont ensuite revenus pour interpellier également Mme Modirzadeh. Leur famille n'a obtenu aucune information concernant leur situation juridique ni leur lieu de détention.

La répression a également visé des militants civiques et écologistes. À Ravansar, les services de renseignement des Gardiens de la révolution (IRGC) ont arrêté Khalil Parandak, Shahab

Soleimani et Idris Golmohammadi le 17 juillet sans présenter de mandat. Khalil Parandak est militant écologiste et membre d'une famille en quête de justice, Shahab Soleimani est avocat et défenseur des droits civiques, tandis qu'Idris Golmohammadi est engagé dans les domaines environnemental et associatif. Les démarches entreprises par leurs familles auprès des autorités judiciaires et sécuritaires n'ont permis d'obtenir aucune information sur les accusations retenues ni sur leur lieu de détention.

Les femmes ont également été touchées par cette vague d'arrestations. Mona Maleki, une Kurde de 27 ans originaire de Sanandaj (Senna), a été arrêtée le 14 juillet par le ministère du Renseignement et placée à l'isolement dans la prison pour femmes de Sanandaj. Elle a été privée d'accès à un avocat ainsi que de visites familiales. À Ilam, Zahra Mohammad-Vali, arrêtée précédemment, a poursuivi sa protestation en prison au moyen d'une grève de la faim sèche contre sa détention arbitraire, l'absence de perspective judiciaire et les interrogatoires répétés, illustrant la pression constante exercée sur les détenues, même après leur arrestation.

Les sportifs et les jeunes hommes kurdes ont eux aussi été pris pour cible. Hamid Mohammadzadeh, champion reconnu de lutte traditionnelle kurmanji Choukha, originaire d'Ashkhaneh, a été arrêté le 4 juillet après une perquisition sans mandat à son domicile. À Saqqez, le footballeur de 23 ans Fereydoun Mostafaei est resté détenu au secret après son arrestation intervenue fin juin ou début juillet. À Ilam, Kiomars Hasanbeigi a été violemment arrêté le 22 juillet, blessé lors de

son interpellation puis transféré vers un lieu inconnu sans pouvoir consulter un avocat ni recevoir de visites de sa famille.

Les forces de sécurité ont également visé des responsables religieux et communautaires. Emad Mostafaei, militant religieux sunnite de 19 ans originaire de Javanrud, a été arrêté le 25 juillet et transféré dans un centre de détention des services de sécurité à Kermanshah. À Kamyaran, Esmail Khatari et Fouad Shadi, membres de la fondation caritative Shayni, ont été arrêtés les 24 et 25 juillet puis conduits vers des lieux tenus secrets. Leurs familles n'ont obtenu aucune information sur leur état de santé, les accusations retenues ou leur lieu de détention.

Certaines arrestations de juillet étaient liées à des affaires de manifestations antérieures et à l'exécution de peines de prison. Ribwar Marabi, Kurde de 26 ans originaire de Kamyaran arrêté lors des manifestations de janvier 2026 à Téhéran, a été incarcéré le 25 juillet après s'être présenté devant le bureau chargé de l'exécution des peines. Il a été transféré à la prison du Grand Téhéran pour purger une peine de six ans d'emprisonnement. Arman Ebrahimi, originaire d'Oshnavieh, a également été transféré à la prison centrale d'Urmia afin d'y purger une peine d'un an.

Au cours du mois de juillet, l'Alliance des partis politiques du Kurdistan d'Iran a présenté une réponse plus unifiée face aux attaques et à la répression du régime iranien. À l'issue d'une réunion tenue le 23 juillet, l'Alliance a publié une déclaration commune affirmant que la crise interne de l'Iran s'était accompagnée d'une intensification de la répression, du terrorisme d'État et des attaques militaires contre les partis kurdes et la population

du Rojhelat.

L'Alliance a condamné les attaques menées au moyen de missiles, de drones et d'opérations terrestres contre les forces politiques kurdes, estimant que les pertes subies concernaient l'ensemble du mouvement national kurde et rendaient l'unité des partis kurdes d'Iran plus stratégique que jamais.

La déclaration souligne que la lutte du peuple kurde pour ses droits nationaux et politiques ne saurait être écrasée par la répression et la violence. Elle appelle également à renforcer les efforts internationaux afin de dénoncer les violations des droits humains au Kurdistan et affirme que l'Alliance développera une coopération politique et de terrain plus étroite dans la perspective d'un avenir démocratique pour l'Iran.

Le mois de juillet a également été marqué par une nouvelle forme de pression contre les figures kurdes de l'opposition en exil. L'Iran a sollicité des notices rouges d'INTERPOL ainsi que des demandes d'extradition visant des dirigeants et membres de plusieurs partis d'opposition kurdes iraniens, notamment le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK), Komala et d'autres personnalités politiques kurdes. Les dirigeants kurdes ont dénoncé une instrumentalisation politique des mécanismes internationaux, estimant que Téhéran cherchait à étendre sa campagne d'intimidation au-delà de ses frontières.

Par ailleurs, dans un tout autre domaine, à signaler la rocambolesque affaire de recrutement de l'ancien président iranien Ahmadinejad par les services secrets israéliens (New York Times, 13 juillet).

IRAK : REPRISE DES ATTAQUES IRANIENNES CONTRE LE KURDISTAN

Après quelques jours d'accalmie pendant les funérailles de l'ayatollah Khamenei, les Gardiens de la révolution iraniens ont repris, à la mi-juillet, leurs attaques de drones et de missiles contre le Kurdistan irakien, visant notamment les camps des partis politiques kurdes iraniens qui s'y sont réfugiés depuis plus de trente ans.

La plus meurtrière de ces attaques a eu lieu le 17 juillet. Des missiles ont frappé les positions du parti Komala dans la région de Zargwez, au sud de Souleimaniyeh. Au moins neuf membres de ce mouvement d'opposition kurde iranien ont été tués et plusieurs autres blessés. Le 13 juillet, trois attaques consécutives de drones avaient visé une base du Parti de la liberté du Kurdistan (PAK) dans la province d'Erbil, sans faire de victimes (*Rudaw*, 13 et 17 juillet).

Le Gouvernement régional du Kurdistan (KRG) a, le 17 juillet, condamné ces « attaques injustifiées de la République islamique d'Iran contre la Région du Kurdistan ». « La continuation de ces attaques déstabilise toute la région », rapporte le communiqué du KRG, qui « appelle la République islamique d'Iran à d'arrêter ces attaques » et demande « au Gouvernement fédéral d'Irak et à la communauté internationale de mettre un terme à ces violations de la souveraineté du Kurdistan et de l'Irak » (*Rûdaw*, 17 juillet). Appel qui a une fois de plus été ignoré par Téhéran.

Le 20 juillet, les Gardiens de la révolution ont attaqué par des drones les camps de Komala dans la vallée d'Alana, dans le district de Choman (province d'Erbil), ainsi qu'un autre camp à Surdash.

Autre cible récurrente des attaques iraniennes, le Parti de la liberté du Kurdistan (PAK) accuse l'Iran d'avoir utilisé du phosphore blanc lors d'une attaque de drones et cite, à l'appui de ses accusations, des témoignages oculaires, des examens médicaux et les dégâts causés par les incendies.

Le 27 juillet, une nouvelle attaque de quatre drones a visé les positions de Komala, toujours dans la vallée d'Alana. Le parti kurde iranien affirme avoir subi, depuis le début de la guerre, 95 attaques de missiles et de drones iraniens.

Dans une conférence de presse tenue le 27 juillet, le Premier ministre du Kurdistan, Masrour Barzani, a affirmé que « beaucoup de drones qui ont récemment ciblé la Région du Kurdistan étaient lancés à partir de la province de Mossoul ». Il a appelé une nouvelle fois Bagdad à empêcher les groupes armés d'opérer hors du contrôle de l'État.

« Nous avons une nouvelle fois adressé notre demande au gouvernement fédéral et nous estimons que le gouvernement fédéral est responsable d'arrêter les sources des risques et des menaces contre la Région du Kurdistan ; il ne doit pas permettre à ceux qui opèrent en dehors de la loi de mettre en péril la sécurité et la stabilité de la Région du Kurdistan et, par conséquent, celles de tout l'Irak », a alerté le Premier ministre du Kurdistan (*Rudaw*, 28 juillet).

Appel vain, car le gouvernement de Bagdad n'est pas en mesure de contrôler les milices chiites pro-iraniennes encadrées par les Gardiens de la révolution iraniens, qui ne cessent d'attaquer, à coups de drones, outre le Kurdistan, les pays arabes voi-

sins, dont le Koweït et l'Arabie saoudite.

Après plusieurs avertissements restés sans suite, celle-ci a mené, de concert avec les États-Unis, une série de bombardements contre les bases de ces milices de l'Hachd al-Chaabi dans une demi-douzaine de provinces irakiennes, dont Bagdad, Kirkouk, Ninive (Mossoul), Kerbala, Diyala et Bassora.

Selon un premier bilan, vingt miliciens ont été tués, dont cinq Gardiens de la révolution iraniens, et trente-deux autres blessés. Les blessés graves ont été évacués vers l'Iran, ainsi que les dépouilles des Gardiens de la révolution tués. Les dégâts matériels semblent considérables.

Tout en niant leur implication dans les récentes attaques contre des cibles en Arabie saoudite, les milices pro-iraniennes regroupées sous le sigle de Résistance islamique d'Irak promettent de se venger et fixent un ultimatum au gouvernement de Bagdad pour agir avant le 7 août, sous peine de représailles.

Bagdad a condamné « ces attaques inadmissibles contre la souveraineté de l'Irak » et dément avoir été prévenu par Washington, comme l'a affirmé le président Trump.

Les représailles des milices pro-iraniennes sont promises pour « après le pèlerinage chiite d'Arbaïn », marquant la fin de la période de quarante jours de deuil du martyr de l'imam Hussein, petit-fils du prophète Muhammad, tué lors de la bataille de Kerbala en 680.

Ces milices, qui n'hésitent jamais à verser le sang d'autres musulmans, civils ou soldats, se disent pourtant soucieuses du bon

déroulement et de la sécurité du pèlerinage chiite qui rassemble chaque année près de deux millions de croyants chiites iraniens et irakiens à Kerbala, où se situe le mausolée de l'imam Hussein.

De son côté, le Premier ministre irakien avait enjoint toutes les milices à déposer les armes d'ici 30 septembre et il a réitéré cet engagement lors de la visite médiatisée à Washington, où il a été reçu à la Maison-Blanche par le président Trump.

Le mandat de la coalition internationale contre Daech, achevé dans l'Irak arabe, se termine également au Kurdistan fin septembre. L'Irak affirme être en mesure de se défendre par ses propres moyens contre les menaces terroristes et propose une coopération multilatérale, militaire et économique, à Washington.

La coalition des partis chiites qui soutient le gouvernement irakien est, en principe, d'accord avec cette approche « pragmatique » et « souverainiste » du Premier ministre. Mais les Américains exigent que ce souci « souverainiste » s'exprime également envers l'Iran, que les milices chiites pro-iraniennes soient désarmées et mises hors d'état de nuire aux pays arabes voisins et au Kurdistan, où les États-Unis ont d'importants intérêts.

Au cours de cette visite une cinquantaine d'accords et pré-accords commerciaux (memorandum of understanding) ont été signés pour un montant annoncé total de 60 milliards de dollars (Rûdaw, 18 juillet).

Washington avait, avant cette visite, repris les livraisons de dollars à Bagdad, suspendues depuis le mois d'avril, et Bagdad a promis au géant pétrolier Chevron l'exploitation de l'immense gisement de West Qurna, dans le sud du pays.

Les revenus du pétrole constituent plus de 80 % des recettes du budget irakien. Les exportations de pétrole sont d'une importance vitale pour le pays. Les aléas de la guerre irano-américaine ont lourdement impacté les exportations irakiennes, tout comme celles des autres pétromonarchies du Golfe.

D'après l'organisation d'État de vente du pétrole (SOMO), l'Irak n'a pu, en mai et juin, exporter qu'un total de 32,1 millions de barils de pétrole pour un montant de 2,3 milliards de dollars. La province de Bassora a pu exporter 20,2 millions de barils par le détroit d'Ormuz, la Région du Kurdistan 1,56 million de barils vers le port turc de Ceyhan et la province de Kirkouk 10,3 millions de barils vers le port turc de Ceyhan.

Avant la guerre, l'Irak exportait en moyenne 3,5 millions de barils par jour.

Pour réduire sa forte dépendance du transit via le détroit d'Ormuz, le gouvernement irakien cherche des solutions alternatives et revient à la politique du mandat britannique des années 1930, où le pétrole de Kirkouk transitait vers le port syrien de Baniyas, sur la Méditerranée, et vers Haïfa, en Palestine sous mandat britannique, par oléoducs.

Le 18 juillet, l'Irak et la Syrie ont signé à Washington, sous les auspices du secrétaire américain à l'Énergie Chris Wright, un Memorandum of Understanding pour la construction d'un oléoduc reliant Kirkouk au port syrien de Baniyas.

L'accord vise à renforcer la coopération dans les secteurs du pétrole et du gaz, a indiqué dans un communiqué le ministère irakien du Pétrole le 18 juillet.

L'accord porte sur la mise en œuvre d'un « corridor énergé-

tique vital » conçu pour connecter la production de pétrole aux marchés mondiaux d'exportation via la Méditerranée.

Selon le chef de la Compagnie syrienne du pétrole, Ahmed Gabbaji, le nouvel oléoduc remplacera l'ancien. Sa capacité atteindra deux millions de barils par jour et il devrait être construit dans un délai de trente mois à compter de la signature de l'accord. L'oléoduc sera construit par un consortium sous direction américaine incluant Chevron (Rûdaw, 18 juillet).

À son retour de Washington, le Premier ministre irakien s'est d'abord rendu à Téhéran pour informer les dirigeants iraniens de la teneur de ses entretiens et vraisemblablement leur transmettre un message américain. Il a aussi évoqué la question de la reprise des livraisons de gaz iranien à l'Irak, dont l'interruption a sérieusement perturbé la production d'électricité.

Ensuite, à l'invitation du président turc, il s'est rendu à Ankara. Au menu des entretiens figuraient la coopération sécuritaire dans le contexte du processus de désarmement du PKK, le développement des échanges commerciaux et les négociations pour le renouvellement de l'accord de transit des exportations de pétrole irakien par le territoire turc. L'accord signé sous le régime de Saddam Hussein est venu à expiration.

La Turquie, profitant des difficultés actuelles de l'Irak pour exporter son pétrole via le détroit d'Ormuz, cherche à imposer des conditions plus avantageuses.

L'Irak se dit prêt à vendre à la Turquie un million de barils de pétrole par jour, ce qui réduirait considérablement la dépendance turque au pétrole russe ou iranien.

La capacité de l'oléoduc reliant Kirkouk et la Région du Kurdistan au port turc de Ceyhan pourrait être portée à deux millions de barils par jour, permettant ainsi à Bagdad de se passer, le cas échéant, du transit par le détroit d'Ormuz, où l'Iran cherche à dicter sa loi.

Le Kurdistan reste le passage obligé des oléoducs vers Baniyas et Ceyhan pour les exportations du pétrole irakien. Il pourrait, en cas de conflit grave avec Bagdad, fermer les vannes des oléoducs et interrompre les exportations irakiennes.

Il est aussi le point de passage incontournable du commerce des pays du Golfe, mais la Turquie envisage d'orienter une bonne partie de son commerce vers le Proche-Orient via la Syrie, une fois que ce pays sera stabilisé et doté d'infrastructures routières modernes.

En attendant, des litiges financiers opposant Erbil à Bagdad persistent.

Début juillet, une délégation du Gouvernement régional du

Kurdistan (KRG) s'est rendue à Bagdad afin d'y rencontrer le ministère fédéral des Finances et le Conseil suprême de l'audit. Les discussions ont porté sur les salaires des fonctionnaires, les recettes non pétrolières, les procédures douanières et les taxes.

Le KRG a maintenu sa position selon laquelle les salaires ne devaient pas être utilisés comme moyen de pression dans des différends politiques et techniques. Erbil réaffirme que les fonctionnaires disposent d'un droit légal et constitutionnel à leur rémunération, droit confirmé par la Cour suprême fédérale, et que les désaccords portant sur les recettes non pétrolières, l'automatisation des procédures douanières ou les exportations de pétrole devraient être réglés par des audits et des négociations, et non par le retard du paiement des salaires.

En raison de la guerre irano-américaine, où le Kurdistan a subi plus de 900 attaques de drones et de missiles iraniens, les compagnies pétrolières opérant dans la région ont dû interrompre leur production.

Il en est résulté une pénurie d'essence qui entrave sérieusement l'activité économique et indispose les citoyens. Pour y remédier, le gouvernement du Kurdistan a demandé à Bagdad de porter l'allocation quotidienne de pétrole brut destinée à la Région de 50 000 à 126 700 barils par jour, estimant que ce volume représenterait plus justement la part démographique du Kurdistan et qu'il était indispensable pour faire face aux pénuries d'essence.

Le Gouvernement du Kurdistan a également entrepris de renforcer le contrôle du marché et a lancé à Erbil un système de cartes électroniques et de coupons pour la distribution d'essence subventionnée afin de mieux réguler l'accès au carburant et de réduire le désordre dans les stations-service.

Enfin, au milieu de ces multiples crises, les deux principaux partis kurdes, le PDK et l'UPK, n'ont toujours pas réussi à se mettre d'accord pour la formation d'un nouveau gouvernement de coalition.

SYRIE : LE « PARLEMENT » NOMMÉ SE RÉUNIT

Le Conseil législatif syrien s'est réuni le 12 juillet à Damas. Il est composé de 210 membres, dont 140 membres désignés en octobre 2025 par quelque 4 000 à 5 000 « grands électeurs » proches du régime islamique et 70 autres nommés directement par le président par intérim Ahmed al-Charaa le 1er juillet. Il ne compte que 12 Kurdes, coopte qui ne représentent aucun parti politique kurde, hormis Abdul Hakim Bashar, membre du Conseil national kurde (ENKS), et 22 femmes. Parmi celles-ci, 16 ont été nommées par le président al-Charaa,

car le scrutin d'octobre dernier n'en avait désigné que quatre.

Par souci d'un minimum d'équilibre pour les femmes, qui représentent plus de la moitié de la société syrienne, al-Charaa, sans doute sur les conseils des agences de communication turque et britannique qui le « coachent » depuis sa prise de pouvoir, a fait un « geste d'ouverture », sans cependant prendre le risque de heurter sa base islamosalafiste, car la plupart des femmes nommées sont elles aussi issues de la mouvance islamiste.

À la réunion de ce Conseil, on a ainsi pu voir une députée kurde, Fasia Youssef, habillée en kurde, qui a tenu à prêter serment en arabe et en kurde, des députées vêtues de niqabs salafistes et quelques autres, issues de la société civile, habillées à l'occidentale. La seule ministre femme du gouvernement syrien, qui compte 24 ministres, Mme Hind Kabawat, citée par *Libération* du 28 juillet, se félicite de cette image reflétant « la diversité syrienne ». À la fois alibi chrétien et femme du nouveau pouvoir syrien, notamment pour l'opinion occidentale, Mme Kabawat, ministre des Affaires sociales,

accompagne régulièrement les délégations syriennes lors de leurs visites à l'ONU ou dans les pays occidentaux. C'est elle qui a représenté la Syrie aux funérailles du pape François.

La Déclaration constitutionnelle accordant l'essentiel des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire au président par intérim, on ne sait pas encore quelle sera la mission de ce Parlement désigné.

En attendant, les dirigeants occidentaux, qui ont hâte de voir la Syrie retrouver, à défaut d'une démocratie, *a minima* une certaine stabilité, ne tarissent pas d'éloges à l'égard du nouveau régime et de son chef. Le président Trump, qui a reçu ce dernier en marge du sommet de l'OTAN d'Ankara, sur la proposition du président turc Erdogan, l'a comblé de compliments. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le chancelier allemand se sont montrés fort aimables à son égard et disponibles pour une coopération étroite.

Le président Macron, qui a effectué une visite à Damas, accompagné d'une importante délégation d'hommes d'affaires, espère pour la France un rôle de premier plan dans la reconstruction de la Syrie, semblant ignorer le fort degré de dépendance politico-militaire du nouveau régime envers son protecteur turc Erdogan qui, de la Méditerranée à la Grèce et à l'Afrique, est très souvent en conflit avec la France. Signe des temps et de l'évolution de la conjoncture, le président français n'a pas rencontré à Damas ses « frères de combat » kurdes, qui sont assurément tombés dans l'oubli.

Ce précédent fâcheux a servi aussi d'excuse au secrétaire général de l'ONU, António Guterres, qui, lors de sa visite à Damas le 25 juillet 2026, n'a ren-

contré aucun représentant kurde. Interrogé par un journaliste de la chaîne d'information kurde Rûdaw, son porte-parole adjoint Farhan Haq a affirmé que le secrétaire général, pour des raisons d'emploi du temps contraint, n'avait pas eu le temps de se rendre au Rojava et de rencontrer le général Mazloum Abdi. Ce dernier n'a pas été invité à Damas pour une rencontre symbolique, ni par le président français ni par le secrétaire général de l'ONU. Par ailleurs, aucun journaliste kurde n'a été invité à la conférence de presse de M. Guterres, sans doute pour éviter les questions sur le sort des Kurdes. Il a néanmoins été interrogé par un journaliste égyptien à ce sujet.

Le secrétaire général de l'ONU, qui dit être venu en Syrie « avec humilité et respect », s'est contenté d'affirmer que l'accord de « réunification » entre les forces kurdes et le gouvernement syrien constitue « un succès significatif ». À ce « moment pivot », les Nations unies se tiennent aux côtés du peuple de Syrie, a ajouté le secrétaire général, dont la visite à Damas constituait la première depuis 17 ans (Rûdaw, 28 juillet).

L'application de cet « accord significatif », conclu le 29 janvier dernier, avance dans certains domaines, notamment administratifs, et marque le pas sur les questions politiques et militaires.

Dans un entretien accordé à la chaîne kurde Rûdaw, le 30 juillet, le gouverneur kurde de la province de Hassaké, Nouredine Ahmed, affirme qu'environ 70 % de l'intégration institutionnelle a été achevée dans cette province à forte majorité kurde, qui était au centre de l'accord kurdo-syrien du 29 janvier.

Le gouverneur indique que, dans le secteur de l'éducation, environ 20 000 employés ont été entièrement intégrés au ministère syrien

de l'Éducation et reçoivent désormais régulièrement leurs salaires. Dans le secteur de la santé, 2 000 employés ont été intégrés ; à la direction de l'électricité, la moitié des employés a été intégrée. Les directions de l'agriculture, du commerce intérieur et de la protection des consommateurs ont également été intégrées. Celles de la culture, du tourisme, des antiquités, la branche de la Banque centrale de Syrie et la direction de la Poste ont été « réactivées » et assurent désormais leurs services.

Selon N. Ahmed, les efforts en cours visent à intégrer et à réactiver les directions restantes, y compris celles des transports, des communications et des finances, ainsi que les branches des autres banques.

« Nous menons des discussions très positives avec le ministère de l'Enseignement supérieur sur l'avenir des universités du Rojava », ajoute le gouverneur, qui se félicite du chemin parcouru en quelques mois.

L'Administration autonome du Nord-Est syrien, qui dirigeait depuis 2011 ces territoires, coopère pleinement à ce processus de « réintégration », mais relève que le régime de Damas progresse plus rapidement dans le rétablissement de son contrôle administratif que dans l'octroi de garanties politiques.

Selon elle, l'intégration ne peut se limiter au déploiement des forces de sécurité et au retour des administrations de l'État si la nouvelle Syrie ne reconnaît pas, dans sa Constitution, les droits du peuple kurde, la gouvernance décentralisée et les acquis du peuple kurde.

L'approche du régime reste fortement imprégnée d'islamo-nationalisme arabe centralisateur. Ainsi, ses représentants locaux ont installé à l'entrée de la ville

kurde de Kobané un panneau portant le nom arabe Aïn al-Arab, imposé par le régime dictatorial baasiste dans les années 1960.

Les habitants de Kobané ont massivement manifesté contre cette installation, rappelant un passé d'oppression. La campagne lancée sous le mot d'ordre « Kobané est notre identité. Kobané n'est pas Aïn al-Arab » traduit le rejet populaire des politiques nationalistes visant à remplacer le nom kurde d'une ville devenue, à travers le monde, un symbole de la résistance contre Daech, qui y a subi sa première défaite militaire.

Le retour des déplacés kurdes sur leurs terres se poursuit à un rythme lent parce que les milices syriennes supplétives de l'armée d'occupation turque ne sont pas pressées de partir et de rendre à leurs propriétaires légitimes les biens, les maisons et les commerces qu'elles ont confisqués, notamment dans les territoires kurdes de Serê Kaniyê (Ras al-Aïn) et de Girê Spî (Tell Abyad).

Après des mois de tractations, un premier contingent de quelque 500 à 600 déplacés devrait être autorisé à retourner à Serê Kaniyê. Plusieurs dizaines de milliers d'autres sont toujours dans des camps précaires dans l'attente d'un retour, conformément à l'accord kurdo-syrien.

En juillet, le dernier convoi organisé de familles déplacées d'Afrin a pu arriver à bon port. Ce dernier

convoi regroupait environ mille familles, portant à 8.720 le nombre total de familles de retour dans leurs foyers après plusieurs années de déplacement forcé. Nombre d'entre elles ont dû s'acquitter d'une « indemnité » pour faire partir les occupants arabes de leurs maisons.

À signaler aussi la remise en service de la station de pompage d'Allouk, qui devrait permettre un rétablissement progressif de l'approvisionnement en eau de plus d'un demi-million d'habitants du gouvernorat de Hassaké. Cette station avait été attaquée et mise hors service par les bombardements turcs après l'invasion turque de Serê Kaniyê et de Girê Spî en 2019.

Sur le plan sécuritaire, la Syrie a connu en juillet plusieurs attentats meurtriers attribués à Daech. Une explosion a tué neuf personnes et fait vingt blessés le 2 juillet dans un café du centre de Damas. Cette attaque est la plus sanglante qu'ait connue la capitale syrienne depuis l'attentat-suicide contre une église orthodoxe grecque, en juin 2025, qui avait fait 25 morts (*Le Monde*, 3 juillet).

Le 7 juillet, des explosions ont été entendues près de l'hôtel Four Seasons où le président français et sa délégation, en visite officielle, venaient de passer la nuit. Le président Macron a poursuivi sa visite au palais présidentiel syrien où il a rencontré le président par intérim al-Charaa avant

de participer à un forum économique franco-syrien et de repartir à Ankara pour le sommet de l'OTAN.

Il a, à cette occasion, annoncé que la France allait remettre au gouvernement syrien des avoirs de plus de 50 millions de dollars confisqués aux membres de la famille du dictateur déchu Bachar al-Assad (*New York Times*, 7 juillet).

Le départ de la coalition internationale, la mise à l'écart des Forces démocratiques syriennes (FDS), fer de lance de la guerre contre Daech, ainsi que les invasions massives des prisons de Daech et des camps où ils étaient détenus ont permis à l'organisation djihadiste de reconstituer progressivement ses réseaux et de les réactiver.

On recense depuis le début de l'année 2026 au moins 64 attaques de Daech en Syrie, principalement dans les gouvernorats de Deir ez-Zor, Raqqa, Alep et Hassaké, gouvernorats où les FDS et leur service de sécurité intérieur, Assayish, assuraient jusqu'à fin janvier l'ordre et la sécurité que le nouveau gouvernement et son armée, composée de milices disparates, peinent à assurer.

À noter qu'en juillet aucun progrès n'a été enregistré dans le dossier de l'intégration des Unités de protection des femmes (YPJ), ni dans celui des prisonniers et disparus kurdes des affrontements de janvier 2026.

DÉCÈS DU SÉNATEUR LINDSEY GRAHAM

L'emblématique sénateur américain Lindsey Graham, un défenseur inébranlable du peuple kurde, est décédé le 11 juillet 2026, à l'âge de 71 ans, à Washington.

Le sénateur Graham, notamment

l'auteur de la loi « Save the Kurds Act », était un fervent défenseur des droits du peuple kurde. Il a joué un rôle crucial dans la facilitation d'un accord de paix entre le régime syrien et les forces kurdes syriennes, aidant à obtenir le soutien du général Mazloum Abdi, commandant en chef des Forces

démocratiques syriennes (SDF). Le général Abdi lui a rendu un hommage émouvant, tout comme les dirigeants kurdes Nechirvan Barzani et son prédécesseur, Massoud Barzani.

Le sénateur Graham était également une voix de premier plan au

Sénat américain contre la dérive autoritaire du gouvernement turc et un fervent soutien de l'Ukraine. Il avait visité le pays la veille de sa mort, causée par une rupture aortique soudaine.

Ses obsèques ont eu lieu le 28 juillet, en présence de nombreux dignitaires étrangers, y compris le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

Au cours des dernières décennies, quelques sénateurs démocrates

et républicains ont pris fait et cause pour la défense du peuple kurde. Parmi les plus mémorables : les démocrates Edward Kennedy, John Kerry, Nancy Pelosi et les républicains John McCain et Lindsey Graham.

Le premier chef d'État à prôner la création d'un Kurdistan indépendant fut le président américain Woodrow Wilson qui, dès 1918, avait préconisé la création d'un État kurde dans le cadre de l'application du droit à l'autodétermi-

nation de chaque peuple qu'il prônait.

Le Traité international de Sèvres, signé en août 1920, a entériné le principe de la création d'un Kurdistan indépendant. Mais il ne fut pas appliqué. L'Empire britannique et la France ont décidé de tracer, selon leurs intérêts du moment, la nouvelle carte du Proche-Orient en ignorant le peuple kurde. Le début d'une tragédie kurde qui dure depuis plus d'un siècle.

Donald Trump salue des « très bonnes » réunions au Qatar, l'Iran annonce la fin des discussions

Même si Téhéran refuse à ce stade tout échange direct avec les Américains à Doha, les parties ont approuvé l'instauration d'ici à jeudi d'un canal de communication pour signaler et recenser les éventuelles violations du protocole d'accord.

Le président américain, Donald Trump, a évoqué, mercredi 1^{er} juillet, de « très bonnes » réunions au Qatar, où représentants américains et iraniens ont mené des discussions indirectes et techniques sur leur protocole d'accord, après des échanges de frappes qui avaient menacé de briser la trêve. « La dénucléarisation de l'Iran avance bien », a affirmé Donald Trump à des journalistes aux Etats-Unis. « On les a frappés très dur [mais] on s'entend très bien. »

Selon l'agence officielle iranienne IRNA, les négociations ont pris fin sur un accord permettant à l'Iran d'acquérir des produits avec une partie de ses avoirs gelés au Qatar. « Le vice-ministre des affaires étrangères, Kazem Gharibabadi, qui s'est rendu à Doha pour suivre la mise en œuvre des dispositions du mémorandum d'entente (...), a annoncé la fin des pourparlers au Qatar », a rapporté l'agence IRNA. Même si Téhéran refuse à ce stade tout échange direct avec les Américains à Doha, les parties ont approuvé l'instauration d'ici à jeudi d'un canal de communication pour signaler et recenser les éventuelles violations du protocole d'accord.



A Téhéran (Iran), le 1^{er} juillet 2026. MAJID ASGARIPOUR/REUTERS

L'utilisation des avoirs iraniens

A l'issue de cette session de négociations, l'Iran a affirmé qu'il utiliserait une partie de ses avoirs gelés au Qatar pour acquérir des produits dont il a besoin. « Pendant les discussions avec des responsables qataris, dont la banque centrale, plusieurs sujets liés à la dépense d'une partie des six premiers milliards de dollars [de fonds] ont été examinés », a affirmé Kazem Gharibabadi, cité par IRNA. Ces six milliards font référence à une partie des

recettes pétrolières de l'Iran, transférées depuis la Corée du Sud vers des comptes d'accès restreint au Qatar, depuis 2023. « Il y a eu un accord pour que, sur la base des besoins manifestés par notre pays, les produits demandés soient acquis et mis à la disposition de l'Iran », a ajouté M. Gharibabadi, sans détailler les mécanismes.

La question des avoirs iraniens fait partie du protocole d'accord entre l'Iran et les Etats-Unis, qui prévoit que les fonds et actifs iraniens gelés ou soumis à restrictions seront

pleinement rendus disponibles et utilisables dès la mise en œuvre de l'accord.

Si la signature du pacte entre Washington et Téhéran a permis de réduire l'intensité du conflit, d'importantes tensions persistent, notamment autour du nucléaire iranien ou de la gestion du stratégique détroit d'Ormuz, où le trafic a ralenti ce week-end après deux attaques de navires. L'Iran réclame depuis des semaines vouloir imposer un droit de passage sous une forme ou une autre, une mesure jugée inacceptable par les Etats-Unis.



July 02, 2026

Kurdistan Region anti-corruption body drafts guidelines for whistleblower reward system

ERBIL, Kurdistan Region - The Commission of Integrity of the Kurdistan Region is drafting new regulations to formalize a whistleblower reward system that provides financial incentives and legal protection for individuals reporting corruption cases, officials said on Thursday.

"We are receiving cases and evaluating the evidence to determine whether it can prevent the waste of public funds or lead to cases that can be adjudicated in court. These mechanisms require clear guidelines," Ahmed Anwar, head of the Commission of Integrity of the Kurdistan Region, told Rudaw's Soran Hussein.

The commission intends to review incoming reports and assess the quality of evidence before proceeding with legal action, following its June announcement that informants who submit verified evidence of corruption involving public officials would receive monetary rewards while their identities remain strictly confidential.

The move comes as Iraqi authorities continue investigations across the country in an initiative known as Operation Dawn, a large-scale anti-corruption campaign launched on Sunday under the direction of Prime Minister Ali al-Zaidi



Logo of the Kurdistan Region Integrity Commission

and in coordination with Iraq's Federal Commission of Integrity.

To date, the operation has resulted in the arrests of over 21 senior government employees, according to government spokesperson Haidar al-Aboudi. Cases extend to former officials, and lawmakers, including notable figures such as former Salahaddin governor Raed al-Jubouri, three former members of parliament from the Salahaddin province, and Adnan al-Jumaili, the former deputy oil minister for refining affairs, accused of embezzlement of 200 billion dinars (\$152 million).

Anwar said the commission is working to establish formal regulations to define how reports are handled and how rewards are calculated, stressing that a clear legal framework is necessary for full im-

plementation of the system.

While no government body has opposed the initiative, Anwar said, the system's success depends on a comprehensive follow-through on regulatory processes.

In June, the commission told Rudaw it had received several corruption reports within a single day of launching the hotline-based system, though many cases required further supporting evidence before investigations could take place.

Anwar said rewards will vary depending on the scale and impact of the reported corruption, and coordination is underway with Iraq's Federal Commission of Integrity and the UN Development Programme (UNDP) to establish evaluation criteria.

The initiative covers cases such as bribery, embezzle-

ment, illicit enrichment, and misuse of public funds. Citizens can submit reports via hotline 1015, designated email channels, or physical presence, including complaint boxes.

The commission says it refers around 250 corruption cases to courts annually. A joint UNDP and Kurdistan Region judicial report in December 2025 also indicated a rise in the financial scale of corruption cases involving public institutions, surging from 622 million to 4.5 billion Iraqi dinars (\$475,000 to \$34.4 million)

Accordingly, the Kurdistan Regional Government (KRG) has introduced new measures to handle cases involving financial crimes, through its establishment of Erbil's Fourth Criminal Court to carry out proceedings.

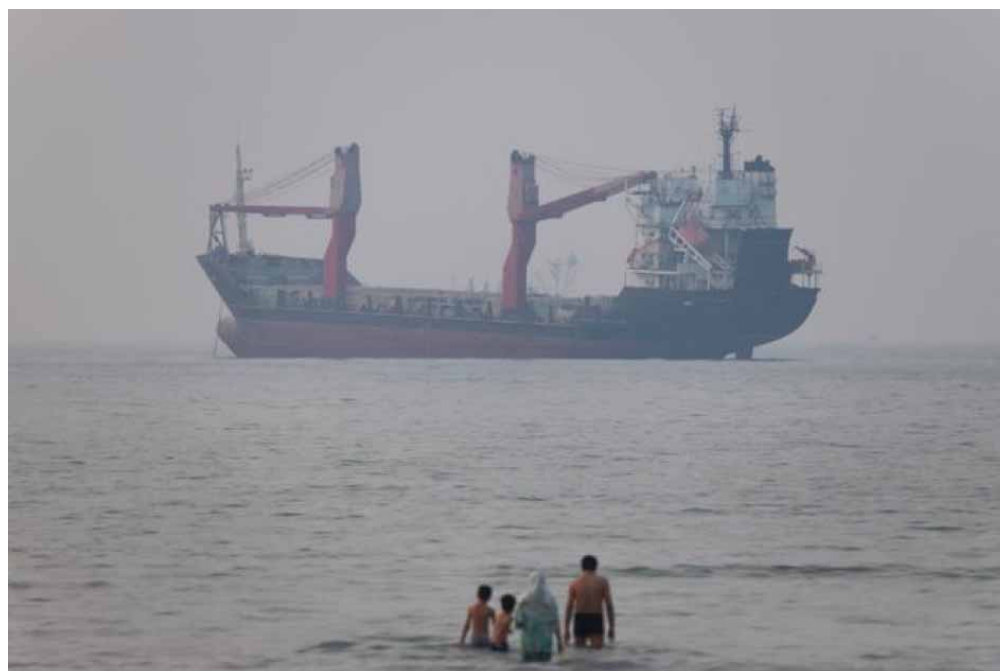
Les négociations entre l'Iran et les Etats-Unis enkystées autour de l'avenir du détroit d'Ormuz

Depuis la signature du protocole d'accord entre Washington et Téhéran, à la mi-juin, aucune discussion profonde visant l'avenir du programme nucléaire iranien n'a été amorcée. La République islamique semble vouloir imposer un système de péage en collaboration avec Oman culer dans le passage maritime.

Donald Trump dit son texte avec conviction, tel un acteur de théâtre bien rodé. Mercredi 1^{er} juillet, peu avant de monter à bord du [nouvel Air Force One](#), un Boeing 747-8 à 400 millions de dollars (350 millions d'euros) offert par le Qatar, le président américain répète une fois de plus devant les journalistes « sa » vérité : celle d'une domination écrasante des Etats-Unis sur l'Iran obtenue grâce à la force militaire.

« *La dénucléarisation de l'Iran avance bien* », lance le chef de la Maison Blanche avant de s'envoler vers le Dakota du Nord. « *Nous les avons frappés très fort pendant trois nuits, mais nous nous entendons bien. Donc j'appelle ça dénucléarisation* », insiste-t-il, évoquant les « progrès » des derniers [pourparlers qui ont eu lieu, la veille, entre délégations iraniennes et américaine à Doha, au Qatar](#).

Aux dires de proches des négociations, la réalité est tout autre. Depuis la signature, le 17 juin, du [protocole d'accord](#) entre Washington et Téhéran, pour mettre fin à la guerre lancée par les Etats-Unis et Israël le 28 février, aucune discussion profonde visant l'avenir du programme nucléaire iranien n'a été sérieusement amorcée. Les parties prenantes en sont encore



Dans le détroit d'Ormuz vu depuis Bandar-e Abbas (Iran), le 30 juin 2026. AMIRHOSEIN KHORGOOI/WANA VIA REUTERS

à parlementer sur la liberté de circulation dans le détroit d'Ormuz qui devait être un postulat du protocole. « *La situation est aujourd'hui comparable à celle du 8 avril, après le cessez-le-feu* », se désole Elie Tenenbaum, directeur du centre d'étude de sécurité à l'Institut français des relations internationales.

Le plan d'évacuation des quelque 11 000 marins coincés dans le détroit depuis la fermeture du couloir maritime par Téhéran, fin février – dévoilé le 23 juin par l'Organisation maritime internationale

avec la collaboration du sultanat d'Oman – a été interrompu après des tirs iraniens, deux jours plus tard, visant un navire singapourien. La République islamique n'a guère apprécié de voir le bateau emprunter les eaux omannes sans son aval. « *Les Iraniens semblent assez seins dans leur capacité à relancer la coercition sur le détroit. Ils ont survécu à un déluge de feu de la part des deux premières aviations du monde, ils se sentent pousser des ailes* », constate M. Tenenbaum.

Les discussions menées au

Qatar en présence, côté iranien, de Kazem Gharibabadi, vice-ministre des affaires étrangères, et côté américain, des deux émissaires de Donald Trump, Steve Witkoff, partenaire de golf du président, et Jared Kushner, son gendre, devaient assouplir la position de Téhéran. Le dégel de 6 milliards de dollars d'avoirs iraniens a été mis sur la table pour arracher l'accord d'un régime qui semble déterminé à ne pas lâcher son emprise sur le détroit. A l'issue des pourparlers, le 1^{er} juillet, les deux parties semblent avoir convenu que ce dégel

permettrait à l'Iran d'acheter des biens agricoles américains.

Solution de compromis

Mais la République islamique semble vouloir conserver, sur le long terme, le contrôle sur le détroit d'Ormuz – par où transitait, avant-guerre, plus de 20 % de la production d'hydrocarbures mondiale – en imposant un système de péage en collaboration avec Oman, son voisin. « *Tout le monde a le droit de traverser. Mais l'Iran et l'Oman sont les seuls pays à pouvoir et à devoir assurer les services durant le passage des navires – des services qui incluent aussi celui d'assurer la sécurité. Ce droit de péage est donc discuté entre ces deux pays* », affirme une source iranienne.

Ce principe, contraire à toutes les règles du droit ma-

ritime international, place la petite monarchie omanaise dans une situation délicate. Par sa géographie, Mascate est condamné à conserver de bonnes relations avec l'Iran, mais ne veut pas, non plus, se fâcher avec l'Occident. Le sultan [Haïtham Ben Tareq Al-Saïd](#), qui a rencontré Emmanuel Macron, à Paris, le 29 juin, propose un compromis : organiser un système de redevances visant à faire payer les services de sécurité ou d'entretien des fonds marins aux navires mais sur la base du volontariat. Une telle option, avance-t-on à Oman, pourrait être compatible avec le droit.

L'Iran et les Etats-Unis n'ont, ni l'un ni l'autre, ratifié la convention de Montego Bay (du nom de la ville de Jamaïque où elle a été adoptée en 1982), qui consacre le passage en transit dans les détroits. Une partie des Euro-

péens, redoutant que les deux protagonistes ne puissent, in fine, s'entendre sur un système payant dont tous deux tireraient profit, semblent se résigner peu à peu à ne jamais revenir au statu quo *ex ante* à Ormuz, voyant la suggestion omanaise comme un moindre mal. La proposition de Mascate est « *décente* » décrit un diplomate européen soucieux d'en finir avec toute idée de « *péage* », désastreuse pour le commerce mondial. Donald Trump avait, un temps, effleuré l'idée de gérer avec Téhéran l'argent du détroit, avant de tonner contre tout système de prélèvement.

Aux dires des experts, le mécanisme omanais offrirait à l'Iran une manne de l'ordre de quelques centaines de millions de dollars par an. Ces montants peuvent apparaître presque dérisoires au regard des sommes que

pourrait obtenir le régime dans le cadre des négociations avec les Etats-Unis ; le dégel des avoirs iraniens, réclamé par Téhéran, se chiffre en effet à plusieurs dizaines de milliards de dollars.

Mais « *les Iraniens semblent vouloir bien plus que de l'argent. Ormuz est devenu une question d'ego. Il s'agit, pour le régime, d'imposer de manière coercitive leur souveraineté sur le détroit* », constate Andreas Krieg, maître de conférences au King's College à Londres. « *Le problème d'un système de redevance basé sur le volontariat est que les Iraniens exerceraient une telle pression sur le trafic maritime qu'un tel dispositif redeviendrait vite coercitif* », prévient le chercheur mettant en garde contre le « *précédent* » que cela créerait.

The New York Times

Yeganeh Torbati
July 2, 2026

U.S. Says Iran May Swap Ideology For Investment. History Shows Otherwise

Senior U.S. officials have said Iran would be richly rewarded for changing its stance on the United States. Iran's leaders have rejected such a bargain in the past.

As the United States and Iran embark on complicated negotiations toward a peace deal, U.S. officials have [described](#) a fundamentally transformed relationship between the two long-standing adversaries.

Iran has an opportunity to secure prosperity at home and finally free itself of the vice grip of sanctions, Vice President JD Vance has said, provided it agrees to long-term nuclear limits and rethinks its most critical foreign and military policies.

Mr. Vance, who was tasked by President Trump with leading the negotiations, has also said that Iranian pragmatists and hard-liners were warning to the idea that it was time to turn over a new leaf in Iran-U.S. relations.

The United States has been down a similar path before. In 2015, President Obama reached a deal with Iran, offering sanctions relief in exchange for restrictions on the Iranian nuclear program. That deal offers a cautionary tale, as the current admin-

istration now engages in talks with even more ambitious aims.

Proponents of the deal believed it would lead to Iran becoming more focused on domestic development than ideology, but it soon faced resistance from the clerical-military establishment. Those elements of the regime blocked a true opening-up of Iran's economy and launched a crackdown against those who had brought foreign investment into the country. Of course, Iran has undergone

seismic events in the last decade, including several rounds of protest sparked by economic discontent. Its current leaders, elevated after the killing of their predecessors during the recent war, may well decide to prioritize economic growth going forward, if only to preserve their own rule.

At the time the 2015 deal was being negotiated, pragmatists in Iran were already working to maximize its economic potential. In 2014, the country's then-president, Hassan Rouhani,

who had been elected on a promise to lift the sanctions through diplomacy, met in a Manhattan hotel with some of the most successful Iranian Americans from tech, finance, law, and business.

On its face, Mr. Rouhani's pitch was enticing: Return to Iran, bringing your connections and investment capital, according to two people who attended the meeting and requested anonymity to discuss a sensitive matter. Iran wanted its economy to reach its full potential, and its talented diaspora was essential to that effort, Mr. Rouhani told them.

Sorena Sattari, Iran's vice president for science and technology during Mr. Rouhani's tenure, said in an email that he was at a 2014 New York meeting with Mr. Rouhani and Iranian American business leaders. Mr. Sattari said he held dozens of other meetings with scientists and entrepreneurs of Iranian origin during his visits to the city.

Mr. Rouhani did not respond to requests for comment sent via email and his social media account. Ultimately, his bid to transform the country's economy through foreign connections fell flat.

Instead of receiving a universal welcome, many Iranian dual nationals and foreigners who tried to work in or visit Iran in the years after the 2015 deal faced harassment and arrest by the country's powerful security forces. Iran's leaders proved suspicious of foreign capital flowing into their economy, believing it would be a vector for outside infiltration.

In public comments in 2023, Mr. Rouhani said that one Iranian dual national who had attended one of his talks in New York in 2014 had decided to return to Iran, only to be detained at the airport upon arrival.

Javad Zarif, who served as



The Grand Bazaar in Iran's capital, Tehran, in May. The U.S. has offered Iran sanctions relief if it agrees to limits on its nuclear program. Credit...Arash Khamooshi / Polaris for The New York Times

foreign minister during Mr. Rouhani's tenure, said in an email that it was always Iran's policy to encourage Iranian scientists and experts to return to the country, but he did not address the crackdown against some of those who did.

Iran remained isolated, and Iranians soon soured on their president. Mr. Trump's decision to pull out of the nuclear deal and reimpose sanctions on Iran during his first term in 2018 further ensured that Iran would not join the world economy.

Now, a decade later, the Trump administration is gambling that Iran's security forces can be enticed into moderating their confrontational policies with the prospect of global integration.

Or as Mr. Vance, in an [interview](#) with The New York Times's Opinion section last month, put it, Iranian leaders from across its political divides are coming around to the view "that 47 years of Iran policy toward the United States has been a mistake."

The interim memorandum of

understanding that Iran and the United States signed in June envisions \$300 billion in reconstruction funds and the lifting of all sanctions, in return for Iran restricting its nuclear program.

Since the signing, Mr. Vance has said that Iran will not receive the most significant financial incentives unless it also turns its back on nearly five decades of ideological opposition to the United States, and its support for militant groups in the Middle East.

"If they don't transform, they don't get any of the economic benefits of the bargain," he said in his interview with The Times's Opinion section.

Such a fundamental transformation would not be in keeping with the Iranian government's habits and instincts, forged over decades. The ideology that swept its Islamic government to power in 1979 remains rooted in opposition to the United States. And Iran's most powerful economic players today are the Islamic Revolutionary Guards Corps, a military force, and semipublic companies that are controlled

by the clerical leadership.

Their business interests would be threatened if the economy were to truly open up, economists and experts say, as it would likely bring in outside, independent funds that might dilute their control of key sectors.

"I don't buy it for a second," said Richard Nephew, a former Obama and Biden administration official who was the lead expert on sanctions on the U.S. negotiating team that secured the 2015 deal. "I can see these guys wanting to expand the ability to do international trade and whatnot, but that's not because they want to change the system."

Just weeks after his diplomats finalized the deal in July 2015, Ayatollah Ali Khamenei, then Iran's supreme leader and who held ultimate power in Iran's theocratic system, gave a [set of speeches](#) that warned of enemy "infiltration" of Iran. "We will not allow the Americans' economic infiltration in our country, nor their political infiltration, nor their political presence, nor their cultural infiltration," he said in one of the speeches.

The message was that Iran could take some benefits from the deal, but it would not become the basis for normalization with the United States or Western economic reach into Iran. Mr. Khamenei publicly struck down further efforts by Mr. Rouhani to build on the nuclear deal and further connect Iran to the outside world.

In the years after the 2015 nuclear deal, Iranian security forces launched a wave of arrests targeting Iranians with connections to the West as well as foreign nationals. Some went to explore business opportunities, others to visit family, carry out research, or for other personal reasons.

Each arrest, which often included unfounded allegations of espionage, served to dampen outsiders' enthusiasm for going to Iran, for fear that they too would be targeted.

"There's nothing even re-

motely going to happen that's going to be a positive for people to go back and invest" in the next several years, said Morad Tahbaz, an Iranian-American conservationist who was arrested by authorities in 2018 and held in Tehran's Evin prison, before being released in 2023 as part of a deal with the United States. "It's almost hard for me to imagine that things could change that radically."

Mr. Khamenei is no longer in power, having been killed at the outset of the U.S.-Israeli war in February along with other political leaders and several layers of military commanders. Mr. Trump has said there has been "regime change" in Iran, and complimented Iran's new leaders as "not radicalized" and "very rational."

Jamal Abdi, president of the National Iranian American Council, an advocacy group that favors the removal of

sanctions on Iran, said that while Mr. Vance's comments about a new era in relations may be oversimplified, "there are grounds for some optimism that this could be the turning point for the U.S.-Iran relationship and their roles in the region."

He acknowledged that there are still major hurdles. The war has reinforced Iran's notion that its support for militant groups in the region is essential to its security, and there is deep mistrust toward U.S. officials given that past negotiations have been interrupted by attacks.

And yet, Mr. Abdi added, "there is some evidence that a new generation has emerged in Iran's leadership and security forces that is less committed to the ideological projects of the state and more focused on the practicalities of governance, a sort of pragmatic nationalism."

Mr. Khamenei's successor as supreme leader, his son Ayatollah Mojtaba Khamenei, is only months into his rule. How he will approach Iran's many deep problems is still largely untested, but he was a key player in running affairs in his father's office, and so far, he has shown little inclination toward a radically different view of the United States.

Mohammad-Hossein Khoshvaght, a political analyst and a relative of the Khamenei family by marriage, said in a recent interview with a reformist news outlet in Iran that Mojtaba Khamenei would continue his father's path, but in light of the "new conditions" after the war, it was possible that his "management style" would be different.

"Conditions have changed and, naturally, wisdom demands that the current leader operate commensurate with conditions," Mr. Khoshvaght said.



Sami Boukhelifa
03 juin 2026

Iran: les funérailles d'Ali Khamenei s'ouvrent sur fond de démonstration de force

L'Iran enterre son guide suprême, dont le cercueil est arrivé ce vendredi dans le complexe religieux de la Grande Mosquée. Ali Khamenei avait été tué le 28 février dernier dans les frappes israélo-américaines qui ont déclenché la guerre contre la République islamique. Cent vingt-six jours après sa mort, ses funérailles débutent ce week-end à Téhéran, rendues possibles par le cessez-le-feu avec Washington.

Trois jours de cérémonies s'ouvrent dans la capitale iranienne. Elles débutent samedi et culmineront lundi avec un rassemblement gigantesque. « Vingt millions de personnes », promettent les autorités, soit près d'un quart de la population du pays. L'hommage populaire a déjà commencé et le deuil est omniprésent. Les chants religieux résonnent jusque tard dans la nuit. À chaque coin de rue, les portraits du guide défunt :

son turban, sa barbe, son regard... Partout aussi, des banderoles défient l'ennemi : « Nous réclamons vengeance ». Des centaines de petits rassemblements se tiennent dans la capitale. Hommes et femmes brandissent le drapeau iranien, celui des gardiens de la Révolution, pilier militaire et politique de la République islamique, mais aussi les drapeaux jaune et vert du Hezbollah libanais, considéré ici comme un allié.

Un parcours à travers les hauts lieux du chiisme

Après Téhéran, les cérémonies se poursuivront à Qom, grande ville sainte du chiisme. Elles passeront ensuite par l'Irak, avec des étapes à Najaf et Karbala notamment, deux hauts lieux de la spiritualité chiite. Enfin, cap sur Mashhad, dans l'est du pays. C'est là qu'Ali Khamenei sera enterré le 9 juillet, dans sa ville natale, près du sanctuaire

de l'imam Reza, l'un des lieux les plus sacrés du chiisme. Ce deuil national est aussi celui des victimes des bombardements israélo-américains. Téhéran porte encore **les cicatrices de la guerre** : quelques gravats, des immeubles éventrés et les portraits d'enfants tués pendant les bombardements.

Une démonstration de force

Ces obsèques ont aussi une portée politique : un message adressé aux États-Unis et à Israël après plusieurs mois de guerre. Car au-delà de l'hommage, ces funérailles doivent également sceller la transition. L'objectif est de montrer que le régime reste debout malgré la disparition de son homme fort et les bombardements qui ont frappé le cœur du pouvoir.

Une inconnue demeure toutefois : Mojtaba Khamenei, le fils et **successeur d'Ali Khamenei**, devenu guide suprême après son père, fera-t-il une première apparition publique ? Les autorités assurent qu'il dirige les affaires de l'État, sans expliquer les raisons de son absence.

Le chef des gardiens de la Révolution Ahmad Vahidi, a

fait pour sa part sa toute première apparition publique depuis le début de la guerre à la veille de ces funérailles. Des images diffusées par les médias iraniens le montrent en train de se recueillir devant la dépouille du guide suprême, dont le cercueil est arrivé du complexe religieux de la Mossalla.



Mohammed Kamaran
July 03, 2026

Iran hits Kurdish dissent groups with missiles, drones in Erbil province

ERBIL, Kurdistan Region - Iran launched two missiles and two drones against bases associated with the Komala party and the Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI) in the northeast of Erbil on Thursday, officials from both Kurdish Iranian opposition groups said. There were no reports of casualties.

"They [missiles and drones] came from Rojhelat [Kurdish areas in western Iran]," Salam Rashidi, a Komala commander, told Rudaw English, adding that two missiles managed to strike their base while one of the drones was intercepted by US air defenses stationed in a nearby airspace.

"The other drone hit the ground and exploded," he added.

Commenting on the incident, a leadership member of the KDPI said the drone, which was not intercepted, crashed near their base. "A drone hit Alana Valley, where a KDPI is located," he said.

Iran has intensified its strikes against Kurdish Iranian opposition groups based in the Kurdistan Region since February 28, when

the United States and Israel launched a military campaign against the country, triggering a regional conflict that lasted for nearly six weeks before Washington and Tehran agreeing to a ceasefire in early April.

Nevertheless, despite the truce - and its extension by a landmark memorandum of understanding on June 18 - Tehran and its aligned "Islamic Resistance of Iraq" have resumed their strikes on the Kurdish dissident groups.

"Our bases have been struck three times since the MoU," the KDPI official confirmed to Rudaw, noting that the total attacks on their military and civilian units since late February have exceeded 140.

Based on Rudaw's tracking, the Kurdistan Region has been hit with 16 drones and missiles in June. As for the total number of the strikes since the war, the Region has come under at least 880 strikes.

Thursday's strikes come as Iran has also begun engaging with the mobile forces of the Kurdish



Smoke rises as a result of a missile strike near Erbil on July 2, 2026. Photo: screengrab/Rudaw

groups inside Kurdish areas of the country since Saturday. Earlier in the day, KDPI reported the killing of six of its members near Piranshahr after they fell into "an ambush by a massive and well-prepared" force affiliated

with the Iranian Revolutionary Guard Corps (IRGC). Other clashes also occurred in Mahabad, Baneh, and Paveh. Both sides have sustained casualties, with the IRGC confirming the killing of two

En Syrie, le président Ahmed Al-Charaa rattrapé par la menace terroriste

Une explosion a tué neuf personnes et fait vingt blessés, jeudi, dans un café du centre de Damas. Non revendiquée, cette attaque est la plus sanglante qu'ait connue la capitale syrienne depuis l'attentat suicide contre une église orthodoxe grecque, en juin 2025, qui avait fait 25 morts.

De nombreux avocats se trouvaient dans le café Al-Mouchariya, à deux pas du palais de justice, dans le quartier d'Al-Hamidiyah, dans le centre-ville de Damas, lorsqu'une explosion a dévasté ce lieu populaire, jeudi 2 juillet vers 15 heures. Des vidéos, diffusées sur les réseaux sociaux, montrent des personnes blessées allongées au sol, au milieu de tables renversées. La déflagration a été causée par un engin explosif artisanal – qui pesait environ un kilo et était chargé de fragments de métal – déposé sur place, a indiqué le ministère de l'intérieur syrien. L'attentat, qui n'a pas été revendiqué, a tué neuf personnes et fait vingt blessés.



Le café Al-Mouchariya, près du palais de justice, dans le quartier d'Al-Hamidiyah, à Damas, le 2 juillet 2026. ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

Cette attaque est la plus sanglante qu'ait connue la capitale syrienne depuis l'attentat suicide contre l'église orthodoxe grecque Mar Elias, en juin 2025, qui avait fait 25 morts. Il avait été revendiqué par un groupe fondamentaliste sunnite, mais les autorités syriennes en avaient imputé la responsabilité à l'organisation Etat islamique (EI). L'attaque de jeudi a particulièrement endeuillé les avocats syriens, habitués à fréquenter l'établissement entre deux audiences au palais de justice, à l'entrée de la vieille ville de Damas. Selon les médias locaux, au moins six avocats ont été tués et huit autres ont été blessés dans cette attaque.

En l'absence de revendication,

les autorités syriennes cherchent à établir l'identité des assaillants. Les enquêteurs examinent les images des caméras de surveillance, recueillent des preuves médico-légales et interrogent des témoins. « *Les auteurs de cet acte terroriste et leurs commanditaires seront traduits en justice, et aucun de ceux qui y ont pris part n'échappera à ses responsabilités* », a promis le ministère de l'intérieur. « *A chaque fois que le pays connaît une période de stabilité, des parties malveillantes tentent de le déstabiliser* », a déploré le gouverneur de Damas, Maher Edelbi, en visite sur les lieux.

Menace de l'EI

Le défi sécuritaire reste entier pour le président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa, un an et demi après sa prise de pouvoir. En décembre 2024, le djihadiste repent à renversé le dictateur Bachar Al-Assad lors d'une offensive menée par son groupe radical sunnite, Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), et une coalition de forces rebelles. Dans leurs efforts pour consolider leur pouvoir et stabiliser le pays, après quatorze années de guerre civile, les nouvelles autorités sont confrontées à l'opposition de plusieurs groupes. Il y a d'une part celle – largement sous contrôle – des an-

ciens officiels et soldats fidèles à Bachar Al-Assad, et de leurs soutiens, à l'instar du Hezbollah libanais. Cette piste est évoquée, car le palais de justice d'Al-Hamidiyah, accueille, depuis mai, les procès d'ex-officiers et soutiens de l'ancien régime.

L'une des principales menaces de la transition politique en Syrie reste néanmoins l'EI. Le groupe djihadiste, contre lequel HTC est en guerre depuis de nombreuses années, a multiplié les menaces contre les nouvelles autorités syriennes, qualifiées d'impies. Dans l'éditorial de sa revue *Al-Nabaa*, paru jeudi sous le titre « Le Conseil du poly-

théisme », l'EI dénonce les nominations faites par Ahmed Al-Charaa au sein du nouveau Parlement, l'accusant d'apostasie.

Vide sécuritaire

Jadis implanté dans de larges pans de Syrie et d'Irak qu'il contrôlait, le groupe djihadiste a été défait en Syrie, en 2019, par les forces kurdes syriennes, aidées de la coalition internationale de lutte contre l'EI. Il n'est plus aussi puissant, mais il conserve la capacité de perpétrer des attentats. L'EI entend profiter du vide sécuritaire laissé par la fin de l'ère du clan Al-Assad, en réactivant des cellules dormantes, recrutant des combattants et acheminant des armes. Il exploite les griefs

de diverses communautés, notamment des anciens combattants de HTC qui re-prochent au président Al-Charaa de s'éloigner de l'agenda salafiste du groupe pour une ligne plus modérée.

Les nouvelles autorités ont amplifié la traque de ces cellules dormantes, avec l'aide notamment de pays voisins comme la Turquie. Soutenue par Washington, la Syrie a rejoint, en novembre 2025, la coalition internationale contre l'EI, tandis que les forces américaines ont achevé leur retrait du pays au printemps 2026. Les capacités antiterroristes du pouvoir restent insuffisantes et ce, notamment, depuis qu'il a repris aux forces kurdes, en janvier, le contrôle des territoires dans le nord-

est syrien, où l'EI est particulièrement actif.

Au début de l'année, l'EI a annoncé une nouvelle phase d'opérations contre le nouveau pouvoir syrien. Dans un rapport publié en juin, la société de conseil en renseignement et en sécurité Soufan Group fait état d'« *une seconde vague d'activité de l'Etat islamique, marquée par une récente série d'attaques visant des cibles gouvernementales, infrastructurelles et politiques très variées* ». Le niveau d'activité de l'EI en Syrie reste néanmoins historiquement bas.

Des points de contrôle des forces de sécurité, des bus transportant des soldats, des pétroliers, des camions

commerciaux, des quartiers généraux militaires et des juges ont été récemment la cible d'attaques. En mai, une voiture piégée a explosé devant le siège du ministère de la défense, à Damas, tuant un soldat. Le 16 juin, l'EI a revendiqué un attentat à la voiture piégée contre Salah Ahmad Al-Saleh, le président du palais de justice de Babbila, dans le sud de Damas, le blessant.

L'envoyé spécial adjoint des Nations unies pour la Syrie, Claudio Cordone, a condamné l'attentat de jeudi et présenté ses condoléances aux familles des victimes. L'Egypte, la Jordanie, le Qatar, l'Irak, la Ligue arabe, le Conseil de coopération du Golfe et la Turquie ont fait de même.

Le Monde

Timothy Snyder
03 juillet 2026

Timothy Snyder, historien : « La guerre menée par Trump contre l'Iran montre que le mal et la folie peuvent aller de pair »

Dans une tribune au « Monde », le professeur à l'université de Toronto analyse les conséquences du protocole d'accord signé entre les Etats-Unis et l'Iran sur l'image du président américain, qu'il décrit comme « l'architecte de la renaissance d'un régime iranien brutal ».

Les Etats-Unis ont capitulé face à l'Iran. Le « protocole d'accord » signé par les deux camps définit des conditions synonymes de victoire pour la République islamique, et d'humiliation pour le président Donald Trump et son pays. La guerre, comme certains avaient manifestement besoin de l'apprendre, ne consiste pas à assister à un spectacle

d'explosions, mais à la politique continuée par d'autres moyens. L'Iran vient de démontrer que gagner, c'est infléchir la politique de l'ennemi afin de le contraindre à déposer les armes.

Dès son commencement, la guerre a mis en évidence l'incompétence de Trump aux yeux du monde. Plutôt que de s'efforcer de comprendre comment les dirigeants iraniens raisonnent et agissent, Trump, son « ministre de la guerre », Pete Hegseth, et d'autres responsables américains les ont considérés comme des pantins qui se soumettraient dès que les premières bombes commencent à tomber. Dépourvue de stratégie, l'ad-

ministration Trump n'a pas envisagé que l'Iran puisse avoir élaboré un plan : riposter par des frappes à longue portée, et fermer le détroit d'Ormuz. Les responsables américains n'avaient pas de solution de secours, si ce n'est de faire passer, de façon assez grotesque, la défaite pour une victoire. Voilà ce qui arrive lorsque les électeurs confient la conduite de la guerre à un animateur de télévision, et les négociations de paix à des opportunistes.

De nombreux Américains semblent encore croire à la fable selon laquelle Trump serait un négociateur avisé. Il ne l'a jamais été. Trump s'est contenté d'incarner ce rôle à la télévision. Lui et les mem-

bres de son cabinet tiennent de grands discours devant les caméras, mais ignorent tout du fonctionnement du pouvoir mondial. Il est en revanche sensible à la flatterie, toujours pressé, incapable de se concentrer, et indifférent à toute question qui ne concerne pas son propre confort. Après avoir déclenché la guerre contre l'Iran sur un coup de tête, il a capitulé par opportunisme politique : la baisse des prix de l'essence renforcerait ses chances d'occuper éternellement la Maison Blanche.

Jusqu'à présent, il semblait que l'héritage géopolitique de Trump se résumerait à une note de bas de page concernant la guerre en Ukraine, à

quelques lignes qui auraient expliqué au lecteur comment un aspirant oligarque aurait artificiellement prolongé la guerre d'agression menée par un oligarque à part entière. Désormais, on se souviendra également de Trump comme de [l'architecte de la renaissance d'un régime iranien brutal](#).

En attaquant l'Iran, Trump a suscité de la sympathie à l'égard de tortionnaires et de meurtriers. En fléchissant face à l'Iran, il a renforcé la puissance de ce régime au Moyen-Orient. Enfin, en capitulant face à Téhéran, Trump a créé une source de revenus durable pour les dirigeants du régime. L'Iran facturera des droits de passage dans le détroit d'Ormuz, et les Etats-Unis non seulement débloquent 24 milliards de dollars (21 milliards d'euros) d'avoirs iraniens, mais verseront également 300 milliards de dollars à des fins de reconstruction. Les Etats-Unis ont désormais perdu tout moyen de pression dont ils disposaient pour empêcher l'Iran de se doter d'une arme nucléaire.

Nous avons tendance à considérer le mal et la folie comme incompatibles. Si quelque chose est malfaisant, cela signifie qu'un objectif réfléchi est visé ; si c'est insensé, cela signifie qu'il ne peut y avoir de véritable malveillance. Or, la guerre menée par Trump contre l'Iran démontre que le mal et la folie peuvent marcher main dans la main sur la voie de l'auto-destruction nationale.

La guerre de Trump contre l'Iran constitue un désastre à la fois stratégique et éthique. Mener une guerre d'agression non déclarée et illégale, bafouer les lois de la guerre et tuer des dizaines de civils n'apporte pas la victoire. Se réjouir de tels actes n'est pas le signe d'un calcul avisé. C'est tout simplement mal. On peut prendre plaisir à la violence et demeurer un perdant. On peut être à la fois sans cœur et stupide, comme le prouvent Trump et Hegseth.

Autrement dit, on ne peut parler ici d'aucune consolation. L'administration Trump a utilisé des moyens malfaisants de manière insensée,

sans aucun objectif louable, et a laissé le monde dans un état bien pire qu'auparavant. Par la faute de Trump, les Etats-Unis ont causé des souffrances économiques généralisées, et créé un ordre international plus chaotique, moins soumis au droit – pour le plus grand plaisir de la Chine, de la Russie et de l'Iran.

Un symptôme de la tyrannie

Si le mal et la folie peuvent aller de pair, il en va de même pour la vertu et la sagesse. Si les Etats-Unis en sont arrivés là, c'est parce qu'ils ont laissé le pouvoir politique, économique et médiatique se concentrer entre les mains d'une poignée d'individus. Bien qu'il soit tentant d'imputer la capitulation de l'Amérique à l'incompétence de ses dirigeants, cette défaite résulte davantage des politiques et des institutions qui permettent à de telles personnes d'accéder au pouvoir.

Les guerres menées par caprice sont un symptôme de la tyrannie, et un avertissement pour ceux qui sont attachés

à la république. Nous devons nous y opposer, et plus fondamentalement empêcher ces conflits en écartant l'argent de la politique, en remédiant aux inégalités de base, en démantelant les monopoles et en favorisant la mobilité sociale.

L'Iran n'a pas eu de mal à remporter cette guerre : il lui a suffi de menacer les intérêts personnels d'un aspirant à la tyrannie. Pour bâtir une Amérique qui ne capitule pas, il faut l'opposé de la dureté de cœur et de la légèreté d'esprit de Trump. Les Américains doivent faire le choix de dirigeants dotés d'un esprit lucide – de personnes ayant démontré de véritables compétences, et accompli des actions positives au cours de leur existence – et résister aux charlatans charismatiques qui nous font les poches et envoient nos enfants à la guerre. Nous devons également privilégier des dirigeants au cœur plus empathique, qui comprennent notre désir de prendre soin les uns des autres et de créer un gouvernement qui permette à chacun d'entre nous de mener une vie meilleure.

The New York Times

Julian E. Barnes, Farnaz Fassihi
July 3, 2026

U.S. Officials Believed Israel Was Plotting to Kill Iranian Negotiators

Any Israeli attempt to kill Abbas Araghchi, the foreign minister, or Mohammad Ghalibaf, the Parliament speaker, would have derailed peace talks, American officials feared.

U.S. officials believed that Israel might have been plotting to kill Iran's top negotiators while Washington was engaged with Tehran in delicate talks this spring to reach an interim peace deal, according to current and former American officials.

Killing senior Iranian leaders had been part of Israel's strategy from the start of the war. But American concerns about the targeting of two particular Iranian officials — Abbas Araghchi, Iran's foreign minister, and [Mohammad Bagher Ghalibaf](#), the speaker

of the Parliament — spiked during delicate cease-fire negotiations that began in April.

Fearful that an Israeli assassination effort would doom the negotiations, the United States, according to some of the officials, went so far as to

ask other countries in the region to warn Iran about the possibility Israel could target the two officials.

U.S. officials acknowledged that during the intense phase of the war, Mr. Araghchi and Mr. Ghalibaf, as senior gov-

ernment officials, could have been legitimate targets for Israel, which was intent on toppling Iran's hard-line government. But after the negotiations started in earnest in April, American officials believed that any attempt to kill the Iranian leaders would end the talks and reignite the fighting.

The war began on Feb. 28 with an Israeli strike that killed the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, and other top officials, [based in part on U.S. intelligence](#).

While U.S. strikes focused on Iran's navy and missile forces, Israel [prioritized targeting the leadership](#) in the early phase of the war, intent on killing as many high-ranking officials as it could.

That included killing potentially more pragmatic leaders that the Trump administration had hoped to negotiate with, such as Ali Larijani, Iran's top national security official, and Kamal Kharazi, a former Iranian foreign minister. Both men were involved in the negotiations with the United States when they were killed in Israeli airstrikes.

The Trump administration's suspicions about the possible Israeli plot to kill the two top negotiators show how the U.S. and Israeli war aims, which were close at the very beginning of the war, quickly [diverged radically](#). And while the United States wanted a peace agreement, Israel has been skeptical from the initial cessation of hostilities in April.

The initial two-week cease-fire in April was met with grudging Israeli official support and broad public concern in Israel that the United States was [ending the war too early](#). Rather than being driven from power, the theocratic government of Iran had become even more hard-line and Iran's Islamic Revolutionary Guards



Mohammad Bagher Ghalibaf, left, with Abbas Araghchi, center, traveled to Switzerland in June for a second in-person meeting with Vice President JD Vance and the American delegation. Credit...Pool photo by Urs Flueeler

Corps had only consolidated its control over the country.

Mr. Araghchi and Mr. Ghalibaf have been the key officials negotiating with various countries in the region to reach a cease-fire and then a more lasting peace with the United States. In June, the United States and Iran [reached a framework agreement](#) that sought to open the Strait of Hormuz and set the outline for follow-on talks on Tehran's nuclear program.

Officials and commentators in Israel viewed the initial agreement as a disaster, because it did not accomplish [their country's war aims](#) of forcing regime change, destroying Iran's proxy forces and seriously damaging its missile program. Israeli officials also worried the agreement would put billions of dollars into Iran, allowing it to quickly rebuild after the war and without meaningfully restricting its nuclear ambitions.

A spokeswoman for the Israeli Embassy in Washington declined to comment.

Asked about Israeli plans and the warning to Iran, a U.S. of-

ficial noted that talks between American and Iranian delegations continue and that Steve Witkoff, a special envoy, and Jared Kushner, the president's son-in-law, had productive meetings in Qatar. President Trump, the official said, wants the peace process "to play out."

[The Wall Street Journal reported in March](#) that Israel had Mr. Araghchi and Mr. Ghalibaf on a target list, but temporarily removed them as the United States discussed beginning negotiations with Iran. A U.S. official and a Middle East official said that the Trump administration learned around that time that at least Mr. Ghalibaf was on an Israeli targeting list and asked Israel to refrain.

Mr. Ghalibaf was nearly killed in [both the 12-day war](#) in June 2025 and again in this year's conflict, when Israel targeted a secret meeting of senior government officials in a bunker under a mountain, according to three senior Iranian officials and public comments by officials. In both incidents, Mr. Ghalibaf was rescued from

under the rubble, the officials said.

"Today Mr. Ghalibaf and Mr. Araghchi, and other members of the negotiating team, have put their lives on the line knowing the grave security risks and this is called a real sacrifice, not political maneuvering," Mohsen Zanganeh, a lawmaker, told local media in late April after the Islamabad meeting.

During the negotiations, Iran has taken precautions aimed at making it more difficult for Israel to strike at senior officials.

In April, Mr. Ghalibaf was set to travel to Islamabad to meet with Vice President JD Vance. But Iranian security officials were concerned that Israel would use the opportunity to assassinate Mr. Ghalibaf or Mr. Araghchi to derail the talks, the officials said.

Iranians sought guarantees from the United States, through Pakistani and Qatari intermediaries, that Israel would not carry out any covert operations targeting the Ira-

nian delegation, the officials said.

Pakistani fighter jets escorted the Iranian airplanes carrying a delegation of more than 70 Iranians from the border of Iran to Islamabad and back again when the session was over.

But on the way back to Tehran, an Israeli security threat emerged.

Iran's security forces notified the plane carrying Mr. Ghalibaf back to Tehran that they had picked up intelligence that Israel planned to attack the plane and that two Israeli fighter jets had entered Iran's airspace from its western border near Iraq, the two officials said.

Mahdi Mohammadi, a senior adviser for Mr. Ghalibaf, who

accompanied him to Islamabad, confirmed this account on his social media page. The plane made an emergency landing in the city of Mashhad, Iran's closest airport to the Pakistani border, and the Iranian delegation traveled some eight hours by land back to Tehran, Mr. Mohammadi and the two officials said.

But the officials have con-

tinued to travel.

In late May, Mr. Ghalibaf and Mr. Araghchi flew to Qatar for talks and then traveled to Switzerland in June for a second in-person meeting with Mr. Vance and the American delegation.

Aaron Boxerman contributed reporting from Jerusalem.

Le Monde

Nicolas Bourcier, Noé Hochet-Bodin,
Liselotte Mas
03 juin 2026

Pourquoi la Turquie construit une base spatiale en Somalie

Très implanté économiquement et militairement dans le pays situé dans la Corne de l'Afrique, Ankara y développe un site de lancement spatial et balistique. Une infrastructure stratégique qui fera de la Turquie le treizième pays au monde à disposer d'une telle base souveraine.

Depuis octobre 2025, la Turquie a discrètement lancé un chantier hors norme dans le centre de la Somalie. Warsheikh, une ville située au bord de l'océan Indien, à 70 kilomètres au nord de Mogadiscio, va accueillir le futur fleuron du programme spatial turc : une base de lancement satellitaire qui sera doublée d'un site d'essai balistique destiné aux tests de missiles de la puissante industrie de défense d'Ankara.

S'il l'a officialisé en décembre 2025, le gouvernement turc planche depuis plusieurs années sur ce projet, dont le coût est estimé à 350 millions de dollars (218 millions d'euros). « Pour Ankara, il s'agit d'une infrastructure stratégique, qui va lui permettre d'accéder à l'espace en toute autonomie et de renforcer sa position dans l'économie spatiale mondiale », précise Arda Mevlütoglu, directeur au sein du cabinet de conseil Mergen

Analytical Strategies, installé en Turquie. Avec cette base, la Turquie deviendra le treizième pays au monde à disposer d'un site de lancement spatial souverain.

Le choix s'est porté sur la Somalie non seulement en raison de l'étroite relation bilatérale entre les deux nations, mais également pour des critères techniques. La proximité du pays avec la ligne de l'équateur permet de réduire les coûts de carburant et d'accroître la charge propulsée dans l'espace. Sa localisation permet aussi aux débris de tomber sans risque dans l'océan Indien. Selon une source gouvernementale turque, l'infrastructure sera rentabilisée en permettant à d'autres nations d'envoyer leurs satellites en orbite. Contactée, l'Agence spatiale turque n'a pas souhaité s'exprimer.

Des images satellites consul-

tées par *Le Monde* montrent que les premiers travaux ont été entrepris à la mi-octobre 2025 en bordure de Warsheikh. Quatre mois plus tard, en février, un hélicoptère a été installé, ainsi qu'une enceinte constituée par endroits de murs ou de buttes de sable. Fin juin, plusieurs baraques sont visibles ainsi qu'une zone de stockage enfouie. La première phase du projet doit être finalisée à l'été 2027. Les officiels turcs n'ont donné que peu de détails à ce sujet. « La Turquie détient une zone de 30 kilomètres sur 30 en Somalie », avait annoncé Selçuk Bayraktar, le patron du géant des drones Baykar, lors du sommet Take Off Istanbul, en décembre 2025. L'entreprise turque, surtout connue pour ses drones, prévoit d'y lancer des satellites de positionnement global à l'aide de fusées développées en interne.

Le 30 décembre, le président

Recep Tayyip Erdogan et son homologue somalien, Hassan Sheikh Mohamoud, signaient un traité de coopération spatiale, dernier chapitre du long partenariat entre les deux pays. La construction d'une base spatiale en Somalie sonne comme l'aboutissement de quinze années d'investissements politique, militaire et économique de la Turquie à Mogadiscio. Un projet entamé en 2011 par Recep Tayyip Erdogan, alors venu en personne dans une capitale somalienne en proie à la guerre civile et à la famine. Depuis cette date, la Somalie a servi de « laboratoire » à sa politique étrangère en Afrique, selon la formule de Mehmet Özkan, professeur à l'université de défense nationale turque, à Istanbul.

Tutelle turque

Les entreprises turques se sont précipitées dans le sillage du chef de l'Etat et sont de-

venues en quelques années leaders dans les secteurs de la construction, du développement, de la coopération militaire, de la santé et de l'éducation. Ankara a bâti à Mogadiscio sa plus grande ambassade à l'étranger et y a implanté Turksom, sa seule base militaire officielle en Afrique – où elle entraîne les forces spéciales somaliennes.

Ce partenariat s'est mué en une tutelle politique. Dépendant d'Ankara, le gouvernement somalien ne peut rien lui refuser. En 2024, la Turquie s'est, par exemple, engagée à protéger les eaux territoriales somaliennes en échange de 30 % des revenus maritimes. La même année, elle s'est vu offrir des blocs pétroliers offshore à explorer – le forage doit débuter en 2026, a annoncé, fin décembre, Recep Tayyip Erdogan.

A Mogadiscio, plus rien ne se fait sans l'aval du parrain turc. En témoigne la crise politique, ouverte début juin, entre le président Hassan Cheikh Mohamoud et l'opposition, dont le médiateur n'est autre que la Turquie. « Ankara est l'allié le plus puissant du pouvoir en place, explique Erdem Kayserilioglu, spécialiste des politiques d'aide de la Turquie en Afrique à l'université privée TED, basée dans la capitale turque. *Pour l'heure, la réussite de la médiation turque demeure incertaine : lorsque vous consultez les réseaux sociaux, en particulier certaines des personnalités influentes somaliennes, comme le professeur Abdi Ismail Samatar, très impliqué dans la politique locale, elles ciblent directement la Turquie, considérée comme une puissance néocoloniale. Les critiques sont de plus en plus nombreuses contre elle.* »

Nouvelles perspectives



La base spatiale turque en construction à Warsheikh, à 70 kilomètres au nord de Mogadiscio (Somalie), le 23 juin 2026. PLANET LABS PBC

La Somalie fait face depuis deux décennies à une insurrection islamiste menée par les Chabab, un groupe affilié à Al-Qaïda, qui opèrent dans la moitié sud du pays, ainsi que dans la région du Shabeellaha Dhexe, où se situe la base spatiale de Warsheikh. « Dans un pays dont l'Etat s'est fragmenté et où le pouvoir est instable, la Turquie se trouve contrainte de sécuriser son propre déploiement et ses investissements », ajoute Erdem Kayserilioglu.

En janvier, elle a livré trois avions de combat F-16 à Mogadiscio. Un mois plus tard, des chars de combat M48 et M60 Patton, des véhicules blindés BMC Vuran et des systèmes de défense aérienne sont arrivés en Somalie. Selon plusieurs sources sécuritaires citées dans la presse, cet arsenal devait être positionné autour des installations aérospatiales.

L'armée turque, dont les instructeurs sont présents depuis 2017 à Mogadiscio, déploie,

d'après plusieurs sources diplomatiques et locales concordantes, des forces spéciales et des conseillers militaires hors de la capitale, dans la région du Shabeellaha Dhexe, une première. Ils y encadrent les opérations de l'armée somalienne. « La Turquie a mis en place un collier de perles de postes avancés militaires dans la région pour s'assurer que la base spatiale ne sera pas attaquée », confie un diplomate est-africain.

Un dispositif sécuritaire serré est d'autant plus nécessaire que le projet n'est pas uniquement à usage civil. Burhanettin Duran, directeur de la communication de la présidence turque, déclarait en février qu'il pourrait ouvrir de nouvelles perspectives de coopération « en matière de sécurité, d'industrie de la défense et de partage de technologies ». Une enquête du Middle East Forum, un groupe de réflexion néoconservateur et pro-israélien, donne des précisions sur l'usage militaire de la future base : Roketsan,

le développeur de missiles soutenu par l'Etat turc, utilisera l'infrastructure pour tester des missiles balistiques à longue portée. L'installation est conçue pour accueillir des systèmes d'une portée allant jusqu'à 2 000 kilomètres.

Si les informations du Middle East Forum sont exactes, Warsheikh ne représenterait pas un projet spatial parmi d'autres : il s'agirait de la première projection de puissance militaire turque dans l'océan Indien, capable de couvrir simultanément les routes énergétiques mondiales, les détroits d'Ormuz et de Bab Al-Mandab, les bases occidentales dans la région et les capitales du Golfe. Une ambition qui dépasse très largement le cadre d'un partenariat bilatéral turco-somalien. Avec une incidence concrète vis-à-vis d'Israël, dont les relations avec la Turquie sont devenues hostiles, puisque cette capacité de projection placerait le Somaliland voisin, soutenu militairement par Tel-Aviv, dans le rayon d'action potentiel.

The New York Times

Farnaz Fassihi
July 4, 2026

Divisions Among Iran's Leaders Momentary Unity at a Funeral Masks Deep

Ayatollah Mojtaba Khamenei's absence has raised questions inside Iranian political circles about who is really running the country and allowed open divisions to fester.

Momentary Unity at a Funeral Masks Deep Divisions Among Iran's Leaders

Ayatollah Mojtaba Khamenei's absence has raised questions inside Iranian political circles about who is really running the country and allowed open divisions to fester.

When Iran's leaders and senior military commanders paid tribute to the slain supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, in the elaborate, weeklong funeral that began on Friday, it was supposed to be a display of strength, endurance and unity after war with the United States and Israel.

A military band played an anthem. Officials who had not appeared together in public since the war began months ago walked side by side: the president, the speaker of Parliament, the head of the judiciary, and top generals in the Revolutionary Guards Corps.

Missing, notably, was Ayatollah Mojtaba Khamenei, who succeeded his father as the new supreme leader and who has not been seen in public since his appointment in March.

Funeral in Iran for Slain Ayatollah Begins Dayslong Public Mourning

The moment offered a respite from the weeks and days leading to the funeral, when senior Iranian officials and prominent political figures [fought openly and viciously](#) over negotiations with the United States. They

traded accusations of delusion, treason, coup plotting, and disobeying and manipulating the new supreme leader.

"I spit on this era where they kill our leader and then we speak of peace with the United States," a prominent hard-line strategist, Hassan Rahimpour-Azghadi, recently declared at a rally in the capital, Tehran. Instead of negotiations, he called for revenge.

Ayatollah Khamenei tried to settle that furor by issuing a carefully worded written statement — a move that only further fanned the flames. The hard-line supporters have chanted at nightly rallies that they will back down only if the supreme leader shows his face or releases an audio recording.

He has done neither. It even remains unclear whether Ayatollah Khamenei, 56, will appear at any of his father's funeral ceremonies this week. He was absent on Wednesday at the memorial ceremony in Tehran for his wife, who was killed with their teenage son and other relatives on the war's first day, when Israeli and U.S. forces bombed the family compound.

Nonetheless, funeral organizers have tried to portray the ceremonies as a farewell to the father and a pledge of allegiance to his son.

Two Revolutionary Guards members and a person involved with the funeral planning said in interviews that Ayatollah Khamenei has told officials that he wants to participate. He would like to attend the burial ceremony, at a Shiite shrine of Imam Reza in the city of Mashhad, scheduled for July 9, the officials said, and to recite the

prayer of the dead over his father's body. In his first public statement after taking power in March, Ayatollah Khamenei said that he had seen his father's body.

The Iranians, who all asked for anonymity because they were not authorized to discuss sensitive funeral preparations publicly, said security officials had so far rejected the idea out of concerns that Israel could try to assassinate Ayatollah Khamenei at the ceremony or track his movements to his hiding spot.

Fractures Among Conservatives

Ayatollah Khamenei's absence has raised questions about who is really running the country, and allowed extraordinary open divisions to fester.

Last week, Mohammad Bagher Ghalibaf, the parliamentary speaker who has led negotiations with the United States and emerged as a key political figure, was abruptly cut off on live television and taken off the air as he explained details of the cease-fire agreement.

A firestorm followed, with calls for the director of state broadcasting, who was appointed by the senior Khamenei and hails from the ultra-hardline camp, to be fired.

For months, state television has amplified attacks against the negotiating team. In nightly rallies held in Tehran's squares, conservatives have called for the prosecution and even the death of negotiators.

Foreign Minister Abbas Araghchi, who has also participated in the negotiations, was heckled when he visited a Shia shrine

in Iraq, where he was organizing part of the funeral, by Iranian pilgrims chanting "death to appeasers," [videos showed](#).

A well-known, hard-line political analyst, Foad Izadi, on state television last week called the government and Mr. Ghalibaf's team "stupid with no brains," and "deluded."

Iran has always had intense political rivalries that have sometimes exploded into public view. But traditionally these divisions have been between conservative and reformist factions, one intent on holding on to the religious, anti-Western ideology of the Islamic revolution and the other seeking, and often failing, to bring change.

Now, in the void left by the killing of the senior supreme leader, who exerted absolute power over all important decisions, the conservatives have split. One side describes itself as pragmatic, arguing that survival will require ending hostilities with the United States and opening the economy. The other, a minority of hard-liners, rejects any concessions to the United States, including on Iran's nuclear program, and believes Iran can prevail by prolonging the war.

The public divisions only scratch the surface of the deeper fractures emerging out of sight, according to four senior Iranian officials and the two members of the Revolutionary Guards. They describe a vicious battle by each side to claim the new ayatollah as an ally, and dominate Iran's political future.

So far, they say, the pragmatic branch — which includes senior generals of the Revolutionary Guards, Mr. Ghalibaf, President

Masoud Pezeshkian and Gen. Mohammad Bagher Zolghadr, the head of the Supreme National Security Council — has gained the upper hand. They have ignored the noise and pushed through key decisions about accepting a cease-fire, negotiating directly with Vice President JD Vance and signing an agreement with President Trump.

Iranian officials said part of the reason hard-liners were so averse to a deal with U.S. officials was because they understood the current negotiations were broader than the 2015 nuclear deal with world powers, and could pave the way for sweeping changes if Iran and the United States reached a détente after 47 years of hostility.

“We want a grand bargain that removes the threat of war and allows us to prosper economically,” said Mehdi Rahmati, an analyst close to the government in Iran in an interview. “People just want to live.”

Mr. Pezeshkian said recently that Ayatollah Khamenei approved the decision to reach a diplomatic deal with the United States, and that he refuses “to bend to the will of a minority.”

But so far even declaring a definitive victory in talks has been difficult, analysts say, because negotiations have stalled, Mr. Trump has threatened a return to war, and tit-for-tat attacks have briefly erupted. This has given the hard-liners ammunition to say that trusting the United States is foolish and that, because Ayatollah Khamenei is no fool, he could not possibly approve of the diplomatic outreach.

One hard-line cleric and lawmaker, Mahmoud Nabavian, recently asked [on social media](#), “is a coup underway?” Kamran Ghazanfari, another lawmaker in that camp, said in a video message the government was conspiring to keep Parliament closed and paying people to stay off the streets, “so law-



Iranian officials standing next to the coffin of Ayatollah Ali Khamenei, who was killed on the first day of the U.S.-Israeli war against Iran. Credit... Arash Khamooshi / Polaris for The New York Times

makers cannot oppose the semi coup taking place against the supreme leader.”

In the months since the war began, generals in the Revolutionary Guards have [consolidated power, effectively running the country](#). In a sign of how decision-making has shifted from the absolute power of the father to a more collective process under the son, Iran’s vice president for executive affairs, Mohammad-Jafar Ghaempanah, recently said the new supreme leader did not have the last word.

The ayatollah’s opinion, Mr. Ghaempanah said, was like those of other officials and should be debated and considered. “If we are supposed to only implement the supreme leader’s opinions, then why do we have a Parliament and a national security council?” he said in an address to senior government leaders.

Such declarations would have been unthinkable under the former supreme leader.

Ruling in absentia

Ayatollah Khamenei’s invisibility

and his inability to quiet down the fighting have raised questions inside Iran’s political circles about whether his rule in absentia is sustainable in the long term, according to the four senior Iranian officials.

The supreme leader’s biggest test so far has been his handling of the U.S. negotiations.

During the final stages of the talks, when Ayatollah Khamenei was hesitating about approving the preliminary cease-fire deal, Mr. Pezeshkian visited him, according to the four officials familiar with the details of the meeting. The president told the supreme leader that the economic situation was dire, that the U.S. naval blockade was crippling Iran, and that he would step down if he rejected the agreement, the officials said.

The head of the Central Bank, Abdolnaser Hemati, also wrote a letter to Ayatollah Khamenei saying the country was facing an acute budget crisis, and critical food and medical supplies would run out by the end of August if the naval blockade persisted, the officials said. Mr. Hemati’s letter explained that it was impossible for Iran to sell

its oil and find alternative trade routes at the scale it needed. These communications, the four officials said, were instrumental in Ayatollah Khamenei’s ultimate decision to back the agreement. In a brief public statement, he said that while he opposed the deal “on principle,” he had instructed the president to proceed if he had the Supreme National Security Council’s backing. The Council voted 12 out of 13 in favor of the deal, Mr. Pezeshkian has said.

Once the funeral ends, Ayatollah Khamenei must make important decisions on key appointments to lead the judiciary, state broadcasting, the Basij militia force and as his chief of staff. Those decisions, said Iranian officials, will signal which side he favors. The Guards and Mr. Ghalibaf are among his [closest allies and had aided his ascent](#), while the hard-line faction had pushed another candidate.

“We are witnessing real, tense politics, and a fight for the future of the country,” said Vali Nasr, an Iran expert and professor at Johns Hopkins University. “If the pragmatics prevail, the hard-liners will be pushed to the margins, and they are fighting it.”

LE FIGARO

Camille Pican
05 juillet 2026

Iran : les fils d'Ali Khamenei en larmes devant le cercueil de leur père, Mojtaba toujours absent

VIDÉO - Une foule immense s'est rassemblée à Téhéran pour le deuxième jour des funérailles nationales d'Ali Khamenei. Trois de ses fils étaient présents lors de la cérémonie.

Les principaux responsables iraniens se sont réunis dimanche 5 juillet au Grand Mosalla de Téhéran pour une grande prière en hommage à [Ali Khamenei](#), au deuxième

jour des obsèques nationales de l'ancien guide suprême.

Aux premiers rangs, aux côtés du cercueil et de milliers de fidèles venus lui rendre un dernier hommage, se trouvaient notamment le président Massoud Pezeshkian, le président du Parlement Mohammad Bagher Ghalibaf. Le chef des Gardiens de la Révolution, Ahmad Vahidi, a également fait une apparition remarquée.

Les images diffusées par la télévision d'État montrent trois des fils d'Ali Khamenei, Mostafa, Masoud et Meysam, en larmes devant le cercueil de leur père. En revanche, son plus jeune fils, [Mojtaba Khamenei](#), désigné pour succéder au Guide suprême après son décès, n'est toujours pas réapparu en public. Blessé lors des bombardements israélo-américains qui ont tué Ali Khamenei le 28 février, il s'exprime

depuis uniquement par le biais de communiqués.

Le cercueil de l'ancien Guide suprême de la République islamique, recouvert du drapeau iranien et surmonté de son turban noir, restera exposé jusqu'à dimanche avant une procession prévue lundi dans les rues de Téhéran. Les funérailles se poursuivront ensuite dans plusieurs villes d'Iran ainsi qu'en Irak voisin.

Le Monde

05 juillet 2026

Iran : à Téhéran, grande prière pour les funérailles d'Ali Khamenei, en l'absence de son fils Mojtaba

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, et des membres du gouvernement – dont l'influent Mohammad Bagher Ghalibaf, président du Parlement et chef de l'équipe de négociation iranienne – étaient présents, dimanche matin.

La plupart des hauts responsables iraniens ont assisté, dimanche 5 juin à Téhéran, à la grande prière à la mémoire de l'ayatollah Ali Khamenei, au deuxième jour de ses obsèques nationales, qui se sont déroulées en l'absence de son fils Mojtaba, invisible en public depuis qu'il lui a succédé en tant que Guide suprême.

La prière, qui a duré une dizaine de minutes, a été dirigée par Ja'far Sobhani, un ayatollah de 97 ans qui en-

seigne dans la ville sainte de Qom. Aux premiers rangs, devant le cercueil, aux côtés des milliers de fidèles rassemblés dans l'immense complexe de la Grande Mosalla, se trouvaient notamment le président, Massoud Pezeshkian, l'influent Mohammad Bagher Ghalibaf, président du Parlement et négociateur en chef, ou le général Esmail Ghaani, responsable de la Force Al-Qods, la branche des gardiens de la révolution chargée des opérations extérieures. Le commandant des gar-

diens, Ahmad Vahidi, discret depuis le début de la guerre, est arrivé au milieu d'une foule compacte se pressant pour le saluer.

Trois fils d'Ali Khamenei – Massoud, Mostafa et Meysam – étaient également présents, mais pas Mojtaba. Le nouveau Guide suprême, âgé de 56 ans, a été lui-même blessé par les bombardements israélo-américains qui ont coûté la vie à son père, au premier jour de la guerre, le 28 février. Il n'est depuis

pas apparu en public et ne s'exprime que par des communiqués qui lui sont attribués.

Sur X, M. Ghalibaf a salué l'hommage rendu par « *la fière et invincible nation de l'Iran islamique* », qui s'est, selon lui, recueillie « *à l'unisson* » devant son « *martyr* ». Le cercueil d'Ali Khamenei, enveloppé dans un drapeau iranien sur lequel son emblématique turban noir a été posé, est exposé sur place jusqu'à dimanche, avant une

procession organisée lundi à Téhéran.

Entre 15 et 20 millions de personnes attendues à Téhéran

Le site des obsèques était noir de monde, dans la matinée, comme toutes les rues aux alentours, selon un journaliste de l'Agence France-Presse (AFP) sur place. De la foule émergeaient des drapeaux iraniens et rouges, symbolisant la vengeance et la justice. Certains fidèles portaient des portraits du défunt guide. En chemin, des rafraîchissements leur ont été distribués, alors que les tempé-

ratures devaient à nouveau dépasser 35 °C. Dimanche et lundi ont été déclarés jours fériés. Les autorités disaient attendre entre 15 et 20 millions de personnes rien qu'à Téhéran.

D'imposants blocs de béton séparaient le public du cercueil, couverts de messages laissés par les fidèles à la mémoire du « héros Khamenei », dont certains appellent à « tuer Trump » ou dénoncent les négociations en cours avec les Etats-Unis.

Ces funérailles se veulent une démonstration de cohésion et de force, en plé-

nières avec les Etats-Unis, après la signature, le mois dernier, d'un accord-cadre pour mettre fin au conflit. Dans un contraste saisissant, le premier jour des obsèques a d'ailleurs coïncidé avec les fastueuses célébrations du 250^e anniversaire de la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis.

Après la procession de lundi à Téhéran, le cercueil de Khamenei doit faire escale à Qom puis en Irak, pays voisin où vit une importante communauté chiite. L'inhumation aura lieu jeudi dans la ville sainte de Machhad, dans la

province de Khorassan-e Razavi, dont il était originaire.

Ali Khamenei, qui avait le dernier mot sur les grandes orientations de l'Etat, a présidé aux destinées de l'Iran pendant plus de trois décennies, jusqu'à sa mort à 86 ans. Ses funérailles, d'abord prévues en mars, avaient été reportées en raison de la guerre.

Aux côtés de son cercueil étaient exposés ceux de ses proches tués avec lui : une de ses filles, un gendre, une belle-fille et une petite-fille, âgée de 14 mois selon les autorités.

The New York Times

Abdi Latif Dahir, Emile Duce
July 5, 2026

Exhausted by Iran War, Tehran Transforms for Khamenei's Funeral

As Iran's Patriarch Is Mourned, Glimpses of a Changing Tehran
Throughout the capital, the government is using Ayatollah Ali Khamenei's funeral to project strength at a time of great uncertainty for Iran.

Tehran Dispatch

As Iran's Patriarch Is Mourned, Glimpses of a Changing Tehran

Throughout the capital, the government is using Ayatollah Ali Khamenei's funeral to project strength at a time of great uncertainty for Iran.

People in central Tehran on Saturday, below an image of Ayatollah Ali Khamenei as a younger man. Portraits of the slain leader can be seen across the capital. Credit...

Visuals by Emile Duce
Abdi Latif Dahir and Emile

Duce are the first New York Times journalists to visit Iran since the war with the U.S. and Israel, and the government's brutal crackdown on protesters.

Ayatollah Ali Khamenei, Iran's slain supreme leader, had seemed immovable for decades, a man whose authority had become so deeply woven into Iran's political and religious life that imagining the country without him felt almost impossible.

Now Tehran — the capital from which he ruled, where he was killed and which had shaped his life — is the center of his final

journey, filled with mourners for funeral ceremonies taking place across several days, which are part farewell, part spectacle and part turning point.

In the days leading up to the first public mourning, the city changed. First gradually, and then all at once, in the way cities often change before moments of consequence.

Families from provincial towns rolled into Tehran, joining masses who revered Ayatollah Khamenei as patriarch and guardian of the Islamic republic, an order that so many others had long opposed while

suffering under its deep repression. Foreign officials, many from authoritarian nations, militia members and religious leaders flew from all over the world, reflecting both Iran's global reach and its distance from the West.

We traveled there as well, the first visit by New York Times journalists to the country since before the United States and Israel attacked Iran in late February and the government cracked down brutally on protests that started in December. We found a country trying to project strength and stability but pervaded by uncertainty.

We arrived in Tehran, a dense city of around nine million that spreads outward in a sprawl of apartment blocks, glass towers and tree-lined boulevards, with neighborhoods that shift in character from one district to the next. Beside the pomp and circumstance, war-damaged buildings stood scarred along major roads and daily life was still shaped by water shortages and electricity blackouts. Families who lost loved ones in the crackdown were still living with grief — and hoping for justice.

Mourners, one waving an Iranian flag, in Enghelab Square in central Tehran on Friday.

Mourners praying on Friday night.

A street vendor sold portraits of Ayatollah Khamenei and other Iranian leaders on Friday.

As more people arrived, Ayatollah Khamenei's presence seemed to expand with them. Across major highways and narrow alleys, in small cafes and sprawling bookstores, portraits of him began to cover the city.

Some show him young, with a dark beard and a stern expression. Others portray the older man many Iranians had grown used to seeing over decades, his beard turned white with age. In some, Ayatollah Khamenei appears beside Mojtaba, his son and successor, the pairing feeling less like a portrait than the passing of one chapter into the next.

The funeral preparations

unfolded with the choreography of a major state event. Security checkpoints, organized transportation, public announcements, carefully arranged ceremonial spaces.

We were granted restricted access to the funeral ceremonies by the Iranian government, which closely controlled our movements, and which required a translator and guide to accompany us. It was a quiet reminder of how closely the story itself was being choreographed, and who was permitted to tell it.

The streets, too, were managed and staged.

Along Valiasr Street, where traffic usually performs its daily ritual of impatience and frustration, movement slowed as the roads gradually surrendered to the funeral preparations. Workers built stations to feed and give water to those arriving to mourn him. Loudspeakers sent chants and laments through the air, and praised the supreme leader who was killed at the onset of the U.S.-Israeli war against Iran.

A little farther away, at Enghelab Square, another version of Tehran moved beneath a giant mourning billboard.

Enghelab Square on Friday.

Schoolgirls at the Grand Mosalla, the mosque complex where the funeral is taking place.

Setting up a food and bev-

erage stand on Friday, the day before the public was allowed to view Ayatollah Khamenei's coffin.

Young women with uncovered hair and cigarettes in hand, and men with pierced ears, crossed paths with conservative women in black chadors carrying Iranian flags and praying quietly. It was an image that seemed to contain the contradictions of Iran itself: a nation Ayatollah Khamenei had shaped for decades, and one that, in his final years, had increasingly pushed back against the boundaries of his oppressive rule.

We lingered for almost two hours at the square, where most people were unwilling to talk to us, wary of foreign media. We asked to interview a woman with blond hair, a dark blue denim skirt, full makeup and a hijab barely resting at the edge of her hair. She smiled softly and said, "I am afraid I won't be able to say what's in my heart." At the square, some people stopped to photograph the giant statue of a clenched fist. Others kept walking and driving by. Every evening, life continued beneath the preparations, ordinary rhythms folding themselves into something much larger. Street vendors calling out, motorcycles weaving between cars, tea glasses clinking in small cafes.

Beneath the banners and portraits was another Tehran, a city worn by months of pressure.

A regional war with Israel last year compounded a financial malaise exacerbated by sanctions. Those

economic frustrations boiled over into mass protests beginning in late December that the authorities crushed, killing thousands. Then came the war with the United States and Israel, taking the lives of young children at school, damaging historic sites like Golestan Palace and leaving residents checking the skies and refreshing news alerts. The past months had seemed to compress multiple eras of strain into a single season.

And states — especially autocratic ones like Iran's — often answer uncertainty with scale.

So this exhausted capital has suddenly found itself transformed into the stage for a burial spectacle of extraordinary proportions.

Mourners at the Grand Mosalla on Saturday.

Damage inside the historic Golestan Palace.

Walking past security at the Grand Mosalla on Saturday.

At the Grand Mosalla, a sprawling mosque complex in Tehran, tens of thousands arrived this weekend dressed almost entirely in black to pray for and pay their respects to the Shiite Muslim patriarch. They cried and wailed openly. They struck their chests and heads in ritual mourning. Some sat on the ground, weary and stunned.

"Khamenei was the foundation of our lives," said Mohamed Soleimani, from Tehran, who sat at the mosque's grounds, head bowed, holding a photo of Mojtaba Khamenei.

Grief also gave way to anger. Fists rose in the air. Chants of revenge filled the space — directed at Israel, at the United States and, repeatedly, at one man whose name was taken up again and again by the crowd: Donald J. Trump.

The funeral, which will continue in the coming days through Tehran, other Iranian cities and even neighboring Iraq, seems designed to do something larger than simply bury a leader.

It is an effort to project continuity at a moment

when the country itself seems caught in a period of transition and uncertainty.

So Iran moves forward for now, beneath commemorative banners and enormous portraits of Ayatollah Khamenei, still trying to understand what exactly is

ending — and what is taking shape in its place.

At the Grand Mosalla on Saturday.

Abdi Latif Dahir is a Middle East correspondent for The Times, covering Lebanon and Syria. He is based in Beirut.



06 juillet 2026

«Ce que nous faisons en un an, nous le faisons désormais en une semaine» : hôte du sommet de l'Otan, la Turquie veut montrer ses capacités industrielles de défense

Ankara accueille le sommet de l'Otan ces 6 et 7 juillet, un événement qui réunira les dirigeants des 32 États membres de l'Alliance Atlantique. L'occasion pour la Turquie d'exhiber ses capacités industrielles en matière de défense.

Un forum, intégré au [programme officiel du sommet de l'Alliance atlantique](#), réunira ce mardi 6 juillet à Ankara quelques-unes des 3.500 entreprises turques du secteur de la défense, une occasion pour la Turquie de mettre en valeur ses capacités. Le président Recep Tayyip Erdogan, qui réclame «l'intégration» de son pays à l'architecture de défense européenne, vise aussi la levée des restrictions qui l'empêchent d'accéder au programme SAFE de soutien (150 milliards d'euros sous condition) aux capacités industrielles et technologiques de défense des États membres.

Il est pour lui «inconcevable d'envisager la sécurité européenne sans la Turquie», avec son armée de 355.000 hommes et 378.000 réservistes, la [deuxième de l'Otan](#).

«La Turquie a été tenue à l'écart des grands programmes et projets européens et veut changer ça. Elle va profiter du sommet pour mettre en avant ses capacités», indique Ozgur Unluhisarcikli, directeur du German Marshall Fund à Ankara.

L'industrie de défense turque, classée au 11^e rang mondial, affichait une croissance de ses exportations de 48% en 2025 et 29% depuis le 1^{er} janvier. Représentant 1,8% des exportations mondiales d'équipements de défense, elles ont doublé en cinq ans, selon l'institut suédois Sipri.

«Ce que nous faisons en

un an, nous le faisons désormais en une semaine», s'est réjoui Recep Tayyip Erdogan [en énumérant les performances commerciales](#) des drones, chars, blindés, [navires de guerre](#), comme celui livré en juin à la Roumanie, «le premier à un pays membre de l'Otan et de l'Union européenne» pointait-il.

«Phase de détoxification»

Ankara a créé un Fonds de soutien à ses industries de défense, alimenté par des contributions publiques et privées qui ont atteint près de 7 milliards d'euros en 2025, selon une note du cabinet Advantis Turkiye.

«Nous ne voulons plus être de simples fournisseurs, mais être reconnus comme un partenaire stratégique capables d'assurer (...) la production conjointe et la coopération technologique», a déclaré le patron du secrétariat aux Indus-

tries de défense, Haluk Görgün, au site Defence24. Cependant, ses alliés européens se «posent la question de la fiabilité de la Turquie sur le long terme en raison de son passé avec la Russie. C'est sur ce point qu'elle doit convaincre», reprend M. Unluhisarcikli, qui juge cependant que «les relations sont entrées dans une phase de détoxification».

À partir de 2015, les ingérences turques en Syrie, puis en Libye, les tensions en Méditerranée orientale avec la Grèce, ajoutées à la question de Chypre, ont rendu la défense turque infréquentable. Les alliés se sont en outre défiés d'un membre de l'Otan capable d'acquiescer [le système anti-missile russe S-400](#).

Depuis, Ankara a fait la preuve de son soutien actif à Kiev dès le début de l'invasion russe en 2022, mais le S-400, bien que jamais activé, continue d'emploi-

sonner l'atmosphère. Or la Turquie s'avère incapable de s'en débarrasser comme l'exigent les États-Unis.

«Ça fonctionne plutôt bien avec le Royaume-Uni. Mais avec les Européens, je suis plus pessimiste», avance Mustafa Aydın, président du Conseil des relations internationales de Turquie et professeur à l'Université Kadir Has d'Istanbul. «Certains membres bloquent», dit-il citant «la France et l'Allemagne: or ce sont les deux pays qui comptent».

«Irrationnel»

«Le désaccord de la Turquie avec la Grèce et Chypre bloque toujours l'accès d'Ankara au programme SAFE, mais aussi la mauvaise volonté de la France», regrette pour sa part Sinan Ulgen.

Directeur du groupe de réflexion Edam, à Istanbul, Sinan Ulgen juge «irrationnel de ne pas ouvrir les portes à la Turquie dans un contexte géopolitique aussi difficile pour l'Europe, entre

la guerre en Ukraine et un désaccord tumultueux avec les États-Unis», explique-t-il.

Au sein de l'UE, avec l'Espagne, la Roumanie et plus récemment la Pologne, l'Italie est la plus avancée dans sa coopération avec les Turcs: Baykar, producteur à succès de drones, a ainsi acquis l'avionneur Piaggio Aerospace et conclu un partenariat avec le spécialiste de l'aérospatial Leonardo.

Hors UE, le Royaume-Uni coopère avec Ankara sur le programme du futur avion de combat Kaan, pour lequel Ankara espère pouvoir compter sur des moteurs américains, alors que ses achats de F-35 restent bloqués par le congrès. Le président américain Donald Trump, qui a dit venir à Ankara «pour» Erdogan - «un costaud», vante-t-il - a promis des «surprises qui vont le rendre heureux».



Marie-Pierre Olphand
06 juillet 2026

Chronique des matières premières Faute de demande chinoise, le pétrole iranien ne trouve pas preneur

Du brut produit par l'Iran, déjà chargé, déjà en mer, mais qui ne trouve pas d'acheteur... C'est ce qu'observent les experts qui suivent les flux maritimes, bien que Washington ait levé mi-juin, pour 60 jours, les sanctions sur le pétrole exporté par Téhéran. On parle de dizaines de millions de barils iraniens sur l'eau qui n'ont pas de destination claire.

Les chiffres diffèrent selon les sources, mais le constat est là, la suspension des sanctions de Washington n'a pas provoqué de ruée vers le brut iranien. C'est presque un paradoxe, l'Iran avait moins de mal à vendre son pétrole quand il était sanctionné.

Il y a plusieurs raisons à ce désintérêt : une dérogation de 60 jours est trop courte aux yeux des acheteurs qui auraient besoin d'avoir plus de visibilité pour être rassurés,

il y a aussi la crainte que la fenêtre actuelle se referme plus tôt que prévu ou encore l'hésitation de certains ports à accepter les navires de la flotte fantôme que Téhéran utilise.

Cette situation a des conséquences pour l'Iran, la production n'a pas rebondi comme on l'attendait, chaque jour le pays charge en ce moment environ 1,1 million de barils, contre 1,7 million avant la guerre, en moyenne.

La Chine achète moins

La Chine était avant le mois de mars le meilleur client de l'Iran, pour ne pas dire le seul ! Les raffineries privées chinoises vieillissantes – qui ont des marges très faibles – profitaient de la décote proposée alors par l'Iran. Mais aujourd'hui, d'autres pays du Golfe ont une stratégie de prix hyper-agressive, pour li-

bérer leurs bateaux et augmenter leur production.

« Le brut des Émirats arabes unis et du Qatar se vend avec un rabais de 5 à 6 dollars par baril par rapport au Brent, la référence européenne, livraison en Chine comprise. C'est à 1 à 2 dollars de moins que le brut iranien », précise Homayoun Falakshahi, responsable de l'analyse pétrolière chez Kpler. À prix quasi égal, les importateurs préfèrent acheter un pétrole moins controversé.

Depuis que le trafic maritime a repris dans le détroit d'Ormuz, les raffineurs chinois croulent donc sous les propositions et, pour compliquer les affaires de l'Iran, ils ne sont pas pressés d'acheter. Le pays a du stock et parie encore probablement sur une baisse des cours.

Peu d'alternatives pour Téhéran

L'Iran peut-il espérer vendre ailleurs son pétrole ? C'est en tout cas ce que le pays essaye de faire, en proposant son pétrole aux Européens et aux Asiatiques, mais reste à savoir s'ils seront preneurs, sachant que le délai de 60 jours va très vite passer.

Quelques cargaisons seraient en passe d'être achetées par l'Inde, des clients japonais envisageraient aussi d'importer du brut iranien, selon l'agence Reuters, ce serait une première depuis 2019. Mais fondamentalement, l'économie iranienne se portera mieux quand la Chine reprendra ses achats. « Le prix plancher devrait bientôt être atteint selon Homayoun Falakshahi, ce qui pourrait signifier que le rebond de la demande chinoise n'est peut-être plus très loin. »

Ankara, ville sous cloche à la veille du sommet de l'OTAN

Afin d'accueillir le 36^e sommet de l'Alliance atlantique, mardi 7 et mercredi 8 juillet, un dispositif sécuritaire impressionnant boucle la capitale turque, où tout rassemblement public est interdit durant treize jours. L'ONG Human Rights Watch dénonce un « recours abusif aux lois antiterroristes pour procéder à des arrestations massives ».

Près de 50 000 policiers, plus de 7 000 gendarmes, quelque 600 experts de la surveillance du cyberspace, une bulle de sécurité d'un rayon de 5 kilomètres autour du palais présidentiel, des axes routiers entièrement bouclés, un aéroport sous protocole maximal et une interdiction des rassemblements publics et des manifestations pendant treize jours : Ankara se prépare de la manière forte au 36^e sommet de l'OTAN, prévu mardi 7 et mercredi 8 juillet.

Les immenses panneaux bleu ciel installés un peu partout dans la capitale turque ont beau promettre en anglais une voie « vers la paix » et « garantir l'avenir », le déploiement pharaonique de forces de l'ordre ne fait que renforcer le sentiment d'une ville sous pression, dans un pays où la répression s'abat chaque jour un peu plus sur toute forme d'opposition et de parole critique.

Avec un passé ponctué d'attentats terroristes, Ankara est habituée à un dispositif de sécurité renforcé, mais les mesures prises en collaboration avec l'OTAN vont largement au-delà des dispositifs habituels. Même les concerts, les distributions de tracts et les cérémonies de remise de diplômes ont été interdits pendant le sommet. Les employés de l'Etat jugés non essentiels ont, eux, été mis



Des policiers antiémeutes face à des manifestants du Parti communiste turc, rassemblés pour protester avant le sommet de l'OTAN, à Ankara, le 5 juillet 2026. EFEKAN AKYUZ/REUTERS

en congé afin de réduire l'affluence en ville.

Des dizaines d'arrestations

Ces deux dernières semaines, plusieurs dizaines d'arrestations ont eu lieu en lien avec la tenue du sommet. Dans le cadre d'une enquête menée par le parquet d'Ankara, plus de 200 personnes ont ainsi été interpellées par la police le 23 juin. Parmi elles, 178 ont été placées en détention provisoire et 34 personnes assignées à résidence.

Le bureau du procureur a indiqué que ces arrestations visaient à « décrypter les

actions et activités d'organisations terroristes », établissant un lien entre les personnes arrêtées, des groupes révolutionnaires d'extrême gauche et l'organisation Etat islamique (EI), sans toutefois fournir le moindre détail sur les infractions ou activités criminelles supposées. Selon des médias turcs, un homme, soupçonné d'avoir des liens avec l'EI, a également été tué lors d'un échange de tirs avec la police au moment de sa tentative d'arrestation. Les circonstances de sa mort n'ont pas été précisées.

Parmi les personnes placées en garde à vue pour soupçon

d'« appartenance à des organisations terroristes armées » figurent un militant et journaliste LGBT, Yıldız Tar, les avocats Semra Demir et Kürsat Bafra, une éminente universitaire libérale, Emel Memis Parmaksiz, et un groupe d'ornithologues amateurs sexagénaires de la fondation TEMA, une organisation de protection de la nature spécialisée dans le reboisement.

D'après les extraits des interrogatoires qui, pour certains, auraient prêté à rire si le contexte n'était pas été aussi grave, toutes ces personnes ont nié les accusations. Soupçonnée d'appartenir au Parti communiste de Tur-

quie/marxiste-léniniste, interdit, une des bénévoles de TEMA, âgée de 72 ans, a simplement répondu : « *J'entends parler de cette organisation pour la première fois ; je suis incapable d'épeler même son nom.* »

Selon l'avocat de cette fondation, créée en 1992, la raison de ces arrestations viendrait du fait qu'un de ses groupes de bénévoles a croisé, lors d'une excursion à la campagne, des mineurs qui manifestaient dans une station-service. Par la suite, au retour, le bus qui transportait les membres de TEMA a été arrêté à trois reprises et soumis à des contrôles d'identité.

« **Ankara se prépare-t-elle à un sommet ou à une guerre ?** »

Ces derniers jours, une cour a bloqué l'accès à des sites Internet critiques envers l'OTAN, invoquant des raisons d'ordre public, selon EngelliWeb, une plateforme recensant les URL interdites en Turquie. Et plusieurs journalistes de médias proches de l'opposition, comme les quotidiens *Cumhuriyet*, *Sözcü* et *BirGün*, se sont vu refuser l'accréditation pour couvrir le sommet, provoquant l'indignation des organisations de défense des droits de la presse.

« *Dans l'histoire de l'organisation, nous n'avons jamais vu de mesures de sécurité aussi strictes et étouffantes dans une ville hôte d'un sommet que celles que nous observons actuellement* », a écrit Namik Tan, ancien ambassadeur et député du principal parti d'opposition turc.

De son côté, Tuncer Bakırhan, député et coprésident du Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (gauche prokurde), a également critiqué la politique de sécurité du gouvernement et demandé, non sans ironie : « *Ankara se prépare-t-elle à un sommet ou à une guerre ?* »

Dans une note détaillée, diffusée le 25 juin, Benjamin Ward, directeur adjoint pour l'Europe et l'Asie centrale à l'ONG Human Rights Watch, a lancé un appel solennel aux dirigeants turcs et leurs alliés : « *Le recours abusif aux lois antiterroristes pour procéder à des arrestations massives et réduire au silence des personnes à la veille d'un sommet de l'OTAN va à l'encontre des valeurs fondatrices de l'Alliance.* » Et de conclure : « *Débarrasser les*

rues d'Ankara de potentiels manifestants ne fait qu'exposer davantage l'approfondissement de la répression du gouvernement turc. Les alliés de la Turquie au sein de l'OTAN devraient user de leur influence pour exhorter les autorités à changer de cap. »

Dimanche en fin de journée, on apprenait que deux journalistes avaient été placées en garde à vue : la rédactrice en chef du service de politique étrangère du média en ligne T24, Buse Söğütlü, et Ceren Erdoğan, rédactrice en chef d'OdaTV. L'Association des journalistes turcs a immédiatement exigé leur libération, déclarant que la détention de journalistes en raison de leurs activités professionnelles porte atteinte à la liberté de la presse et d'expression, ainsi qu'au droit du public à l'information.

Le Monde

Madjid Zerrouky
06 juillet 2026

Iran : aux funérailles de l'ancien Guide suprême Ali Khamenei, l'absence remarquée de Mojtaba, son fils et successeur

Après les prières publiques, dimanche, le cortège funéraire doit traverser Téhéran, lundi, avant de rejoindre Qom pour un hommage du clergé chiite, mardi. La dépouille passera ensuite par les villes saintes irakiennes de Nadjaf et Kerbala, avant d'être inhumée, jeudi, à Machhad, ville d'origine du défunt.

Une grande prière d'« adieux » et un absent. Retardées en raison de la guerre, les funérailles de l'ancien Guide suprême de la République islamique d'Iran, Ali Khamenei, mort le 28 février, ont débuté, samedi 4 juillet, dans la capitale, Téhéran, en l'absence

de son fils et successeur, Mojtaba Khamenei.

Depuis samedi, de nombreux partisans de la République islamique ont convergé vers la Grande Mosalla-Imam Khomeyni, un vaste complexe religieux en construction depuis trois décennies, situé dans le

quartier d'Abbas Abad. Sur une façade, un immense portrait de l'ayatollah, tout de noir vêtu, salue les pèlerins qui, dimanche 5 juillet, se pressaient dans la vaste esplanade intérieure, en agitant des drapeaux et des fanions rouges (symboles du martyre).

Ali Khamenei avait été tué, le 28 février, à l'âge de 86 ans, sous des bombardements israélo-américains, lors du premier jour de la guerre déclenchée contre l'Iran. Quatre mois plus tard, alors qu'un protocole d'accord signé entre Téhéran et Washington a mis fin aux hostilités, la République isla-

mique est finalement en mesure d'enterrer son ancien Guide suprême, resté le plus longtemps au pouvoir depuis l'avènement du régime, en 1979. Son prédécesseur, et fondateur de la République islamique, l'ayatollah Ruhollah Khomeyni, avait été inhumé en 1989, en présence de plus de 10 millions de personnes. Les autorités espèrent une affluence supérieure pour les funérailles d'Ali Khamenei.

Dimanche, sur les images diffusées par la télévision d'Etat, qui s'attarde sur le premier rang de dignitaires priant face aux cercueils du Guide et de plusieurs de ses proches tués avec lui le 28 février, trois de ses enfants sont bien présents : Mostafa, Masoud et Meysam, en larmes. En revanche, Mojtaba, son plus jeune fils et successeur désigné à la tête de la République islamique, n'est pas là. Il n'est pas venu non plus la veille, au premier jour des funérailles, réservé aux hommages rendus par les dignitaires du régime. Certains, à l'image d'Ahmad Vahidi, le chef des gardiens de la révolution, ont fait ces deux derniers jours des apparitions remarquées, alors qu'ils avaient disparu depuis le début de la guerre.

Sous haute surveillance

Blessé lors du bombardement qui a tué son père, Mojtaba Khamenei ne s'exprime que par le biais de communiqués qui lui sont attribués et lus en son nom, une situation qui entretient les doutes sur son état de santé. Il pourrait assister à la cérémonie d'inhumation de son père, prévue jeudi 9 juillet dans le sanctuaire chiite de l'imam Reza, à Machhad, la ville dont l'ancien Guide était originaire, dans le nord-est de l'Iran, et réciter la prière des morts au-dessus de son corps. Mais, officiellement, des « *raisons de sécurité* », telles que la peur d'un assassinat ou d'un raid aérien israélien, sont invoquées par les autorités,



Dans cette photo distribuée par les autorités iraniennes, des officiels se recueillent devant le cercueil d'Ali Khamenei à la Grande Mosalla-Imam Khomeyni, à Téhéran, le 5 juillet 2026.

BUREAU DU GUIDE SUPRÊME VIA AFP

dans la presse iranienne, pour expliquer ses absences.

Les funérailles d'Ali Khamenei ont lieu sous haute surveillance dans une capitale transformée en forteresse : autour de la Grande Mosalla, un périmètre de sécurité de plus de 1 kilomètre interdit à tout véhicule de s'approcher ; l'espace aérien de la capitale, déjà restreint les 4 et 5 juillet, devait être entièrement fermé, lundi, alors que les patrouilles des miliciens bassidji et des forces de sécurité ont redoublé.

Après les prières publiques rendues dimanche, le cercueil d'Ali Khamenei et un cortège funéraire doivent traverser les rues de la capitale, lundi, avant de rejoindre la ville sainte de Qom, mardi, pour un hommage du clergé chiite. Puis sa dépouille passera dans les deux [villes saintes irakiennes de Nadjaf et Kerbala](#), avant de rejoindre Machhad.

Pour le régime, cette semaine de deuil se déroule dans le contexte d'un cessez-le-feu fragile, après la signature du protocole d'accord du 17 juin entre les Etats-Unis et l'Iran. Depuis lors, les deux pays

sont engagés dans des négociations de soixante jours – pour l'instant suspendues le temps des funérailles –, un délai renouvelable. Celles-ci devraient reprendre dans les « *plus brefs délais* », selon le Pakistan et le Qatar, les deux Etats médiateurs.

Si la signature de ce protocole a permis de mettre un terme à la guerre en réduisant l'intensité du conflit, des tensions importantes subsistent entre les deux ennemis autour du [contrôle du stratégique détroit d'Ormuz](#). Même si les Etats-Unis s'y opposent, l'Iran affirme vouloir imposer un système de péage, en collaboration avec le sultanat d'Oman, pour circuler dans le passage maritime – par où transitaient, avant-guerre, plus de 20 % de la production d'hydrocarbures mondiale.

« Diplomatie coranique »

Religieuses, les funérailles constituent surtout une démonstration de force du régime et de l'appareil d'Etat. D'abord à destination de sa propre population, après que la République islamique a été [contestée comme rarement dans son histoire par des ma-](#)

[nifestations, au mois de janvier](#), qui se sont soldées par des tueries et la mort de milliers de manifestants. Vers l'extérieur, enfin, le régime de Téhéran rappelant à ses alliés comme à ses rivaux qu'il a survécu sans rien céder à la guerre déclenchée contre lui par les Etats-Unis et Israël, le 28 février. Quitte à rappeler à des pays de la région que l'Iran n'a pas refermé la page : la cérémonie du 5 juillet a ainsi donné lieu à un singulier exercice de « *diplomatie coranique* », Téhéran associant chaque délégation à un verset à contenu politique.

Des dirigeants ou représentants d'une trentaine de pays ont fait le voyage, dont le premier ministre pakistanais, Shehbaz Sharif, médiateur dans les négociations entre l'Iran et les Etats-Unis ; le président irakien, Nizar Amidi, et le premier ministre arménien, Nikol Pachinian ; l'ancien président russe, Dmitri Medvedev, ou le vice-ministre des affaires étrangères saoudien, Walid el-Khereiji.

Alors que des versets conciliants du Coran ont été récités au passage des délégations russe, chinoise, qatarie ou

égyptienne, et que d'autres, tout en louanges, ont été retenus pour celles des partenaires de l'« axe de la résistance » – les houthistes yéménites, le Hezbollah libanais ou le Jihad islamique palestinien, l'Iran a accueilli fraîchement certains de ses

voisins. Dans le protocole de la Grande Mosalla, le verset destiné à la Turquie exaltait ainsi « *ceux qui luttent* », par opposition à ceux qui « *res-tent en arrière* », les autorités d'Ankara étant demeurées à l'écart de la guerre, affirmant, dès le départ, qu'elles ne s'en

mêleraient pas.

Lorsque la délégation saoudienne s'est avancée, c'est pour se faire rappeler la bataille de Badr (VII^e siècle), au cours de laquelle une armée musulmane inférieure en nombre avait triomphé, « *par*

la volonté de Dieu », d'une force plus importante. La bataille de Badr s'étant déroulée sur le territoire actuel de l'Arabie saoudite – alliée des Etats-Unis –, la récitation relevait autant du compliment que de la provocation.

The New York Times

Ben Hubbard
July 6, 2026

As Trump Cools on NATO, Turkey Hosts Summit Meeting Facing Threats, ATO Finds New Value in Turkey

As President Trump cools on the alliance, its members see Turkey's large military and vibrant defense sector as assets.

Ben Hubbard spoke with a dozen current and former officials from NATO countries, including Turkey's foreign minister, about the country's role in the alliance.

Just a few years ago, Turkey was seen as the bad boy of NATO.

It rankled allies by [slow-walking bids](#) from countries seeking to join the military alliance. It refused to apply Western sanctions on Russia over the war in Ukraine. President Recep Tayyip Erdogan referred to his Russian counterpart, President Vladimir V. Putin, as a "dear friend." European and American officials worried about Mr. Erdogan's strongman tendencies.

Now, global developments, including the wars in Ukraine and Iran and the return of President Trump to the White House, have dealt Turkey a new hand, increasing the country's value in the eyes of its NATO allies, according to analysts and officials from a number of NATO countries.

When Mr. Erdogan welcomes NATO leaders in the Turkish capital, Ankara, this week for their summit meeting, it will be as the head of a country whose defense industry and large military are seen as critical for the alliance's future, and as a leader with a unique ability to charm Mr. Trump.

"There is a recognition" of Turkey's importance to NATO, Turkey's foreign minister, Hakan Fidan, said in an interview with The New York Times the week before the summit. "There is an awakening in light of the new security and threat environment in Europe."

The summit will take place amid an extensive crackdown on Mr. Erdogan's political opponents. But the alliance's great power, the United States, has stopped speaking out on such issues. And so private concerns among other NATO members about Mr. Erdogan's autocratic governance are unlikely to be raised publicly. Many member states are prioritizing building their ability to deter, and possibly defend against, Russian attacks.

"The wolf at the door is not the state of Turkish democracy for Europeans," said John R. Bass, a former U.S. ambassador to Turkey.

This NATO summit will be the first in Turkey since 2004, when George W. Bush was president and Mr. Erdogan was a first-term prime minister. Turkey has planned the event to showcase its status as a rising power.

Arriving delegations will land on a freshly paved runway and enter a gleaming [new V.I.P. terminal](#). The summit, on Tuesday and Wednesday, will convene inside Mr. Erdogan's sprawling [presidential compound](#). The first day will feature a defense forum, allowing Turkish companies to show off their drones and other Turkish-made weapons. The allies will convene on the second day to discuss defense budgets and military industrial capacity.

Many alliance members are concerned about the future. The war in Ukraine has depleted European arsenals, putting a focus on the ability of NATO members to manufacture arms

and munitions. Mr. Trump has threatened to reduce the role of the United States, or completely withdraw from the alliance, raising fears that he might not send forces if Russia were to attack NATO allies.

It remains unclear what concrete gains Turkey could reap during the summit. Trump administration officials have said they would like to sell Turkey advanced F-35 fighter jets, which Turkey was barred from buying after it acquired a Russian S-400 air defense system in 2019.

But Mr. Erdogan can claim one victory before the event even begins. Without him, Mr. Trump might not have agreed to attend.

"If not for the fact that it was being held in Turkey by President Erdogan, I don't think I would have gone for it," Mr. Trump told reporters in the Oval Office recently.

Turkey joined NATO in 1952, but relations with its partners have not always been smooth. When Ankara acquired the air defense system from Russia,

that led some allies to see Turkey as being too close to a major adversary. These concerns deepened after Russia's full-scale invasion of Ukraine in 2022, when Turkey kept buying Russian oil and gas and Mr. Erdogan continued his cordial meetings with Mr. Putin.

Turkey has long accused its allies of ignoring its domestic security concerns, holding back on defense cooperation and failing to appreciate the competing pressures of its geographic position between Europe, Asia and the Middle East.

The past few years have led to a new appreciation of what Turkey brings to the alliance. Its broad diplomatic relations include not just major countries in the East and West, but also across the Balkans, Africa and the Middle East. Turkey has used these relationships to mediate in various crises.

Turkey helped to keep Syria from collapsing into chaos after the fall of the dictator Bashar al-Assad in 2024. It leveraged its relationship with the Palestinian militant group Hamas in peace talks aimed at ending the Gaza war. It has maintained contacts in Iran throughout the war there, despite being repeatedly targeted with Iranian missiles. Its leaders talk regularly with top officials from both Ukraine and Russia, and even Mr. Erdogan's relationship with Mr. Putin is seen in a new light.

"As the conflict in Ukraine has dragged on, some of the European allies find it useful to have a conduit that can engage the Russians," said Mr. Bass, the former ambassador. Nothing has driven the reassessment of Turkey's value to NATO more than the war in Ukraine and Mr. Trump's disregard for the alliance. These



Workers in the Turkish capital, Ankara. Turkey will use the NATO summit to showcase the country's status as a rising power. Credit... Efekan Akyuz/Reuters

have heightened concerns among the other allies about how to produce the arms needed to support Ukraine, deter Russia and remain strong if the United States scales back.

Turkey figures significantly in a possible reconfiguring of NATO. It has the alliance's second-largest army after that of the United States, controls maritime access to the Black Sea and makes up much of NATO's southern flank.

It also boasts a growing defense industry that chalked up more than \$10 billion in exports last year, of everything from drones to artillery shells. Turkish companies are known for manufacturing more quickly and less expensively than Western producers.

"Turkey has built a unique ecosystem in which its production times are faster than European averages and its finishing of projects more reliable," said Ozgur Unluhisarcikli, the director of the German Marshall Fund's

Ankara office.

Many Turkish military products come with the added value of having been tested in battle, inside Turkey against Kurdish militants, in Ukraine, the Caucasus and around the Middle East, he said.

Trust remains low between Turkey and some other NATO members because of political disputes or concerns about Mr. Erdogan's commitment to democracy. Ankara has bristled at being excluded from efforts to shore up European defenses through the European Union, of which Turkey is not a member.

For now, the desire to work with Turkey while NATO confronts its challenges has won Mr. Erdogan a key benefit: silence from his allies as he further expands his domestic power.

Turkey's most prominent opposition presidential hopeful, Ekrem Imamoglu, the former mayor of Istanbul, remains in

jail while defending himself in what is widely viewed as a political trial. A Turkish court recently [ousted the leadership of Turkey's main opposition party](#), replacing its head with a man Mr. Erdogan [already defeated](#), in the 2023 presidential election.

In private, officials from NATO countries worry about Turkey's commitment to the values outlined in the [alliance's founding treaty](#): individual liberty, democracy, human rights and the rule of law.

But amid deep concern about the security of their own countries, few speak up.

"European capitals have less bandwidth to focus on the erosion of democratic practices and norms in Turkey," Mr. Bass said.

Ben Hubbard is the Istanbul bureau chief for The Times, covering Turkey and the surrounding region.

Détroit d'Ormuz : trois attaques signalées en vingt-quatre heures, le Qatar accuse l'Iran pour l'une d'elles

Dans les trois cas, l'agence de sécurité maritime britannique UKMTO a fait savoir qu'il n'y avait eu ni blessés ni dégâts environnementaux.

Trois navires ont été attaqués en vingt-quatre heures dans le détroit d'Ormuz, a rapporté l'agence de sécurité maritime britannique UKMTO, le Qatar accusant dans un cas l'Iran d'avoir ciblé l'un de ses méthaniers, malgré le cessez-le-feu entre Téhéran et Washington.

Le premier navire a été touché, lundi 6 juillet, « par un projectile non identifié sur le côté bâbord » au large d'Oman, provoquant un incendie, selon l'UKMTO. Le Qatar a annoncé qu'il s'agissait de l'un de ses méthaniers, *Al-Rakayyat*, et dénoncé une « attaque inacceptable ».

« Nous tenons l'Iran pleinement responsable, sur le plan juridique, de cette attaque et de tous les dommages ou répercussions qui pourraient en découler », a affirmé le porte-parole du ministère des affaires étrangères qatari, Majed Al-Ansari.

Il a appelé Téhéran à « cesser immédiatement toute action compromettant la sécurité régionale ou menaçant la sécurité de la navigation internationale », ainsi qu'à « s'abstenir de mettre en danger l'approvisionnement énergétique mondial ».

Sans les attribuer, l'agence UKMTO a ensuite signalé, mardi 7 juillet, deux autres incidents : un pétrolier touché par un projectile non identifié, subissant « des dommages



Navires dans le détroit d'Ormuz, vus depuis le Musandam (Oman), le 1^{er} juillet 2026. REUTERS

structurels », et un navire-citerne frappé par un drone d'origine inconnue. Dans les trois cas, l'agence a fait savoir qu'il n'y avait eu ni blessés ni dégâts environnementaux.

Le trafic maritime toujours menacé

Le détroit d'Ormuz, voie stratégique pour le commerce mondial d'hydrocarbures, est l'un des principaux points de blocage des discussions entre l'Iran et les Etats-Unis pour mettre fin durablement à la guerre régionale, dans lesquelles le Qatar s'est imposé comme un médiateur-clé. Les pétromonarchies du Golfe, alliées de Washington, avaient été la cible d'attaques iraniennes inédites pendant la guerre au Moyen-Orient, déclenchée par une offensive israélo-américaine contre Téhéran le 28 février.

Les navires marchands ont été fortement affectés par le conflit, alors que l'Iran a pris le contrôle du détroit d'Ormuz, en représailles aux frappes américaines et israéliennes, les Etats-Unis imposant, pour leur part, un blocus aux ports iraniens.

Le trafic maritime a repris après la signature d'un protocole d'accord entre Washington et Téhéran le 17 juin pour mettre fin aux hostilités dans l'attente d'un règlement durable.

Vingt millions de barils par jour

Mais l'Iran répète, en dépit de l'opposition des Etats-Unis, qu'il n'y aura pas de retour à la situation d'avant-guerre, **quand le passage du détroit était gratuit, et menace les navires tentés de contourner le seul itinéraire** qu'il a autorisé le long de ses côtes.

Le site américain Axios a rapporté, lundi soir, que l'Iran

avait « tiré au moins deux missiles sur des navires commerciaux », citant deux responsables américains. Selon l'un de ces responsables, un deuxième bateau a été touché et présente des dégâts importants. L'Agence France-Presse n'a pas été en mesure de confirmer ces informations.

Ces perturbations du trafic dans le détroit interviennent alors que l'Iran organise depuis samedi des funérailles nationales de six jours pour son ancien Guide suprême, Ali Khamenei, tué au premier jour de la guerre par des frappes israélo-américaines.

En 2024, environ 20 millions de barils de brut circulaient quotidiennement à Ormuz, l'équivalent de près de 20 % de la consommation mondiale de pétrole liquide, selon l'Agence d'information sur l'énergie américaine.

The New York Times

Ben Hubbard
July 6, 2026

Erdogan-Trump Friendship Can Help NATO, Turkey's Foreign Minister Says

In an interview, Turkey's top diplomat, Hakan Fidan, said the relationship between President Recep Tayyip Erdogan and President Trump could ease NATO tensions.

The 32 members of the North Atlantic Treaty Organization will convene on Tuesday in the Turkish capital, Ankara, for a high-stakes meeting on the future of the trans-Atlantic alliance.

Mr. Trump's threats to reduce the role of the United States in NATO — or to withdraw from it altogether — have caused other members to explore potential new security arrangements. Mr. Trump has also accused NATO allies of disloyalty for not supporting the U.S.-Israeli war on Iran, which many of those partners opposed.

While directly criticizing some NATO leaders, Mr. Trump has maintained cordial ties with Mr. Erdogan, calling him a "friend" and a "great leader."

Speaking to The New York Times the week before the summit, Mr. Fidan said Mr. Erdogan's relationship with the American president could help ease tensions within NATO.

"It is just a matter of trust for Mr. Trump, and friendship," Mr. Fidan said. Turkey, he added, intended to "use this friendship for the benefit of the greater good, for the entire NATO family."

As a former spy chief and Mr. Erdogan's top diplomat since 2023, Mr. Fidan, 57, has run point on Turkey's policies toward many global crises, including the wars in Syria, Gaza, Iran and, most pertinent



President Trump with President Recep Tayyip Erdogan of Turkey in the White House, last year. While directly criticizing some NATO leaders, Mr. Trump has maintained cordial ties with Mr. Erdogan. Credit...Haiyun Jiang/The New York Times

to NATO, Ukraine.

Reflecting Turkey's geographic location between the Middle East, Europe and Asia, as well as its open diplomatic positioning, Mr. Fidan maintains relations with an array of foreign figures. He will be the only NATO minister at the summit who speaks directly with top officials from the United States, Iran, Russia, Ukraine and the Palestinian militant group Hamas.

Much of the summit will focus on military budgets, with allies expected to demonstrate progress toward the goal of spending 5 percent of their gross domestic product on their militaries. Mr. Fidan said in the interview that despite

Mr. Trump's threats toward NATO, he expected those technical discussions to go smoothly.

"I don't see any problem on that," Mr. Fidan said.

"There are a lot of words exchanged," he added. "But in practical terms, nothing can change. The forces are there."

He said that among Turkey and other European countries, there is agreement that the alliance is important: "Nobody is discussing the necessity of NATO."

But Mr. Trump's persistent criticisms have raised concerns among some NATO officials that the United States

might not honor the alliance's mutual defense clause if, say, Russia were to attack a European member.

Mr. Fidan criticized such ideas as a "structural problem within NATO," arguing that increased defense cooperation inside the European Union ran counter to European countries' commitments to NATO.

Turkey and Europe must see each other as vital to their collective security, he said.

"We are part of Europe as well, and unless we come together in European geography to form our security platform, we will never feel secure enough," he said.

Turkey, which shares a long

border with Iran and maintains diplomatic relations with its government, opposed the U.S.-Israeli war and has sought to help mediate its end.

Mr. Fidan was cautiously optimistic that the memorandum of understanding reached between the United States

and Iran last month would lead to an enduring peace.

"In terms of political will, both sides are very serious on ultimate objectives," he said.

He noted, however, that the 60-day agreement left to future discussion many contentious details, including about Iran's nuclear program, the lifting of

sanctions on Iran and the rules that will govern the Strait of Hormuz.

Mr. Fidan recently returned from a trip to Russia, where he met senior officials including President Vladimir V. Putin. Mr. Fidan said Turkey was willing to facilitate new talks aimed at ending the war in Ukraine but did not expect

them imminently.

"Overall, the conclusion I reached is that I think they are ready to engage in discussions and talks, but we need American leverage," he said. "The important thing for us is to see a real and sincere intention and effort from both sides for peace."

The New York Times

Ben Hubbard, Safak Timur
July 6, 2026

Turkey Hosts NATO Summit While Cracking Down on Critics

In the weeks leading up to the two-day event, the Turkish authorities blocked websites, jailed scores of people over allegations of terrorism and arrested a prominent comedian.

In the weeks before a NATO summit in Turkey begins on Tuesday, the Turkish authorities blocked websites that criticized the military alliance; jailed scores of people for alleged links to terrorism; arrested a comedian who had joked about President Recep Tayyip Erdogan; and barred a cruise for gay men from calling at Turkish ports.

The leaders of NATO's member states will gather in a country where a court recently ousted the leadership of the main opposition party. The man who was expected to challenge Mr. Erdogan in the next presidential election is jailed on corruption charges widely seen as politically motivated.

NATO is, at its core, a military alliance, whose members increasingly

recognize the role that Turkey could play in its future, as concerns grow over the war in Ukraine and President Trump's threats to reduce the U.S. role in the organization, or withdraw from it altogether.

Advocacy groups say that Turkey's newfound importance to NATO has led member states to remain silent as Mr. Erdogan pursues a path toward greater autocracy.

"Turkey is so much more offside than any other NATO state with respect to democracy and human rights, and that should be a glaring difference for other countries," said Emma Sinclair-Webb, the Turkey director for Human Rights Watch. "NATO member state leaders should look over the wall of the palace and see what is going on in the country."

The two-day summit in Ankara, the capital, is expected to address the defense budgets and military industrial capacity of NATO countries. Governance inside member states is not on the meeting's agenda and is unlikely to be discussed publicly, although the preamble of the alliance's founding treaty says that its members are dedicated to the "principles of democracy, individual liberty and the rule of law."

The Turkish government has repeatedly said that its legal system is free from political interference, and Mr. Erdogan has said that his political opponents are to blame for their legal troubles.

The Turkish authorities did not cite the NATO summit in connection with the wave

of arrests, although some of them appeared to be aimed at preventing disturbances during the event.

The Ankara prosecutor's office said last month that the police had detained 225 people and that 103 of them had been sent to pretrial detention during a security operation "to expose the activities of terror organizations around the country."

Those detained included members of leftist groups that have staged protests in the past. They also included over a dozen environmental activists, an associate professor of political science at Ankara University, the editor of an L.G.B.T.Q. magazine and Deniz Goktas, a 32-year-old comedian.

Mr. Goktas's routines have taken an edgy approach

to politics and religion in Turkey, an overwhelmingly Muslim country with a constitutionally secular government. In one gag, he muses about Mr. Erdogan possibly going to therapy, saying that the president had gone from being a “shy dictator” to a “more-at-peace-with-himself dictator.”

In another, he refers to an episode in 1998, when Mr. Erdogan was the mayor of Istanbul. A woman died after Mr. Erdogan’s elder son, Burak, hit her with his car. Burak Erdogan told prosecutors that he was not at fault and was acquitted at trial, according to Turkish news reports at the time.

“My father wouldn’t save me from prison if I killed someone in traffic,” joked Mr. Goktas, who has been performing since 2023 but whose last show garnered wide attention last month after he shared it online.

On Thursday, Mr. Goktas was detained at Istanbul Airport after returning to Turkey. A judge sent him to pretrial detention on accusations of insulting the president and instigating hatred in society by mocking religion.

Turkey’s government has also blocked access to websites that were critical of NATO and the summit, according to [Engelli Web](#), a monitoring group. A



Protesters demanding the release of Deniz Goktas, a comedian who was arrested after making jokes about President Recep Tayyip Erdogan of Turkey. Credit... Yasin Akgul / Agence France-Presse — Getty Images

number of Turkish journalists, including many who had covered previous NATO summits in other countries, said they had been denied accreditation for this one.

In a statement, a NATO spokesperson said the alliance “relies on the host nation to provide assessments on journalists from their country to ensure access to the meeting site.”

And last week, a cruise planner that had organized [a trip oriented toward gay men](#) was told its ship would not be allowed to dock in Turkey, Rich Campbell, the chief executive of Atlantis, the organizer, said in an interview. (Patti LuPone, who was scheduled to

perform on the cruise, [said on social media](#) that she was “furious.”)

Turkey does not criminalize homosexuality, but Mr. Erdogan’s government has taken an increasingly hard line on L.G.B.T.Q. issues, including banning Pride parades.

The governor of Turkey’s Aydın Province [said in a statement](#) ahead of the cruise’s start that it had been organized by “groups known for behaviors that do not align with the structure of our society and our moral values,” and that it was “absolutely out of the question” for the ship to dock in the province.

A stop in Istanbul was also canceled, Mr. Campbell

said. The Istanbul governor’s office also shut down an Istanbul gay bar that had invited the passengers to visit, [citing](#) unspecified “practices against regulations.”

Mr. Campbell said that his company had brought similar cruises to Turkey 13 times before without issue.

“Our guests are there for the same reason as any other tourist,” he said. “We’re not there in a gay pride rally or march or for political reasons ever.”

[Ben Hubbard](#) is the Istanbul bureau chief for The Times, covering Turkey and the surrounding region.

Şafak Timur covers Turkey and is based in Istanbul.

Marc Pierini, diplomate : « Le président turc entend monnayer son appui sécuritaire à l'Europe »

Octroyer à Recep Tayyip Erdogan un rôle central dans l'architecture européenne de sécurité reviendrait à atteler la défense du continent à un chef d'Etat qui, à l'unisson de ses partenaires au Kremlin et à la Maison Blanche, renie l'Etat de droit, estime Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'Union européenne en Turquie, dans une tribune au « Monde ».

A l'approche du [sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord \[OTAN\]](#), à Ankara, mardi 7 et mercredi 8 juillet, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a multiplié les déclarations sur l'indispensable participation de son pays si l'Europe souhaite construire une véritable politique de sécurité. La Turquie présente des atouts industriels certains, mais une question interpelle les dirigeants européens : un partenariat formel avec leur homologue turc est-il opportun dans le contexte géopolitique actuel ?

La posture d'Ankara repose sur deux piliers : un président fort et une industrie de défense puissante. Il est vrai que la Turquie s'est dotée d'une industrie de défense innovatrice et compétitive dans nombre de segments. En parallèle, le président Erdogan, en difficulté sur le plan intérieur, prend soin de faire valoir les accords entre firmes turques et européennes pour s'imposer dans la future architecture de sécurité de l'Europe. A l'échelle nationale, il s'agit pour lui de masquer ses déboires électoraux, économiques et sociétaux, de flatter les penchants nationalistes de nombreux électeurs, et de s'imposer comme la figure tutélaire de la Turquie dans un monde en plein bouleversement. A l'échelle internationale, il s'agit

de réduire au silence ses partenaires extérieurs à propos de sa méthode de gouvernance.

La réaction des dirigeants européens est confuse. Nombre d'entre eux, soucieux de parer au plus pressé sans mesurer les conséquences à long terme, semblent épouser les paroles du président turc en vue de renforcer rapidement leurs armées. Le Royaume-Uni, quant à lui, construit un partenariat stratégique avec la Turquie.

Positions ambivalentes

Il existe, dans le secteur de la défense, des raisons de coopérer avec la Turquie, qui est membre de l'OTAN depuis 1952 et participe régulièrement aux exercices de l'Alliance atlantique. Son industrie de défense expose désormais dans les salons spécialisés une gamme étendue de matériels : munitions, artillerie, véhicules blindés, drones aériens et navals, systèmes de missiles de courte et moyenne portée, avion d'entraînement, avion sans pilote et navires de guerre. L'efficacité des drones turcs dans certains théâtres de combat (guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, conflit en Ukraine) et les accords industriels ou commerciaux en matière de défense (avec l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, la Pologne, la Roumanie et le Royaume-Uni) sont les il-

lustrations les plus visibles de l'atout turc.

Mais les positions ambivalentes de la Turquie ces dernières années – aides cachées à l'Iran, intégration de systèmes antimissiles russes S-400 en 2019, absence de sanctions envers la Russie depuis 2022 et partenariats avec ce pays en matière d'énergie nucléaire, gazière et pétrolière, condamnation d'Israël mais pas du Hamas, affinité avec le président américain, Donald Trump – représentent autant de raisons de douter d'un engagement irréversible du président turc avec l'Europe occidentale contre les intentions hostiles affichées envers elle par le Kremlin et la Maison Blanche.

Lire aussi le décryptage | Article réservé à nos abonnés [La Turquie, pilier du réarmement européen](#)

D'autres facteurs importants sont en jeu. L'offre turque en matière de défense de l'Europe a un pendant, à savoir le rejet assumé de l'Etat de droit pour des raisons de politique intérieure (lundi 1^{er} juin sur X, M. Erdogan a balayé toute critique extérieure sur sa gouvernance), ce qui affaiblit fortement la notion de partenariat stratégique. Les risques inhérents à la politique économique d'Ankara peuvent aussi

compromettre la fiabilité d'un partenariat de défense. De plus, la Russie pourrait recourir à des représailles envers la Turquie en cas d'aggravation du conflit en Ukraine et d'une implication forte d'Ankara dans la riposte de l'OTAN. Enfin, les positions turques concernant la Méditerranée orientale, le refus de reconnaître la République de Chypre et la contestation des frontières maritimes avec la Grèce constituent de réels facteurs de blocage avec l'Union européenne.

Le sommet de l'OTAN – une opportunité pour le président turc – comporte nombre d'inconnues. Que fera M. Trump ? Diminuera-t-il rapidement son aide à l'Ukraine et aux pays d'Europe centrale ? Réduira-t-il drastiquement son soutien à l'Alliance ? En réaction, le soutien turc sur le flanc est de l'OTAN va-t-il augmenter ? Quel avenir y a-t-il pour la coopération bilatérale américano-turque (F-16, F-35, nucléaire, terres rares, énergie) ? Une certitude : M. Trump fulminera contre le manque de coopération des Européens dans sa guerre contre l'Iran et flattera M. Erdogan.

Rétribution politique

La coopération sécuritaire euro-turque est déjà en marche. Les pays du Vieux Continent ont de bonnes raisons de per-

mettre à leurs industries de défense de coopérer avec leurs homologues turques, avec les précautions nécessaires. Cependant, le président Erdogan veut beaucoup plus : monnayer son appui sécuritaire à l'Europe et imposer un partenariat officiel. Pour lui, obtenir du sommet de l'OTAN et des Européens une rétribution politique personnelle contribuerait à renforcer la pérennité de son pouvoir. Inversement, lui octroyer un rôle central dans l'architecture européenne de sécurité reviendrait à atteler la défense

de l'Europe à un chef d'Etat qui, à l'unisson de ses partenaires au Kremlin et à la Maison Blanche, renie l'Etat de droit.

Pour le président russe, Vladimir Poutine, et M. Trump, cela prouverait la déliquescence de l'Europe qu'ils invoquent souvent. Pour les démocrates de Turquie, cela dirait le cynisme de l'Europe : soutien en paroles, mais regard détourné dès que des intérêts vitaux sont en jeu. Pour la France, cela signifierait aux votants de

l'élection présidentielle de 2027 que les valeurs de la République sont solubles dans la realpolitik que prônent les partis extrêmes. Pour l'Europe entière, ce ne serait pas qu'une question de valeurs, il s'agirait de la survie de son système démocratique.

En fin de compte, la sécurité de l'Europe bénéficiera de partenariats avec l'industrie turque, mais elle n'exige pas d'accorder à M. Erdogan un rôle personnel, des visites d'Etat ou des invitations à des

sommets. Pactiser avec l'autocratie n'est pas une fatalité. [La chute brutale de Viktor Orban](#) [ancien premier ministre de Hongrie, battu aux législatives du 12 avril] vient de le prouver. Par contre, la démocratie est l'essence même de la sécurité de l'Europe.

Marc Pierini est ancien ambassadeur de l'Union européenne en Turquie (2006-2011) et senior fellow auprès de la Fondation Carnegie Europe.



Olivier Favier
07 juillet 2026

«Iran, la guerre intérieure» : un peuple écrasé par la répression et les bombes

Après trois reportages programmés en janvier et en mars, Mortaza Behboudi et Anne-Charlotte Gourraud ont décidé de monter six mois de matériels filmés par des activistes iraniens dans un documentaire de 52 minutes, diffusé sur Arte ce mardi 7 juillet. Iran, la Guerre intérieure révèle un pays dont la modernité est étouffée par un régime hors d'âge mais encore tout-puissant, auquel les frappes étasuniennes et israéliennes ont apporté un second souffle inespéré.

Des femmes voilées, armées de fusils à pompe ou de kalachnikovs, l'une d'elles aux commandes d'une mitrailleuse lourde juchée sur un pick-up, défilent dans le plus grand désordre. Certaines esquissent des saluts militaires maladroits, d'autres encouragent les plus distraites à se mettre en route ou à marcher au pas, un enfant en uniforme donne des coups de pied rageurs à la photographie d'un haut responsable étasunien. « Aujourd'hui, c'est toujours la même histoire, la même

mise en scène, commente Kajiin, l'un des opérateurs du documentaire qui coordonne un collectif d'activistes iraniens. Moi, quand je les filme, je vois bien leur cinéma, ça déraile. Mais le régime tient comme ça depuis 1979, je n'étais même pas né. »

Depuis six mois, il filme la révolte de janvier des Iraniens, sa répression et les conséquences de la guerre qui a éclaté avec la coalition étatsuno-israélienne le 28 février 2026, trois événements hors norme dans l'histoire récente du pays, sous l'emprise des mollahs depuis près d'un demi-siècle. Les manifestations ont commencé fin décembre. Elles ont touché une frange bien plus large que les seuls opposants au régime religieux. L'inflation et la hausse des prix alimentaires consécutives aux sanctions de l'ONU voulues par trois pays européens ont mené par exemple les commerçants du grand bazar dans la rue. Des foules immenses ont manifesté leur colère.

Une répression et un conflit hors norme

Très vite, le régime a pris peur et a perdu pied. Les forces de sécurité ont tiré par rafales, à balles réelles, sur les manifestants désarmés. Le 8 janvier, internet a été coupé. Jusqu'au 20 janvier, même les appels téléphoniques à l'intérieur du pays étaient impossibles. On ne connaît pas à ce jour le bilan exact de la répression, plusieurs milliers au minimum, sans doute beaucoup plus, des chiffres quoi qu'il en soit très supérieurs à ceux des victimes du mouvement « **Femme, Vie, Liberté** » en 2022. Lors d'un nouveau défilé, le régime n'a pourtant pas hésité à mettre en scène ses « martyrs », des membres des forces de sécurité qui auraient été tués par les manifestants. Donald Trump promet alors son soutien au peuple iranien. Une habitante émet des doutes sur sa sincérité : « C'est plus facile pour lui de négocier avec une dictature. » Des images de la répression finissent par fuir sur les ré-

seaux. Des ONG iraniennes parlent désormais de 30 000 morts. Les premières frappes étasuniennes sont accueillies avec allégresse par une partie des habitants de Téhéran, notamment celles qui touchent le palais du « guide suprême » Ali Khamenei le premier jour. La nuit suivant l'annonce de sa mort par les Israéliens, des Iraniens font des feux de joie dans les rues de Téhéran et d'autres grandes villes du pays, au vu et au su de tous. Bientôt cependant, la liesse cède le pas à la sidération. Les files de voitures s'allongent sur les grands axes permettant de quitter la ville. Les partisans de la République islamique défilent au cri de « Ni compromis ni reddition ». Internet est de nouveau coupé, les communications téléphoniques sont difficiles. Il ne reste plus pour s'informer que la télévision par satellite.

Une population pétrifiée

« En Iran, et je pense dans toute la région, confie une ha-

bitante, nous vivons dans une situation où quand un dictateur quitte le pouvoir, nous ne savons pas si nous devons nous réjouir ou nous en inquiéter. Malheureusement, l'histoire nous a montré qu'un autre dictateur finit toujours par arriver et c'est effrayant. » La pression sur la population est double. Tandis que le régime parle de plusieurs centaines de victimes civiles suite aux bombardements, il multiplie les arrestations, qui peuvent mener à la peine de mort. Le cessez-le-feu du 6 avril est fêté par ses soutiens comme une victoire. « Entre cessez-le-feu et nouvelle veillée d'armes, commente en voix off Anne-Charlotte Gourraud, coréalisatrice du film, la

révolte du peuple iranien est comme confisquée par la guerre. » C'est l'image d'une population à bout de souffle, désespérée et terrorisée, qui nous apparaît six mois après ce qui s'annonçait comme le début de sa libération.

Il reste que ces images tournées clandestinement montrent un tout autre pays que ce que cherche à en montrer le régime. Les rues de Téhéran ressemblent à celles d'une ville occidentale traversée par des épisodes d'une violence inouïe, celle des « **Gardiens de la révolution** » et des bombes étranges qui ont semé en de nombreux endroits la mort et la destruction. Pour préserver leur

anonymat, témoins et activistes ont été intégralement floutés sous plusieurs couches de filtres et leurs voix ont été déformées jusqu'à les rendre méconnaissables. Dans un pays cadenassé, la réalité nous est montrée par des fantômes.

À écouter aussi Volker Türk: « Je pense surtout à la population iranienne prise entre le marteau et l'enclume »

« Je rêve du jour où il sera possible de montrer ce film avec les vrais visages de ses protagonistes » confie dans un sourire le coréalisateur Mortaza Behboudi. Lui-même a grandi en Iran, comme tant d'autres réfugiés afghans. Français au-

jourd'hui, il n'a pu s'y rendre et il a travaillé avec sa consœur à l'aide du matériel qui leur a été confié par ces héros anonymes. Si l'avenir du pays est plus que jamais imprévisible, le tournant démocratique espéré par des générations d'opposants n'apparaît plus crédible. Le peuple iranien vit désormais dans la crainte du pire, celui d'un chaos généralisé comme en ont connu avant lui l'Irak ou la Syrie.

À voir: Mortaza Behboudi, Anne-Charlotte Gourraud, Iran: la guerre intérieure, Arte, 2026, **en ligne le 6 juillet**, en linéaire le 7 juillet à 22h40.

Le Monde

Philippe Jacqué
07 juillet 2026

Au premier jour du sommet de l'OTAN, à Ankara, Mark Rutte annonce une myriade de contrats de défense pour des milliards d'euros

Le montant exact, d'environ 43 milliards d'euros, doit être dévoilé, mercredi 8 juillet, par le secrétaire général de l'Alliance atlantique.

L'objectif est de montrer au président américain, Donald Trump, arrivé la veille dans la capitale turque, que l'Europe et le Canada investissent massivement dans leur défense.

Une pluie de contrats. Pour les industries de défense en Europe et aux Etats-Unis, le premier jour du sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à Ankara, mardi 7 juillet, a des airs de Noël. Mark Rutte, secrétaire général de l'Alliance, a annoncé des achats d'équipements militaires pour plusieurs « *dizaines de milliards de dollars* ». Et ce, dans tous les types de segments.

Selon un responsable de

l'OTAN, l'ensemble des contrats et des commandes passés par les alliés au cours des derniers mois représentent une somme agrégée d'au moins 50 milliards de dollars (43 milliards d'euros). M. Rutte souhaite dévoiler le montant exact, mercredi 8 juillet.

Cette somme a un objectif politique clair : impressionner Donald Trump, arrivé dans la capitale turque mardi 7 juillet pour lui montrer que l'Europe et le Canada investissent

massivement dans la défense. « *Nous confirmons nos promesses d'investissement dans la défense, faites à La Haye [en 2025], a assuré M. Rutte. Ce sont des milliards qui sont investis dans notre sécurité, qui renforcent nos économies et permettent de créer des milliers de nouveaux emplois.* »

« **Une somme très importante** »

Dans cette débauche de contrats, plus de la moitié des

43 milliards d'euros concerne des investissements dans la défense aérienne et antimissile européenne, assure-t-on à l'OTAN. A titre d'exemple, la Belgique devrait ainsi signer, mercredi, pour plus de 3 milliards d'euros de contrats pour des systèmes anti-aériens.

« *Beaucoup d'annonces ont été faites, et mises bout à bout, cela fait effectivement une somme très importante,* confirme Camille Grand, secrétaire général du lobby eu-

ropéen des industries de défense. Néanmoins, le plus intéressant, au-delà des commandes de systèmes d'armement, reste le mouvement des alliés européens pour se doter de capacités stratégiques qui manquent fortement à leurs armées, car ils étaient jusqu'à présent mis à disposition par les Etats-Unis. »

Les alliés ont ainsi confirmé l'achat de dix avions de guet aérien GlobalEye à l'industriel suédois Saab, pour surveiller le ciel, mais également les domaines terrestres et maritimes. Cet investissement, qui peut atteindre de 3,8 à 4,3 milliards d'euros, sera soutenu par une dizaine de pays, dont l'Allemagne et les Pays-Bas. La France, qui avait déjà annoncé l'achat de deux exemplaires de cet avion, et le Canada, qui devrait en acquérir six, complètent cette annonce. « Un grand jour pour la Suède, un grand jour pour l'Alliance atlantique », s'est félicité le premier ministre suédois, Ulf Kristersson.

De même, sept pays, dont la France, le Royaume-Uni et la Pologne, ont annoncé une initiative commune qui pourrait aboutir à l'achat d'une dizaine d'A400M, des avions gros-porteurs fabriqués par Airbus, notamment en Espagne. Ces avions permettent d'acheminer des équipements lourds ou des soldats sur différents théâtres d'opérations. Là encore, l'addition doit atteindre plusieurs milliards d'euros, selon la configuration précise des avions et les services de formation et de maintenance associés.

Mais la vedette du forum industriel était incontestablement l'Allemagne. En association avec les pays nordiques, Berlin a annoncé



Le secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, Mark Rutte, lors du discours d'ouverture du Forum de l'industrie de la défense du sommet de l'OTAN, à Ankara, le 7 juillet 2026. YVES HERMAN/REUTERS

l'achat de cinq **drones Triton « haute altitude longue endurance »**, à l'américain Northrop Grumman, pour plus de 2 milliards d'euros. De même, en association avec les Pays-Bas et la Pologne, l'Allemagne prévoit d'établir un centre de maintenance, en Europe, pour les systèmes de défense aérienne Patriot de dernière génération, tandis que le conglomérat allemand Rheinmetall et son partenaire américain Lockheed Martin ont annoncé la coproduction d'ATACMS, un système américain de missiles guidés à courte portée, dans le Land de Basse-Saxe.

« Duplication » des tâches

Les alliés ont fait d'autres annonces. Dès lundi soir, le Canada a ainsi indiqué avoir choisi le groupe de construction naval allemand TKMS, pour produire douze sous-marins. Là aussi, il s'agit d'un contrat de plusieurs milliards d'euros, qui représente l'une des plus importantes

commandes jamais passées en Europe par le Canada. Dans l'espace, pas moins de 3 milliards d'euros d'investissements sont annoncés par différents alliés.

De son côté, M. Rutte a fait feu de tout bois avec plusieurs initiatives qui ressemblent à des politiques de l'Union européenne (UE), ce qui laisse entrevoir une « duplication » des tâches de l'UE et de l'OTAN... Une douzaine d'alliés vont ainsi collaborer au « renforcement de la résilience des chaînes d'approvisionnement dans le domaine de la défense », dans lequel la Commission européenne est déjà engagée.

De même, l'OTAN lance une plateforme pour l'industrie, afin de faciliter l'identification des besoins et des contrats pour les entreprises de défense européenne... Là aussi, l'UE avait avancé sur des outils similaires. « Sur nombre d'initiatives de l'OTAN, l'industrie n'a pas été

nécessairement associée en amont », confie M. Grand, qui parle au nom des industriels européens.

« Ce ne sont pas nécessairement des initiatives concurrentes à ce que fait l'UE, mais l'OTAN permet d'avancer sur ces sujets plus rapidement et de se mettre à l'échelle plus simplement, assure-t-on au sein de l'Alliance. Nous n'avons pas le temps, et via l'OTAN, c'est plus simple pour de nombreux alliés. »

Malgré sa participation à plusieurs initiatives, la France est restée particulièrement discrète lors du forum industriel. Ce rendez-vous était avant tout pensé pour mettre en valeur la collaboration transatlantique et les achats aux Etats-Unis... Si l'Allemagne, les Pays-Bas ou la Pologne étaient particulièrement à l'aise et visibles, la France, qui se bat depuis des années pour promouvoir l'autonomie européenne en matière de défense, a préféré faire profil bas.

The New York Times

Yeganeh Torbati
July 7, 2026

Ayatollah Ali Khamenei, Iran's Slain Leader, Is Mourned in Qom Mass Mournings In Qom, Where Khamenei Ruled Supreme Over Iran's Clerics

The ceremony for Ayatollah Ali Khamenei, held at a site considered sacred by many Shiites, was the latest step in a weeklong funeral organized by Iran's government.

The body of Ayatollah Ali Khamenei was taken to Qom, the center of Shiite religious education in Iran, for an official prayer and street procession on Tuesday, the latest in a series of elaborate events staged by the Iranian authorities to mourn the country's slain supreme leader.

The stop in Qom follows three days of public mourning in Tehran, the capital, where [huge crowds gathered](#) to view Ayatollah Khamenei's casket, many erupting in tears or calling for vengeance for his killing in February at the outset of the U.S.-Israeli war. After Qom, his body will be taken to holy cities in Iraq before being buried on Thursday in his hometown, Mashhad.

A funeral service in Qom, at Jamkaran Mosque, a site considered sacred by many Shiites, was led by Ayatollah Abdullah Javadi Amoli, a conservative senior cleric and one of a handful of figures still alive from the generation that led Iran's 1979 revolution. State news media showed [images](#) of large crowds that had come out in Qom to bid farewell to Ayatollah Khamenei.

Qom has played a significant role in Iran's history and politics over the last century. It was home to some of the most strident opposition to



A state media handout photo is said to show mourners attending a prayer for Iran's former supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, at the Jamkaran Mosque, in Qom, Iran, on Tuesday. Credit...Ahmadreza Taheri/WANA News Agency, via Reuters

Iran's monarchy, particularly in the 1960s and '70s. Clerics educated there under the leadership of Ayatollah Ruhollah Khomeini, Ayatollah Khamenei's predecessor, emerged victorious during the revolution and the internal power struggle that followed.

In addition to being Iran's most powerful political leader and commander of its armed forces, [Ayatollah Khamenei](#) claimed legitimacy as a high-ranking cleric whose religious pronouncements carried weight among the Shiite faithful. His authority under

Iran's system of government stemmed from the concept of *velayat-e faqih*, or guardianship of the Islamic jurist, which grants ultimate political power to a Shiite cleric.

On the eve of becoming Iran's supreme leader in 1989, Ayatollah Khamenei was only a midranking cleric. But he was then elevated to an ayatollah, making him eligible for the position.

During his rule, Ayatollah Khamenei [exerted](#) a heavy hand over clerical finances,

management and education, making Qom much more dependent on the Iranian state. He also formalized and supervised a special clerical court that critics [have called](#) unconstitutional and secretive, and that has been used to punish those who challenge the state on religious grounds.

One of the most significant religious dissenters during Ayatollah Khamenei's tenure was [Grand Ayatollah Hossein Ali Montazeri](#), who was once in line to become supreme leader before he criticized the treatment and execution of

prisoners in the 1980s. He held the highest ranking possible in the Shiite clerical hierarchy.

During the 1990s, Ayatollah

Khamenei placed Ayatollah Montazeri under house arrest for several years. Ayatollah Montazeri argued that Iran's clerical leadership had turned its back on the revolution's

ideals and supported anti-government demonstrators in 2009, issuing edicts in favor of reform and human rights.

When Ayatollah Montazeri

died in 2009, hundreds of thousands of supporters turned out for his funeral in Qom, turning it into an [opposition protest](#).

franceinfo:

07 juillet 2026

Au sommet de l'Otan en Turquie, Donald Trump vante son «alchimie» avec Recep Tayyip Erdogan et tacle les Européens

Le président américain accuse depuis des semaines ses alliés européens de l'avoir laissé tomber pendant la guerre en Iran.

Donald Trump a loué, lors d'un sommet de l'Otan, mardi 7 juillet à Ankara (Turquie) les qualités de son «ami» le président turc Recep Tayyip Erdogan, tout en réservant ses piques aux alliés européens. «J'ai été très déçu par l'Otan et, franchement, si le sommet n'avait pas eu lieu en Turquie, (...) il est possible que je n'y serais pas allé», a-t-il déclaré aux côtés du chef d'Etat turc.

En colère contre l'Europe, qu'il accuse depuis des semaines de l'avoir laissé tomber pendant la guerre en Iran, le président américain n'est toutefois pas allé cette fois au-delà des critiques qu'il lance depuis des semaines. Il a même trouvé un mot aimable pour la cheffe du gouvernement italien Giorgia Meloni dont il a jugé, après une récente passe d'armes, qu'elle était «quelqu'un de bien, en fait». L'an dernier, le président américain avait obtenu des Européens et du Canada qu'ils s'engagent à consacrer au moins 5% de leur produit intérieur brut (PIB) à leur sécurité. Beau-



Le président américain Donald Trump et son homologue turc Recep Tayyip Erdogan à Ankara (Turquie), le 7 juillet 2026. (MEHMET ALI OZCAN / ANADOLU)

coup sont encore loin d'atteindre un tel pourcentage.

Pour [tenter de prévenir tout nouvel accès de colère](#), le chef de l'Otan Mark Rutte a annoncé mardi plusieurs contrats d'armement, dans l'espoir de convaincre Donald Trump du sérieux des Européens à renforcer leurs capacités de défense. Des pays membres de l'Otan et «des entreprises des deux côtés

de l'Atlantique vont (...) signer des contrats qui se chiffrent en milliards, littéralement des milliards de dollars», a lancé le secrétaire général de l'Otan.

Le président Volodymyr Zelensky est aussi arrivé mardi à Ankara. Il a réclamé que son pays, qui dispose désormais d'une des industries de défense les plus performantes d'Europe, rejoigne

l'Alliance au plus vite pour la rendre plus forte. «Pensez-vous vraiment que ce serait la bonne chose à faire que de laisser à l'extérieur de l'Otan un pays et un peuple avec ce niveau de capacités de défense ?», a-t-il lancé devant un parterre d'industriels et de responsables de l'Otan. Plusieurs pays de l'Otan y sont favorables, mais les Etats-Unis s'y opposent.

La Turquie, un allié encombrant devenu partenaire indispensable au sein de l'OTAN

Après s'être rapproché de la Russie dans les années 2010, le pays a resserré ses liens avec Washington et plusieurs capitales européennes. Le sommet de l'OTAN à Ankara, mardi et mercredi, acte la considération dont jouit le président Recep Tayyip Erdogan aux yeux des Occidentaux, malgré l'évolution de plus en plus autoritaire de son régime.

Ankara, une certaine hystérie semble s'être emparée des esprits, à en croire la file de visages ravis qui entourent chacune des apparitions du président Recep Tayyip Erdogan. Depuis plusieurs semaines, alors que le pays traverse une de ses pires crises politiques, marquée par les arrestations et les procès interminables d'élus de l'opposition, le président turc, hôte du sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), qui se tient, mardi 7 et mercredi 8 juillet, à Ankara, jouit, sur la scène internationale, d'attentions et d'égards aux airs d'état de grâce.

Les médias du monde entier répètent à l'envi le rôle de la Turquie comme puissance régionale, pivot et intermédiaire entre les Etats-Unis et l'Europe. Les capitales du Vieux Continent, elles, espèrent et prient pour un sommet sans éclat, se retrouvant dans l'inconfortable position de compter sur M. Erdogan pour y parvenir.

Le président turc n'en finit plus de vanter le rôle indispensable de son pays auprès de ses partenaires occidentaux. En juin, il a ainsi résumé d'une formule saisissante la montée en puissance de l'industrie de défense turque dans un monde de plus en plus chaotique : « *Ce que nous faisons en un an, nous le faisons désormais en une semaine.* » Quelques jours

plus tard, il a décrit la Turquie comme « *un allié fiable* », assurant que son pays œuvrait pour que ce sommet d'Ankara « *soit un moment marquant de l'histoire de l'OTAN* ».

Donald Trump ne tarit pas d'éloges

Le pari est déjà en partie tenu, en raison de la présence annoncée de Donald Trump. Critique de l'Alliance atlantique, dont il entend dicter les termes, aimant malmener ses propres alliés, le président américain ne tarit pas d'éloges sur son homologue turc depuis son retour à la Maison Blanche, en janvier 2025. « *Eh bien, si ce sommet ne se déroulait pas en Turquie sous l'égide du président Erdogan, je ne pense pas que j'y serais allé* », a-t-il expliqué aux journalistes à l'issue d'une rencontre avec le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, le 24 juin, à Washington. Sa venue est la première d'un président américain en Turquie depuis Barack Obama, en 2015 pour le sommet du G20 à Antalya.

Du côté des Européens, les mots sont moins louangeurs, mais les actes sont là. Depuis octobre 2025, le Royaume-Uni met en place patiemment un partenariat stratégique avec Ankara. En Allemagne, le chancelier Friedrich Merz multiplie les coups de fil à son homologue turc, et Berlin vient d'annoncer l'installation d'un nouveau système de dé-

fense Patriot dans le sud de la Turquie. Quant à l'Italie, elle développe méthodiquement sa coopération avec Ankara dans des domaines aussi variés que les drones de combat, les plateformes navales autonomes et le contrôle des migrations. De quoi placer la Turquie au centre du jeu. Qui l'eût cru, il y a seulement quelques mois ?

Longtemps considéré comme un partenaire difficile et un allié encombrant, tant pour son régime autoritaire que pour ses accointances avec des gouvernements jugés problématiques par d'autres membres de l'Alliance, Ankara a su, au gré des crises et des opportunités, opérer une mue, du moins sur le plan diplomatique. Pour décrire ce rapprochement progressif entre la Turquie et ses alliés occidentaux, Gönül Tol, directrice du centre d'études turques au Middle East Institute, un groupe de réflexion basé à Washington, évoque un « *réalignement à bas bruit* ».

Membre de l'OTAN depuis 1952, au même titre que la Grèce, la Turquie a vu son rôle évoluer au fil des décennies : d'Etat géographiquement en première ligne face à l'Union soviétique, elle est devenue la charnière d'une région instable aux frontières de l'Europe. Avec une constante, perceptible aussi bien pendant qu'après la guerre froide : Ankara a toujours pensé que ses alliés eu-

ropéens ne considèrent pas la sécurité de la Turquie comme partie intégrante de la leur.

Lire aussi le décryptage l'Article réservé à nos abonnés [La Turquie, pilier du réarmement européen](#)

La guerre en Irak, en 2003, puis l'adhésion de la République de Chypre à l'Union européenne (UE), l'année suivante, ont accru les tensions entre Ankara et l'Alliance atlantique. Mais c'est à partir de la décennie 2010 qu'elles se dégradent rapidement.

En Syrie, le soutien américain aux Forces démocratiques syriennes (FDS), à dominante kurde, détériore les rapports entre les Etats-Unis et la Turquie. Le manque d'empressement des Occidentaux, hormis les Britanniques, à exprimer leur soutien à M. Erdogan après la tentative de coup d'Etat manquée de juillet 2016 a aggravé les relations et fini par braquer un pouvoir qui s'engouffre résolument dans la voie de l'« *autonomie stratégique* », doctrine héritée de l'ancien ministre des affaires étrangères Ahmet Davutoglu (2009-2014).

L'achat par Ankara de missiles S-400 à la Russie, scellé quelques mois après le putsch raté de 2016, est devenu le symbole le plus flagrant de cette rupture. Il a été suivi par la décision de Washington d'exclure la Turquie du pro-

gramme d'avions de combat F-35, et d'imposer des sanctions à l'agence turque d'acquisition de matériel de défense.

Le virage d'Ankara vers la Russie est alors manifeste. Des liens économiques, énergétiques et sécuritaires plus étroits sont tissés avec Moscou, adversaire historique de l'Alliance. Les échanges bilatéraux doublent quasiment, passant de 33 milliards de dollars (28,9 milliards d'euros) en 2021 à plus de 60 milliards de dollars en 2022, faisant d'Ankara le deuxième partenaire commercial de Moscou après Pékin.

Depuis, la crise économique et la contestation politique qui ont secoué la Turquie ont contraint M. Erdogan à recalibrer sa stratégie. Après sa réélection en mai 2023, lors d'un scrutin qui, pour la première fois, a nécessité un second tour, le chef de l'Etat a pris la mesure d'une réalité simple : s'aliéner l'Occident, en particulier l'UE, premier partenaire commercial et principale source d'investissements d'Ankara, n'était plus tenable pour un pays en manque cruel de liquidités. D'autant que l'industrie de la défense, fer de lance de la politique de M. Erdogan pour asseoir sa légitimité sur le plan intérieur et projeter son influence à l'étranger, se voyait chaque jour un peu plus grevée par les blocages et sanctions américains.

Dès le début de 2024, les exportations turques vers la Russie ont chuté. Et, bien qu'elle ne se soit pas jointe aux sanctions occidentales contre Moscou, la Turquie a décidé de réduire sa dépendance énergétique : fin 2025, les importations de gaz en provenance de Russie sont passées sous la barre de 40 %, contre plus de 50 % en 2017.

Plus récemment, la guerre



Le président américain Donald Trump et le président turc Tayyip Erdogan lors d'un sommet réunissant les dirigeants mondiaux pour mettre fin à la guerre à Gaza, à Charm el-Cheikh, en Égypte, le 13 octobre 2025. YOAN VALAT VIA REUTERS

américano-israélienne contre l'Iran a mis en évidence l'importance de l'OTAN pour Ankara. En mars, les défenses aériennes de l'Alliance ont ainsi abattu quatre missiles balistiques iraniens destinés à la Turquie. Pas une fois le déploiement des S-400 n'a été évoqué.

Soulagement du gouvernement turc

A Washington, [le retour de M. Trump à la Maison Blanche a ouvert la voie à un « reset », une réinitialisation des relations américano-turques](#). Ankara et l'administration américaine ont multiplié les échanges et les groupes de travail sur diverses questions régionales, telles que le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, la guerre en Ukraine, à Gaza et en Iran. Les troupes américaines sont retirées du Nord syrien, au grand soulagement du gouvernement turc. De son côté, M. Erdogan a favorablement accueilli les suggestions de l'ambassadeur américain, Tom Barrack, selon lesquelles la Turquie pourrait enfin recevoir les avions de

chasse F-35 commandés il y a dix ans.

« Pour Washington, la Turquie n'est ni un modèle ni un fauteur de troubles : c'est une puissance moyenne dont le poids compte, dont les intérêts recoupent en partie les priorités américaines dans des théâtres où les Etats-Unis souhaitent réduire leur engagement », souligne Asli Aydintasbas, spécialiste de la Turquie au groupe de réflexion Brookings Institution.

Autre signe de rapprochement, M. Trump a laissé entendre qu'il allait débloquer la vente de moteurs à réaction General Electric à Ankara pour équiper les avions de chasse KAAAN, de fabrication turque. *« Je vais probablement faire quelque chose qui rendra [les Turcs] très heureux »,* a-t-il lancé aux côtés de M. Rutte. D'après l'agence de presse Reuters, la vente atteindrait une valeur de plus de 700 millions de dollars.

Déjà en mars, la presse avait révélé que l'OTAN prévoyait de créer un corps multinational

d'action rapide à Adana, dans le sud du pays. Peu après, on a appris que les présidents Erdogan et Macron négociaient pour permettre à la Turquie d'acheter et de co-produire le système de défense antiaérienne franco-italien SAMP/T. L'accord est présenté comme *« prenant forme »* après des années de blocage.

A la mi-juin, le ministre des affaires étrangères turc, Hakan Fidan, s'est rendu à Moscou, où il s'est entretenu avec Vladimir Poutine. La rencontre a produit peu de résultats concrets, comme l'a laissé entendre le ministre à l'issue de sa visite : *« J'ai constaté que la position des responsables russes sur l'Ukraine est restée inchangée. »* Mais celle-ci a rempli sa fonction symbolique et géopolitique : montrer à la face du monde, à trois semaines du sommet d'Ankara, que la Turquie a su revenir au centre du jeu otanien, tout en maintenant des canaux avec son meilleur ennemi.

En Turquie, les plaidoiries dans le procès du maire d'Istanbul débutent dans l'ombre du sommet de l'OTAN

Alors que s'ouvre à Ankara le sommet de l'OTAN, Ekrem Imamoglu, principal opposant au président Erdogan, comparaissait lundi devant trois juridictions distinctes. Sa défense dénonce un calendrier judiciaire resserré dans la précipitation, à quelques jours de la clôture annoncée de la première phase des audiences.

Le contraste entre les deux scènes est saisissant, et marquera l'imaginaire collectif turc. D'un côté, les ors et le faste du sommet de l'OTAN, prévu mardi 7 et mercredi 8 juillet, au pharaonique palais présidentiel de Bestepe, à Ankara, avec une conférence de presse dès lundi, orchestrée de manière enthousiaste par son secrétaire général, Mark Rutte.

De l'autre, au même moment, la froideur du tribunal de la prison de Silivri, le plus grand centre carcéral d'Europe, situé en lointaine banlieue d'Istanbul, où son maire, Ekrem Imamoglu, bête noire du président, Recep Tayyip Erdogan, commence ses plaidoiries dans un procès hors norme et emblématique de la dérive du régime.

Et pour cause : le procès auquel il fait face s'est ouvert le 9 mars avec 414 coaccusés, dont 59 en détention, un réquisitoire de plus de 4 000 pages, des dizaines de milliers d'annexes et 141 chefs d'inculpation qui décrivent le maire comme le chef d'une organisation criminelle – pour lesquels le parquet demande plus de 2 430 ans de prison. Selon le propre décompte d'Ekrem Imamoglu, désigné candidat à la prochaine élection présidentielle par son parti, le Parti républicain du peuple (CHP), principale for-



Le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, lors d'une manifestation organisée à la suite de l'arrestation du maire d'Esenyurt, à Istanbul, le 31 octobre 2024. YASIN AKGUL/AFP

mation de l'opposition, quatre jours après son arrestation, survenue le 19 mars 2025, il fait face à 17 affaires distinctes.

Tout au long de ces dernières audiences, la défense a dénoncé la mise en place d'un calendrier judiciaire vicié. Les magistrats de cette 40^e cour pénale supérieure d'Istanbul se sont – accusent les avocats – calqués sur le sommet d'Ankara pour déplacer le regard médiatique.

Lors du premier jour d'au-

dience, le juge a annoncé qu'Ekrem Imamoglu serait parmi les derniers à témoigner, refusant sa demande de s'exprimer plus tôt. Ce même jour, le magistrat a suspendu la séance après qu'un avocat a demandé pourquoi la liste mentionnant l'ordre de passage des témoins avait été divulguée par un quotidien progouvernemental sans avoir été communiqué à l'équipe de défense.

En reléguant Ekrem Imamoglu à la 106^e position des plaidoiries, il est rapidement apparu,

au vu de la durée des audiences des inculpés, que son passage aurait lieu dans les premières semaines de l'été. Or, le 1^{er} juillet, le président de la cour a annoncé, sans donner d'explication, que la première phase des audiences serait achevée le 9 juillet. Au cours de cette même journée, alors que l'avocat de Murat Ongun, bras droit et conseiller en communication du maire, venait de commencer sa plaidoirie, le juge a demandé que la défense soit raccourcie et achevée avant midi le lendemain. Jusqu'alors,

la cour avait permis aux prévenus et à leurs avocats de s'exprimer sans interférence sur le contenu ni la durée de leur défense. Cette position a changé en l'espace d'une journée.

« Nous en sommes au plus bas »

Le lendemain, Ekrem Imamoglu et les avocats de la défense ont objecté qu'il serait impossible pour les prévenus restants d'achever correctement leur défense en un temps aussi restreint. L'édile s'est fait expulser du tribunal, entouré de gendarmes. Dans la cohue qui s'ensuivit, plusieurs parlementaires et avocats ont été à leur tour expulsés du prétoire. L'un des défenseurs dira un peu plus tard : « Ces développements montrent que le tribunal ne cherche même plus à sauvegarder les apparences d'un

procès équitable. La procédure a atteint un tournant dangereux. »

Lundi, Ekrem Imamoglu devait comparaître devant trois juridictions distinctes le même jour. La première procédure concernait l'affaire liée à l'annulation de son diplôme universitaire. Selon la Constitution, tout candidat aux fonctions de chef de l'Etat doit justifier de quatre ans d'études supérieures. Accusé de « faux en écriture en série », il est passible, dans cette seule affaire, d'une peine de huit ans et neuf mois de prison.

Prenant la parole, il a directement fait allusion au sommet d'Ankara. « Je suis jugé le jour même où les pays de l'OTAN arrivent dans la capitale. Que dira le chef de ce pays ? », a-t-il demandé à propos du président, Recep Tayyip Erdogan, rapporte le

site du quotidien d'opposition *BirGün* : « Regardez, j'ai emprisonné mon adversaire, j'ai intenté vingt procès contre lui ? » Et de poursuivre : « Chaque génération a payé le prix fort pour laisser à ce pays un peu plus de justice, un peu plus de liberté (...) Mais, hélas, à ce jour, nous en sommes au plus bas en termes de réputation en Europe. » L'audience a été renvoyée au 25 décembre.

Refusant de plaider au procès pour « espionnage », une procédure largement perçue comme un mécanisme juridique supplémentaire destiné à prolonger sa détention, il a appris que le procureur de l'affaire requerrait son maintien en détention, arguant que l'enquête était incomplète.

L'audience d'Ekrem Imamoglu pour son troisième procès, le plus important, concernant la

mairie d'Istanbul et ses supposés détournements d'argent (les médias progouvernementaux ont avancé un chiffre de 560 milliards de livres turques, soit plus de 10 milliards d'euros, un montant supérieur au budget de la ville) a été reportée, dans la confusion, à mercredi.

Au même moment, à Ankara, devant les médias du monde entier réunis dans l'enceinte du complexe présidentiel, Mark Rutte, [interrogé sur les vagues d'arrestations survenues en Turquie](#), a répondu d'un trait : « La démocratie, c'est bien plus que des élections (...) C'est pouvoir poser toutes les questions que l'on souhaite, écrire tous les articles que l'on souhaite et mener toutes les enquêtes que l'on souhaite. La démocratie, c'est aussi, bien sûr, le droit de manifester comme on l'entend. »

The New York Times

Raja Abdulrahim, Reham Mourshed
July 7, 2026

Macron Continues With Syria Visit Despite Explosions Near His Hotel in Damascus

Macron Visits Damascus and Offers to Help Syria Rebuild Its Economy

Explosions Rock Damascus During Macron Visit

President Emmanuel Macron of France visited Damascus on Tuesday, the first such trip by a Western leader since [the overthrow of the Assad regime](#) 18 months ago, and offered his country's support to help war-ravaged Syria repair its economy.

Mr. Macron signaled his confidence in Syria and its new leadership by staying overnight in a hotel in Damascus, the capital,

touring the Old City and carrying on with his scheduled meetings even after explosives went off near his hotel on Tuesday morning. He said France had agreed to return more than \$50 million in assets that were confiscated from the family of the deposed dictator, Bashar al-Assad.

"France is ready to be a partner," Mr. Macron said during one of the meetings, adding that his country wanted to help Syria rehabilitate its banking sector.

Syria has been reintegrating into the international community after years as [a pariah state under Mr. al-Assad](#). The Assad regime killed tens of thousands of its own citizens during a nearly 14-year civil war; [disappeared many more into prisons](#), where they were tortured or executed; and [used chemical weapons](#) against Syrian civilians.

The explosions on Tuesday morning, however, highlighted some of the many difficulties Syria faces as it rebuilds. Even after the ouster of the Assad

dictatorship in late 2024 and the end of the civil war, the country is facing serious security challenges, including multiple attacks targeting the government and the military.

President Emmanuel Macron of France, left, and President Ahmed al-Sharaa of Syria in Damascus on Tuesday. Their countries have signed a series of [cooperation agreements](#). Credit...Pool photo by Ludovic Marin

The last time a French leader visited Syria was in

2009. [Ahmed al-Sharaa](#), who became Syria's president after leading the rebel coalition that defeated the Assad regime, visited France last year.

Mr. Macron and Mr. al-Sharaa toured the Old City on Monday night and met again on Tuesday.

The French delegation included investors and representatives of French companies, according to Syrian state media. On Tuesday, the two countries signed a series of cooperation agreements related to investment, banking, infrastructure, transport and health care. They also agreed on partnerships in maritime and air transport, critical to Syria's plans to become an integral part of regional trade.

Both countries also said they would appoint ambassadors.

The assets that France will return to Syria were seized from Rifaat al-Assad, uncle of Bashar al-Assad. Rifaat al-Assad, who died this year, had lived in exile in France for some time.

Mr. al-Sharaa has been trying to rebuild Syria's foreign relations. The country needs billions of dollars for reconstruction and is seeking investment to rebuild a battered economy.

Syria has sought to highlight its strategic importance during the U.S.-Israeli war with Iran, when the Strait of Hormuz, a vital conduit for oil and gas shipments, was blocked. It has tried to [position itself as an alternative](#) route, with Iraq and some Persian Gulf states sending oil and other goods for export from Syrian



President Emmanuel Macron of France signaled confidence in Syria's leaders by staying overnight in the capital and carrying on with his visit despite blasts near his hotel.

ports on the Mediterranean Sea.

Mr. al-Sharaa characterized Mr. Macron's visit as a milestone in bilateral relations between their two countries.

"Syria, which shaped its recovery and reconstruction priorities by the hands of its own people, opens its doors today to an equal partnership," Mr. al-Sharaa said at a joint news conference. "A partnership that repositions Syria as a secure and vital connecting node and an indispensable civilizational and economic bridge between East and West."

The blasts on Tuesday came just days after a [bomb exploded](#) in a crowded cafe in Damascus, Syria's capital, killing at least six people and wounding about two dozen others.

It was not clear who was behind either of the attacks and no one has claimed responsibility. But the

terrorist group Islamic State, which once controlled a large swath of Syrian territory, maintains sleeper cells in the country and has continued to carry out attacks.

Mr. Macron was not at the hotel, the Four Seasons, at the time of the explosions, one official said, and state media in Syria published photographs of Mr. al-Sharaa welcoming Mr. Macron to his official residence in Damascus soon after the blast. Mr. Macron's office confirmed afterward that the French president was safe and would go on with his daily schedule as planned.

Syria's deputy tourism minister, Faraj al-Qashqoush, was lightly injured in the explosions, according to a Syrian official. At least 18 other people were also injured, including four police officers, according to the Syrian Interior Ministry.

Security forces detected the explosive devices as they swept the area and were preparing to defuse them when they detonated, according to the Interior Ministry.

One of the blasts was caused by an explosive device planted in a trash can opposite the hotel, and the other was placed in a parked car nearby, one of the Syrian officials said, adding that several other suspicious objects had been identified. The officials spoke on condition of anonymity because they were not authorized to comment to the news media.

Both explosives were outside the designated security perimeter for Mr. Macron's visit and posed no direct threat, the Interior Ministry said. A large search operation was underway to identify those responsible, the ministry added.

Catherine Porter contributed reporting from Paris.

The New York Times

Abdi Latif Dahir, Emile Duce
July 7, 2026

What Our Reporter Saw in Tehran: A Human Tide of Mourners

After days of public mourning ceremonies in the Iranian capital, Ayatollah Ali Khamenei's coffin arrived in Tehran's Azadi Square. This is what I saw covering the miles-long procession on Monday.

What Our Reporter Saw in Tehran: A Human Tide of Mourners

After days of public mourning ceremonies in the Iranian capital, Ayatollah Ali Khamenei's coffin arrived in Tehran's Azadi Square. This is what I saw covering the miles-long procession on Monday.

They arrived from every direction, flowing toward the heart of Tehran in streams that gradually turned into rivers and then something larger — a human current of mourners with enough collective force that individual will seemed to dissolve into movement itself.

I joined them on Monday morning as millions gathered to bid farewell to the late supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, who was killed at the onset of the U.S.-Israeli war on Iran in late February.

After [two days of public mourning ceremonies](#) in the Iranian capital, this was the final day to pay respects before his body was transported onward. Next it would go to Qom, Iran's center of religious learning; then to neighboring Iraq, which, like Iran, has a majority Shiite Muslim population. Finally, his body will be taken to his hometown, Mashhad, for burial on Thursday.

As the procession moved



Crowds gathered around the coffin of Ayatollah Ali Khamenei in Tehran, Iran, on Monday. Credit... Emile Duce for The New York Times

through Tehran for the last time, it converged at the city's symbolic core, Azadi Square.

There, a tower rises like an arch between eras, its white ribs carrying echoes of kings, revolutions, triumphs and grief. Commissioned by Iran's last monarch, Mohammed Reza Pahlavi, and previously known as "Memorial of the Shah," it was renamed *Azadi*, or "freedom" after the 1979 Islamic Revolution.

Security forces stand guard as mourners walked down Azadi street in Tehran on Monday.

That layered history helps explain why the procession came here.

The New York Times was granted access to the ceremonies by the Iranian government, which determined the events we

could attend, and assigned us a translator and guide to accompany us everywhere.

Around Azadi Square, the crowd was a cross-section of Iranian life. Parents lifted children onto their shoulders or pushed them in strollers. Young women chanted and filmed continuously, sweeping their phones in slow arcs across banners and moving crowds. Older men carried portraits of the slain ayatollah. Groups of women walked together beneath a giant Iranian flag, chanting "Death to Israel" and "Down with Trump." At least one sign, vowing revenge in Hebrew, was visible among the crowds.

And then there were the sounds, many layered until they seemed to merge into something indivisible.

Crowds gathered in Tehran

on Monday.

The mournful music and elegies never stopped. The verses from the Quran blasted from huge loudspeakers. Every few minutes, chants would erupt somewhere, first as a distant rumble indistinguishable from the general noise, then passing from one section to another like a wave.

We pushed through it all, sometimes wondering whether the sheer density of people had become untenable. Looking ahead revealed only more bodies dissolving into heat and haze. At times, there was no visible beginning and no visible end, only the sensation of moving through a landscape made almost entirely of people.

After three hours, we finally broke into the square.

We asked a man operating a water truck if we could climb onto it. He agreed immediately. From that height, the scale of the gathering became clearer, though no less overwhelming.

Water canons were deployed to cool down mourners in Tehran.

Soon after, we saw it: A mobile stage truck moving slowly through the square in a wide circuit. As the crowd recognized it, their energy shifted. Voices rose into chants. People threw whatever they had — turbans, scarves,

pieces of clothing — toward the platform, hoping they would reach the coffin and be blessed. Some succeeded, their items caught and returned by the men on top. Others fell short.

It was the closest many had come in days to the presence of the body itself.

The man on the water truck began to cry. A flag-bearer beside me waved his flag more vigorously. Others nearby fell silent, as if trying to hold the moment in place.

For many around me, this felt like the end of an era, a farewell to a man revered by supporters, but whose rule had also left behind deep divisions and suffering for others. Standing there, it felt almost unreal, chaotic, overwhelming and faintly absurd that I was witnessing it at all.

On Monday evening, I returned to Azadi Square. The crowds had dispersed. Cleaners moved across the pavement. Life had resumed its ordinary rhythm with

disarming speed.

When I expressed my surprise, someone remarked, almost casually, in Farsi, "It is as if no king came or no king left."

Just like that, history had moved on.

Mourners along Azadi Street in Tehran.

Abdi Latif Dahir is a Middle East correspondent for The Times, covering Lebanon and Syria. He is based in Beirut.

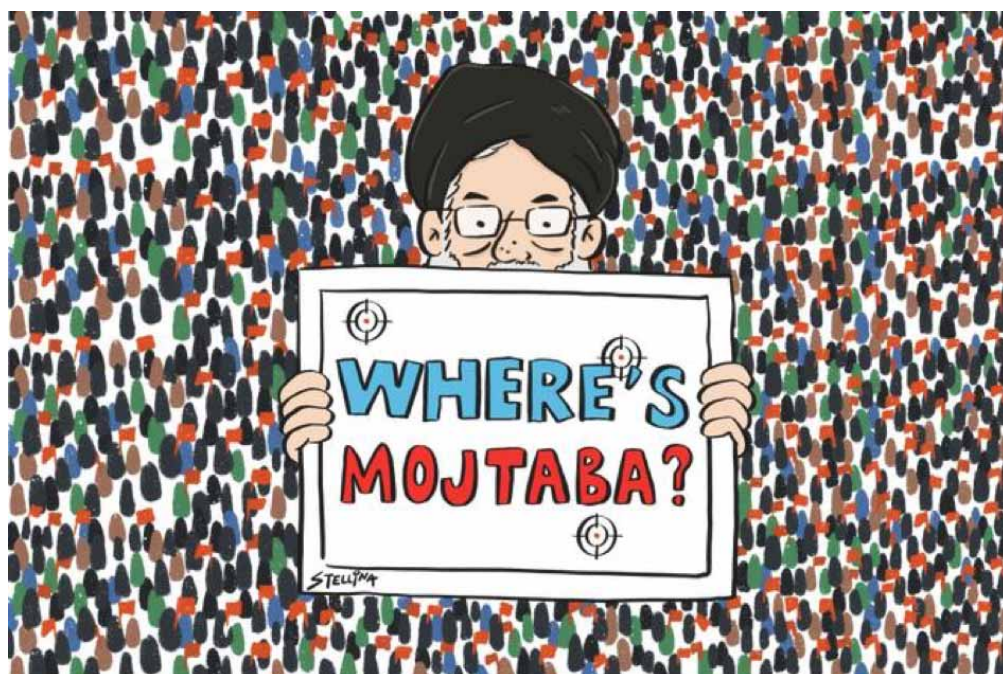
Le Monde

7 juillet 2026

L'Iran met en scène les funérailles d'Ali Khamenei

Les funérailles de l'ancien guide suprême iranien Ali Khamenei se déroulent à Téhéran depuis samedi 4 juillet en l'absence notable de son successeur, Mojtaba Khamenei. Vu par Stellina (Taïwan).

Les funérailles de l'ancien guide suprême iranien Ali Khamenei se déroulent à Téhéran depuis samedi 4 juillet en l'absence notable de son successeur, Mojtaba Khamenei. [Le cessez-le-feu](#), certes fragile, a permis l'organisation d'une semaine de deuil, plus de quatre mois après [la mort du théocrate de 86 ans](#) dans les premiers jours du conflit conte les États-Unis. Le régime des mollahs en fait une démonstration de force, en mettant en scène ses dignitaires, des représentants de ses alliés étrangers et des foules d'Iraniens endeuillés.



Stellina (Taïwan) - Cartooning for Peace

La vive opposition au régime d'une grande partie de la population, violemment répri-

mée, est dissimulée. L'actuel guide suprême, Mojtaba Khamenei, dont on ignore l'état

de santé, n'est toujours pas apparu en public depuis sa nomination.

Ahmet Insel, politiste : « Le régime d'Erdogan se dirige à grande vitesse vers un poutinisme aux couleurs de la Turquie »

Le président turc entreprend de réorganiser l'opposition à sa guise, révélant qu'il est en train de transformer le régime en une autocratie plébiscitaire avec des partis d'opposition dociles, explique le chercheur dans une tribune au « Monde ». Et face à cette transformation, écrit-il, « les alliés occidentaux, notamment européens, ferment les yeux ».

Après avoir mis sous son contrôle direct tout l'appareil de l'Etat, l'armée, la justice, les universités, les médias publics et une grande partie des médias privés et des grands groupes économiques, Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir en Turquie depuis vingt-trois ans, a entrepris désormais de réorganiser l'opposition à sa guise, notamment la direction du principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP).

Depuis l'automne 2024, la justice pénale, sous les ordres du régime autocratique du « président-chef », met en détention, jour après jour, les maires élus du CHP, notamment [Ekrem Imamoglu, maire d'Istanbul](#) et candidat susceptible de gagner haut la main la future élection présidentielle. Vingt-neuf maires, tous élus sous étiquette CHP, sont destitués par le ministère de l'intérieur et, à quelques exceptions près, tous inculpés sur la base de dénonciations de corruption et malversations qui semblent être téléguidées. Ils sont toujours en détention ainsi que des centaines de cadres municipaux. Pour

échapper à ce sort, quelques maires élus sous l'étiquette CHP ont préféré adhérer au parti au pouvoir du président-chef.

La deuxième étape de cette opération fut l'annulation, en mai, par une cour d'appel régionale, d'un congrès du CHP de 2023 qui avait porté au pouvoir Özgür Özel contre Kemal Kiliçdaroglu – ce dernier venant de perdre l'élection présidentielle de juin 2023. La cour d'appel l'a renommé président du CHP ! La Constitution turque attribue pourtant la compétence pour le contrôle de la légalité des élections au sein des partis politiques non pas aux tribunaux mais au Haut Comité électoral, la plus haute institution judiciaire en la matière, qui avait dûment validé la régularité de ce congrès du CHP.

Règne de l'arbitraire

Depuis 2016, [avec la mise en place du régime d'état d'exception et, à sa suite, du régime présidentiel](#), les règles de droit sont devenues mal léables et soumises aux desiderata du pouvoir. Les tribunaux ou la Cour de cassation refusent par exemple d'appliquer les décisions de la Cour constitutionnelle et celles de la Cour européenne des droits de l'homme, selon l'humeur du palais présidentiel.

Le règne de l'arbitraire ne se limite pas aux domaines de l'exécutif et du législatif. Il englobe surtout la justice – de bas en haut. Ainsi, on retrouve en Turquie les pratiques de « l'Etat dual », défini

par le juriste allemand Ernst Fraenkel en 1941 (*The Dual State*, Oxford University Press, 2017, non traduit) pour décrire la coexistence de deux sphères de pouvoir durant le régime national-socialiste, avec la prééminence du pouvoir de l'arbitraire sur le pouvoir normatif.

Depuis les élections municipales de 2024, qui ont révélé que l'alliance islamo-nationaliste autour d'Erdogan n'avait pas de chances raisonnables de gagner les futures élections présidentielles, notamment face au dynamisme de la nouvelle équipe dirigeante du CHP, l'erdoganisme a décidé de franchir le Rubicon et d'avancer vers la consolidation d'un régime épuré des derniers restes d'une légitimité minimale acquise par les urnes.

Néanmoins, ce parachutage à la tête du CHP de celui qui a désormais le statut de « pantin d'Erdogan » et la grande lutte interne déclenchée au sein de ce parti ne suffiront pas au clan d'Erdogan pour assurer la victoire électorale. L'ampleur du mécontentement social est grande, aussi bien pour des raisons économiques que par réaction aux pratiques clientélistes flagrantes du [capitalisme de connivence](#), à la répression généralisée des voix critiques et aux politiques d'islamisation de l'espace public et de guerre culturelle.

Erdogan et son clan ne peuvent prendre le risque d'une élection un tant soit peu libre. Sans abolir officiellement les élections, l'autocratie turque

se dirige, probablement en invoquant des raisons de sécurité nationale, vers un système où le multipartisme ne saurait dépasser les limites d'une opposition docile au chef.

Par ailleurs, le régime cherche aussi à gagner le soutien de l'électorat kurde. Le chef du parti ultranationaliste MHP [*Parti d'action nationaliste*] joue le rôle de brise-glace symbolique de certains tabous nationalistes turcs au sujet du problème kurde, sans que le gouvernement suive son allié et prenne des dispositions concrètes pour avancer. Les concessions obtenues auprès du chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, depuis l'île-prison d'Imrali [où il est incarcéré depuis vingt-sept ans](#), notamment l'arrêt de la lutte armée et l'autodissolution de son parti, restent pour le moment sans contrepartie du côté de l'Etat.

Loin de vouloir résoudre réellement le problème kurde, l'erdoganisme vise surtout à empêcher le rapprochement entre le CHP et le parti prokurde DEM [*Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie*]. Ces deux partis s'étaient présentés ensemble aux élections de 2024 dans une dizaine de municipalités sous des listes d'« entente urbaine ». Et, un an après, les maires CHP élus grâce à cette entente sont destitués et incarcérés pour « collaboration avec le terrorisme » !

Jusqu'à récemment, le régime autocratique d'Erdogan était cité parmi les régimes

hybrides qui laissent la porte entrouverte à un véritable changement de pouvoir par les élections, comme celui d'Orban en Hongrie. Désormais, l'erdoganisme s'éloigne à grande vitesse de ce modèle d'autocratie électorale et se dirige vers un poutinisme aux couleurs de la Turquie : une autocratie plébiscitaire avec des partis

d'opposition dociles au Parlement et quelques espaces de liberté autorisés pour que les alliés occidentaux, notamment européens, ferment les yeux et acceptent Erdogan dans la photo de famille.

Erdogan n'a pas les ressources dont dispose Poutine pour consolider un tel régime, et la conjoncture internationale,

qui lui est largement favorable aujourd'hui, peut changer dans un an ou deux. La société turque n'est pas non plus la société russe. C'est surtout le degré d'attachement des électeurs au principe d'alternance et à leur droit démocratique minimal qui déterminera si ce projet de sultanat républicain peut aboutir et être pérennisé en Turquie.

Ahmet Insel, économiste et politologue, est un ancien professeur de l'université de Galatasaray. Il a notamment publié, avec Pierre-Yves Hénin, « Le National-Capitalisme autoritaire. Une menace pour la démocratie », Bleu autour, 2021.



08 juillet 2026

Guerre au Moyen-Orient : Donald Trump annonce que le cessez-le-feu est « terminé » entre l'Iran et les États-Unis

A lors qu'une reprise des hostilités semblait être en cours ce mercredi entre Téhéran et Washington, le président américain a jugé que le fragile cessez-le-feu entre l'Iran et les États-Unis était « terminé ».

Le retour de la guerre au Moyen-Orient ? Quelques heures après des frappes américaines sur l'Iran et une riposte de Téhéran sur Bahreïn, le président des États-Unis **Donald Trump** a affirmé ce mercredi 8 juillet que le cessez-le-feu était « terminé ».

« Pour moi, je pense que (le cessez-le-feu) est terminé », a déclaré le président américain depuis Ankara, qualifiant l'Iran de « pays malade ». Donald Trump se trouve actuellement en Turquie pour un sommet de l'Otan.

« Je ne veux pas avoir affaire à eux, ce sont des ordures, ce sont des gens malades », a lancé le locataire de la Maison Blanche.

Après une guerre déclenchée fin avril par des frappes israélo-américaines contre l'Iran, Washington et Téhéran avaient **signé un protocole d'accord le 17 juin pour mettre fin au conflit**.

Un tour de l'actualité pour commencer la journée

Des navires attaqués dans le détroit d'Ormuz

Ce texte permettait de suspendre les combats et d'ouvrir une nouvelle phase de négociations pour traiter des sujets les plus complexes, comme le nucléaire ou les sanctions contre la République islamique. Il permettait également la réouverture du

détroit d'Ormuz, où transitait par temps normal 20 % du brut et du gaz liquéfié (GNL).

La fermeture par Téhéran de ce passage stratégique avait fait vaciller l'économie mondiale et fait flamber les prix du pétrole.

Mais trois semaines plus tard, la situation est de nouveau tendue. **Trois navires ont été frappés en 24 heures dans le détroit d'Ormuz**, a rapporté mardi l'agence de sécurité maritime britannique UKMTO. Le Qatar et l'Arabie saoudite ont imputé deux de ces attaques à l'Iran.

Dénonçant des « attaques iraniennes » et une « violation flagrante du cessez-le-feu », l'armée américaine a lancé une série de « frappes puissantes » contre l'Iran, affirmant avoir touché « plus de 80 cibles », dont « des

systèmes iraniens de défense antiaérienne », a détaillé le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom) dans un communiqué.

L'Iran, où les médias ont fait état d'explosions mardi sur des sites proches du détroit d'Ormuz, a aussitôt mis en garde les États-Unis contre cette « violation » du protocole d'accord, prévenant qu'il « prendrait des mesures décisives pour protéger ses intérêts et sa sécurité nationale », dans une déclaration de son ministère des Affaires étrangères.

Quelques heures plus tard, mercredi, les Gardiens iraniens de la Révolution ont annoncé avoir frappé 85 installations sur des bases militaires des États-Unis au Koweït et à Bahreïn, selon la télévision d'État.

The New York Times

Abdi Latif Dahir, Emile Duce
08 juillet 2026

At Iran's Funeral for Ayatollah Khamenei, Mourners Bid an Emotional Farewell

Faces in the Crowd Mourning Iran's Ayatollah

Millions of Iranians descended on Tehran to pay their respects to the slain supreme leader.

Faces in the Crowd Mourning Iran's Ayatollah

Millions of Iranians descended on Tehran to pay their respects to the slain supreme leader.

Mourners at the Grand Mosalla, where the funeral of Ayatollah Ali Khamenei was held. Credit...

Visuals by Emile Duce

Abdi Latif Dahir and Emile Duce were part of a team of New York Times reporters granted access by the Iranian government to cover some events related to the funeral of Ayatollah Ali Khamenei.

The mourners wailed as one, their cries rising above the Iranian capital in a display of grief that was impossible to ignore.

Four months after Ayatollah Ali Khamenei was killed in the U.S.-Israeli war, millions of Iranians descended on Tehran to pay their respects to the slain supreme leader.

They arrived by bus, in private cars and on foot, streaming in for ceremonies at the Grand Mosalla, the mosque complex where the funeral prayer was held, and later at Azadi Square, where mourners gathered to see the coffin.

Mostly dressed in black, they cried out in sorrow as they waved flags and spoke of an



Mourners streamed into the capital for ceremonies at the Grand Mosalla. Amir-Hossein Noe Doost Credit-Credit...

uncertain future for themselves, and for their nation.

At the [Grand Mosalla](#), Amir-Hossein Noe Doost stood praying for Ayatollah Khamenei against a wall that separated the men's and women's sections, as close as he could get to his coffin. Dressed in black robes and a white turban, he repeatedly touched a black memorial wall where mourners had left messages of condolence and defiance.

He and others had driven 12 hours from Ayatollah Khamenei's hometown, Mashhad, to attend the funeral prayer, he said. They planned to return home and wait for the body to arrive on Thursday. Mr. Noe Doost compared himself to "a lover" driven by devotion. He said he had hoped to be

among those praying behind Ayatollah Khamenei during his lifetime. He never got the chance, so instead, he said, he was now honored to pray for him.

"He was my love," he said. "He was my world." The New York Times met these mourners while reporting from Iran on a government-approved tour that determined which events the journalists could attend and required the use of a government interpreter and guide. The views expressed by people interviewed at these events may not represent those of many Iranians, while others may have felt unable to speak freely. Many parents brought their children, hoping to show them what they described as the achievements and sacrifices of the patriarch of Shiite

Islam — though his legacy has also been marked by the suppression of dissent and the imprisonment, torture and killing of critics.

Across the country, many Iranians have quietly expressed dismay over the hero's treatment being accorded the slain leader, but those sentiments were absent from the tightly-controlled ceremonies, where the people we interviewed spoke almost exclusively in praise of Ayatollah Khamenei.

Zeynab Tabbakh, 30, a family therapist from Tehran, sat with her 3-year-old son, Mohammad-Hassan, and her 7-year-old daughter, Fatemah-Hosna. She said they had arrived at the Grand Mosalla at 4 a.m. on both days she attended.

She said she had raised her children with Ayatollah Khomeini's teachings and wanted them to carry his message into the next generation.

"He was the greatest man for all of us — not only for Iran, not only for Muslims, but for all freedom lovers of the world," she said. "Our children, and the children of our children, will be nurtured by his message."

The public mourning ceremonies drew people from every walk of life — soldiers, doctors, engineers and day laborers. Whatever their profession or social standing, their grief looked remarkably similar. They beat their chests and cried together.

Cyrus Ghorbani, 55, from Lorestan Province in western Iran, rhythmically struck his chest as he stood among the crowds at the Grand Mosalla.

With most people wearing black, Yussif Ahmadi, 45, an electrical engineer wearing a red headband, stood out in the crowd.

He said he had planned to dress like everyone else and had even ironed his clothes the night before. Overnight, he said, he felt compelled to put on his military uniform instead, to signal both solidarity and his readiness to [avenge Ayatollah Khomeini's death](#).

"My black clothes were ready,"

he said, but the fatigues were "most suitable for this day."

In the women's section, Minoo Zolf'ali Poor, 30, a software programmer, had swollen eyes after days of mourning. She said she had spent nearly all her time at the Grand Mosalla, returning each day.

"It's hard for me to leave his side," she said.

By Monday, the mourning had shifted to Azadi Square, where millions again filled the heart of the capital despite the oppressive heat.

As the crowd surged through the square, Abolfazl crouched against a nearby wall.

"We have great sadness in our hearts," he said. "But we have to endure."

A few blocks away, Fereshteh Sultan-ali, 48, had traveled from Malard, about 24 miles west of Tehran. Between bouts of tears, her expression hardened into one of anger and defiance.

She said she opposed any negotiations between Iran and the United States and was prepared to become a martyr so she could avenge Ayatollah Khomeini's killing.

"Trump cannot scare us with death," she said.

Le Monde

08 juillet 2026

Les Etats-Unis lancent des frappes massives contre l'Iran, qui riposte dans deux pays du Golfe

La reprise des hostilités entre Washington et Téhéran survient vingt jours après la signature d'un protocole d'accord entre les deux parties, censé garantir la sécurité de cette voie maritime, essentielle au commerce mondial des hydrocarbures.

Les tensions repartent de plus belle. Les Etats-Unis ont annoncé, mardi 7 juillet, avoir bombardé plus de 80 cibles en Iran en riposte à des tirs iraniens sur des navires commerciaux dans le détroit d'Ormuz, déclenchant mercredi des représailles de Téhéran qui a dit avoir attaqué des bases américaines au Koweït et à Bahreïn.

Washington a également rétabli ses sanctions économiques sur le pétrole iranien après les attaques de navires. Les deux camps s'ac-

cusent de violer leur protocole d'accord, signé le 17 juin pour mettre fin à la guerre déclenchée le 28 février par l'offensive américano-israélienne contre la République islamique.

Ce texte prévoit notamment la réouverture du détroit d'Ormuz, par où transitent en temps normal 20 % du pétrole brut et du gaz naturel liquéfié mondiaux, et dont la fermeture par Téhéran avait fait vaciller l'économie mondiale, mais aussi la levée des sanctions américaines sur le pétrole iranien.

Trois navires qui y transitaient ont été frappés en vingt-quatre heures, selon l'agence de sécurité maritime britannique UKMTO. Le Qatar et l'Arabie saoudite ont imputé deux de ces attaques aux forces iraniennes.

« Attaques injustifiées »

Dénonçant des « *attaques iraniennes* » et une « *violation flagrante du cessez-le-feu* », l'armée américaine a lancé une série de « *frappes puissantes* » contre l'Iran, affirmant avoir touché « *plus de 80 cibles* », dont « *des sys-*

tèmes iraniens de défense antiaérienne, des réseaux de commandement et de surveillance, des sites de radars côtiers, des capacités de missiles antinavires et plus de 60 petites embarcations du corps des gardiens de la révolution islamique dans le détroit et à proximité », a détaillé le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom) dans un communiqué publié sur X.

L'armée iranienne a revendiqué mercredi matin des frappes contre le Bahreïn,

pays du Golfe qui abrite une base américaine « en représailles à l'agression de l'ennemi américain » contre l'Iran « et à la violation de l'accord ». « Les drones de l'armée ont attaqué les forces ennemies américaines situées sur la base Cheikh Isa », a-t-elle déclaré dans un communiqué relayé par l'agence officielle IRNA, peu après que des explosions ont été entendues à Bahreïn.

L'état-major iranien a aussi averti que tout site offrant un « soutien » aux Etats-Unis leur permettant de « violer la souveraineté et le territoire de l'Iran » serait considéré comme une « cible légitime des forces armées ».

Plus tôt, le ministère des affaires étrangères iranien avait mis en garde les Etats-Unis contre cette « violation » du protocole d'accord, prévenant, dans une déclaration, qu'il « prendrait des mesures décisives pour protéger ses intérêts et sa sécurité nationale ». Dans la nuit, les gardiens de la révolution avaient annoncé avoir frappé 85 installations sur des bases militaires des Etats-Unis au Koweït et à Bahreïn, selon la télévision d'Etat.

Ces nouvelles opérations militaires américaines étaient « absolument nécessaires », a réagi, mercredi à Ankara, le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte. « Je pense qu'il est totalement crucial que les Etats-Unis réagissent avec fermeté », a-t-il déclaré devant la presse au deuxième jour d'un sommet de l'Alliance. M. Rutte a également dit s'attendre de la part des alliés de l'OTAN qu'ils réaffirment « que l'Iran ne doit absolument jamais mettre la main sur une capacité nucléaire ». « Le principe de la liberté de navigation doit être respecté, de sorte que le détroit d'Ormuz soit de nouveau entièrement ouvert », a-t-il ajouté.



Un avion de chasse F-35C du corps des marines des Etats-Unis se prépare à décoller de l'USS « Abraham-Lincoln », en mer d'Arabie, sur une photo publiée et diffusée par le commandement central des Etats-Unis, le 6 juillet 2026. @CENTCOM VIA X

De son côté, le Qatar, l'un des pays médiateurs dans les pourparlers entre l'Iran et les Etats-Unis, a condamné les frappes iraniennes, soulignant « la nécessité de préserver la région des répercussions de ces attaques injustifiées, de poursuivre la voie du dialogue et de la diplomatie, de réduire les tensions et de capitaliser sur les acquis réalisés dans le cadre du protocole d'accord », selon un communiqué du ministère des affaires étrangères qatari.

« La reprise des hostilités n'est dans l'intérêt d'aucune des parties », a souligné lors d'un point presse régulier Mao Ning, une porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois, appelant les parties à « résoudre leurs différends par le dialogue et la négociation ».

Dans ce contexte de tensions, le cours du baril de pétrole américain WTI avançait de 2,63 % à 72,29 dollars à l'ouverture des marchés asiatiques.

« Dommages structurels »

La navigation avait repris

dans le détroit d'Ormuz à la suite de la signature du protocole d'accord, malgré quelques incidents. Fin juin, accusant l'Iran d'avoir ciblé deux navires, les Etats-Unis avaient bombardé le pays, qui avait riposté en ciblant des voisins du Golfe, le Koweït et Bahreïn. Washington et Téhéran s'étaient ensuite mis d'accord pour cesser ces hostilités.

L'Arabie saoudite a condamné mardi « le ciblage par la République islamique d'Iran du pétrolier saoudien Wedyan », ainsi que celui « du méthanier qatari Al-Rakayyat », dénonçant « une atteinte à la sécurité de la navigation internationale et à la sécurité des approvisionnements énergétiques mondiaux ». Selon le Centcom, les navires ciblés sont le *Al Rakayyat* battant pavillon des îles Marshall, le *Wedyan* battant pavillon saoudien et le *Cyprus Prosperity*, battant pavillon libérien.

Le Qatar avait annoncé avoir convoqué le chargé d'affaires iranien, exigeant « des explications sur cette attaque » ; le porte-parole du ministère des affaires étrangères ira-

nien, Esmâïl Baghaï, dénonçant une mise en cause « inacceptable » de la part du Qatar.

Sans les attribuer, l'agence UKMTO a également signalé mardi deux autres incidents : un pétrolier touché par un projectile non identifié, subissant « des dommages structurels », et un navire-citerne frappé par un drone d'origine inconnue.

L'Iran exclut, en dépit de l'opposition des Etats-Unis, tout retour à la situation d'avant-guerre, quand le passage du détroit était gratuit, et menace les navires tentés de contourner le seul itinéraire qu'il a autorisé le long de ses côtes.

Cette montée des tensions intervient alors que l'Iran organise, depuis samedi, des funérailles nationales de six jours pour son ancien Guide suprême Ali Khamenei, tué au premier jour de la guerre par des frappes israélo-américaines. Sa dépouille vient d'arriver en Irak pour des processions à Najaf et Kerbala, deux villes abritant les sanctuaires les plus vénérés des musulmans chiites.

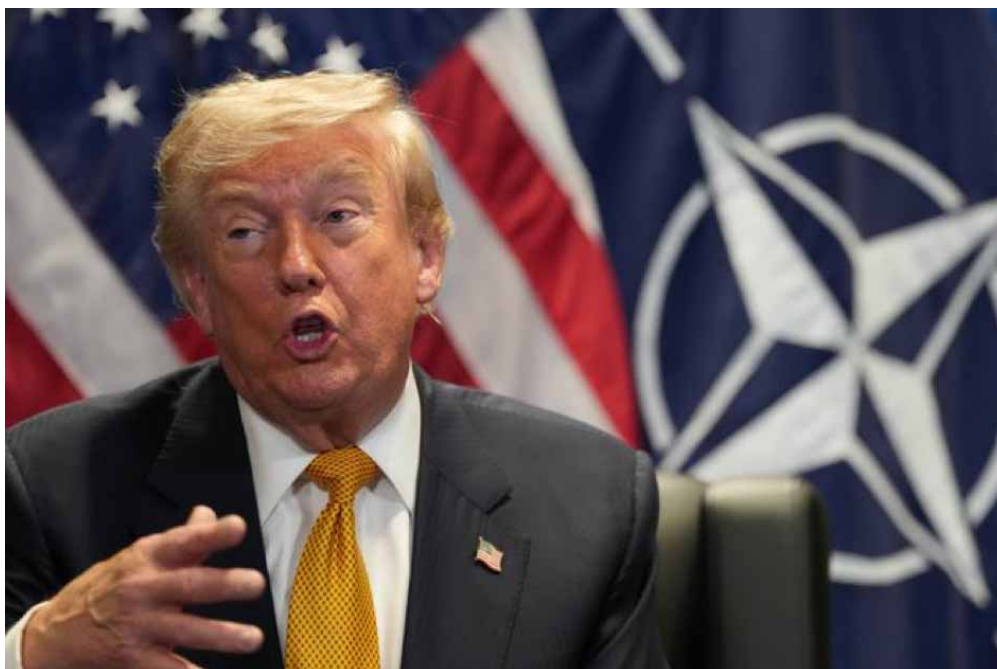
Donald Trump affirme que le cessez-le-feu avec l'Iran est « terminé », après la reprise de frappes massives

Les Etats-Unis ont annoncé, mardi, avoir bombardé plus de 80 cibles en Iran en riposte à des tirs iraniens sur des navires commerciaux dans le détroit d'Ormuz, déclenchant mercredi des représailles de Téhéran.

Le président américain, Donald Trump, a annoncé, mercredi 8 juillet, que le protocole d'accord signé avec l'Iran était « *terminé* », tout en disant autoriser la poursuite des négociations. « *Pour moi, je pense qu'il est terminé* », a répondu Donald Trump en marge du sommet de l'OTAN à Ankara, en Turquie, lorsqu'on lui a demandé où en était le cessez-le-feu. « *C'est simplement une perte de temps de négocier avec eux, ce sont des menteurs* », a-t-il ajouté.

Les Etats-Unis ont annoncé, mardi, avoir bombardé plus de 80 cibles en Iran en riposte à des tirs iraniens sur des navires commerciaux dans le détroit d'Ormuz, déclenchant mercredi des représailles de Téhéran, qui a dit avoir attaqué des bases américaines au Koweït et à Bahreïn. L'état-major iranien a aussi averti que tout site offrant un « *soutien* » aux Etats-Unis leur permettant de « *violer la souveraineté et le territoire de l'Iran* » serait considéré comme une « *cible légitime des forces armées* ».

Washington a également rétabli ses sanctions économiques contre le pétrole



Donald Trump, sur la base aérienne d'Andrews, dans le Maryland, près de Washington, le 9 juillet 2026. WIN MCNAMEE / AFP

iranien après les attaques de navires. Les deux camps s'accusent de violer leur protocole d'accord signé le 17 juin pour mettre fin à la guerre déclenchée le 28 février par l'offensive américano-israélienne contre la République islamique.

Les nouvelles frappes des Etats-Unis et de l'Iran « *compliquent encore davantage* » des négociations

« *déjà tendues* » pour mettre fin à la guerre, a déploré la cheffe de la diplomatie de l'Union européenne (UE), Kaja Kallas. Dans une publication sur X, elle a assuré que les chefs de la diplomatie des 27 pays de l'UE échangeraient lundi avec leurs homologues du Golfe sur comment « *préserver la liberté de navigation* » dans le détroit d'Ormuz et en mer Rouge.

Après les déclarations du président et la reprise des bombardements, les cours du pétrole ont bondi mercredi. Vers 10 h 30, heure de Paris, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, s'envolait de 5,26 % à 78,06 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en août, grimpait de 5,32 % à 74,19 dollars.

The New York Times

Shawn McCreesh, Tyler Pager
July 8, 2026

Trump's Arrival in Turkey for NATO Summit Adds Drama and Spectacle

Drama and Spectacle as Trump Makes His NATO Entrance

The second President Trump landed in Turkey, the center of gravity shifted right to where he likes it best: himself.

Shawn McCreesh and Tyler Pager are White House correspondents. They reported from Ankara, Turkey.

When President Trump stepped off his plane in Ankara on Tuesday afternoon, he received an over-the-top welcome comparable only to the one the pope got when he visited Turkey late last year.

President Recep Tayyip Erdogan was there on the tarmac to greet him — the Turkish autocrat did this for none of the other more than 30 world leaders who arrived in Ankara for a [NATO summit](#) — accompanied by dozens of Turks on horseback. A band played “The Star-Spangled Banner” as cannons fired and fighter jets flew low overhead trailing streaks of red, white and blue smoke.

The second Mr. Trump landed on his Qatari-gifted jumbo jet, the center of gravity at the summit shifted right to where Mr. Trump likes it best: himself.

“He takes all the oxygen out of the room for everybody else,” Senator Mike Rounds, Republican of South Dakota, said Tuesday at a reception on the sidelines of the summit in the Turkish capital.

He added: “He’s bigger than life here.”

As usual, Mr. Trump’s idiosyncratic style of governing



President Trump with President Recep Tayyip Erdogan of Turkey after arriving in Ankara on Tuesday. Credit... Doug Mills / The New York Times

had ensured a spectacle on the world stage. Indeed, even before he arrived, he was creating big drama between himself and many of the people he would be coming face to face with here this week.

Last month, he said he would deign to take the 10-hour flight only because the summit was

being hosted by his good friend Mr. Erdogan. And last week, he [called the head of FIFA](#) to ask him to review the red card given to the United States’ top goal scorer in the World Cup. The player was later reinstated for the game against Belgium, [setting off fury](#) in Brussels, the de facto capital of the European Union

where NATO is headquartered.

Perhaps the most personal drama gripping NATO this week is Mr. Trump’s [scrap with Italy’s prime minister](#), Giorgia Meloni — until very recently among the most Trump-aligned leaders in Europe. The president has been

picking on her over her refusal to allow her country to be drawn into the war against Iran.

Mr. Trump has been all over the front pages of the Italian papers for weeks. "TRUMP È UN COGLIONE," screamed the front page of the right-leaning newspaper *Libero*, using an Italian term of art that has many colorful translations — all of them vulgar.

But the feud really crescendoed this weekend, when Mr. Trump posted a doctored picture of Ms. Meloni staring at him longingly with the caption, "RESTRAINING ORDER NEEDED."

It has all contributed to a carnivalesque quality at this year's NATO.

After Mr. Trump arrived, he sat beside Mr. Erdogan at a bilateral meeting in the Turkish presidential complex and promptly stirred up some fresh drama. He criticized Denmark and reminded NATO leaders that he still had designs on Greenland; complained that Britain, France and Italy did not do enough to support the

United States in its war against Iran; said Europe was a lot better 20 years ago; and mused on Ms. Meloni, characterizing his quarrel that has caused so much international agita as something verging on playful.

"I think she's a nice person," he said breezily. "I didn't put a heavy press on her."

Mr. Trump's conduct has been awkward for his supporters in Ankara, who say they're happy with the results he gets even if they can't always abide the way he goes about getting them.

"I think there's a lot of ways of communicating back and forth," Mr. Rounds said when asked what he thought of the president's "restraining order" post about the Italian prime minister. "I don't know what happened. I don't know what was there, so I don't comment on everything he says, but I do look at his actions."

Mr. Rounds credited the president's style for its results: NATO countries are coughing up more for defense spending.

The Republican senator was standing in the middle of a tented party Tuesday evening thrown by the Atlantic Council, a pro-NATO think tank, at the Ankara Palas, a former state guesthouse converted into a presidential museum by Mr. Erdogan. It was a stuffy affair. Like so many of the parties thrown here this week, there was no alcohol, since it's prohibited from being served at government buildings under Mr. Erdogan's conservative Muslim administration.

Arms salesmen, American Embassy staff, European diplomats and Turkish bureaucrats crowded around him to bat around the finer points of transatlanticism. As ever, Mr. Trump was the elephant in the tent.

"We know that the road to this summit has not been without its difficulty," Jenna Ben-Yehuda, an Atlantic Council executive, said in a speech to those in attendance. She talked about "honest and tough conversations" between allies.

Senator Jeanne Shaheen,

Democrat of New Hampshire, said she saw it as her mission in Turkey this week to remind European allies that no matter what drama the American president may be fomenting, Congress supports NATO. It was a not-so-subtle reminder that even as Mr. Trump threatens withdrawing from the alliance, he cannot do so without congressional approval.

"On this, the 250th anniversary of the United States, there was a reason why the colonists wrote the Constitution the way they did because they didn't want a king," said Ms. Shaheen, who is [retiring](#) after three terms in the Senate. "They wanted to have a government that was governed by the people. That's what we're here to remind people of."

Shawn McCreesh is a White House reporter for *The Times* covering the Trump administration.

Tyler Pager is a White House correspondent for *The Times*, covering President Trump and his.



08 juillet 2026

Guerre au Moyen-Orient : Donald Trump annonce que le cessez-le-feu est « terminé » entre l'Iran et les États-Unis

A lors qu'une reprise des hostilités semblait être en cours ce mercredi entre Téhéran et Washington, le président américain a jugé que le fragile cessez-le-feu entre l'Iran et les États-Unis était « terminé ». Le retour de la guerre au Moyen-Orient ? Quelques

heures après des frappes américaines [sur l'Iran](#) et une riposte de Téhéran sur Bahreïn, le président des États-Unis [Donald Trump](#) a affirmé ce mercredi 8 juillet que le cessez-le-feu était « terminé ». « Pour moi, je pense que (le cessez-le-feu) est terminé »,

a déclaré le président américain depuis Ankara, qualifiant l'Iran de « pays malade ». Donald Trump se trouve actuellement en Turquie pour un sommet de l'Otan.

« Je ne veux pas avoir affaire à eux, ce sont des ordures, ce sont des gens malades »,

a lancé le locataire de la Maison Blanche.

Après une guerre déclenchée fin avril par des frappes israélo-américaines contre l'Iran, Washington et Téhéran avaient [signé un protocole d'accord le 17 juin pour mettre fin au conflit](#).

Un tour de l'actualité pour commencer la journée

Des navires attaqués dans le détroit d'Ormuz

Ce texte permettait de suspendre les combats et d'ouvrir une nouvelle phase de négociations pour traiter des sujets les plus complexes, comme le nucléaire ou les sanctions contre la République islamique. Il permettait également la réouverture du détroit d'Ormuz, où transite par temps normal 20 % du brut et du gaz liquéfié (GNL).

La fermeture par Téhéran de ce passage stratégique avait fait vaciller l'économie mondiale et fait flamber les prix du pétrole.

Mais trois semaines plus tard, la situation est de nouveau tendue. **Trois navires ont été frappés en 24 heures dans le détroit d'Ormuz**, a rapporté mardi l'agence de sécurité maritime britannique UKMTO. Le Qatar et l'Arabie saoudite ont imputé deux de ces attaques à l'Iran.

Dénonçant des « attaques iraniennes » et une « violation

flagrante du cessez-le-feu », l'armée américaine a lancé une série de « frappes puissantes » contre l'Iran, affirmant avoir touché « plus de 80 cibles », dont « des systèmes iraniens de défense antiaérienne », a détaillé le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom) dans un communiqué.

L'Iran, où les médias ont fait état d'explosions mardi sur des sites proches du détroit d'Ormuz, a aussitôt mis en garde les États-Unis contre cette « violation » du proto-

cole d'accord, prévenant qu'il « prendrait des mesures décisives pour protéger ses intérêts et sa sécurité nationale », dans une déclaration de son ministère des Affaires étrangères.

Quelques heures plus tard, mercredi, les Gardiens iraniens de la Révolution ont annoncé avoir frappé 85 installations sur des bases militaires des États-Unis au Koweït et à Bahreïn, selon la télévision d'État.



july 08 2026

Italy awards highest state honor to Kurdistan Region President Nechirvan Barzani

ERBIL, Kurdistan Region - Italy on Wednesday is set to award its highest-ranking honor, the Knight of the Grand Cross of the Order of the Star of Italy, to Kurdistan Region President Nechirvan Barzani during a ceremony in Erbil, recognizing his role in strengthening ties between the Kurdistan Region and Italy.

The Knight of the Grand Cross, the highest rank within the Order of the Star of Italy, was presented by Italian Ambassador to Iraq Niccolo Fontana on behalf of Italian President Sergio Mattarella. It is a state honor bestowed by presidential decree on individuals who have made outstanding contributions to promoting Italy's international relations and prestige abroad. Originally established in 1947 as the Order of the Star of Ita-



President Nechirvan Barzani and the Knight of the Grand Cross of the Order of the Star of Italy. Graphic: Rudaw

lian Solidarity to honor contributors to Italy's reconstruction after World War II, the award has shifted to recognize international cooperation.

The state honor awarded on Wednesday is widely seen as recognition of President Barzani's role in advancing those longstanding bilateral ties.

The award recognizes achievements across politics, diplomacy, science, culture, trade, humanitarian work, and the arts.

President Barzani joins a list of prominent international figures who have received the distinction, including former Argentine president Mauricio Macri, former Bulgarian prime

minister Boyko Borissov, Hawaii Governor Josh Green, Princess Charlene of Monaco, former German politician Horst Seehofer, football manager Carlo Ancelotti, Formula One champion Fernando Alonso, singer Frank Sinatra, actress Grace Kelly, Jerusalem Patriarch Fouad Twal, South Korean conductor Myung-whun Chung, and

British chef Jamie Oliver.

Recipients are selected through a multi-stage process. Candidates are first proposed by Italy's foreign minister before being reviewed by a five-member honors council that includes the head of diplomatic protocol for the presidency. The final decision is made by the Italian president.

The honor comes after more than two decades of expanding relations between Erbil and Rome.

In 2015, while serving as Kurdistan Region prime minister, President Barzani met with then-Italian Prime Minister Matteo Renzi, after which Italy upgraded its diplomatic office in Erbil to a Consulate General, marking a signifi-

cant step in bilateral relations.

President Barzani has continued to deepen ties with Italy in recent years. During a visit to Rome in April 2023, he met with Italian Prime Minister Giorgia Meloni, who reaffirmed Italy's support for the Kurdistan Region and described its stability as essential to peace in the Middle East.

Most recently, during an official visit to Italy in May 2026, President Barzani held talks with Italian Defense Minister Guido Crosetto, Foreign Minister Antonio Tajani, and President Mattarella, who reiterated Italy's continued political and security support for the Kurdistan Region.

The New York Times

Max Bearak, Tyler Pager, Shirin Hakim, Michael Levenson
July 8, 2026

Iran Truce 'Over,' Trump Says, as He Threatens More Strikes U.S. Strikes Iran for a Second Day After Trump Says Truce Is 'Over.'

As both sides accused each other of violating a cease-fire signed three weeks ago, the temporary agreement appeared on the verge of collapse.

American military forces launched attacks on Iran for a second straight day on Wednesday, hours after President Trump said that he believed that a temporary truce he signed with Iran was "over" and called its leaders "scum" and "evil people."

U.S. Central Command, which oversees operations in the Middle East, said the attacks on Wednesday were intended to further degrade Iran's ability to threaten ships in the Strait of Hormuz, the critical oil and gas route off Iran's southern coast.

Iranian state media reported explosions across parts of southern Iran, including in Konarak and nearby Chabahar, two coastal cities east of the Strait of Hormuz, and the sound of warplanes flying over Kish, a small coral island 10

miles off the Iranian coast. A state television reporter said two projectiles had struck Abu Musa, an Iranian-controlled island in the Persian Gulf.

"The United States is holding Iran accountable for recent unjustified aggression against commercial shipping and civilian crews freely navigating a vital international waterway," Central Command said in a statement.

Mr. Trump, posting on Truth Social, said the strikes were carried out "in retribution" for Iranian attacks on ships this week.

"If it happens again, it will get much worse!" he wrote.

The strikes came hours after Iran fired a barrage of missiles and drones across the Persian Gulf in retaliation for a wave of American attacks on Iranian targets on Tuesday.

With both sides accusing each other of violating the truce and some Iranian media outlets calling for the deal to be torn up entirely, the cease-fire that Iran and the United States signed three weeks ago appeared to be on the verge of collapse. Ship traffic in the Strait of Hormuz had already ground to a halt after the United States accused Iran of striking three commercial vessels in the waterway, reigniting the latest hostilities and driving oil prices to their highest level in weeks.

Speaking at the NATO summit in Ankara, Turkey, earlier on Wednesday, Mr. Trump had foreshadowed the latest attacks on Iran, saying he was going to hit the country "hard" in the coming hours. He also said he was once again considering taking Kharg Island, the hub of Iran's oil industry, and could reimpose a block-

ade on ships entering and leaving Iranian ports that [the U.S. military lifted](#) just three weeks ago.

Asked about the truce, he said: "To me, I think it's over. I don't want to deal with them anymore. They're scum."

Mr. Trump went on to call Iran's leaders "sick people," "evil people" and "cuckoo," but said he was still open to talks with them aimed at a durable peace deal. The disparaging remarks were the latest zigzag by Mr. Trump, who only weeks ago praised Iran's leaders as "very rational people" who "were nice to deal with" and were "looking to help their country."

The conflict, which began when American and Israeli forces attacked Iran in late February, has been characterized by a dizzying back

and forth between intermittent strikes and talks aimed at securing peace. The uncertainty has roiled the global economy, largely because the war throttled the flow of oil and gas from the region.

The truce was intended to re-open the Strait of Hormuz and pave the way for negotiations. It left some of the thorniest issues — including the fate of Iran's stockpile of highly enriched uranium and the future of its nuclear program — to be sorted out during a 60-day period.

The talks have been paused this week while Iran holds funeral ceremonies for Ayatollah Ali Khamenei, the supreme leader, who was killed in an Israeli strike on the first day of the war. But Mr. Trump indicated on Wednesday that he was not eager to restart negotiations.

"I'm not sure I want to make a deal with them," he said at a NATO news conference. "We can play games, but I'm not sure I want to make a deal. Let's just finish the job."

Mr. Trump also said that he is a target for assassination by the Iranians. While boasting that Iran's leaders were "gone," he said, "I may be gone too, because I'm their number one target." U.S. officials have said that an Iranian covert unit plotted to kill Mr. Trump in 2024, and that the leader of the unit was [killed in a U.S. strike](#) in Iran in March.

Iranian officials issued their own ominous statements, accusing the United States of violating multiple clauses of the truce agreement. "The enemy aggressor and its accomplices will be severely punished," Mohsen Rezaei, an adviser to Ayatollah Mojtaba Khamenei, the Iranian supreme leader, wrote on social media after the latest U.S. attacks.

Iranian media outlets close to



President Trump at the NATO summit in Ankara, Turkey, on Wednesday. Credit... Doug Mills / [The New York Times](#)

the country's powerful Islamic Revolutionary Guards Corps went further, publishing editorials calling for an end to the truce. The Tasnim news agency, for instance, argued that Iranian officials should respond to U.S. strikes by "burning the understanding."

The editorials did not reflect official Iranian policy, but they underscored how hard-liners in the country have split over the temporary agreement with the United States.

Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel said in a podcast interview that Mr. Trump had made an "important statement" in saying that the framework agreement with Iran was over. Israel was not a party to the truce. "What will he do?" Mr. Netanyahu said, referring to Mr. Trump. "We're prepared for every scenario."

Under the terms of the cease-fire, Iran was supposed to provide "safe passage" for ships in the Strait of Hormuz, free of charge, for 60 days. But Iran has asserted that the agreement gives it sole oversight of the economically vital waterway and has demanded

that ships use its preferred routes.

The latest attacks began, the U.S. military said, when Iran fired on three vessels, including a Saudi oil tanker and a Qatari liquefied natural gas carrier, in the Strait of Hormuz earlier this week.

In response, U.S. forces attacked Iran on Tuesday, hitting what the American military said were air defense systems, command-and-control networks, coastal radar sites, anti-ship missile sites and more than 60 Islamic Revolutionary Guards Corps boats in and near the strait. The Iranian Army said that eight members of Iran's air and naval forces were killed in those strikes. They were the first military casualties that Iran has reported since the cease-fire was signed.

Iran, which has not claimed responsibility for striking the ships in the strait, condemned the U.S. attacks on Tuesday as an "overt act of aggression," and vowed "a crushing response."

Hours later, Iran's armed forces fired missiles and

drones in a barrage that it said had targeted U.S. military bases in Bahrain and Kuwait. U.S. Central Command, which oversees Middle East operations, did not immediately comment.

The Kuwaiti government said at least two ballistic missiles and 13 drones had been fired at its territory, all of which were intercepted. There were no reports of casualties, although Kuwait's energy ministry said power lines had been damaged by falling shrapnel.

In Bahrain, air-raid sirens sounded throughout the morning. The country's military said it had intercepted Iranian missiles and drones, without specifying whether there had been any damage.

After the attacks, Pakistan, which has acted as a mediator in talks between the United States and Iran, called on "all parties" to exercise restraint and refrain from actions that could undermine regional stability.

"There is no alternative to continued engagement, dialogue and diplomacy," the Pakistani foreign ministry said.

The International Maritime Organization, a United Nations agency, on Wednesday urged ship operators not to send vessels through the Strait of Hormuz, saying it wanted to avoid exposing nearly 6,000 sailors in the region to “unnecessary danger.”

The price of Brent crude oil, the international benchmark, jumped over 5 percent on Wednesday to around \$78 a barrel, the highest level in weeks, a sign of the economic turmoil that rising attacks could unleash.

Reporting was contributed by Aaron Boxerman, Leily Nikounazar, Jenny Gross, Shawn McCreesh, Farnaz Fassihi, Johnatan Reiss, Sanam Mahoozi.

Max Bearak is a correspon-

dent for The Times focusing on breaking and international news.

Tyler Pager is a White House correspondent for The Times, covering President Trump and his administration.

Le Monde

Claire Gatinois, Madjid Zerrouky
09 juillet 2026

Entre l'Iran et les Etats-Unis, la reprise des hostilités illustre la grande défiance de Téhéran vis-à-vis des négociations

Les échanges de frappes entre les deux pays depuis la nuit de mardi à mercredi donnent des arguments à la frange ultraconservatrice du régime théocratique, qui considère les discussions avec Washington comme vaines, voire criminelles. Le cessez-le-feu ne tient plus qu'à un fil.

Donald Trump a pris le ton d'un homme trahi, outré par la malhonnêteté de ses adversaires iraniens. A Ankara, où il assistait, mercredi 8 juillet, au sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), le président américain, coutumier des coups de bluff et des menaces grandiloquentes, a fait mine de quitter la table des négociations, écoeuré. [Le protocole d'accord](#), qu'il avait signé en France, à Versailles, le 17 juin, pour mettre fin à la guerre en Iran déclenchée à la fin de février par les Etats-Unis ? « Pour moi, c'est fini », a-t-il déclaré devant les journalistes.

S'il ne tenait qu'à lui, le texte, pourtant décrit par ses propres soins, quelques semaines plus tôt, comme le meilleur de tous les temps, serait déchiré sur-le-champ. M. Trump, maître autoproclamé de l'« art du deal », dit n'avoir jamais rencontré un partenaire aussi fourbe que le régime théocratique. « Je ne veux plus négocier avec eux [les Iraniens]. Ce sont des pour-

ritures. Ils sont dirigés par des personnes malades. Ils sont vicieux, violents, menteurs », égrène le président américain, qui, quelques jours plus tôt, décrivait ces mêmes dignitaires comme des personnages rationnels. « Ils avaient peur qu'on les tue pendant les funérailles [de l'ancien guide suprême Ali Khamenei, commencées samedi 4 juillet à Téhéran]. On a rendu [les funérailles] sûres pour eux. Et ils essaient de couler nos navires... (...) Ils ne savent pas tenir un accord », s'insurge encore le chef de la Maison Blanche.

Le fragile cessez-le-feu ne tient plus qu'à un fil. [L'armée américaine a touché plus de 80 cibles en Iran](#), dans la nuit de mardi à mercredi, en riposte à des tirs iraniens visant [trois navires commerciaux dans le détroit d'Ormuz](#), censé être rouvert à la navigation. Washington a assuré avoir visé 90 cibles supplémentaires dans la nuit de mercredi à jeudi, tandis que l'Iran effectuait des frappes sur Bahreïn et sur le Koweït. Les

frappes américaines ont fait 14 morts et 78 blessés, selon le ministère de la santé iranien. Sanctionnant ce qu'ils considèrent comme une violation du protocole d'accord, les Etats-Unis ont révoqué la licence permettant à l'Iran de vendre son pétrole. Téhéran revendique avoir frappé en retour 85 installations sur des bases militaires américaines au Koweït et à Bahreïn, au moyen de missiles et de drones.

A Ankara, Pete Hegseth, le secrétaire à la défense américain, prévient : si cela était nécessaire, et si Donald Trump lui en donnait l'autorisation, les Etats-Unis pourraient « frapper plus fort et plus profondément ». A ses côtés, Donald Trump renchérit : « Le blocus [des ports iraniens, levé depuis la signature de l'accord] pourrait être rétabli », lance-t-il. Mercredi dans la soirée, l'armée américaine lançait une nouvelle série d'attaques. Des explosions ont, selon les médias iraniens, été entendues dans au moins trois villes portuaires de la côte sud-

est du pays. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, « très inquiet », a appelé à la reprise des négociations alors que le Qatar et le Pakistan œuvraient à la désescalade.

Sentiment de paranoïa

Le scénario d'un retour à une guerre de haute intensité en Iran ne semble pourtant pas – encore – le scénario privilégié par la communauté internationale. « Il faut continuer d'avancer (...) ». Les discussions vont se poursuivre », présageait Emmanuel Macron, peu avant de quitter le sommet de l'OTAN, laissant penser qu'il ne fallait pas, ou plus, prendre au mot le chef de la Maison Blanche.

« Aussi frustré que puisse l'être Trump, il n'y a aucune alternative au protocole d'accord qui soit, pour lui, plus attrayante que cet accord », analyse Ali Vaez, directeur du projet Iran au sein de l'ONG International Crisis Group. Les échanges de tirs, les menaces et les insultes ne seraient, pour les Etats-

Unis, comme pour l'Iran, qu'une façon de prolonger les négociations. « *Les parties n'ont jamais cessé de poursuivre la guerre pendant la paix, testant les limites pour améliorer leurs positions et affaiblir le pouvoir de négociation de l'autre camp. Le protocole d'accord n'a pas mis fin à la coercition ; il l'a simplement réorientée* », poursuit M. Vaez. « *Les deux camps jouent avec le feu. Aucune des deux parties ne veut paraître faible ni, en somme, capituler, s'efforçant d'intimider l'autre. C'est là que réside le danger* », appuie Vali Nasr, ancien conseiller au département d'Etat américain et professeur à l'Ecole des études internationales avancées de l'université américaine Johns-Hopkins.

Pour l'ancien conseiller de Barack Obama, les attaques iraniennes illustrent l'extrême défiance du régime à l'égard des Etats-Unis : « *Téhéran pense que les Etats-Unis ne veulent pas vraiment négocier.* » Pour le régime, décrypte M. Nasr, un plan de reconstruction de 300 milliards de dollars ou la levée du blocus ne seraient que des moyens de le pousser à baisser la garde et à renoncer à ses leviers – au Liban, en exigeant le désarmement du Hezbollah, et à Ormuz, en rouvrant totalement le détroit – avant d'engager, en position de faiblesse, un nouveau cycle de négociations sur le nucléaire.

Les récentes déclarations du vice-président américain ont renforcé ce sentiment de paranoïa. Le 1^{er} juillet, J. D. Vance confiait au podcast politique « The Michael Knowles Show », que le protocole d'accord visait avant tout à « *relancer l'économie pétrolière mondiale, à reconstituer certains stocks, puis à voir où on en est* ». Le régime théocratique, qui estime avoir remporté la guerre en parvenant à survivre malgré la puissance de feu de la première armée du monde, n'entend pas perdre son ascendant, en desserrant trop aisément son



Dans le cortège funèbre de l'ancien Guide suprême iranien Ali Khamenei, à Téhéran, le 6 juillet 2026. ALKIS KONSTANTINIDIS / REUTERS

étrointe sur le détroit d'Ormuz. La fermeture, de facto, de ce couloir maritime avait permis à l'Iran de prendre le monde en otage, en déstabilisant l'économie mondiale.

« *L'Iran cherche à faire passer le message que ni la signature du protocole d'accord avec les Etats-Unis ni sa volonté d'améliorer ses relations avec les Etats du Golfe ne doivent être interprétées comme un feu vert permettant aux pays de la région de circuler librement dans le détroit, au mépris de la revendication de Téhéran de contrôler et de gérer cette voie navigable*, écrivait sur X, le 7 juillet, Hamidreza Azizi, chercheur invité à la Stiftung Wissenschaft und Politik, à Berlin. *Les considérations géopolitiques l'emportent sur les contraintes diplomatiques qui, par le passé, avaient donné naissance à la politique dite "de patience stratégique".* »

« Coup d'Etat en route ? »

La reprise des frappes américaines donne aujourd'hui du poids, en Iran, à ceux qui considèrent toute discussion avec Washington comme une entre-

prise vaine, voire criminelle. La télévision publique, aux mains des plus radicaux, s'en prend notamment à l'équipe des négociateurs iraniens, à commencer par [Mohammad Bagher Ghalibaf](#), le président du Parlement, et Abbas Araghchi, le ministre des affaires étrangères, accusés de brader les intérêts de la République islamique.

La ligne défendue par les pragmatiques – comprenant les généraux des gardiens de la révolution –, qui espèrent une levée des sanctions financières pour renflouer le régime exsangue, ulcère les jusqu'aboutistes. Le 30 juin, IRIB, la radio-télévision d'Etat, a interrompu un entretien préenregistré de M. Ghalibaf, alors que ce dernier s'apprêtait à expliquer le mécanisme de déblocage des avoirs iraniens gelés à l'étranger, provoquant la stupeur du bureau du chef du Parlement. L'absence de Mojtaba Khamenei, le Guide suprême désigné en mars, jamais apparu en public depuis le bombardement qui l'aurait sérieusement blessé et a coûté la vie à son père, suscite aussi des doutes parmi le courant ultraconservateur sur sa capacité à peser

sur les événements.

Certains vont jusqu'à suspecter les partisans d'un accord avec les Etats-Unis de putsch : « *Avertissement à la nation iranienne : y a-t-il un coup d'Etat en route ?* », s'est enflammé, le 29 juin, sur son compte X, le député ultraconservateur Mahmoud Nabavian, membre du Front pour la stabilité de la révolution islamique et vice-président de la commission de la sécurité nationale du Parlement. « *Une décision que les responsables considèrent comme conforme à l'intérêt général, mais qui va à l'encontre de l'avis du Guide suprême, ce n'est pas de l'intérêt général ; c'est en réalité de la corruption* », insistait-il.

Le 6 juillet, lors de la procession organisée à l'occasion des funérailles d'Ali Khamenei, M. Araghchi a pu mesurer l'étendue de son impopularité auprès de cette base ultraconservatrice. Traité de « traître » par des dizaines de partisans du défunt ayatollah, le chef de la diplomatie a dû être exfiltré d'une rue de la capitale par sa garde rapprochée.

The New York Times

Neil MacFarquhar
July 9, 2026

Tanker Attacks Risk Overplaying Iran's Hand, Analysts Say

Iran's history shows it is willing to dig in, even when it may suffer big losses.

Iran, fearing that its hold over the crucial Strait of Hormuz shipping lanes was gradually slipping away, risked overplaying its hand by again firing on oil tankers and potentially rekindling a major war with the United States, analysts said.

Both sides threatened on Wednesday to scuttle the Memorandum of Understanding that they had signed on June 17 to establish a blueprint for peace talks and extended a wobbly cease-fire in place since April. American warplanes carried out even more intensive attacks on scores of targets across Iran overnight, while Iran vowed to ratchet up drone and missile strikes against U.S. allies in the Persian Gulf.

The basic bargain in the vaguely worded, 14-point Memorandum of Understanding was that Iran would reopen the Strait of Hormuz for commercial shipping in exchange for badly needed economic relief. Thornier issues, including the fate of Iran's nuclear program, were kicked down the road for further negotiations. But very little changed.

"The M.O.U. increasingly looked like a mirage," said Vali Nasr, a veteran Iran analyst and a professor at the Johns Hopkins School of Advanced International Studies. "The view from Tehran is that the U.S. is engaged in a concerted effort to take control of the Strait out of Iran's hands, to weaken its position in Lebanon and to regain its own strength in order to put even more pressure on Iran or to

go back to war."

of disarming Hezbollah, Iran's

"Having withstood this pum-



Vessels on the Strait of Hormuz on Wednesday. Traffic last weekend was about one-third of the prewar level of more than 100 ships daily, split evenly between the Iranian and Omani sides of the waterway. Credit... Reuters

As the 60-day clock on the [agreement](#) ticked away, Iran grew increasingly frustrated that the U.S. Navy was encouraging maritime traffic to take a southern route along the coast of Oman rather than respecting Iranian demands that all traffic register with its newly minted Hormuz transit authority, a precursor to charging fees. Traffic last weekend was about one-third of the prewar level of more than 100 ships daily, split evenly between the Iranian and Omani sides of the waterway, [according](#) to Kpler, which tracks marine traffic.

In addition, the United States was working to conclude a separate peace between Lebanon and Israel that would include the long-elusive goal

main proxy force in Lebanon. Finally, in public discussions about financial aid, the scale kept shrinking.

Instead, even amid the week-long funeral ceremonies for Ayatollah Ali Khamenei, Iran's supreme leader killed in the war in February, the Iranians decided to strike rather than wait for their leverage to dissipate, analysts said. Projectiles hit three tankers [transiting](#) the strait on Tuesday, although Iran did not claim responsibility.

The perception by Iran that it had bested the United States and Israel in the war earlier this year likely helped lead to the renewed confrontation, analysts said.

ming from the U.S. and Israel, they are probably feeling quite secure," said Suzanne Maloney, a senior fellow at the Brookings Institution in Washington who has advised both Republican and Democratic administrations on Middle East policy. "I think the timing of the attacks, coinciding with these funeral ceremonies, demonstrates a bit of triumphalism on the part of the regime that they finally, essentially extricated themselves from the war. They're able to bury their dead, and they're still firing back. There's a message in that for sure."

Even if shipping had flowed freely before the war, the message from Iran was that it intended to enforce a newfound chokehold over the strait, an-

analysts said. The United States, which had lifted oil sanctions against Iran that had been in place for decades, immediately **reimposed** them.

Iran professed not to care. "Revenue is subordinate to control," Majid Shakeri, an Iranian economist and adviser to Mohammad Bagher Ghalibaf, the Parliament speaker and lead negotiator, said on state television. "Either we hold onto the strait, or every single one of us becomes martyrs for it."

Still, both sides make a habit of fierce rhetoric and bluster, analysts noted, and tend to use warfare as a form of negotiation. Mr. Trump did not entirely dismiss the idea of getting negotiations back on track.

Ultra hard-liners in Iran have long assailed the very idea of negotiations, so there have

been calls to withdraw from the memorandum of understanding over the situation in the strait.

"I think it is mostly posturing," said Nate Swanson, a senior fellow at the Atlantic Council who previously served as director for Iran at the National Security Council under President Joseph R. Biden Jr. "I think it is akin to what Trump is doing. He is negotiating through kinetic actions and loud threats, so in some ways they are speaking the same language."

Iran was betting that Mr. Trump, expressing annoyance with the conflict and facing difficult midterm elections in four months, would not gamble on restarting an unpopular war, analysts suggested.

Yet Mr. Trump unleashed a tirade against the Iranians, as-

sailing their leaders as "evil" and "scum" and suggesting that the United States would hit Iran even harder. He called the cease-fire "over."

"They risk misreading President Trump which they have done over and over again," said Joel Rayburn, a senior fellow at the Hudson Institute who is a retired U.S. Army colonel and a former special envoy for Syria during the first Trump administration. Iran has a long habit of taking provocative actions like firing on the tankers and then acting as the aggrieved party, he said, "They are overplaying their hand."

It would not be the first time. Right after the 1979 Islamic Revolution, the new hard-line government in Tehran held onto American Embassy hostages for 444 days, far longer than they served as useful

bargaining chips, and had billions of dollars of assets in Western financial institutions seized in return. In 1982, Iran declined a truce in the Iran-Iraq war, leading to six more years of brutal fighting and hundreds of thousands of casualties.

An earlier version of this article misstated when the analyst Nate Swanson worked on the White House National Security Council. He served in that role under President Joseph R. Biden Jr., not President Trump. The article also misstated the surname of the supreme leader killed in February. He was Ayatollah Ali Khamenei, not Khomeini.

Neil MacFarquhar has been a Times reporter since 1995, writing about a range of topics from war to politics to the arts, both internationally and in the United States.

LE FIGARO

10 juillet 2026

L'Iran cherche à assassiner Donald Trump, a affirmé Israël auprès de Washington

Selon des médias américains, les Israéliens ont confirmé un nouveau plan iranien déjà partiellement détecté par les services américains.

Israël a transmis à Washington des informations de ses services de renseignement selon lesquelles l'Iran prépare un nouveau plan pour assassiner **Donald Trump**, rapportent jeudi le *Wall Street Journal* et CNN en citant des sources anonymes.

Les deux médias américains sont avares en détail. Selon une source citée par CNN, l'alerte est arrivée cette semaine aux oreilles des Américains. Selon une autre source auprès de la chaîne, les Israéliens ont confirmé un nouveau plan ira-

nien déjà partiellement détecté par les services américains.

Interrogée par l'AFP, la Maison-Blanche n'a pas démenti, renvoyant simplement vers des déclarations de Donald Trump datant de mercredi : «*Ils veulent éliminer le dirigeant américain - moi. Je suis sur une sorte de liste, j'ai vu ce matin que je suis sur toutes leurs listes*». Le président avait alors quitté le sommet de l'Otan en Turquie avec l'ancien avion présidentiel, et non le nouveau offert par le Qatar, en raison de questions de sécurité, selon le *New York Times*.

Effort du gouvernement Netanyahu

Ces fuites évoquant un nouveau complot interviennent au moment où la relation entre Israël et les États-Unis et leurs deux dirigeants, le premier ministre Benjamin Netanyahu et Donald Trump, bat de l'aile à propos de la guerre en Iran.

Les États-Unis sont le principal allié d'Israël, mais le président américain s'est à plusieurs reprises livré ces dernières semaines à des critiques publiques de Benjamin Netanyahu, après que la guerre menée par Israël contre le Hezbollah au Liban a menacé les pourparlers avec l'Iran. Des sources américaines citées par CNN estiment que cette transmission d'informations israéliennes aux Américains pourrait constituer un effort du

gouvernement Netanyahu visant à convaincre Donald Trump de poursuivre ses bombardements contre l'Iran, redémarrés cette semaine.

Les États-Unis ont assassiné le puissant général iranien Qassem Soleimani en Irak en 2020, lors du premier mandat du républicain, et l'Iran a publiquement menacé de représailles, notamment à l'encontre de Donald Trump. L'Iran vient d'inhumer son défunt guide suprême Ali Khamenei, tué dans une frappe américano-israélienne fin février au tout début de leur guerre, après plusieurs jours de funérailles marquées le désir de vengeance.

Détroit d'Ormuz : Donald Trump face au risque d'une guerre sporadique contre l'Iran

La reprise des frappes américaines et iraniennes, mercredi, en dépit du protocole d'accord conclu entre les deux pays compromet la perspective d'une sortie de crise rapide, alors que le conflit emeure impopulaire dans l'opinion publique américaine.

Ce n'est plus un détroit, mais une impasse. En s'engageant de nouveau dans les hostilités, mercredi 8 juillet, avec l'Iran, coupable à ses yeux d'avoir tiré sur trois navires qatari et saoudiens qui tentaient de se frayer un chemin dans le détroit d'Ormuz, Donald Trump n'a pas seulement remis en question le protocole d'accord conclu avec la République islamique, le 17 juin. Le président des Etats-Unis a également acté en creux que la sortie de crise tant espérée risquait de prendre bien plus de temps que prévu.

Jeudi 9 juillet, les sirènes ont retenti de toutes parts au Moyen-Orient, de la Jordanie à Bahreïn, du Qatar au Koweït, pour prévenir les populations des frappes à venir de Téhéran, en réponse aux tirs de missiles de Washington. Aucun dommage majeur n'a été déploré de la part de ces pays alliés des Etats-Unis. La partie iranienne, elle, assure qu'au moins 14 personnes ont été tuées et 78 blessées sur son territoire en deux jours de bombardements américains, la plupart étant à dénombrer parmi les forces armées.

La résurgence du conflit trouve son origine dans les ambiguïtés du protocole d'accord, signé en France, en grande pompe, par Donald Trump, au château de Versailles. Celui-ci prévoit, à son point 5, que « la République islamique d'Iran mettra tout en œuvre



Le président américain, Donald Trump, à Ankara, le 8 juillet 2026. STOYAN NENOV/REUTERS

pour assurer le passage en toute sécurité des navires commerciaux » par détroit d'Ormuz. Une disposition interprétée par Téhéran comme la reconnaissance de son contrôle de ce corridor stratégique, où transitait 20 % de la consommation mondiale de pétrole avant le conflit, déclenché en février.

Or, la marine américaine encourage, depuis, un trafic dans la zone qui passerait le long des côtes omanaises, afin de se soustraire à cette potentielle mainmise. Une provocation aux yeux de l'Iran, qui a donc tiré sur plusieurs navires empruntant cette route. « Les Iraniens ne céderont pas sur la question de principe consis-

tant à savoir qui est le maître du détroit d'Ormuz, estime Robert Malley, ancien conseiller sur l'Iran des présidents démocrates Barack Obama et Joe Biden. C'est le principal levier de négociation avec lequel ils peuvent jouer, en menaçant de l'ouvrir ou de le fermer, l'équivalent pour eux des sanctions économiques que leur imposent les Etats-Unis. »

« Le détroit d'Ormuz ne s'ouvrira qu'en vertu des modalités iraniennes, et non sous la pression des menaces américaines », a d'ailleurs prévenu, jeudi, sur le réseau social X, le président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf.

« **S'extraire de ce bazar** » Donald Trump l'a dit : à ses yeux, le cessez-le-feu de soixante jours, à l'issue duquel les principaux points de contentieux entre les deux pays devaient être levés, est « fini ». Tout ce qui le fondait, comme la levée de l'embargo sur le pétrole iranien, est caduc. « La question est désormais de savoir si l'on se dirige vers un conflit intermittent ou un conflit en continu, souligne Reuel Marc Gerecht, chercheur associé à la Fondation pour la défense des démocraties et proche des néoconservateurs américains. A mon avis, ce sera plutôt un conflit intermittent, car le président Trump n'a pas de réelle volonté de mener la bataille

d'Ormuz. Il n'y a pas de mouvement de fond côté républicain en faveur d'un déploiement de troupes, sa priorité est de s'extraire de ce bazar. »

Pour l'heure, les élus du Parti républicain se font de fait discrets. Ces derniers savent qu'ils ont une bataille cruciale à mener sur le budget de la défense, dont l'examen doit faire son retour au Sénat, lundi 13 juillet. Donald Trump ambitionne de provisionner, pour le Pentagone, le montant record de 1 500 milliards de dollars (1 312 milliards d'euros) en 2027. Il demande également une rallonge de 67,1 milliards de dollars sur le budget 2026, afin de financer sa très coûteuse guerre, qui ponctionne les réserves de l'armée américaine.

Les démocrates ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils comptent s'opposer à cette dernière requête, soucieux de ne pas voler au secours d'un conflit impopulaire dans l'opinion

outre-Atlantique. Il n'est pas assuré, de l'autre côté, que l'ensemble des élus républicains soutiennent ces dépenses. Fin juin, quatre sénateurs du Grand Old Party joignaient leurs voix à celles des démocrates pour voter une résolution demandant la fin du conflit.

Car la crainte est forte, côté républicain, de perdre la majorité au Congrès lors des élections de mi-mandat, en novembre. Si les marchés, après une envolée du prix du baril de pétrole, ont semblé retrouver leur calme, jeudi, la question de l'inflation reste un sujet de débat majeur aux États-Unis, sur lequel jouent les démocrates dans leurs campagnes. Dans ce domaine, les candidats républicains savent qu'ils devront sans doute se passer d'une mobilisation sans faille de la Maison Blanche, tant Donald Trump paraît plus concerné par le Moyen-Orient que par ces élections.

Si les comparaisons avec les

guerres en Irak ou en Afghanistan, où l'on a vu sur le terrain des dizaines de milliers de soldats, paraissent hasardeuses, le conflit a, une fois de plus, tout du boursier. Au-delà de l'épineuse question du détroit d'Ormuz, Donald Trump a en effet deux autres dossiers à régler avec Téhéran : l'arrêt du programme nucléaire iranien et la conclusion d'une paix durable entre le Liban et Israël. Rien ne dit qu'il parvienne à les résoudre avant la fin de son mandat – les diplomates s'y cassent les dents depuis des décennies. Rien ne dit, non plus, qu'il ait une stratégie claire en la matière.

« L'effondrement potentiel du protocole d'accord illustre clairement que le président s'est engagé dans cette guerre sans plan, sans stratégie de sortie et sans capacité à négocier un accord durable », a critiqué la sénatrice démocrate Jeanne Shaheen, cheffe de file des élus de son camp sur les affaires étrangères.

Ces derniers jours, Donald Trump a publié en rafale, sur son réseau, Truth Social, des vidéos de bombardements, semblant se délecter du déploiement de force de son aviation au-dessus de l'Iran.

« Nous sommes dans le brouillard depuis le début de la guerre, selon M. Malley. Il y a énormément d'inconnues, et la plus importante d'entre elles est relative aux sautes d'humeur du président, à ses variations dans sa façon de penser. Un jour, il dit que l'économie est le dernier de ses soucis ; un autre jour, qu'il arrête la guerre, car les prix du pétrole vont s'enflammer. Aujourd'hui, il semble dire qu'il n'aime rien de plus que de bombarder les gens. »

Et il y a fort à parier que l'octogénaire voudra, demain, se présenter encore une fois en pacificateur en chef, lui qui a déjà annoncé à trente-huit reprises, selon un décompte de CNN, la fin imminente de la guerre.



Hamdam Mostafavi Photos Forough Alaei
11 juillet 2026

IRAN: Le courage des femmes indociles

La photojournaliste iranienne Forough Alaei, qui vit et travaille dans son pays natal, s'intéresse aux petits actes de bravoure de ses concitoyennes, lorsqu'elles réussissent par exemple à pratiquer un sport ou un métier réservé aux hommes

Femme marin-pêcheur : une rareté en Iran, et même ailleurs. C'est ce qui a poussé Forough Alaei à s'intéresser à Khadijeh Ghodsinejad, qu'elle photographie en 2024 à l'âge de 26 ans, lors d'une des sorties en mer qu'elle effectue plusieurs fois par jour.

Elle est l'une des Iraniennes aux métiers improbables qu'a suivies la photojournaliste née en 1989 à Arak, une ville du centre de l'Iran connue aujourd'hui pour sa raffinerie et sa centrale nucléaire à eau lourde.

Silhouettes tranchantes

Forough Alaei a toujours vécu et travaillé en Iran, a été engagée par de grands quotidiens locaux. Dans ses projets plus personnels figure cette série de photos qui s'attache aux efforts des Iraniennes pour repousser les limites imposées dans leur choix d'ac-

tivités, de profession ou encore de loisir. Au-delà des grands mouvements collectifs comme «Femme, vie, liberté», qui a secoué le pays en 2022, après la mort de Mahsa Amini pour un voile mal porté, la photographe se concentre ainsi sur la trajectoire individuelle de femmes qui se livrent à de petits actes de bravoure du quotidien. En se lançant dans des métiers interdits, comme marin-pêcheur ou mécanicienne, ou des sports tel le kickboxing ou le judo... La photojournaliste a également suivi les supportrices qui se travestissent en homme pour se rendre dans les stades de

foot, ce qui lui a permis d'obtenir un prix World Press Photo du reportage sportif en 2019 pour un cliché de femmes protestant contre l'interdiction d'entrer au stade. Cela lui a aussi valu quelques jours de prison après s'être fait arrêter pour avoir documenté une manifestation devant le stade Azadi.

Forough Alaei, qui est aussi peintre, a une passion pour la couleur vive que l'on retrouve dans ses photos. Dans ces clichés lumineux aux tons intenses, émergent les silhouettes tranchantes de toutes celles qui repoussent

les frontières trop étroites de ce qui est autorisé ou pas dans la république islamique. Par exemple, Sahar, âgée de 34 ans, issue d'une famille de nomades, est passionnée de kickboxing depuis l'enfance : malgré le refus initial de son père, elle a remporté des dizaines de championnats, vendant des œufs pour se rendre à ses entraînements.

Lignes rouges incendiées
La photographe se fait l'écho de cette nouvelle génération de femmes qui brisent les ta-

bous, y compris celles qui combattent silencieusement tous les jours, sans prise de position spectaculaire. Depuis «Femme, vie, liberté», beaucoup d'Iraniennes se promènent sans voile, bien qu'il soit obligatoire. Les lois de la république islamique instaurée en 1979 discriminent les femmes, en termes de droits, d'héritage, de justice... et dans les normes sociales. Mais certaines incendient les lignes rouges comme la jeune cascadeuse Adrina Ansar. Athlète professionnelle, elle fait des

cascades depuis l'âge de 10 ans.

Forough Alaei documente aussi l'impact sur son pays et les habitants de la guerre des douze jours de juin 2025, des massacres de janvier 2026 ou de l'offensive israélo-américaine du printemps. Elle montre, dans la sphère intime, les effets que les bouleversements collectifs produisent sur les existences individuelles. «Je considère que la liberté et le courage sont les deux faces de la même pièce, une

force qui continue même après la protestation et la guerre, refusant le silence et le retrait chez soi», écrit-elle. Son métier n'est pas non plus sans risques : en Iran, les femmes journalistes sont soumises à des pressions, des intimidations, des arrestations et risquent même la mort, comme la photographe irano-canadienne Zahra Kazemi, tuée en 2003 pour avoir exercé sa profession.



July 12, 2026

President Barzani mourns death of US senator Graham

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Sunday said he was «deeply saddened» by the passing of US Senator Lindsey Graham, calling the veteran Republican politician «a valued friend of the people of Kurdistan.»

«His advocacy and unwavering support for Kurdistan will always be remembered with gratitude,» Barzani wrote on X, extending his «heartfelt condolences» to «his family, friends, and colleagues.»

Graham's office announced his death early Sunday, saying he passed away due to «a brief and sudden illness.»

US President Donald Trump also paid tribute, describing Graham as «one of the greatest people and Senators I have ever known.»

«He was always working, and was a true American Patriot.



Late US Senator Lindsey Graham (left) received by Kurdistan Region President Nechirvan Barzani (right) in Erbil on July 5, 2022. Photo: KR Presidency

Lindsey will be greatly missed!!!» Trump added.

Graham, 71, began his political career in 1992 with his election to the House of Representatives and later as a Republican Senator in 2002, where he served until his death. Graham served a 33-year military career, retiring as a Colonel in 2015.

A staunch Trump ally, Graham nonetheless challenged

party lines on occasion over foreign policy - particularly on issues concerning the Kurds.

He was instrumental in convincing Trump to retain a residual American military presence in Syria in 2019, when Turkey and allied forces launched an offensive aimed at dismantling the Kurdish-led administration in northeast Syria (Rojava). Graham pushed back hard against the withdrawal, helping shield

core Kurdish areas from wider destruction.

Amid clashes in January between the interim Syrian government and the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) that threatened the SDF's survival, Graham and Democratic Senator Richard Blumenthal introduced the *Save the Kurds Act*.

He [warned](#) Damascus of «Caesar Act sanctions on

steroids,» pushing to reimpose sanctions and restoring terrorist designations for Syrian leaders, should attacks on Rojava continue.

Graham at the time explicitly warned foreign powers and the new Syrian government

that any nation or faction believing it was «open season on the Kurds» without repercussions from the United States would be «sadly mistaken.»

The American-Kurdish Advocacy organization, represent-

ing the Kurdish diaspora in the US, in late March **honored** Graham for his longstanding lobbying support to the Kurds and their political cause.

Graham visited the Kurdistan Region several times, including in 2010 and 2018. In

2022, he led a high-level US delegation to Erbil, meeting with President Barzani for talks centered on the threat of an Islamic State (ISIS) resurgence, Erbil-Baghdad relations, and the security situation facing Kurds in Syria.

Le Monde

12 juillet 2026

L'Iran referme le détroit d'Ormuz après avoir tiré sur un navire, les Etats-Unis bombardent l'Iran, les pays du Golfe pris pour cible

Les gardiens de la révolution ont annoncé, dans la nuit de samedi à dimanche, interdire toute traversée « jusqu'à nouvel ordre », après avoir tiré des coups de semonce contre un porte-conteneurs. L'armée américaine a répondu par une nouvelle vague de frappes, suivie de répliques iraniennes.

La marine des gardiens de la révolution, armée idéologique de l'Iran, a annoncé la fermeture « jusqu'à nouvel ordre » du **détroit d'Ormuz**, dans la nuit de samedi 11 à dimanche 12 juillet, après avoir tiré des coups de semonce contre un navire qui empruntait une « route non autorisée ». L'armée américaine a répliqué peu après en lançant une nouvelle vague de bombardements contre environ 140 cibles décrites comme militaires : « Des sites de missiles et de drones iraniens, des moyens navals, des dépôts de munitions, des réseaux de communication et des postes de surveillance côtière », selon le commandement américain pour le Moyen-Orient.

Des médias iraniens ont fait état d'explosions dans le sud du pays, à Bandar-e Abbas, Sirik et dans l'île de Qechm. « L'Iran a fait un mauvais

choix » et « maintenant ils paient », a affirmé le ministre de la défense américain, Pete Hegseth.

Les forces américaines « ont entamé cette semaine une troisième série de frappes contre l'Iran », après que les gardiens de la révolution iraniens « ont attaqué de manière flagrante le GFS Galaxy, un porte-conteneurs battant pavillon chypriote » dans le détroit d'Ormuz, a précisé le commandement américain pour le Moyen-Orient, selon lequel un « membre civil de l'équipage est porté disparu » et « le navire n'est pas en mesure de poursuivre sa route en raison d'un incendie à bord et de dégâts importants subis par la salle des machines ».

L'équipage a dû abandonner le navire en flammes dans la nuit et embarquer dans des canots de sauvetage, a annoncé dimanche l'agence de

sécurité maritime britannique UKMTO, selon laquelle l'attaque a eu lieu à 9 milles nautiques (environ 17 kilomètres) à l'est de la péninsule de Moussandam, appartenant au sultanat d'Oman.

Un deuxième navire frappé dans la nuit

En représailles aux frappes américaines, Téhéran a visé plusieurs cibles dans les pays du Golfe. Les Emirats arabes unis faisaient face, dimanche matin, à une attaque de missiles iraniens, a annoncé le ministère de la défense, les autorités de Bahreïn activant pour leur part les sirènes d'alerte aérienne, et des journalistes de l'Agence France-Presse au Qatar entendant des explosions à Doha, où tous les habitants ont reçu sur leurs téléphones une alerte des autorités leur demandant de rester à l'abri. Au Koweït les forces armées ont annoncé être en train de ré-

pondre à des attaques « hostiles » aériennes.

Par ailleurs, les gardiens de la révolution ont annoncé dans un communiqué avoir frappé « un deuxième navire qui violait les réglementations dans le détroit d'Ormuz », ajoutant avoir aussi attaqué avec des missiles une base américaine au Qatar.

Au départ de ce nouvel accès de tension figure toujours la question cruciale du contrôle du détroit d'Ormuz. « Plusieurs navires ont tenté d'emprunter une route non autorisée et ont ignoré nos avertissements et nos rappels leur enjoignant de la corriger et de suivre la route approuvée », ont écrit les gardiens de la révolution dans un communiqué sur Telegram. « Un navire qui avait mis en danger la sécurité maritime en désactivant ses systèmes a été touché par des tirs d'avertissement et ar-

rêté », ont-ils poursuivi.

« A la suite de cet incident, et compte tenu notamment de l'insécurité engendrée par l'intervention illégale d'étrangers, le détroit d'Ormuz sera fermé jusqu'à nouvel ordre et jusqu'à la fin des interventions américaines dans cette région ; aucun navire ne sera autorisé à le traverser », ont-ils ajouté, menaçant également de s'en prendre aux bases américaines dans la région du Golfe. « Si l'ennemi commet une erreur et se livre à une nouvelle agression contre nous sous le prétexte de cet incident qu'il a lui-même provoqué, nous riposterons avec sévérité et de nouvelles bases ennemies de la région seront prises pour cibles », ont averti les gardiens de la révolution.



Dans le détroit d'Ormuz, le 9 juillet 2026. REUTERS

Cette reprise des hostilités sera-t-elle de courte durée ou va-t-elle se prolonger ? Dimanche matin, les gardiens de la révolution ont annoncé avoir frappé dans le détroit d'Ormuz « un deuxième navire qui violait les réglementations », selon un communiqué cité par la télévision d'Etat et l'agence de presse IRNA.

Troisième épisode de tensions

Téhéran autorise un seul couloir de navigation, le long de ses côtes, et exclut tout retour à la situation d'avant-guerre, quand le passage était gratuit dans le détroit d'Ormuz, par lequel transitait en temps normal un cinquième du commerce mondial d'hydrocarbures.

L'épisode de la nuit écoulée est le troisième du genre cette semaine. Les Etats-Unis ont déjà bombardé

l'Iran, dans la nuit de mardi 7 à mercredi 8 juillet et au cours de la nuit suivante, après avoir imputé à Téhéran la responsabilité d'attaques contre trois navires commerciaux. En représailles, l'Iran avait frappé des cibles au Koweït, à Bahreïn et au Qatar, un des pays médiateurs dans les efforts de règlement du conflit.

Washington et Téhéran ont signé, le 17 juin, [un protocole](#)

[d'accord](#), assorti d'un cessez-le-feu, visant à trouver une fin définitive à la guerre déclenchée le 28 février par une attaque israélo-américaine contre l'Iran. Depuis, le président américain, Donald Trump, a affirmé à plusieurs reprises que ce cessez-le-feu était « terminé » en raison des attaques iraniennes contre des navires, tout en autorisant la poursuite des pourparlers avec l'Iran.

The New York Times

Mark Mazzetti, Julian E. Barnes, Farnaz Fassihi, Ronen Bergman
July 13, 2026

Inside Israel's Secret Operation to Cultivate Ahmadinejad

The yearslong effort to groom the former Iranian president as an intelligence asset culminated in a dramatic effort to take him to an Israeli safe house in the early days of the war. But the plan fell apart.
Times Exclusive

Inside Israel's Secret Operation to Cultivate Ahmadinejad

The yearslong effort to groom the former Iranian president as an intelligence asset culminated in a dramatic effort to take him to

an Israeli safe house in the early days of the war. But the plan fell apart.

In early 2024, the rector of a university in Budapest received a startling request from a top Hungarian government official.

The official told the rector, Professor Gergely Deli, that Ludovika University of Public Service should hold a climate change conference and extend an invitation to an unlikely guest: Mahmoud Ahmadinejad, the widely reviled former president of Iran.

Even more shocking was the reason. The official told Mr. Deli that the conference was merely a front for Mr. Ahmadinejad to have secret discussions in Budapest with intelligence operatives from Israel, Mr. Ahmadinejad's avowed enemy.

Mr. Deli knew that the invitation could tarnish both his own reputation and that of the university. But, he said in an interview, he believed he might be playing a role in saving lives.

"You have two enemies, and if these enemies want to talk with each other, then it's best to do what you can to make them talk," he said.

Mr. Ahmadinejad's 2024 visit to the university and a second one the following year were part of a yearslong Israeli effort to groom him as an intelligence asset who, when the time came, [could be installed as Iran's new leader](#), according to both American and Iranian officials familiar with the operation, who spoke on the condition of anonymity to describe sensitive intelligence.

Recruiting Mr. Ahmadinejad was of such priority for Israel that the country's then-spy chief David Barnea even traveled to the Hungarian capital in 2024 to meet with Mr. Ahmadinejad personally, according to former American officials. Soon afterward, they said, Mossad, Israel's foreign intelligence service, notified the C.I.A. that it had been in contact with Mr. Ahmadinejad.

Israel's decision to build a regime-change plan around Mr. Ahmadinejad is an extraordinary twist in the saga of the country's relations with the former president, who



Mahmoud Ahmadinejad, Iran's former leader, was known for accelerating Iran's nuclear program and his anti-Israel views. Credit... Todd Heisler/The New York Times

was known for accelerating Iran's nuclear program, calling regularly for the destruction of Israel and denying the Holocaust.

In recent years, according to American officials, Israel secretly paid money to Mr. Ahmadinejad for housing

and travel, and Israeli operatives met him abroad on several occasions, including during his trips to Budapest.

The effort culminated in late February of this year — during the first days of the U.S.-Israeli war on Iran — with an audacious operation to

relocate the former leader, who had been living under strict surveillance in Tehran. The goal: to set in motion the plan to topple the current regime and install Mr. Ahmadinejad.

The plan failed.

On Feb. 28, an Israeli air-strike hit Mr. Ahmadinejad's compound, targeting the building of his bodyguards and his armored vehicle. After the strike, according to four senior Iranian officials, a black Peugeot car arrived, picked up Mr. Ahmadinejad and whisked him away at high speed from the chaotic scene.

American and Iranian officials with knowledge of the operation said the car had been driven by Mossad operatives, who took Mr. Ahmadinejad to a secret safe house in Iran.

But the former Iranian leader was upset about the frantic rescue operation, and he appeared to be disillusioned about the Israeli plan to return him to power, according to people with knowledge of what occurred.

He eventually left the safe house under circumstances that are still unclear. Mr. Ahmadinejad was not seen in public again until last Monday, when he made a brief appearance at the funeral procession for the slain supreme leader Ayatollah Ali Khamenei.

His current status remains uncertain. But four senior Iranian officials said that Mr. Ahmadinejad was in the custody of the Islamic Revolutionary Guard Corps' intelligence wing, under house arrest now that Iran has learned about much of his interactions with Israel.

Israeli officials have not commented publicly about the plan to install Mr. Ahmadinejad as Iran's leader, which was part of a broader attempt to topple the government in Tehran. Another element involved arming and training Iranian Kurdish op-

position forces based in northern Iraq to cross into western Iran, hold territory there and eventually move toward the capital Tehran, an effort that never manifested.

The regime-change plan involved a "sequence of special operations, very, very unique, that was supposed to happen," Tamir Hayman, a former head of intelligence for the Israeli Defense Forces, [told](#) the PBS talk show "Firing Line" in May, after The New York Times [first revealed](#) details of Mr. Ahmadinejad's role in the plan. "And Ahmadinejad was part of that sequence." Mossad officials did not respond to requests for comment.

Ali Akbar Javanfekr, a spokesman for Mr. Ahmadinejad, declined to comment.

A post-presidential shift

As the president of Iran from 2005 to 2013, Mr. Ahmadinejad was the country's most prominent hard-line politician. He spoke of eliminating Israel, and under his rule Iran restarted a program to enrich uranium, raising suspicions that it was pursuing a secret nuclear weapons program. Mr. Ahmadinejad ordered violent crackdowns on a nationwide uprising contesting his reelection in 2009, and, under his rule, the judiciary carried out [mass executions](#) of dissidents and jailed opponents and rivals.

But in the years after he left the presidency, Mr. Ahmadinejad tempered his views and toned down the anti-Israel rhetoric that had marked his time in office. He was often eager to show off his newly minted moderate side,

granting interviews and giving speeches in which he opined on Iran's pop music culture, criticized the country's security forces for heavy-handed crackdowns and accused the ruling class of financial corruption.

He abandoned his signature oversize khaki windbreaker and began wearing tailored suits. He groomed his messy beard, appeared to get Botox treatment and began learning English.

In his office in Tehran, he held hourlong public meetings each morning to hear the grievances of ordinary people, some who came to him seeking help navigating government bureaucracy. On occasion, he wrote letters to government ministries recommending petitioners for loans. He traveled regularly around the country, meeting with supporters both in cities and rural provinces.

Mr. Ahmadinejad's relationship with the Iranian government was complicated. Senior leaders marginalized him and restricted his movements, yet they allowed him a seat alongside other senior officials on a high-level council that advises the supreme leader. He attended the council's meeting in February, a few days before the war began.

Mr. Ahmadinejad visiting the Natanz nuclear facility in Isfahan, Iran, in 2008.

Many in Iran saw cynical political motives in Mr. Ahmadinejad's transformation, which they viewed as an attempt to burnish his populist credentials and distance himself from ruling officials. He retained a base of support among working-class Iranians, and his advisers were certain that his goal was to

one day return to power. "Ahmadinejad would not do this for money. He has money; he has a wide economic network. He would do it for power. He wants to be at the helm of power," Abdolreza Davari, a former close associate and senior adviser of Mr. Ahmadinejad, said in a phone interview. The two men had a falling-out several years ago.

Mr. Ahmadinejad told a handful of his closest associates and confidants about his ambitions to become Iran's future leader with the help of foreign powers, according to an associate in his close circle, who spoke on the condition of anonymity to describe private discussions.

Mr. Ahmadinejad became disillusioned with the Islamic republic system after he was disqualified to run for president three times, the associate said, and concluded that he could not ascend to power as long as the current system remained in place.

He was concerned that, in the event of a war and regime change, Americans and Israelis would choose some opposition figure outside Iran who did not know the country and Iran would be destabilized, the associate said. He described himself to those around him as someone who could play the role of a reformer, like the former Russian president Boris Yeltsin, and said that if he came to power, Iran would recognize Israel and normalize relations as part of President Trump's Abraham Accords, the associate said.

Israeli intelligence agencies were closely following the brewing rift between Mr. Ahmadinejad and the Iranian regime during this period, according to two Israeli de-

fense officials familiar with intelligence assessments at that time. Of particular interest, the officials said, was Mr. Ahmadinejad's growing resentment of Ayatollah Khamenei and other senior figures who had disqualified Mr. Ahmadinejad from running for president again.

Mr. Ahmadinejad's actions began to arouse suspicion within the intelligence branch of Iran's Revolutionary Guards Corps, which is responsible for safeguarding the Islamic republic against foreign interference. That suspicion grew, according to two members of the Guards and an intelligence official familiar with the case, after Mr. Ahmadinejad began [sending public letters](#) in 2017 to Mr. Trump and later to Saudi Arabia's Crown Prince Mohammed bin Salman. Mr. Trump lavished praise on both men.

After the Israeli strike this year that initially freed Mr. Ahmadinejad from surveillance by the Guards, Iran's intelligence agencies began investigating and piecing together his connection to Israel, according to the four officials.

Overseas meetings

It is unclear when Israeli operatives first tried to recruit Mr. Ahmadinejad. Iranian officials said there was at least some contact during a [2023 trip](#) that Mr. Ahmadinejad took to Guatemala to attend a conference focused on the environment. The invitation came from the government of Guatemala, a country that has closer diplomatic ties to Israel than most in Latin America.

Mr. Ahmadinejad almost did not make the trip, as he was stopped at the airport in Tehran by security forces who refused to issue him a boarding pass and allow him to leave the country.

He staged an hourslong sit-in at the airport, which became a public spectacle as he took photographs with ordinary Iranian travelers, airport and airline staff and [posted updates](#) on his social media pages.

Eventually, Iranian authorities allowed Mr. Ahmadinejad to board the plane and attend the conference.

"Some people told me not to travel to Guatemala; I told them my brother the minister of environment invited me," Mr. Ahmadinejad said in one of the videos of the trip. "This is a very important country in Latin America."

The following year, he made his first trip to Hungary to attend the Ludovika University conference, meeting in Budapest with Mr. Barnea, who led Mossad for five years, until last month.

Hungary, which was led at that time by the right-wing prime minister Viktor Orban, had perhaps closer ties to Israel than any other European nation, and Mr. Orban and Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel made trips to each other's countries. Mr. Netanyahu [gave a speech](#) of his own in April 2025 at Ludovika University, which presented him with a public service award.

Two months later, Mr. Ahmadinejad returned to Budapest, just days before Israel launched a war in Iran, a visit that was a cover for

him to meet with Israeli intelligence operatives.

His Iranian bodyguards from the Guards' Ansar unit, who accompanied Mr. Ahmadinejad on all his foreign travel, reported that, on at least two occasions, he had managed to shake off his security detail and disappear for long meetings during the June 2025 trip. In a report about the trip, the bodyguards said that they had confronted Mr. Ahmadinejad about his disappearances, and that he had told them he had been meeting with university professors, according to the two Iranian Guards members and one intelligence official.

At the university conference, the former Iranian president delivered a lecture in English, surprising attendees by abandoning the signature Quranic verse he had once recited at the beginning of every speech.

Dressed in a tailored dark blue suit, he spoke about "shared humanity" and a "changing world order," offering his own views on how a new world could emerge, according to videos from the trip posted on his social media page.

He presented Mr. Deli, the university rector, with a copy of the Book of Kings, by the ancient Iranian poet Ferdowsi. Mr. Deli gave Mr. Ahmadinejad an emblem of the university.

In an interview last month, Mr. Deli said that, in extending an invitation to Mr. Ahmadinejad, he had played the role of a "strohmann" — German for "frontman" or "puppet."

Until last week, Mr. Ahmadinejad had not been seen in public since late February, when he was whisked away from his Tehran home in the black Peugeot.

Last Monday, he made a brief, surprise appearance as part of Ayatollah Khamenei's funeral procession. Videos of the procession showed Mr. Ahmadinejad, wearing a heavy jacket in the 90-degree heat, with a surgical mask pulled down to his chin. Iran's two other living former presidents, Hassan Rouhani and Mohammad Khatami, were not invited and did not appear in any of the funeral ceremonies.

Mr. Ahmadinejad stood with his head down, not speaking, flanked on all sides by what appeared to be security guards.

Mark Mazzetti is an investigative reporter based in Washington, D.C., focusing on national security, intelligence, and foreign affairs. He has written a book about the C.I.A.

Julian E. Barnes covers the U.S. intelligence agencies and international security matters for The Times. He has written about security issues for more than two decades.

Farnaz Fassihi is the United Nations bureau chief for The Times, leading coverage of the organization. She also covers Iran and has written about conflict in the Middle East for 15 years.

Ronen Bergman is a staff writer for The New York Times Magazine, based in Tel Aviv.



july 13,2026

Iranian drones target Kurdish opposition group in Erbil amid renewed fighting with US

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Freedom Party (PAK), an Iranian Kurdish opposition group, said Iran carried out three drone strikes on one of its military bases early Monday, without disclosing the exact location. The attack came as tensions between Tehran and Washington escalated following a new round of US strikes inside Iran.



Logo of the Kurdistan Freedom Party (PAK). Graphic: Rudaw

«The Iranian regime launched three consecutive drone attacks against the Peshmerga base of the Kurdistan National Army,» PAK, which maintains its sole presence in Erbil, said in a statement in reference to its. The group did not immediately report casualties or material damage, and Iran has not claimed responsibility for the strikes.

The drone attacks came hours after the United States launched a fresh wave of strikes on Iranian military targets intended to «degrade Iran's ability to continue attacking inter-

national shipping flowing through the Strait of Hormuz.»

«CENTCOM forces struck Iranian military air-defense systems, coastal radar sites, missile and drone capabilities, and small boats using U.S. fighter aircraft, naval vessels, one-way attack aerial drones, and one-way attack sea drones for the first time,» CENTCOM said in a statement.

The renewed confrontation followed an Iranian attack on a commercial vessel in the Strait of Hormuz on Sunday, which

forced the crew to abandon ship after it caught fire.

Following the latest exchange of fire, US President Donald Trump announced the end of the ceasefire.

The latest exchanges have further strained an interim US-Iran agreement meant to halt months of conflict that began in late February.

PAK and other Iranian Kurdish opposition parties based in the Kurdistan Region have endured hundreds of drone and

missile strikes since the war began.

The United States and Israel launched a large-scale military campaign against Iran on February 28, targeting nuclear facilities, military sites, and senior commanders. The six-week conflict ended with a ceasefire on April 8, followed by a 60-day memorandum of understanding signed on June 17 to resume talks on the status of Iran's nuclear program and regional political and economic security.

The New York Times

Julian E. Barnes, Eric Schmitt,
David E. Sanger
July 14, 2026

U.S. War Against Iran Enters a New Phase

As President Trump resumes his war, the focus is now on the Strait of Hormuz. But it remains unclear how far the U.S. military will go to exert control.

The Trump administration has lurched back into a war against Iran that had never really ended.

When the war started more than four months ago, U.S. forces targeted Iranian military bases, missile launchers, ships and naval facilities. Israel, fighting alongside the United States, hit leadership targets, hoping to bring down Iran's hard-line government.

Their record of success has been mixed, at best. Israel killed the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, but the leaders who succeeded him were even more hard-line. U.S. forces struck thousands of targets, but did not destroy Iran's ability to control the Strait of Hormuz, the waterway through which about 20 percent of the world's oil typically flows.

For roughly 90 days beginning in April, an on-again-off-again cease-fire prevailed. And then it was over.

The United States now appears to be entering Round 2 of its military campaign. This round has a new focus — but not necessarily a clearer strategy.

Iran's ability to control the strait, despite the pummeling its navy took, is by far the most important lesson of the first phase of the war. So it is no surprise that the Trump administration is focused on trying to loosen Iran's grip on it.

[Last Tuesday](#), in retaliation for attacks on tankers, Pres-



President Trump in the Oval Office on Tuesday. The latest phase of the U.S. military campaign in Iran has a new focus, but not necessarily a clearer strategy. Credit... Doug Mills / The New York Times

ident Trump ordered airstrikes on dozens of targets in Iran, including coastal radars, anti-ship missile launchers and a fleet of small Iranian attack boats.

After a short lull, the United States hit 140 military targets in the first of three consecutive days of heavy bombing this week.

U.S. forces carried out new rounds of attacks on Iran throughout Tuesday and resumed a naval blockade of Iranian ports, a strategy that showed some success in the earlier phase.

The strikes are intended to open the waterway to shipping. The purpose of the naval blockade is to put economic pressure on Iran by choking off its trade and to flex Amer-

ican military might.

Mr. Trump was quick to declare success.

"The Strait of Hormuz is open to ALL Ship traffic except for Iran — and that is because of their lying, violent, malicious leadership, which is taking them down the path of TOTAL DESTRUCTION," Mr. Trump [wrote on Truth Social](#) on Tuesday morning.

But exactly what the U.S. military will do to enforce the blockade, and how far it will go to exert control of the strait, is not clear.

A key question is whether Mr. Trump will consider an operation to take the strait's Kharg Island, a key export hub for Iran's oil.

Mr. Trump publicly mused about ordering the Marines to take control of the island during the first phase of the war, but ultimately abandoned those plans for fear of high U.S. casualties.

Such an operation would be a far bigger escalation than Mr. Trump has undertaken so far. But it would be difficult, and lives could be lost in either taking or holding the island.

The United States continues to have a fearsome arsenal in the region, including two aircraft carriers, and dozens of carrier- and land-based attack and surveillance planes.

Mr. Trump publicly mused about ordering the Marines to take control of Kharg Island during the first phase of the war, but ultimately abandoned

those plans for fear of high U.S. casualties. Credit... 2026 Planet Labs Pbc /Handout, via Via Reuters

"There are currently more than 20 U.S. Navy warships and hundreds of military aircraft operating across the Middle East," Central Command said in a statement announcing the resumption of the blockade. "American forces remain vigilant, lethal, and ready."

In the strikes last week, U.S. forces hit more than 170 Iranian military targets. In three consecutive days of heavy bombing this week, the United States has hit 140 military targets.

Analysts said the Trump administration was sending a pointed message to the government in Tehran that the United States was willing to broaden its mission again and hit sites that have both military and civilian uses.

But senior U.S. officials said the real focus of the current phase is undoubtedly the strait.

The U.S. military has hit some targets far from the strait, but

they are also connected to the central mission. For example, U.S. forces last week appeared to hit a railway bridge in northeastern Iran more than 700 miles from the strait. Online video verified by The New York Times showed several people inspecting a crater at the site.

Capt. Tim Hawkins, a spokesman for Central Command, said in a phone interview that those targets included Iranian military logistics infrastructure targets that enabled Iran to direct weapons, munitions and other military supplies to the most contested area of the conflict.

So far, Mr. Trump had not ordered resumption of such an all-out conflict, in part because that could prompt Iran to target not only U.S. military bases in Gulf countries like Kuwait, Bahrain, Qatar and Saudi Arabia, but also energy infrastructure in those nations.

Attacks on those facilities could send oil and natural gas prices skyrocketing even higher.

Senior officials said the goal of the new military campaign

is to force Iran to allow tankers and other commercial cargo ships to pass freely through the strait, and ultimately to return to the bargaining table to resume nascent talks on more difficult, long-term issues like the fate of Iran's highly enriched uranium.

Administration officials acknowledge that the military strategy is not without risks. Iran has shown it has an asymmetric advantage. Iranian forces do not have to hit every ship passing through the strait, or sink any of them. They only have to cause enough damage and issue enough threats to scare shipping companies and insurers.

This week, Iranian missiles struck two crude oil carriers that were transiting the southern part of the strait. The attack killed an Indian crew member. Another tanker, carrying liquefied natural gas, was also hit and caught fire near the Omani coast.

Senior U.S. officials said time remains on the American side as Iran's economy collapses.

During the uneasy peace, Iran was able to get many of its

tankers out, and to empty storage tanks that were overflowing with oil.

The resumed blockade will cause that oil to back up once more, and the money Iran has made from its oil exports will begin to dry up.

But the real question is: Can Iran's hard-line leadership outlast Mr. Trump's anxiety over rising oil prices?

Julian E. Barnes covers the U.S. intelligence agencies and international security matters for The Times. He has written about security issues for more than two decades.

Eric Schmitt is a national security correspondent for The Times. He has reported on U.S. military affairs and counterterrorism for more than three decades. Contact him securely on Signal: [@eric-schmitt.36](#).

David E. Sanger covers the Trump administration and a range of national security issues. He has been a Times journalist for more than four decades and has written four books on foreign policy and national security challenges.



15 juillet 2026

Iran : les Gardiens de la révolution menacent de bloquer d'autres voies d'exportation

Les Gardiens de la révolution iraniens ont déclaré, mercredi 15 juillet, que le détroit d'Ormuz resterait fermé au trafic maritime jusqu'à la «fin des agres-

sions» américaines et ont menacé de bloquer d'autres «couloirs d'exportation qui bénéficient aux États-Unis et leurs alliés», alors que Washington a rétabli, la veille, le

blocus des ports iraniens.

Selon des analystes, l'Iran pourrait être tenté de s'appuyer sur ses alliés houthis au Yémen pour fermer le dé-

troit de Bab el Mandeb, débouché de la mer Rouge. Un haut responsable houthi cité par la chaîne iranienne Press TV a déclaré, lundi, que sa milice pourrait fermer le détroit

en cas de poursuite d'attaques de l'Arabie saoudite.

Le blocus américain, qui avait été levé en juin, a été rétabli à 20 h GMT et s'applique aux ports iraniens et aux zones côtières du pays.

«Les exportations énergétiques de la région sont soit partagées par tous, soit refusées à tous», ont prévenu

les Gardiens de la révolution dans un communiqué relayé par les médias officiels de Téhéran.

«Je réserve les cibles énergétiques pour la fin»

Le corps d'élite iranien a également dit avoir répliqué à de nouvelles frappes américaines en visant des installations appartenant à la 5e

Flotte américaine basée à [Bahreïn](#) ainsi que des cibles au [Koweït](#) et en [Jordanie](#).

L'armée américaine a dit avoir poursuivi ses bombardements «afin de continuer à détériorer les capacités de l'Iran à attaquer le trafic maritime commercial dans le détroit d'Ormuz».

«Je réserve les cibles éner-

gétiques pour la fin, mais nous finirons par les frapper», a déclaré le président américain, [Donald Trump](#), lors d'une interview à Fox News. «La semaine prochaine, ce sera les centrales électriques, les ponts», a dit le locataire de la Maison Blanche. «À moins qu'ils reviennent à la table et qu'ils négocient.»

Le Monde

Nicolas Bourcier
15 juillet 2026

En Turquie, le souvenir amer du putsch militaire manqué du 15 juillet 2016

Une union sacrée avait suivi la tentative de militaires de renverser le régime de Recep Tayyip Erdogan, mais l'événement a marqué le début d'une répression accrue et d'une restriction des libertés dans le pays.

Le 15 juillet 2016 vers 21 heures, flash info : des chars bloquent l'accès au pont du Bosphore qui relie les deux rives d'Istanbul ; le Parlement turc est bombardé par des avions de chasse ; le président Recep Tayyip Erdogan demeure introuvable. Très vite, la rumeur d'un coup d'Etat se confirme et la présentatrice du JT de la chaîne publique TRT annonce, sous la contrainte, que l'armée a pris le contrôle du pays. C'est l'effroi et la stupeur. Après les coups d'Etat militaires de 1960, 1971 et surtout de 1980, où plus de 500 personnes avaient été condamnées à mort, on pensait que l'armée avait renoncé à ses vieux réflexes. On s'était trompé.

Au terme de violentes échauffourées et à l'appel à la mobilisation lancé, vers 1 heure du matin, par le chef de l'Etat avec l'application Facetime depuis son lieu de vacances, le putsch vire au fiasco. Le bilan officiel est de 251 morts et plus de 2 000 blessés. Dix ans ont passé, jour pour

jour, et le pays s'apprête à commémorer cette date traumatique qui a tout bouleversé. Le président dira lui-même, dès le lendemain matin, le 16 juillet 2016 : ce coup est « un don de Dieu », car il va permettre, dit-il, de « purifier l'armée » et « nettoyer » les institutions de ses ennemis. La formule a le mérite de la franchise. Elle résume à elle seule comment le président turc entend tirer le maximum de profit politique des événements, en utilisant le coup manqué comme prétexte à une purge massive et systématique de tous ses opposants réels ou supposés au sein de l'Etat.

Dix ans. Avec le recul, la tentative de putsch et ses suites apparaissent bien comme l'acte fondateur à partir duquel s'est construit le système Erdogan tel qu'il fonctionne aujourd'hui. Il y a d'abord cette chasse aux sorcières lancée contre les membres de la confrérie güleniste, du nom du prédicateur Fethullah Gülen, un ex-allié du président devenu son ennemi public nu-

méro un et accusé d'avoir fomenté le coup. Plus de 160 000 fonctionnaires sont limogés ou suspendus et plus de 55 000 personnes arrêtées. Rien que dans l'armée de l'air, la moitié des pilotes de chasse sont radiés. Dans l'éducation, on parle de 6 000 enseignants limogés sur décret, sans enquête ni possibilité de recours. Le mot « *terroriste* », lui, se banalise et sert à désigner n'importe quel opposant.

Dès l'année suivant le putsch, Recep Tayyip Erdogan renforce son emprise au sommet de l'Etat. En plein état d'urgence, le référendum lancé à son initiative transforme, d'une courte majorité, le parlementarisme turc en régime présidentiel. Jamais la verticale du pouvoir bâtie par le chef de l'Etat n'a été aussi raide.

Depuis, le 15 juillet est devenu le totem du régime, une source de légitimité sacrée et intouchable. La date plane, en ombre portée, sur chaque discours du président. Partout, des places et des lieux publics sont renommés. Dès le 25 juillet

2016, le premier ministre d'alors, Binali Yildirim, a annoncé que le pont où les chars avaient pris position est rebaptisé « *pont des Martyrs du 15-Juillet* ».

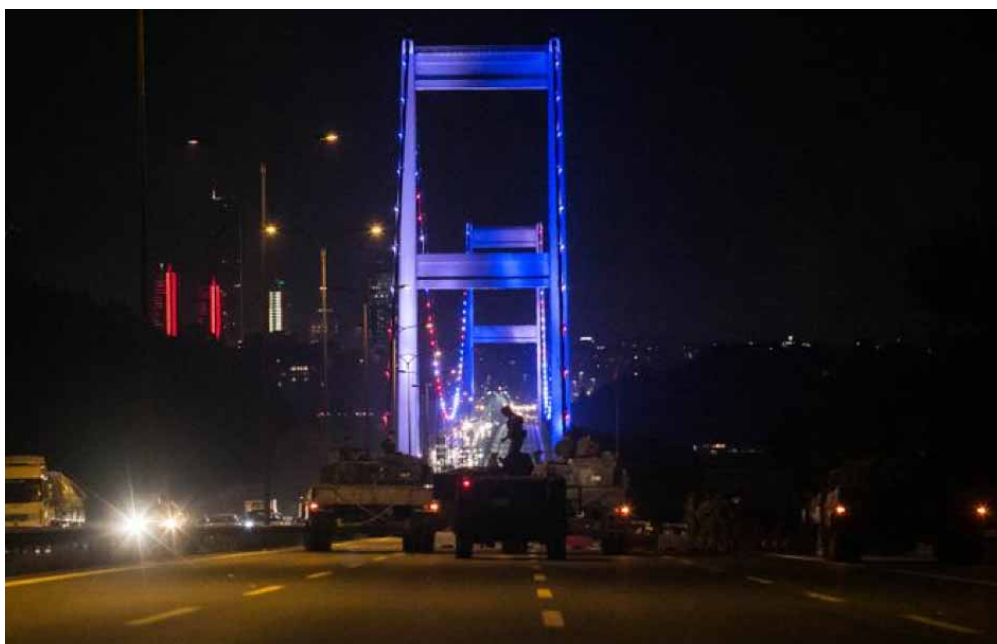
« Vérités cachées »

Trois ans plus tard, c'est au tour du président Erdogan d'inaugurer le musée Mémoire 15 juillet, à Istanbul, construit à l'entrée même du pont, côté asiatique. Installé sur un espace de 1 500 mètres carrés, en dessous d'un mémorial où figurent les noms des 251 victimes, l'endroit est un précipité d'histoire officielle. Espace clos, tout de béton et de verre accessible gratuitement, où le chef de l'Etat a tenu à contrôler en personne l'ensemble des panneaux de ce parcours mémoriel, le lieu est conçu comme une épopée nocturne vers la lumière, une dramaturgie du soulèvement et de la rédemption. Dès le pied posé à l'intérieur, le vacarme des cris et des tirs rappelle la violence de la nuit. Carcasse de voiture, chaussures laissées sur place

et impacts de balles : tout est fait pour immerger le visiteur dans le chaos et la terreur de ce 15 juillet. Les écrans aux murs déroulent le film des événements, la foule qui se lève, les images des putschistes en treillis, les martyrs et les mots du président. Partout les couleurs du drapeau et ce sentiment d'union sacrée qui envahit les rues du pays.

Deux phrases viennent clore le générique : « *Nous oublions les souvenirs douloureux que le 15 juillet nous a fait vivre, mais nous n'oublierons jamais les leçons que nous en avons tirées.* » Et puis un nébuleux passage : « *Des centaines de coups d'Etat ont eu lieu dans le monde avant le 15 juillet 2016, et ils continuent de se produire aujourd'hui, conformément aux plans néfastes de certains centres de pouvoir.* »

Avant la sortie, une longue galerie est consacrée aux « *colonialismes anciens* » et « *modernes* ». Panneaux et photos avec petits textes à l'appui, l'approche se veut pédagogique. On y dénonce les « *hégémonies politiques* » et les « *vérités cachées* ». Le « *terrorisme à travers le*



Des militaires turcs sur le pont Fatih Sultan Mehmet enjambant le Bosphore, à Istanbul, le 16 juillet 2016. GURCAN OZTURK / AFP

monde, bénéficiant du soutien de puissances internationales », est pointé du doigt. Pêle-mêle sont listés : l'Asala (Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie), le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), Al-Qaida et l'organisation Etat islamique, mais aussi la guérilla tamoule au Sri Lanka, les FARC en Colombie ou encore les « *contras* » au Nicaragua.

Un mur de portraits est dédié

à « *ceux qui s'opposent et s'élèvent contre l'exploitation et l'injustice* ». Malcolm X et Che Guevara y côtoient le Mahatma Gandhi, Mustafa Kemal Atatürk et... Abdülhamid II. Surnommé par les historiens le « *sultan rouge* » ou « *grand seigneur* », en référence aux massacres perpétrés, entre 1894 et 1896, contre les populations arméniennes (100 000 à plus de 200 000 tués, selon les estimations), il est connu pour

être un des inspirateurs du chef de l'Etat pour son panislamisme revendiqué et son pragmatisme modernisateur. Le cartouche accolé à Abdülhamid II explique sobrement : « *Il a maintenu à flot l'Empire ottoman, que l'Europe qualifiait d'"homme malade", face aux alliances. Il n'a jamais transigé sur son combat honorable, tant sur le plan intérieur qu'international.* » Une devise qui fait, ici miroir, dix ans après le putsch raté.



July 15, 2026

Iranian border guards kill Kurdish Kolbar near Sarvabad in Hawraman

ERBIL, Kurdistan Region - Iranian border guards shot and killed a young Kurdish border porter (kolbar) in the Hawraman border area of western Iran (Rojhelat) early Wednesday while he was carrying goods across the border, according to Hengaw Organization for Human Rights.

Zanyar Iran Nazhad, from the Kurdish city of Sardasht, was killed in the early hours of Wednesday near the border village of Dereki in Sarvabad along Hawraman border area after Iranian border forces opened fire, according to the watchdog.

Iranian border guards and the

Islamic Revolutionary Guards Corps (IRGC) regularly shoot and kill border porters, known locally as *kolbars*, who carry untaxed goods such as fabric, tea, coffee and auto parts on foot across the mountainous and heavily militarized border between Iran and the Kurdistan Region in exchange for modest wages.

Hengaw reported that from the beginning of 2026 to date, nine kolbars were targeted; five were killed and four were injured all under direct fire.

In July Iranian border guards shot and killed two Kurdish Kolbars, 57-year-old Wazir Rahimi, near the Shushmi border area in Kermanshah province, and Sirwan Khosh-

namak, an 18-year-old kolbar who was carrying goods across the Veyseh border in Marivan, Kurdistan Province.

In 2025, 59 were targeted; 25 kolbars were killed and 34

were injured in Kermanshah, Sanaa and Urmia provinces. In 2024, at least 339 kolbars were killed. The 2026 figures reflect a decline in border activity due to border closures during the 40-day war and

ensuing escalations.

Unemployment and economic hardship, coupled with the US-Iran war which began in late February, drives many in the Kurdish communities to

the grueling nature of the work along the border with the Kurdistan Region, despite facing personal risk and being frequently targeted by border guards.



ParLuc Mathieu
15 juillet 2026

Iran Au sein du régime, la multiplication des divisions

Le Guide suprême n'a pas participé aux funérailles de son père la semaine dernière, un vide qui attise les rivalités dans le camp conservateur entre les ultras et les pragmatiques, qui acceptent des négociations avec les Etats-Unis.

Il n'est donc pas venu. Mojtaba Khamenei, 56 ans, Guide suprême d'Iran, n'était pas à Machhad jeudi et vendredi pour l'inhumation de son père, Ali Khamenei, auquel il a succédé. Il n'a pas dirigé la prière, alors qu'il était censé le faire. Il n'a pas non plus participé aux cérémonies à Téhéran et Qom, ou à Nadjaf et Kerbala, deux villes saintes chiites irakiennes. Invisible, tout au long des six jours de cérémonies dédiés à son père, assassiné par des frappes israélo-américaines sur son complexe de la capitale iranienne au premier jour de la guerre, le 28 février. Mojtaba Khamenei n'a même pas assisté à l'enterrement de sa femme, Zahra Haddad-Adel, tuée lors des mêmes bombardements.

«Son absence, et plus particulièrement à Machhad, est très grave pour le système de la république islamique, explique Farid Vahid, codirecteur de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient pour la Fondation Jean-Jaurès. Le Guide a un rôle

religieux, mais aussi politique. C'est lui qui tranche et arbitre, au plus haut niveau, et sur les sujets les plus sensibles, comme les négociations avec les Etats-Unis. Il doit parler, être vu. Sinon, ça ne peut pas fonctionner. On le voit aujourd'hui, les ultraconservateurs et les pragmatiques se déchirent lors de débats où chacun se revendique du Guide. Cela ne peut pas durer.»

Samedi, trois jours après la reprise graduelle des hostilités entre les deux pays, un message de sa part a été publié par le truchement de son compte Telegram. Sans surprise, le fils du Guide suprême est sorti de son silence pour appeler à la vengeance. Les noms des personnes que l'Iran promet de tuer «figurent sur une liste», a-t-il menacé, notamment ceux de Trump et de son allié israélien Nétanyahou, mais aussi Emmanuel Macron. Nommé en mars, Khamenei fils n'a jamais fait d'apparition publique. Aucun discours télévisé, aucune vidéo, aucun message enregistré. Seuls des communiqués ont été lus en son nom et publiés sur les réseaux. Est-il vivant ? Probablement, les Israéliens ayant affirmé qu'ils le tueraient dès qu'ils le pourraient. Mais peut-il exercer sa fonction ? Certains le disent dans le coma, d'autres gra-

vement blessé, brûlé et défiguré, incapable de lire ou même d'écrire une lettre.

«caricaturer tout compromis» Son absence nourrit l'instabilité et l'ambiguïté sur qui a vraiment l'ascendant sur la conduite des affaires nationales et internationales. Elle accroît les tensions et rivalités dans le camp conservateur, celui des réformateurs étant aujourd'hui inaudible. Le pouvoir se concentre au sein du Conseil suprême de sécurité nationale, composé de treize membres, et de sa déclinaison instaurée après le déclenchement de la guerre, le Conseil de défense nationale, plus resserré. Ils n'ont aujourd'hui plus de contre-pouvoir, le Parlement ne s'étant pas réuni depuis le printemps. Deux clans s'affrontent : «les pragmatiques», conscients de l'effondrement de l'économie et favorables à des négociations avec les Etats-Unis pour lever les sanctions internationales et débloquent les fonds iraniens gelés. Et les ultraconservateurs, farouchement hostiles à toute discussion avec le «grand Satan» qui a tué leur Guide Ali Khamenei, et partisans d'une ligne dure, sans aucune concession, rejetant le protocole d'accord entre Téhéran et Washington signé le 17 juin à Versailles. Ces ultraconservateurs «essaient d'utiliser l'atmosphère de deuil,

d'insécurité nationale et l'opposition aux négociations pour réduire le champ de ce qui est politiquement acceptable dans le pays et caricaturer tout compromis comme une option aussi dangereuse stratégiquement qu'illégitime moralement», analyse dans le New York Times Saeid Golkar, enseignant à l'Université du Tennessee, spécialiste des forces de sécurité iraniennes.

Parmi les «pragmatiques», figurent le président, Massoud Pezeshkian, et surtout Mohammad Ghalibaf, président du Parlement et ex-maire de Téhéran. Ancien gardien de la révolution, vétéran de la guerre Iran-Irak, ce n'est pas un modéré, mais un conservateur, réputé par ailleurs pour sa corruption, et ancien protégé du Guide défunt. Il est aujourd'hui celui qui représente l'Iran dans les discussions avec les Etats-Unis au Pakistan et en Suisse. A ses côtés, et également membre du Conseil suprême de sécurité nationale, le ministre des Affaires étrangères Abbas Araghchi.

En face, le puissant chef des gardiens de la révolution, Ahmad Vahidi. Comme le Guide, il s'est longtemps caché ; son prédécesseur, Mohammad Pakpour, a lui aussi été tué le 28 février par une frappe israélo-américaine. Ahmad Va-

hidi est finalement réapparu le 3 juillet au complexe de la Grande Mosalla, à Téhéran, où le cercueil d'Ali Khamenei venait d'être amené. C'est un dur parmi les durs, qui a dirigé durant neuf ans la force Al-Qods, chargée de projeter à l'extérieur du pays les intérêts de la république islamique en finançant et en armant l'«axe de la résistance», formé entre autres de groupes armés chiites irakiens, du Hezbollah libanais et du Hamas palestinien.

«Mort aux partisans du compromis»

Saïd Jalili est un autre partisan de la ligne dure. Ancien responsable des négociations sur le nucléaire de 2007 à 2013, qui n'avaient pas abouti, il a concouru trois fois, en vain, à la présidentielle avec pour slogan «ni compromis ni capitulation». Il est soutenu par le Front pour la stabilité de la révolution islamique, le groupe politique le plus

conservateur du pays. Le chef du pouvoir judiciaire, Gholam-hossein Mohseni Ejei, un religieux de 69 ans, incarne peut-être encore davantage le clan des ultras. Ministre du Renseignement sous la présidence de Mahmoud Ahmadinejad, il personifie la répression sanglante du «mouvement vert» de 2009, qui contestait la réélection du Président. A la tête de la justice, c'est aussi lui qui a ordonné des procès expéditifs contre les participants aux manifestations de janvier durant lesquelles au moins 5 000 personnes ont été tuées.

Les tensions entre les deux ailes conservatrices s'affichent ouvertement. Le 30 juin, une interview de Mohammad Ghalebaf à la télévision d'Etat, inféodée aux plus durs, a été abruptement coupée alors qu'il allait évoquer le dégel des avoirs iraniens, selon le bureau des médias du Parlement. La semaine dernière, le ministre des Affaires étran-

gères a été accueilli aux cris de «Mort aux partisans du compromis» lors d'une visite au mausolée de Kerbala en Irak. Quelques jours plus tard, il était traité de «traître» et visé par un jet de pierre lors du rassemblement pour Ali Khamenei à Téhéran. Théoriquement, le Guide suprême aurait dû régler la question et imposer son choix : négocier, ou non, avec les Etats-Unis. Mais celui-ci n'a pas réellement tranché. Dans un communiqué relayé par l'agence de presse officielle Irna qui lui a été attribué, il affirme être opposé par principe à un accord, mais le soutenir cette fois au vu des garanties apportées par le président Pezeshkian. Une formulation alambiquée, qui laisse les deux clans l'interpréter dans le sens qu'ils veulent.

Pragmatiques et ultras peuvent toutefois s'accorder sur un point : le regain de puissance des Gardiens de la ré-

volution, dont les généraux sont présents dans les deux camps. Ils venaient de vivre des années compliquées avec la dislocation de leur «axe de la résistance», défait à Gaza et en grande partie au Liban. Ils avaient aussi dû encaisser la chute de Bachar al-Assad en Syrie en décembre 2024, alors qu'ils le soutenaient depuis 2012, et l'affaiblissement de leurs milices en Irak. «Ils ont subi en Syrie une débâcle considérable, idéologique et politique, explique Bernard Hourcade, chercheur émérite au CNRS. En réalité, ils ont été sauvés par Israël et les Etats-Unis. Ils étaient une force idéologique déclinante et contestée, et la guerre leur a redonné une légitimité nationale, de défenseurs de la nation.» Ils ont aussi gagné en marge de manœuvre. Lorsque Ali Khamenei était vivant, les Gardiens de la révolution devaient lui obéir. Ce n'est probablement plus autant le cas avec son fils et successeur, toujours invisible.



15 juillet 2026

Iran-Israël: comment le Mossad aurait tenté de recruter Mahmoud Ahmadinejad

Dans deux enquêtes, The New York Times et Haaretz révèlent que le Mossad aurait tenté de recruter l'ancien président iranien Mahmoud Ahmadinejad, avec pour objectif de le remettre au pouvoir dans un vaste projet de renversement du régime.

Mahmoud Ahmadinejad aurait dû rester, pour Israël, la figure du cauchemar : le président iranien qui promettait de « rayer Israël de la carte », niait la Shoah, couvrait les exécutions de dissidents et les répressions de 2009. Pourtant, si l'on en croit les

enquêtes du New York Times et de Haaretz, il a failli devenir la pièce maîtresse d'un des projets les plus audacieux du Mossad : l'installer à la tête d'un Iran post-révolution, en partenaire d'un changement de régime orchestré de l'extérieur.

Mutation politique

Tout commence quand l'homme procède à une mue politique. **Le New York Times décrit**, après la fin de sa présidence, un Ahmadinejad qui se met à critiquer les forces de sécurité pour leurs brutalités,

à dénoncer les élites corrompues, à parler de musique plutôt que d'apocalypse. Le blouson kaki disparaît, remplacé par des costumes cintrés, la barbe est soignée, l'ancien président apprend l'anglais. Chaque matin, à Téhéran, il reçoit des anonymes dans son bureau, écoute leurs doléances, rédige des lettres aux ministères. L'image du tribun populiste se recompose.

Mais cette nouvelle liberté est en trompe-l'œil. Le quotidien américain souligne que ses relations avec le pouvoir sont tendues. Le régime le tient à

l'écart : il est disqualifié à trois reprises de la course à la présidentielle, mis sous surveillance et ses déplacements limités. Selon un intime cité par le NYT, l'ancien président finit par se dire qu'il ne peut pas accéder au pouvoir tant que le système actuel existe et s'inquiète qu'en cas de guerre ou de changement de régime, les Américains et les Israéliens choisissent un opposant exilé qui ne connaît pas le pays. Il se voit en Boris Eltsine iranien, un homme issu du régime mais prêt à en organiser la fin.

À lire aussilran: l'ex-président Mahmoud Ahmadinejad réclame des « élections libres » Ce basculement attire des regards bien au-delà de Téhéran. **L'enquête de Haaretz** raconte comment, au siège du Mossad à Gllilot, les analystes se penchent sur cette mue : « Le négationniste de la Shoah qui voyait Israël comme une entité satanique » est désormais l'un des « critiques les plus éminents du régime des ayatollahs », souligne le quotidien. Des responsables de la défense israélienne confient au journal que son opposition au système est devenue « si intense qu'il serait prêt à coopérer avec le Mossad et à lui confier son sort ». Pour les espions, l'ennemi juré devient une opportunité.

Voyages à l'étranger

Les médias ignorent à quand remontent les premières tentatives d'approche, mais des responsables iraniens estiment qu'un premier contact aurait été établi lors d'un voyage au Guatemala. En 2023, relève le New York Times, Mahmoud Ahmadinejad se rend à une conférence environnementale à l'invitation du gouvernement guatémaltèque, qui entretient des rapports diplomatiques étroits avec Israël. Mais à l'aéroport de Téhéran, les forces de sécurité tentent de l'empêcher de partir, refusent de lui remettre une carte d'embarquement. Il s'assoit, refuse de bouger, transforme la scène en spectacle en prenant des selfies avec les voyageurs et du personnel. Finalement, il est autorisé à quitter le pays.

L'année suivante, c'est Budapest. Un haut responsable hongrois demande au recteur de l'université Ludovika, Gergely Deli, d'inviter Mahmoud Ahmadinejad à une conférence sur le climat. Deli raconte : « Vous avez deux ennemis, et s'ils veulent parler l'un avec l'autre, alors il vaut mieux faire ce qu'on peut pour qu'ils se parlent ». Der-

rière l'affiche académique, les services israéliens se rapprochent. David Barnea, le directeur du Mossad de l'époque, supervise lui-même l'opération et se rend dans la capitale hongroise pour le rencontrer. Selon Haaretz, le responsable « concentre toute son attention sur l'ancien président iranien », qui passe du statut d'objet de curiosité à pion potentiel.

Opération chat botté

Car le journal révèle que la carte Ahmadinejad fait partie d'un projet plus vaste visant à renverser le régime, ni plus ni moins. L'« opération chat botté » prévoit un mélange explosif de tentatives d'influence de l'opinion publique pour favoriser un soulèvement populaire, une offensive des groupes armés kurdes entraînés par le Mossad en Irak, l'intervention de factions rebelles de minorités ethniques et une décapitation du leadership iranien. Avant d'installer l'ancien président au pouvoir pour qu'il oriente le pays dans une nouvelle direction, loin des ambitions nucléaires de Téhéran.

Mais le plan soulève de nombreuses critiques dans les rangs de l'état-major israélien. Haaretz rapporte que, lorsqu'on présente cette idée aux ministres du cabinet de sécurité, la réaction est glaciale. « Tous les membres du cabinet assis là avaient une expression de "qu'est-ce qu'il se passe ici ?" », raconte un participant. L'un lâche : « Pourquoi changer le régime si l'alternative est tout aussi mauvaise ? » Mais le directeur du Mossad explique alors qu'Ahmadinejad est désormais en « conflit prolongé » avec la tête du régime. Il a été empêché trois fois de se présenter, ses aides emprisonnés, il est surveillé de près par les Gardiens de la révolution. C'est par ailleurs un visage connu qui conserve une base populaire dans les classes modestes. « Petit à

petit, confie un participant de la réunion à Haaretz, l'idée qu'il y avait une matière avec laquelle travailler a infusé ».

Malgré certaines réticences dans l'establishment sécuritaire, le plan du Mossad se poursuit avec l'aval du Premier ministre. Les contacts entre les renseignements israéliens et l'ancien président continuent. Lors d'un nouveau séjour à Budapest en juin 2025, Ahmadinejad arrive à deux reprises à tromper la vigilance de ses gardes lors de longues réunions et justifie ensuite aux services de sécurité des rencontres avec des professeurs. Israël lui finance logement et déplacements, selon des responsables américains cités par le NYT. L'ancien président, en costume bleu, donne à l'université Ludovika un discours sur l'« humanité partagée » et un « ordre mondial en mutation », abandonnant même la formule coranique qui ouvrirait jadis chacun de ses discours. Il se glisse peu à peu dans la peau du réformateur que les espions veulent vendre.

La rocambolesque évasion

Au début de 2026, le plan atteint sa phase décisive. C'est là que le récit du New York Times prend une tournure cinématographique. **Le 28 février**, une frappe israélienne cible le complexe où se trouve Ahmadinejad à Téhéran, « visant le bâtiment de ses gardes du corps et son véhicule blindé ». La surveillance est momentanément brisée. Une Peugeot noire débarque sur les lieux, conduite par des agents du Mossad, selon des responsables iraniens cités par le journal. L'ex-président est extrait à toute vitesse, emmené dans une maison sûre quelque part en Iran. Pendant quelques heures, le scénario semble se rapprocher de ce qui avait été imaginé dans les salles de briefing : Mahmoud Ahmadinejad, libéré de la tutelle des

Gardiens, est aux mains de ses nouveaux parrains. Mais la fiction se fissure.

D'une part, l'intervention terrestre des groupes kurdes depuis l'Irak prévue par le Mossad n'a pas lieu à cause des réticences américaines. D'autre part, l'ancien président réagit mal aux conditions de sa spectaculaire évasion et se met à douter. Le New York Times rapporte qu'il est « déçu par le projet israélien ». Il quitte la maison sécurisée dans des circonstances floues. Les services de renseignement iraniens enquêtent et reconstituent ses liens avec Israël, selon quatre responsables iraniens, qui affirment au quotidien qu'il est repris par les services des Gardiens de la révolution, placé à nouveau sous résidence surveillée. L'homme ne fait plus d'apparition publique avant le 6 juillet dernier, où il est vu à l'occasion **des funérailles d'Ali Khamenei**. Il y apparaît tête baissée, encadré par son service de sécurité.

Tout cette affaire est « un échec du Mossad, et il vient de la conviction qu'ils pouvaient renverser un régime avec des capacités si limitées », confie un ancien responsable du service de renseignement israélien au journal Haaretz. Au centre de cette affaire, Ahmadinejad reste ce personnage double : assez ancré dans le système pour le comprendre, assez marginalisé pour s'en émanciper, suffisamment ambitieux pour accepter l'aide de puissances ennemies. Pour ses interlocuteurs israéliens, il condensait ces contradictions. Finalement, rien n'a suivi le script imaginé par les services israéliens. Le régime iranien a encaissé, les Kurdes sont restés dans leurs bases, et le président déchu est retourné à sa cage. Il dément aujourd'hui avoir été recruté par le Mossad et dénonce une « fiction hollywoodienne ».



July 15, 2026

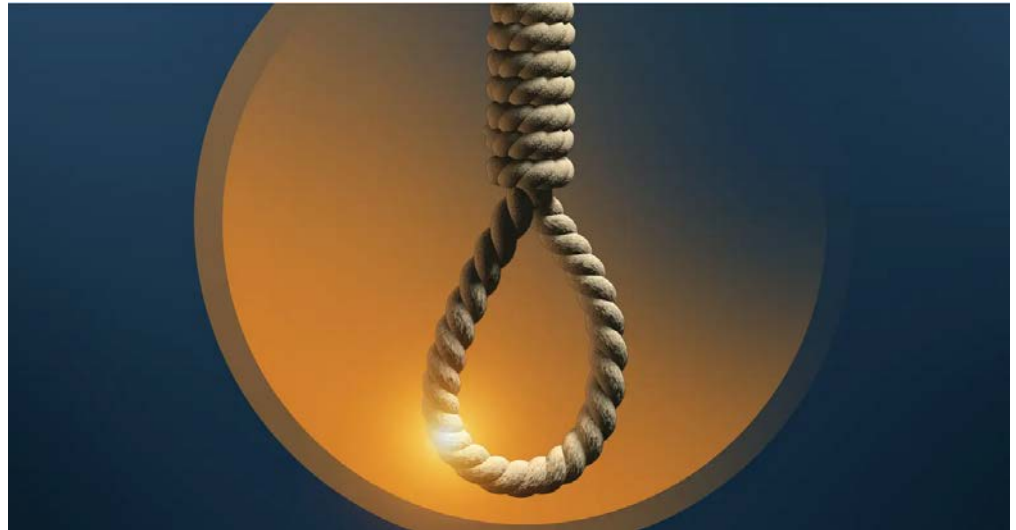
Iran executes another protester detained during January demonstrations

ERBIL, Kurdistan Region - Iranian authorities executed another protester on Wednesday involved in the January anti-government protests during which thousands of protesters were gunned down by security forces, Iran state media reported.

Mohammad Amini Dehaghani was hanged in Dehaghan in Isfahan province for politically motivated charges of *moharebeh*, waging war against God, and *efsad-e-fel-arz*, corruption on earth, for allegedly attacking government buildings and security forces. Other charges against him included republishing propaganda, requesting contact with "anti-revolutionary user accounts in cyberspace and requesting weapons," and sending images containing war equipment to cyberspace users.

«The individual responsible for setting fire to the Governor's Office, destroying public property in Imam Hussein Square, and attacking the central police station in the city of Dehaqan was hanged this morning,» Mehr reported, referring to CCTV footage in which it was "determined" that Dehaghani «had two Molotov cocktails,» one of which "he threw at the governor's office and the other at the police station."

«Some of the individuals



Graphic: Rudaw

present in the riots were carrying firearms, including a Kalashnikov assault rifle. They had stolen the weapon from officers. I asked them to give me the weapon so I could fire it,» Dehaghani said.

The execution comes as Iranian authorities have intensified their crackdown following conflict with the United States and Israel that began in late February. Recent cases have involved allegations of espionage for Israel, participation in January's nationwide protests and links to dissident groups.

Human rights organizations have repeatedly condemned authorities in Tehran for using torture and inhumane tactics to coerce political prisoners

into confessing to trumped-up charges which are then used to convict and hang the defendants.

Human Rights Activists News Agency (HRANA) reported 2,063 executions carried out by Iran in 2025- the highest figure recorded in roughly three and a half decades.

Iran has executed dozens of political prisoners since the beginning of the war with the US and Israel on February 28. Officials in Tehran have said they will carry out more executions of individuals they describe as affiliated with the enemy.

Anti-government demonstrations swept across Iran in January after the death of Zhina Amini, a Kurdish woman from

the Kurdistan province while in the custody of Iran's morality police for wearing a loose hijab, and morphed into larger protests following the collapse of the national currency and spiraling economic downturn fueled by the US-Iran war since late February.

Tehran has not released an updated official death toll from the unrest. However, Amnesty International and other monitoring groups say thousands of demonstrators were killed in the crackdown, particularly on January 8 and 9, when security forces reportedly used live ammunition against the crowds.

President Trump recently placed the number of protesters killed by the Iranian regime at 52,000.



15 juillet 2026

À la frontière irakienne, l'Iran multiplie les attaques contre les groupes dissidents kurdes

Deux missiles balistiques et deux drones. Les 1er et 2 juillet, les Gardiens de la révolution frappaient un camp du Parti de la liberté du Kurdistan (PAK), près d'Erbil dans l'est de l'Irak, zone où les combattants de cette milice kurde iranienne sont établis, à quelques encablures de la frontière avec la république islamique. Des vidéos tournées de loin pendant la nuit par des habitants montrent des incendies gigantesques.

En l'espace de 48 heures, les Gardiens de la Révolution ont aussi frappé des camps appartenant à au moins deux autres partis kurdes dissidents, là aussi situés au Kurdistan irakien.

Vidéo publiée par des habitants de la région d'Erbil montrant les flammes s'élevant du camp du PAK, le 1er juillet.

Pour afficher ce contenu Telegram, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Ces opérations font suite à au moins quatre affrontements signalés entre les forces iraniennes et des groupes armés dissidents kurdes à Mahabad, Saravan et Paveh, dans la région kurde d'Iran, et qui ont coûté la vie à cinq membres des Gardiens de la révolution islamique, les 29 et 30 juin, selon Téhéran. Alors que six hommes du Parti démocratique du Kurdistan ont été tués le 1er juillet et quatre hommes d'un autre groupe kurde, le PJAK, auraient trouvé la mort le 30 juin.

Ces tensions surgissent en parallèle de la guerre israélo-américaine contre l'Iran, déclenchée le 28 février. Selon le [New York Times](#), des groupes kurdes étaient censés, durant cette guerre, passer à l'offensive avec le soutien israélo-américain, avant que Donald Trump ne change d'avis. Les groupes kurdes ont cependant nié avoir reçu des armes.

Au cours des premiers jours de la guerre, des avions de combat israéliens avaient cependant bombardé des postes-frontières entre l'Iran et la région du Kurdistan irakien, ainsi que des bases des Gardiens de la révolution et de l'armée iranienne situées près de la frontière - des zones où les milices kurdes sont actives. Dans le même temps, l'Iran menait des dizaines d'attaques avec drones, roquettes et missiles, contre des camps de milices kurdes iraniennes au Kurdistan irakien. Selon les partis kurdes, ces attaques de drones et de missiles ont fait cinq morts parmi, des combattants et un adolescent de 17 ans, tandis que Téhéran fait état de dizaines de morts. La rédaction des Observateurs de France 24 n'a pas pu vérifier de manière indépendante le nombre réel de victimes de ces attaques.

Quatre mouvements kurdes iraniens

On peut dénombrer quatre principaux groupes dissidents kurdes en Iran, à la fois organisations politiques et militaires. Historiquement, deux

principaux partis kurdes sont dotés de branches militaires : le Komala, fondé dans les années 1960, et le Parti démocratique du Kurdistan iranien, fondé dans les années 1940. Les deux autres groupes sont plus récents, le PAK (2006) et le PJAK (2004), affilié au parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), lequel fut le principal mouvement kurde armé actif en Irak et en Turquie jusqu'à qu'il prononce sa propre dissolution en mai 2025. Le [PKK](#) est considéré comme une organisation terroriste par l'Union européenne, les États-Unis et Israël.

Pendant la guerre, les attaques ont été unilatérales, Téhéran prenant pour cible le Komala et le Parti démocratique du Kurdistan iranien. Après [l'annonce du cessez-le-feu](#) entre les États-Unis et l'Iran le 17 juin, deux milices kurdes iraniennes ont lancé des attaques contre les forces militaires iraniennes, notamment des assassinats de membres des Gardiens de la Révolution et des embuscades. Ces dernières semaines en particulier, plusieurs affrontements ont eu lieu au sein du Kurdistan iranien, entre Gardiens de la révolution, PJAK et forces du Parti démocratique du Kurdistan iranien.

«L'Iran semble avoir gagné en assurance»

Saman Rasoulpour, journaliste à Londres et spécialiste de la région kurde d'Iran, explique :

À la suite de la guerre avec

États-Unis et Israël, l'Iran semble avoir gagné en assurance. Il a intensifié la pression exercée tant sur le gouvernement irakien que sur le gouvernement régional du Kurdistan irakien afin qu'ils désarment les groupes d'opposition kurdes iraniens qui se trouvent sur leur territoire. Téhéran a également lancé des mandats d'arrêt contre les dirigeants de ces groupes par l'intermédiaire d'Interpol, tout en poursuivant ses attaques contre leurs bases en Irak.

Ces attaques ont visé le Parti démocratique du Kurdistan iranien, Komala, et le PAK (Parti de la liberté du Kurdistan). Le PJAK, en revanche, n'a pratiquement pas été pris pour cible directement, probablement parce qu'une grande partie de ses forces est basée dans des zones montagneuses et frontalières difficiles d'accès, et parce qu'une part importante d'entre elles se trouve à l'intérieur même du Kurdistan iranien.

Les autorités iraniennes ont aussi intensifié la pression sur la population kurde par l'intermédiaire de certaines factions de tribus kurdes favorables au régime iranien, ce qui a mené à une répression sécuritaire plus large visant les militants civils. Le 1er juillet, un jeune homme de 19 ans a été poignardé à mort à Mahabad par un membre de l'un de ces groupes, qui a généré des manifestations anti-régime dans la ville.

ویدیو تجمع اعتراضی و شعار دادن اهالی
مهاباد

pic.twitter.com/ohtyEn3lbV

— Saman Rasoulpour (@SamRasoulpour) July 2, 2026

Manifestations à Mahabad après la mort de Siavosh Alak, un jeune homme de 19 ans qui aurait été tué par des membres de groupes locaux pro-régime.

Pour afficher ce contenu X (Twitter), il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

«Des commandants militaires kurdes iraniens qui ont combattu l'EI en Syrie ont rejoint le PJAK»

Des groupes comme le PJAK, et dans une certaine mesure le Parti démocratique du Kurdistan iranien, profitent de ces affrontements pour envoyer un message politique et militaire : ils ne peuvent pas être facilement éliminés ni contraints à se soumettre. Certains analystes estiment qu'il pourrait s'agir d'une tentative visant à pousser l'Iran à reconnaître qu'une solution purement militaire est impossible, ce qui pourrait jeter les bases d'un dialogue ou d'une forme de règlement à l'avenir.

Les groupes kurdes faisaient preuve jusque-là d'une certaine retenue pour éviter une guerre à grande échelle. Mais aujourd'hui ils estiment désormais disposer d'une plus grande autonomie opération-

nelle pour riposter militairement : ils considèrent pouvoir justifier leurs actions sans être perçus comme de simples instruments au service d'intérêts américains ou israéliens plus larges.

Pour le PJAK, il y a également un facteur tactique spécifique. Avec le cessez-le-feu entre le PKK et la Turquie, et l'évolution de la dynamique du conflit syrien, certains combattants kurdes expérimentés ont recentré leur attention sur l'Iran.

Un certain nombre de commandants kurdes iraniens qui ont combattu l'organisation État islamique en Syrie sont revenus au Kurdistan iranien et ont rejoint le PJAK. Ils apportent une expérience militaire de haut niveau et un historique de coopération sur le terrain avec les forces internationales dans le cadre de la campagne contre l'État islamique, y compris les États-Unis.

Epave d'un drone suicide iranien après avoir frappé un camp de dissidents kurdes iraniens au Kurdistan irakien, le 1er juillet.

Pour afficher ce contenu Telegram, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

«Pendant le conflit entre Israël, les États-Unis et l'Iran, ces groupes se sont abstenus de toute action imprudente»

Donald Trump avait affirmé en avril 2026, en pleine guerre contre l'Iran, que les États-Unis avaient transféré de l'argent et des armes à des groupes kurdes. Ceux-ci étaient censés acheminer ces armes à l'intérieur de l'Iran. Puis il avait assuré que les groupes «se sont appropriés les armes et n'ont pas respecté cet accord».

Les groupes kurdes réfutent ces allégations. Il n'existe par ailleurs aucune trace, durant cette période, d'action militaire menée par le Komala ou le Parti démocratique du Kurdistan iranien à l'intérieur de l'Iran.

Pour Saman Rasoulpour, les groupes kurdes sont méfiants en raison d'expériences passées, notamment en Syrie, où «ils se sont sentis abandonnés après avoir fait avancer les intérêts américains.»

Les partis d'opposition kurdes iraniens, qui coopèrent actuellement entre eux au sein d'une coalition des partis du Kurdistan iranien, se félicitent d'un engagement avec les grandes puissances. Mais dans le même temps, ils souhaitent être considérés comme des acteurs indépendants, dotés d'objectifs et de revendications clairs qui leur sont propres, et non comme des instruments au service de puissances étrangères.

Au cours de la récente guerre, ils ont délibérément évité toute action imprudente afin de ne pas être tenus pour responsables d'éventuels bains de

sang ni d'être qualifiés de complices d'une guerre menée conjointement par les États-Unis et Israël.

Leur approche vis-à-vis d'Israël est plus prudente que leur position à l'égard des États-Unis, car ils restent dans l'incertitude quant aux véritables intentions à long terme d'Israël.

Certaines informations laissent entrevoir la possibilité d'opérations militaires menées par les États-Unis contre l'Iran avec la participation de groupes kurdes. Mais d'après ce que je peux constater, les dirigeants kurdes n'ont manifesté aucune volonté inconditionnelle d'y prendre part.

Leur coopération est généralement conditionnée à des réponses claires sur la place spécifique que les Kurdes occuperaient dans tout futur système iranien. Sans ces garanties, ils craignent de s'engager dans une campagne qui ne ferait qu'accroître les coûts politiques et militaires pour leur société.

Le 3 juillet, le PJAK a déclaré que ses forces de guérilla se trouvaient «en situation de légitime défense, et non en situation d'attaque», ajoutant qu'il n'était «pas favorable à l'extension d'une guerre totale dans la région». Il craint que le régime iranien n'utilise la guerre «comme prétexte pour se légitimer».

The New York Times July 16, 2026

Here's Where the U.S. and Iran Have Launched Attacks as the War Escalates

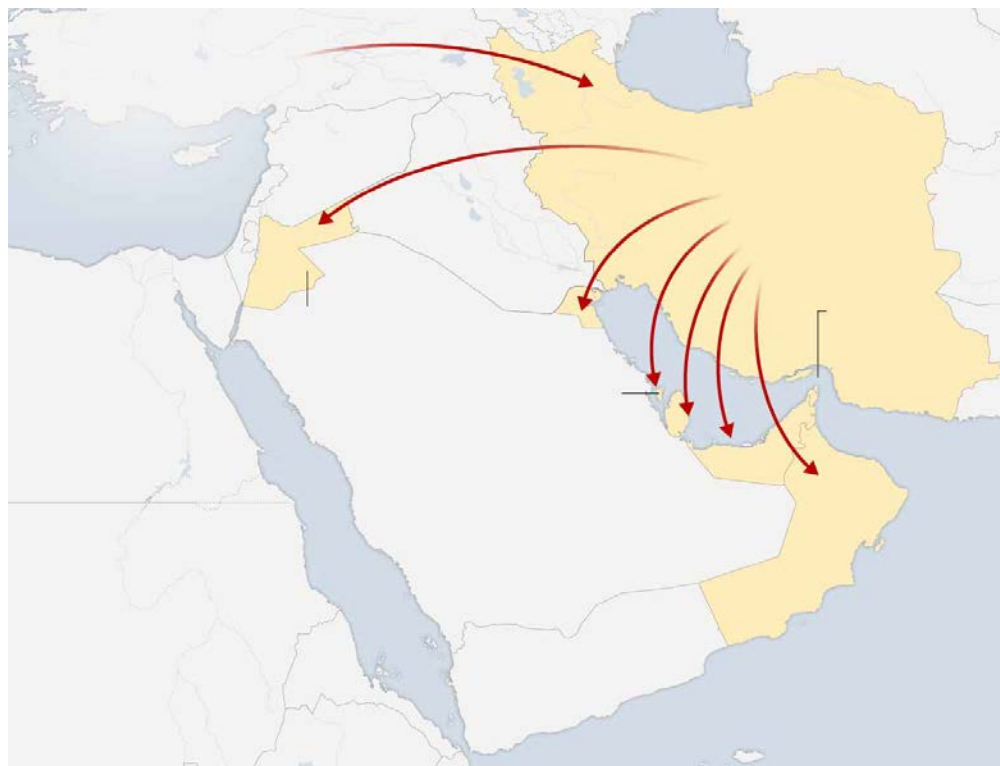
The U.S. military appeared to widen its targets in Iran in recent days, hitting multiple parts of the country, according to state media reports, as clashes entered a sixth straight day. Iran also fired at bases belonging to American allies in the Middle East as the conflict over the Strait of Hormuz escalated.

U.S. Central Command has said its strikes are aimed at Iranian command centers, air defense sites and missile and drone capabilities with the intent of degrading Tehran's ability to attack commercial shipping in the strait. The United States also resumed a blockade of Iranian ports in an effort to put pressure on Tehran to make a deal to end the war, now in its fifth month.

Here are some of the areas in Iran and across the Middle East where strikes have been reported over Wednesday and Thursday:

Tehran and the surrounding region: The Iranian capital activated its air defenses early Thursday, according to state media, though the reason was not clear. Iran's state broadcaster, IRIB, later reported that parts of Semnan Airport, about 110 miles east of Tehran, had been hit by aerial attacks, citing a spokesman for the provincial crisis management agency. It was not immediately clear what had been targeted. Semnan Province is home to missile-testing and space-launch facilities.

Southern Iran: The U.S. military said on Thursday that it had struck Bandar Abbas — which is home to an Iranian naval base and [has been hit repeatedly in the war](#) — and cruise missile sites on Greater



Samuel Granados/The New York Times

Tunb, an island near the mouth of the Strait of Hormuz in the easternmost part of the Persian Gulf. Greater Tunb is one of [a string of islands that Iran uses](#) to control shipping through the waterway.

The authorities in Hormozgan Province said early Thursday that U.S. projectiles had struck locations near Sirik, a coastal area, and Qeshm, an island in the strait that is close to major shipping routes. Officials later said that part of an unoccupied fishmeal factory on the island had been damaged.

Southwestern Iran: Several explosions were heard Wednesday night in the city of Ahvaz, the capital of the oil-rich Khuzestan Province, according to IRNA, Iran's official news agency. The province is on the Iraqi border and a major center of Iran's energy industry.

Iran's state broadcaster and a health ministry official reported late Wednesday that the city's Shahid Baghaei Hospital, which treats cancer patients, was evacuated after U.S. projectiles struck the surrounding area, though it did not say that the hospital itself had been hit.

Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps claimed it had intercepted and destroyed a U.S. drone over Andimeshk, a city in Khuzestan, according to state media reports.

Southeastern Iran: Local sources in Sistan and Baluchestan Province, near the borders with Pakistan and Afghanistan, told IRNA that projectiles had struck a location in the city of Rask on Wednesday night. State media reported that explosions had been heard along a road in Chabahar, a commercial port

that is near military facilities on the Gulf of Oman and also has been attacked in recent days.

Central Iran: An area outside Khondab city, about 155 miles southwest of Tehran in Markazi Province, was struck by two projectiles, IRNA reported on Wednesday. A provincial official said this was the third time that Khondab had been targeted since Monday.

Attacks elsewhere in the Middle East

Jordan: IRIB reported Thursday morning that the Iranian Army had launched a drone attack on an air base in Jordan, claiming to have targeted radar and communications systems and fuel tanks used by U.S. forces. The report said the strike was in retaliation for U.S. attacks on Iran, including one on Wednesday that Iranian officials

said had killed seven soldiers at an army base. The Jordanian military said it had shot down eight Iranian missiles, with no casualties or damage.

Kuwait: The Guards Corps said it had launched missiles and drones at Ali Al Salem Air Base in Kuwait and struck an area where U.S. troops were gathered. There was no immediate information about any damage or casualties.

Kuwait's army said its air defense systems were intercepting hostile drones early Thursday.

Bahrain: Warning sirens went off on Wednesday night in Bahrain, according to the interior ministry. The United States has a naval base in the Persian Gulf nation that Iran has targeted repeatedly.

Iraq: Eight attack drones were

shot down on Wednesday night over Erbil in Iraq's semiautonomous Kurdistan region, a close U.S. ally, according to a statement from Iraqi Kurdistan's counterterrorism force. The statement did not identify the source of the drones, but the region has come under frequent attack by Iran and allied militias inside Iraq.

Attack at Sea

On Wednesday, the first day of the renewed U.S. blockade of Iran, American forces fired missiles into the smokestack of a Curaçao-flagged ship that U.S. Central Command said had violated the blockade by sailing toward an Iranian port. It was the 10th ship that has resisted the American blockade and been disabled since early April, the U.S. military said.



July 17, 2026

KRG condemns «unjustified» Tehran strikes, urges international action

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Regional government condemned the “unjustified attacks” by Tehran on Friday calling on Baghdad and the international community to take actionable steps to bring about an end to escalations amid a surge of attacks on the Region.

“We condemn the unjustified attacks by the Islamic Republic of Iran against the Kurdistan Region,” the Kurdistan Region Council of Ministers Presidency stated, noting that “the continuation of these attacks disrupts the stability of the entire region.”

“We call on the Islamic Republic of Iran to end these attacks, and we urge the Iraqi Federal Government and the international community to put a stop to these

violations,” the council’s presidency emphasized.

The remarks come shortly after the Kurdish dissident group Komala Toilers of Kurdistan reported Friday that nine of its members were killed and several others wounded in a missile attack on one of its bases in the Kurdistan Region’s eastern Sulaimani province.

“We strongly condemn the attacks on the Kurdistan Region,” the Kurdistan Region’s Presidency similarly stated on Friday, calling the targeting and “the resumption of violence” a “dangerous escalation and a blatant violation” of sovereignty.

“Our main headquarters in the town of Zirgwez was struck by six missiles,” one of the group’s senior commanders told Rudaw, noting

that the death toll could rise further.

Later in the day, the Kurdistan Region Security Agency confirmed that “a total of seven missiles” were fired - four at Zirgwez, one at Qas-dri and two near Grdi Kopani villages in Sulaimani.

“A detailed investigation by our teams is ongoing to determine the human and material damages caused by the attacks,” the Agency added.

In addition to the attacks recorded in Sulaimani, several drones were intercepted over Erbil, the Kurdistan Region’s capital, in the early hours of Friday.

The Erbil-based Counter-Terrorism Directorate confirmed that «between 4:19 and 5:25 am [local time],

[US-led] Coalition forces intercepted and shot down eight bomb-laden drones in the skies over Erbil,» adding that the incidents left no casualties.»

Earlier on Wednesday, the Directorate had reported that the Coalition forces had “intercepted and shot down eight explosive-laden drones” over Erbil “between 8:53 pm and 9:20 pm,” local time with no casualties reported.

Meanwhile, the Community Peacemaker Teams (CPT), a US-based human rights organization that monitors conflicts, reported Friday that since the late-February onset of the Iran war, “30 people have lost their lives and 114 others have been injured” in the Kurdistan Region in attacks launched by Iran and “its affiliated groups in Iraq.

The New York Times

Lara Jakes
July 17, 2026

Iran-U.S. Talks: How 4 Negotiators Would Approach Diplomacy

With the cease-fire shattered and Iran and the United States battling for control of the Strait of Hormuz, prospects for a détente look dim.

But [Tehran's release of an Iranian American citizen](#) this week, coupled with a hint from Iran's chief negotiator, Brig. Gen. Mohammad Bagher Ghalibaf, that his country [could be open to talks](#), suggested that the door to diplomacy may still be ajar.

Another influential figure in Tehran, the lawmaker Mohammad Reza Bahonar, said Friday, "Dialogue and negotiation is also a continuation of the war and part of it."

Talks have thus far failed to dent the decades of tensions between the United States and Iran. Four veteran Western diplomats who have collectively spent years negotiating either directly or indirectly with Tehran warned that de-escalation at this moment would be difficult to achieve. One advised against going back to the table any time soon. Here is their advice.

Agree on the goal

The Trump administration has cited several aims for the war: regime change in Tehran; ending the country's nuclear program and curbing its military; and reopening the Strait of Hormuz, where commercial ships could sail freely before the conflict began.

Catherine Ashton, a British politician and the top European Union diplomat from 2009 to 2014, said, "What is needed is clarity on the end-game both seek — what do the U.S. want as a final out-



A mural in Tehran in June. The likelihood of an easing of tension between the United States and Iran looks distant at the moment, but there are small signals that diplomacy could still be possible. Arash Khamooshi/Polaris for The New York Times

come they can live with, and what does Iran want?"

"For diplomacy to restart, they need to establish what they are trying to do and agree on a plan," added Ms. Ashton, who took part in years of talks focused on preventing Iran from building a nuclear bomb.

Federica Mogherini, who succeeded Ms. Ashton as the chief E.U. diplomat and helped clinch a nuclear deal with Tehran in 2015, said that expecting to agree on all of Mr. Trump's demands at once was "clearly a non-starter."

To restart negotiations, Ms. Mogherini said, U.S. officials must "be clear on their ultimate goal — possibly a realistic one."

Lower the temperature

During a fraught round of negotiations in 2015, Ms. Mog-

herini recalled, there was a shouting match between Iranian and international officials.

Iranian diplomats typically stay calm under pressure, Ms. Mogherini said, but after a European country raised an unrelated issue at a make-or-break moment during those talks, the Iranian side lost its composure. Ms. Mogherini ordered an hours-long cooling-off break. When negotiations resumed, the focus was shifted squarely back on the nuclear issue, she said.

Ms. Mogherini suggested that the Trump administration should "take a more rational, consistent approach, less impulsive reactions and random contradictory public statements."

Talks would benefit, she added, from including other interested countries or multilateral organizations. "You need more players around the

table to dilute a little bit the confrontational attitude that both sides would have," she noted.

Consider the timing

Some American conservatives believe it is better for the United States to wait before taking another stab at diplomacy.

Elliott Abrams, who worked on Middle East diplomacy under three Republican presidents, including Mr. Trump, said the only negotiation that the United States should currently consider is "a bare-bones Hormuz deal" to lift the American naval blockade if Iran agreed to allow free shipping through the waterway.

"We just tried negotiating, and the Iranians emerged from that feeling triumphant, and believing that they would now be able to take over the Strait

of Hormuz and monetize it," Mr. Abrams said. "So I don't think a quick return to the negotiating table is helpful."

That limited approach, playing more of a waiting game, echoed [comments this week](#) from Condoleezza Rice, who was President George W. Bush's national security adviser and secretary of state. She [told an audience](#) in Colorado that her approach to the Iranians would be to "just let them sit there and stew in their lousy economy, where

most of their A-level nuclear scientists have been killed, where I believe there are deep splits in the Iranian government."

Set a realistic deadline

The [cease-fire agreement](#) that Iran and the United States agreed to last month set a 60-day deadline for brokering a final peace deal, including the thorny issues of limits on Iran's nuclear program and control of the Strait of Hormuz. Nearly halfway through that

timeline, the two sides appear farther apart than ever.

Ms. Ashton said deadlines were appropriate "if you include what you expect to cover in that time, and both sides agree."

Robert Malley, who was on American negotiation teams under the Democratic administrations of President Barack Obama and President Joseph R. Biden Jr., said that diplomatic talks with Tehran were usually drawn out because Iranian officials "sweat every

detail, revisit tentative understandings, and verify far more than they trust."

If new negotiations begin, he said, "there will likely be no grand bargain, only painstaking talks over every last clause and every last word."

"The Trump administration prizes speed and simplicity," Mr. Malley said. "By dint of its actions, it guaranteed that whatever it gets will, at best, be very slow and extremely tough."



July 17, 2026

Multiple drones shot down over Erbil as blasts heard in Halabja, Sulaimani

ERBIL, Kurdistan Region - Several drones were intercepted over the Kurdistan Region's capital city Erbil in the early hours of Friday, Rudaw's correspondent on the ground reported, adding that at least half a dozen blasts were also heard in the Region's eastern provinces, attributed to suspected drone incidents.

Video footage shared with Rudaw by eyewitnesses shows more than a number of drones flying over Erbil, with the projectiles intercepted and destroyed in the air.

The Erbil-based Counter-Terrorism Directorate confirmed on Friday that "between 4:19 and 5:25 am [local time], [US-led] Coalition forces intercepted and shot down eight bomb-laden drones in the skies over Erbil," adding that



Smoke rises from the town of Zirgwez, located in the southern part of the Kurdistan Region's eastern Sulaimani province, near camps belonging to Iranian Kurdish opposition parties. Photo: Rudaw

the incidents left no casualties.

Moreover, several "powerful blasts" were heard in the Kurdistan Region's eastern provinces of Halabja and Sulaimani, Rudaw's Fazel Hawrami reported. The exact cause has not yet been confirmed, he said, though locals suspect the explosions were also related to drone attacks.

"A fire broke out in the town of Zirgwez," located in the southern part of Sulaimani, "near camps belonging to Iranian Kurdish opposition parties," Hawrami added, likening the possibility of the area being targeted.

Zirgwez is primarily known for hosting camps belonging to Iranian-Kurdish opposition groups, namely the Komala

Toilers of Kurdistan dissident group.

The attacks come less than 48 hours after the Erbil-based Counter-Terrorism Directorate confirmed on Wednesday that the Coalition forces had "intercepted and shot down eight explosive-laden drones" over Erbil "between 8:53 pm and 9:20 pm," local time that day.



July 17, 2026

Last batch of Afrin IDPs return to their homes

ERBIL, Kurdistan Region - About one thousand families on Thursday left Hasaka and headed back to their homes in Afrin after years of displacement, a Syrian lawmaker who accompanied the convoy said, emphasizing guarantees to return their occupied houses from settlers as the displacement crisis comes to an end.

«Some [occupied houses] were recently vacated while others were not,” Mustafa Abdi told Rudaw’s Vivyan Fatah.

He added, “They will be vacated too. Anyone who refuses to hand over the houses, court and state will resolve the matter. They can expel them and return the houses to their rightful

owners.”

Kurdish residents in the north-western Syrian city of Afrin were forced to flee their homes in 2018, when the Turkish forces and its aligned militias took over the city. Families, predominantly Arabs, were resettled in their homes.

In addition to occupying homes, international human rights monitors documented various human rights violations in the city, including arbitrary killings, kidnapping, looting of agricultural crops, cutting down olive trees, and imposing taxes on farmers.

Displaced families returning to their homes had been forced to pay fees, ranging from \$1,000 to \$1,500.

“If only we, as Kurds, had re-

turned in strength. After nine years, we are not who we used to be. We do not know what our fate holds,” said one of the IDPs returning to Afrin on Thursday.

Additional families were also displaced after the fall of the Syrian dictator Bashar al-Assad in late 2024 as well as in January when clashes broke out between Kurdish and Syrian interim government forces.

By the arrival of the one thousand families, a total of nearly 10 thousand families have returned to Afrin, thus concluding the displacement chapter in their lives.

When the eighth batch of the IDPs returned to their homes on June 10, a total of 8,720

families had returned.

However, some of them decided to stay until the end of the academic year, completion of seasonal harvesting, and other personal commitments.

Confirming that Thursday’s batch was the last Afrin IDP convoy, Hasaka’s deputy governor Ahmed al-Hilali said in a statement shared by the province’s official media that “the conclusion of exams and the nearing end of the agricultural season have now allowed these families the opportunity to return.”

“This step comes in response to their desire to return to their original areas in Afrin,” he added.



july 17,2026

Nine killed, several injured in attack on Kurdish dissident group in Sulaimani

ERBIL, Kurdistan Region - At least nine members of the Kurdish dissident group Komala Toilers of Kurdistan were killed and several others wounded in an attack involving six missiles on the group’s base in Kurdistan Region’s eastern Sulaimani province on Friday, a senior commander from the group told Rudaw, anticipating that the death toll would rise.

“Our main headquarters in Zirgwez was struck by six missiles,” the commander said, adding that preliminary figures show that at least eight people have been killed and a number of others injured.”

He added however that the number of casualties “is expected to rise as the fire is still burning [through the base] and the exact casualty figures

are not yet clear.»

Shortly after these remarks, the death toll rose to nine.

Meanwhile, Abdullah Azarbar, a member of Komala’s politburo, blamed Tehran for the attack, telling Rudaw, «We were bombarded by Iran with six powerful and large missiles.»

Zirgwez is a town located in

the southern part of Sulaimani and known for hosting camps belonging to Iranian-Kurdish opposition groups.

Later in the day, the Kurdistan Region Security Agency detailed that “a total of seven missiles” were fired - four at Zirgwez, one at Qasdri and two near Grdi Kopani villages in Sulaimani.

“A detailed investigation by

our teams is ongoing to determine the human and material damages caused by the attacks,” the Agency added.

Information obtained by Rudaw also indicated that the targeted base in Zirgwez was housing at least 20 members who had recently joined the

group.

Earlier on Friday, several «powerful blasts» were heard in the area, Rudaw’s Fazel Hawrami reported, likening the possibility of the area being targeted.

As of the time of this report, efforts to extinguish the fire

caused by the attack were still ongoing.

In addition to the attack in Sulaimani, several drones were intercepted over the Kurdistan Region’s capital, Erbil, in the early hours of Friday.

The Erbil-based Counter-Terrorism Directorate confirmed

that «between 4:19 and 5:25 am [local time], [US-led] Coalition forces intercepted and shot down eight bomb-laden drones in the skies over Erbil,» adding that the incidents left no casualties.»

Last updated at 2:00 pm.



July 17, 2026

US forces board oil tanker amid renewed Hormuz blockade

ERBIL, KURDISTAN REGION - US CENTRAL COMMAND (CENTCOM) SAID FRIDAY THAT ITS FORCES HAD CONDUCTED A “VERIFICATION BOARDING” OF AN OIL TANKER IN THE GULF OF OMAN, AS WASHINGTON CONTINUES TO ENFORCE ITS RENEWED NAVAL BLOCKADE IN THE STRAIT OF HORMUZ AMID ESCALATING TENSIONS WITH TEHRAN.

“U.S. MARINES FROM THE 11TH MARINE EXPEDITIONARY UNIT CONDUCT A VERIFICATION BOARDING ABOARD M/T WEN YAO IN THE GULF OF OMAN,” CENTCOM POSTED ON X, NOTING THAT ITS FORCES “HAVE REDIRECTED 3 COMMERCIAL VESSELS TRYING TO RUN THE BLOCKADE, DISABLED 1 THAT DIDN’T COMPLY, AND BOARDED 1 TO ENSURE FULL COMPLIANCE WITH THE ONGOING U.S. NAVAL BLOCKADE AGAINST IRAN.”

THE LATEST EXCHANGE FOLLOWS RENEWED MILITARY ESCALATION BETWEEN THE TWO COUNTRIES AFTER THE US REINSTATED A NAVAL BLOCKADE ON VESSELS

TRANSITING IRANIAN PORTS IN THE STRAIT OF HORMUZ, FOLLOWING IRAN’S STRIKES ON GULF STATES LAST WEEK.

CENTCOM CONDUCTS VERIFICATION BOARDINGS AND INSPECTION OPERATIONS ON CARGO TO VERIFY COMPLIANCE BEFORE ALLOWING VESSELS TRANSITING THROUGH THE STRAIT AS PART OF ITS BROADER STRATEGY TO ENFORCE THE ONGOING NAVAL BLOCKADE TARGETING IRANIAN PORTS.

“THE STRAIT OF HORMUZ AND THE SURROUNDING WATERS REMAIN FREE AND OPEN, EXCEPT FOR VESSELS ATTEMPTING TO VIOLATE AMERICA’S STEEL WALL BLOCKADE,” CENTCOM POSTED.

THE COMMAND ANNOUNCED LATE THURSDAY THAT ITS FORCES HAD BEGUN CONDUCTING AIRSTRIKES ON IRAN FOR THE SIXTH CONSECUTIVE NIGHT.

HEALTH OFFICIALS IN IRAN’S SOUTHERN HORMOZGAN PROVINCE SAID THAT THE NUMBER OF PEOPLE KILLED IN THE ATTACK ON

THE BANDAR KHAMIR BRIDGES “HAS INCREASED TO SEVEN,” HAVING PREVIOUSLY REPORTED LOWER NUMBERS, ADDING THAT “NINE PEOPLE WERE ALSO INJURED,” REPORTED IRAN’S SEMI-OFFICIAL MEHR NEWS AGENCY.

THE OUTLET ADDED THAT A “MARINE CONTROL TOWER” IN THE SOUTHEASTERN PORT CITY OF CHABAHAR LOCATED ALONG THE GULF OF OMAN WAS ALSO STRUCK “FOR THE THIRD TIME IN DAYS.” MEHR NOTED THAT THE PORT INFRASTRUCTURE IN THE REGION “PLAYS A VITAL ROLE IN MANAGING VESSEL TRAFFIC,” ADDING THAT NO OFFICIAL INFORMATION HAS BEEN RELEASED “REGARDING THE EXTENT OF DAMAGE AND THE POTENTIAL CASUALTIES.”

MEANWHILE, EBRAHIM ZOLFAGHARI, SPOKESPERSON FOR THE KHATAM AL-ANBIYA CENTRAL HEADQUARTERS - EQUIVALENT TO THE IRANIAN MILITARY’S JOINT OPERATIONS COMMAND - HAD VOWED ON THURSDAY THAT ATTACKS BY THE US ON IRAN’S CIVILIAN INFRASTRUCTURE WOULD

BE MET WITH “CRUSHING BLOWS” TO REGIONAL INFRASTRUCTURE.

TEHRAN WOULD “UNDER NO CIRCUMSTANCE” ALLOW THE US, “AS A FOREIGN AND EXTRA-REGIONAL COUNTRY,” TO INTERFERE IN THE STRAIT OF HORMUZ, ADDING THAT “THIS IS IRAN’S UNBREAKABLE RED LINE.”

OF NOTE, CENTCOM HAD PREVIOUSLY LIFTED ITS BLOCKADE IN MID-JUNE AFTER REDIRECTING 142 COMMERCIAL SHIPS AND DISABLING NINE VESSELS.

THE LATEST TIT-FOR-TAT ATTACKS FURTHER DEEPEN TENSIONS OVER THE STRAIT OF HORMUZ, A STRATEGIC WATERWAY WHICH SEES THE TRANSIT OF ROUGHLY ONE-FIFTH OF GLOBAL OIL AND GAS SHIPMENTS. RECENT FIGHTING HAS ALSO RAISED FURTHER UNCERTAINTY OVER THE FUTURE OF THE ISLAMABAD MEMORANDUM OF UNDERSTANDING, SIGNED BY THE TWO COUNTRIES IN MID-JUNE TO HALT MILITARY OPERATIONS AND RESUME NEGOTIATIONS.



July 18, 2026

Iraq, Syria sign deal to construct pipeline

ERBIL, Kurdistan Region - Iraq and Syria on Friday signed an initial deal, supported by the US, to construct a pipeline connecting Kirkuk to Baniyas.

The Memorandum of Understanding was signed in Washington under the auspices of US Secretary of Energy Chris Wright. The deal aims to «enhance joint cooperation in the oil and gas sectors,» the Iraqi oil ministry said in a statement on Friday.

«The agreement focuses on the implementation of the «Vital Energy Corridor» project, designed to connect oil production to global export markets via the Mediterranean Sea,» it added. «It involves the construction of a pipeline extending to the Syrian coast on the Mediterranean, aimed at diversifying export routes and strengthening regional energy security.»

Under the agreement, the Kirkuk-Baniyas pipeline, which was constructed dec-



Iraqi and Syrian officials sign agreements in Washington on July 17, 2026. Photo: Iraqi government

ades ago but was damaged during the Syrian civil war, will be renovated, Syrian state media reported.

Ahmed Qabbaji, deputy CEO of the Syrian Petroleum Company, told Rudaw's Nalin Hassan on Friday that the new pipeline will replace the old line. He noted that the new line's capacity will reach two million barrels per day, and it is expected to be completed within 30 months of the agreement being signed.

The agreement was signed during the US-Iraq High-Level Business Summit in

Washington, hosted by the US Chamber of Commerce. It was part of a wider package of roughly 50 agreements and memorandums of understanding between Iraq and the United States valued at a combined \$60 billion. Tom Barrack, US Special Envoy for Syria and Iraq, also attended the event.

US President Donald Trump's «new paradigm of Middle East nation states connectivity alliances paired with Iraq's young, bold, and visionary PM @alZaidi, is charting a transformative corridor across Mesopotamia, the

Levant, Türkiye, and the Gulf—rendering the Strait of Hormuz far less consequential very soon,» he later said in a post on X.

The project will be implemented by a US-led consortium that includes Chevron.

The development comes against the backdrop of Washington's efforts to diminish the significance of the Strait of Hormuz, which has been used by Iran as a trump card during its ongoing war with the US. Iraq exported most of its oil through the waterway before its closure.

Guerre en Iran : Donald Trump poussé à l'escalade par la mort de deux soldats américains

La reprise des frappes et autres intimidations entre Américains et Iraniens depuis le 7 juillet enterre chaque jour un peu plus le protocole d'accord signé au mois de juin. Le président des Etats-Unis, à la recherche d'une stratégie, semble désarmé face à l'enlisement du conflit.

Le piège de l'escalade militaire en Iran est en train de se refermer sur Donald Trump. La mort de deux soldats américains, vendredi 17 juillet, tués dans des frappes menées par Téhéran en Jordanie, est une réponse amère à la décision du président des Etats-Unis de bombardier sans relâche son adversaire dans l'espoir de lui faire desserrer son étreinte sur le détroit d'Ormuz. Cela fait treize jours, lundi, qu'Américains et Iraniens, à coups de drones et de missiles, de déclarations belliqueuses et de coups de menton, ensevelissent sous les gravats le protocole d'accord qu'ils avaient signé, le 17 juin.

La nouvelle de la mort des deux soldats est intervenue, samedi, juste après que le Guide suprême iranien, Mojtaba Khamenei, a assuré que son pays aurait « *des leçons inoubliables* » à infliger aux Etats-Unis. « *La violation répétée* » du protocole d'accord par Washington « *a une fois de plus démontré à tous que la signature du président américain est sans valeur* », a-t-il ajouté. Les Etats-Unis

ne disent pas autre chose de Téhéran, qu'ils accusent de ne pas avoir respecté son engagement de laisser les navires commerciaux circuler librement dans le détroit d'Ormuz.

Samedi et dimanche soir, l'armée américaine a annoncé avoir lancé de nouvelles frappes contre une série de cibles militaires iraniennes, à l'initiative de Donald Trump.

Le locataire de la Maison Blanche a qualifié de « *très triste* » la mort de ses compatriotes, les premiers dans ce conflit depuis le mois d'avril. Quatre autres soldats ont été blessés, et des restes non identifiés, qui pourraient appartenir à un troisième soldat porté disparu, ont été retrouvés sur les lieux de l'attaque, selon le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (CentCom). Seize combattants américains au total ont été tués depuis le déclenchement de la guerre, le 28 février. Côté iranien, le dernier bilan officiel du ministère de la santé indiquait, le 17 juillet, que 50 de ses ressortissants auraient été tués depuis le 27 juin et plus de 500 blessés, sans pré-

ciser s'il s'agit de civils ou de militaires.

C'est désormais une logique de vengeance qui anime les Etats-Unis. Généraux et colonels à la retraite se succédaient, samedi, à l'antenne de la très trumpiste chaîne Fox News pour appeler à « *finir le travail* » en Iran, selon cette formule vague appréciée des « *faucons* » américains, qui voient leur pays en « *gendarme* » du monde. Dimanche, Donald Trump s'est félicité de nouveaux bombardements « *en l'honneur* » des soldats américains récemment tombés au combat au Moyen-Orient.

« *Leur sacrifice ne fait que renforcer notre détermination* », a déclaré le ministre de la défense, Pete Hegseth. Chez certains élus républicains, comme le sénateur de Floride Rick Scott, la musique d'un « *changement de régime* » à Téhéran a résonné ces derniers jours, à mesure que Washington frappait chaque nuit plus fort son adversaire, endommageant des infrastructures portuaires et des ponts. « *Nous n'autoriserons jamais l'Iran à avoir l'arme*

nucléaire », a affirmé Donald Trump, samedi, dans l'espoir de donner enfin un objectif clair à la guerre qu'il a lancée conjointement avec Israël. Dans un communiqué publié dans la nuit de samedi à dimanche, l'armée américaine a assuré que « *plus de 50 000 hommes et femmes en uniforme opèrent autour du Moyen-Orient* », « *vigilants, concentrés, létaux et prêts* ».

« Seulement de l'improvisation »

« *Donald Trump a manqué l'occasion de se retirer de ce conflit lorsqu'il en avait la possibilité, avec le protocole d'accord, estime Asli Aydintasbas, chercheuse spécialisée sur le Moyen-Orient à la Brookings Institution, à Washington. Il se retrouve désormais face à une situation où l'escalade semble être sa seule option restante – même si c'est, bien entendu, un mauvais choix. Il n'y a aucune stratégie, seulement de l'improvisation. C'est une guerre impossible à gagner, qui promet seulement une instabilité accrue pour la région.* »

En plus de la [Jordanie](#), l'Iran frappe, en effet, sans discontinuer les alliés de Washington dans le golfe Arabo-Persique. Le Koweït a déploré qu'un site pétrolier « vital » pour ses infrastructures ait été endommagé, tandis que des explosions ont été entendues à Manama, la capitale de Bahreïn, lundi matin. Le département d'Etat américain a invité ses ressortissants dans le monde à faire preuve de vigilance face à un « environnement sécuritaire complexe, avec un risque d'escalade imprévisible ».

Donald Trump, qui multiplie les embardées, assurant un jour vouloir imposer une taxe de 20 % [sur les navires franchissant le détroit d'Ormuz](#), puis rétro-pédalant le lendemain, semble plus

que jamais dépourvu face à l'enlisement du conflit. Comme en Irak et en Afghanistan, la puissance de la première armée du monde ne paraît pas suffire à trouver une issue victorieuse. Le vice-président américain, J. D. Vance, a reconnu lui-même que la situation, « vraiment chaotique », ne risque pas de s'améliorer de sitôt.

« Il va y avoir beaucoup d'arrêts et de redémarrages [du conflit] », a-t-il estimé, mercredi, dans une interview au podcaster [Joe Rogan](#). J. D. Vance, qui ne cache pas avoir émis des doutes sur le bien-fondé du déclenchement de cette guerre, a critiqué ceux qui, aux Etats-Unis, « ont essayé de faire dérailler l'accord » avec l'Iran, dont il avait été chargé de négocier les

termes. Il s'en est également pris à Israël, estimant que certains au sommet de l'Etat hébreu – il n'a pas donné de noms – « manipulent et tentent de changer l'opinion publique américaine pour maintenir la guerre indéfiniment ». L'Etat hébreu est régulièrement accusé outre-Atlantique d'avoir entraîné son allié américain dans ce conflit.

L'expression de ces dissensions est le signe de la fébrilité qui s'est emparée du pouvoir à Washington. Les élus démocrates, furieux que la Maison Blanche ne sollicite pas l'accord du Congrès pour poursuivre sa guerre, entendent faire adopter une résolution lui demandant d'y mettre fin. Ils espèrent surtout freiner ses ambi-

tions sur le budget de la défense, dont l'examen doit en théorie commencer au Sénat, lundi 20 juillet. Les démocrates avaient déjà fait en sorte que le texte soit retiré de l'ordre du jour, le 14 juillet, pour protester contre la reprise des hostilités avec l'Iran.

« Donald Trump persiste dans une guerre vouée à l'échec, a reproché le sénateur démocrate du New Jersey, Cory Booker. Il a bouleversé l'économie mondiale, et les Américains en subissent les conséquences, avec des prix plus élevés à la pompe et pour leurs courses. » Les élections de mi-mandat, prévues en novembre, arrivent à grands pas. Et nul ne peut dire d'ici là quand les armes se seront finalement tues.



July 20, 2026

Iran launches fresh strikes on dissident group in Kurdistan

ERBIL, Kurdistan Region - Iran launched fresh missile and drone strikes on bases belonging to the Iranian Kurdish opposition group Komala in the Kurdistan Region early Monday, the party said on Monday, a day after nine of its members killed in an earlier attack were laid to rest.

Amjad Hussein Panahi, head of communications, said that missiles struck the group's headquarters in Alana valley

in Erbil's Choman district shortly after midnight before two drones targeted another base in Surdash camp near Sulaimani about an hour later.

«Missile attacks have just targeted the headquarters of the Komala of the Toilers of Kurdistan in Alana valley» at 12:20 am, Panahi said in a statement.

In a later statement, Panahi said Iran carried out two more

strikes against the group's headquarters in Surdash.

«In the continuation of attacks by the Islamic Republic of Iran against Komala, tonight at 1:50 am, the headquarters of the Komala of the Toilers of Kurdistan in Surdash were attacked by drones for the second time,» he said. «Additionally, at 1:55 am, a second drone struck the Komala headquarters in Surdash again.»

The latest strikes came a day after nine members of the party, who were killed in an Iranian missile strike on the group's headquarters in Zirgwez near Sulaimani, were laid to rest on Sunday. The attack on Friday involved six missiles and left several others wounded.

Zirgwez, south of Sulaimani, hosts camps belonging to several Iranian Kurdish opposition groups.

According to Panahi, the latest attacks bring the total number of Iranian missile and drone strikes on the group's positions to «more than 93 missiles and drones» since the outbreak of the conflict between Iran and the US.

The renewed attacks come as fighting between Washington and Tehran persists despite diplomatic efforts to restore a ceasefire. Since the start of the conflict, which began on February 28, bases of Iranian Kurdish opposition groups in the Kurdistan Region have been repeatedly targeted by Iran's Islamic



Komala Toilers of Kurdistan logo. Graphic: Rudaw

Revolutionary Guard Corps (IRGC) and affiliated Iraqi militias. The IRGC has long insisted that Iraq and the Kurdistan Region must disarm or expel Iranian Kurdish

opposition groups from their territory, warning that it reserves the right to target them if they pose a security threat. Meanwhile, the broader US-Iran conflict has

expanded across the region with both sides continuing to exchange strikes after negotiations collapsed.



20 juillet 2026

GUERRE EN IRAN «Chaque jour, nous nous réveillons avec le bruit des missiles»

Espérée par une partie de la société iranienne il y a quelques mois, l'intervention militaire de Washington suscite désormais davantage d'inquiétudes, à mesure que le sud du pays s'enfonce dans le chaos causé par les nouvelles frappes américaines.

Plus d'une semaine s'est écoulée depuis la reprise des affrontements militaires directs entre l'Iran et les Etats-Unis, essentiellement dans le sud de la république islamique. Si, à Téhéran, rien n'a vraiment changé, les villes de Bouchehr et de Bandar Abbas vivent sous le feu et les explosions qui marquent désormais le quotidien.

«Après plusieurs affrontements militaires au cours de l'année écoulée, j'ai appris une chose très clairement : la perception que l'on a de la guerre est directement liée à la distance qui nous sépare des zones bombardées», explique Pardis, 41

ans, qui vit à Téhéran mais a de la famille à Bouchehr. «Tant qu'on n'a pas entendu les explosions de ses propres oreilles, tant qu'on n'a pas ressenti la peur que la prochaine puisse nous achever, la guerre reste quelque chose qui arrive à quelqu'un d'autre. A Téhéran, les gens n'ont pas peur pour leur vie. La vie continue comme avant. Mais aucun de mes proches à Bouchehr n'a cette possibilité. La guerre détruit toute possibilité de faire des projets ou de penser à l'avenir.»

«De la nuit jusqu'au matin, Trump nous gâche la vie et nous empêche de dormir. A partir du matin, c'est au tour de la république islamique de nous empêcher de vivre», enrage Amin, 46 ans, qui tient une boutique à Bandar Abbas. L'Etat impose des coupures de courant répétées et prolongées, à un moment où la chaleur est plus insupportable que jamais.

La destruction des ponts et les dégâts causés aux infrastructures ont entraîné des pénuries de biens de première nécessité, y compris de carburant.

«engourdissement»

«Ces jours-ci, la température à Bandar Abbas atteint 50 °C», poursuit Amin. Chaque jour, nous nous réveillons avec le bruit des missiles et allons travailler. Il fait extrêmement chaud. Nous rentrons chez nous pour prendre une douche, puis le courant est coupé et la maison devient un enfer. Nous allons nous asseoir dans la voiture et allumer la climatisation, mais il n'y a pas d'essence. Nous allons faire le plein et découvrons une file d'attente de 3 kilomètres. Dans cette chaleur terrible, sous le soleil, nous devons consacrer un temps monstrueux rien que pour patienter dans ces files.»

«Je constate une sorte d'en-

gourdissement chez moi comme chez la plupart des habitants de la ville, explique Robab, 58 ans, une fonctionnaire de Bouchehr. Cette fois, bien que nous entendions chaque jour le bruit terrifiant des explosions à proximité, nous n'avons pas préparé de sacs d'urgence. Nous ne sommes pas prêts à fuir la ville ou à chercher refuge à proximité. Et ce n'est pas du tout une bonne chose. C'est terrifiant lorsque la guerre devient quelque chose de normal.»

Une différence cruciale distingue cette nouvelle phase de guerre des précédentes : Internet n'a pas été coupé, ce qui permet aux gens de partager leur vie quotidienne. A Téhéran, on n'entend pas les bruits de la guerre, mais les angoisses et les effets indirects du conflit se font fortement sentir. Les devises étrangères battent des records presque chaque jour. Avant le début du dernier affrontement, un euro avoisinait les 175 000

tomans ; il s'échange désormais autour de 225 000 tomans. L'envolée des devises, mais aussi les sévères restrictions aux importations causées par la situation dans le détroit d'Ormuz, l'inflation, l'incapacité du gouvernement à se relever des dégâts de la récente guerre, les coupures de courant répétées, parfois accompagnées d'interruptions de gaz et d'eau dues au vieillissement des infrastructures, et désormais la perturbation du transport des marchandises dans le sud après les attaques visant les routes, les infrastructures de communication et les ponts, ne sont que quelques-uns des problèmes auxquels les citoyens iraniens sont désormais confrontés au fil des jours.

Il y a quelques mois, sous la pression du désespoir, de la paralysie politique et du désenchantement consécutifs à la sanglante répression des manifestations de janvier, une partie de la société iranienne

envisageait presque avec enthousiasme une attaque militaire américaine ; aujourd'hui de nombreuses voix issues de ce même camp s'élèvent contre le conflit.

Arash, 27 ans, originaire de Bandar Abbas mais vivant à Téhéran, était heureux lorsque, le 28 février dernier, les Etats-Unis et Israël avaient lancé l'attaque contre la république islamique, mais l'issue de la guerre a totalement changé son point de vue. «J'ai peur que le sud soit perdu, et ça me terrifie. Toute ma vie est là-bas. Ma famille, ma ville, mes souvenirs sont là-bas. Mon identité s'est construite là-bas. Que suis-je censé faire ?» explique le jeune homme, assis dans un café du centre de Téhéran.

Le courant a été coupé, et il s'évente avec agacement à l'aide d'un éventail. Inquiet, il se tourne vers son ami Reza, 28 ans : «Est-il vraiment possible que le sud soit finalement

occupé par les Américains ? S'ils l'occupent, quels endroits prendraient-ils ? Et ensuite, que se passerait-il ? Resteraient-ils là pour toujours, ou finiraient-ils par le rendre ?» Son copain tempère : «Ils ont frappé les ponts autour de Bandar Abbas, mais s'il doit y avoir un déploiement terrestre, ce sera très probablement sur des îles ou dans des zones comme Jask et Sirik.»

Ces inquiétudes et ces spéculations sont désormais monnaie courante dans les conversations quotidiennes. Certains estiment que la guerre et les affrontements s'inscrivent dans un marchandage entre Trump et la république islamique qui s'achèvera par un accord préservant le système actuel. D'autres considèrent, sans détour, que les Etats-Unis sont les agresseurs, responsables de la situation actuelle.

Vivre dans les limbes
D'autres encore estiment que

c'est la république islamique qui a conduit le pays à cette situation et placé les citoyens face à un dilemme insolvable : soit le régime se maintient et tue son propre peuple tout en détruisant le pays, soit elle se comporte, dans la région et à la table des négociations, de manière à provoquer une agression extérieure, ce qui conduit à nouveau à des morts parmi la population et à la destruction du pays.

Mais peu de citoyens iraniens peuvent désormais imaginer un scénario dans lequel la société civile imposerait sa volonté et gagnerait une plus grande capacité d'action au milieu de ce conflit et de ce chaos. Ce que les Iraniens connaissent aujourd'hui, plus intensément que jamais, c'est cette attente mortifère, chargée de confusion et d'incertitudes, cette impression de vivre dans les limbes, devenus partie intégrante du quotidien et de cette nouvelle «normalité».

Le Monde

20 juillet 2026

En Iran, deux diplomates français victimes d'un acte « d'intimidation extrêmement grave », selon Jean-Noël Barrot

Les deux diplomates ont été « détenus sans raison pendant plusieurs heures, interrogés et, pour l'un d'eux, molesté », a annoncé le ministre des affaires étrangères. Ils sont désormais en sécurité et seront de retour en France dans les prochaines heures.

« *Dimanche soir, deux agents de l'ambassade de France en Iran ont été la cible d'une action d'intimidation extrêmement grave de la part des services de sécurité iraniens, en violation flagrante des immunités diplomatiques dont ils bénéficient* », a annoncé, lundi 20 juillet, le

chef de la diplomatie française, Jean-Noël Barrot, à l'Agence France-Presse.

Les deux diplomates ont, selon lui, été « *détenus sans raison pendant plusieurs heures, interrogés et, pour l'un d'eux, molesté* », avant de pouvoir rejoindre l'ambassade de France. Ils y sont désormais « *en sécurité* » et seront de retour en France dans les prochaines heures, poursuit le ministre des affaires étrangères, qui leur exprime son « *soutien et toute [sa] solidarité dans l'épreuve qu'ils ont subie* ».

Une atteinte qui « ne restera pas sans conséquence »

« *Cette agression est d'autant plus choquante que ces deux agents portent nos programmes de soutien à la société civile et notamment aux artistes et scientifiques iraniens. Cette atteinte gravissime et inadmissible à l'intégrité de nos agents ne pourra rester sans conséquence* », promet-il, ajoutant en avoir informé son homologue iranien, Abbas Araghchi.

Le ministre des affaires étrangères français, actuellement en déplacement en Islande, avait

rappelé la semaine dernière qu'il n'y aurait « *aucune levée de sanctions* » européennes imposées à l'Iran tant que Téhéran n'aura pas renoncé à son programme nucléaire et ses actions déstabilisatrices dans la région.

Le gouvernement iranien a dit, lundi, être en « *guerre totale* » avec les Etats-Unis, dont l'armée a bombardé une grande partie de son territoire dans la nuit, au neuvième jour consécutif d'hostilités d'une intensité inédite depuis le cessez-le-feu conclu en avril.

The New York Times

Erika Solomon
July 20, 2026

Trump Administration and Iran Officials Risk a Wider War They Cannot Afford

After more than a week of strikes that unraveled an ill-fated cease-fire, the conflict between the United States and Iran stands on a knife's edge. Now is the time, analysts say, to find a way to draw down an exponentially destructive confrontation — or risk provoking a war that cascades beyond what they may be able to contain.

And though the dangers of escalation are growing, analysts say, neither side can really afford it, either economically or politically at home.

Over the past few days, Tehran and Washington have dealt blows that quickly went beyond battering military targets and have gradually raised the stakes of their renewed war.

Both sides have struck water and desalination plants that risk depriving tens of thousands of power and water supplies during the deadly Gulf summer heat. Traffic through the vital Strait of Hormuz is once again blocked both by Tehran and Washington, while the U.S. has reinstated a blockade of Iranian ports.

U.S. strikes have heavily bombarded roads and infrastructure in southern Iran, killing and trapping civilians, while raising anxieties it is preparing the ground for a potential invasion in the area.

Iran's [strikes on U.S. forces in Jordan](#) have now killed two U.S. soldiers and wounded dozens, bringing the human cost of war much



Iranians, like these people walking under a poster of the country's three supreme leaders, are growing increasingly frustrated with the war. Credit... Arash Khamooshi/ Polaris for The New York Times

closer to home for Americans while puncturing the Trump administration's projection of complete military dominance.

"This is the wake-up moment for both sides," said Ellie Geranmayeh, an Iran expert at the European Council on Foreign Relations. "They either take the diplomatic off ramp now or risk allowing the war to spiral beyond managed escalation."

As both sides' targets expand, so does the war's potential geographic reach.

The growing tit-for-tat of infrastructure strikes in Iran and Arab Gulf countries could quickly devastate civilian populations in the region. Iran has already warned that if it is hit badly enough, it will gun for Gulf installations critical to international energy supplies.

U.S.-allied Saudi Arabia [struck an airport held by Iran-aligned Houthi rebels](#) in Sanaa, Yemen, last week. That has increased the likelihood, Ms. Geranmayeh said, of Tehran calling on its Yemeni allies to block the crucial Red Sea shipping lane, Bab al-Mandab. Such a move would quickly compound risks to the global economy.

The costs of accelerating the conflict are high for both sides.

Both the Trump administration and Iran's new hard-line leadership face all of the same economic and political risks that [compelled their warring governments](#) only a month earlier to sign a vaguely worded "memorandum of understanding," which aimed to negotiate an end to the conflict.

As then, the havoc the war

has wreaked on the global economy since the initial U.S.-Israeli attack on Iran last February has yet to abate. Expanding the unpopular war further risks damaging President Trump's Republican allies in the upcoming midterm elections.

Iran's economy was so dire before the war that it sparked nationwide protests that were suppressed in a deadly crackdown. Now, battered by wide-scale destruction, it faces a dangerous economic reckoning that is worsened by the U.S. blockade on its ships.

The very factors that make escalation so dangerous for Washington and Tehran may also be what is pushing them to riskier attacks, as they seek to increase the pressure on each other.

“The conflict has now become a contest against time and a war of endurance,” wrote Hamidreza Azizi, an Iranian security expert at the German Institute for International and Security Affairs, on social media. “The decisive question will be whether Iran’s deteriorating economic and infrastructural conditions outpace the rise in energy prices driven by instability in the Strait of Hormuz, or vice versa.”

Discontent over the human and economic cost of war is starting to be more palpable in Iran. On Saturday, 268 prominent Iranians, including academics, politicians, athletes, clerics and trade unionists, signed a “No to war” petition — a risky move at a time the government, backed by a fiercely pro-war hardline base, has continued to [crack down fiercely on dissent](#).

“The government will have a very difficult time convincing people that they should continue fighting this war at the cost of Iran’s destruction,” said Omid Memarian, an Iran analyst at DAWN, a Washington-based Middle East research institute. “So time is ticking for them too.”

That sense of time slipping away is likely what encouraged Iran to launch the attacks on ships that began the latest spiral, said Farzan Sabet, an Iran analyst at the Geneva Graduate Institute in Switzerland, not with the aim of expanding the war, but to take [advantage of strategic gains](#) while they have them.

“They saw their leverage in terms of being able to control the strait quickly decline,” he said, as the United States encouraged ships to navigate the waterway beyond Iranian oversight during the ceasefire.

These attacks should be seen as Iranian efforts to “keep themselves relevant at the likely negotiating table” more than to signal that they aim to win militarily, Mr. Memarian said. And they could easily backfire.

The strikes on U.S. targets in Jordan, for example, have not only caused heavy casualties and damage to helicopters and equipment. They have very publicly underlined that Tehran retains the ability to strike back and sometimes outmaneuver a far more powerful U.S. military. The possibility that such attacks trigger public anger in

the United States, or simply enrage the mercurial Mr. Trump, Mr. Memarian said, has now “clearly put Trump in a position where he is more likely to escalate militarily.”

At the same time, with the economic and political stakes so high, Mr. Trump has few palatable options for escalation.

Between now and early to mid-August, Mr. Sabet said, the Trump administration is likely to try to weaken Iran’s leaders militarily, or to destroy Iran’s ability to control traffic in the Strait of Hormuz through asymmetric attacks. Yet, he said, there was little sign the United States could succeed in doing that.

“I am skeptical of any one-off U.S. escalation being able to dramatically change Iran’s calculus,” he said. “It would have to be something truly earth-shattering,” he said.

One approach that could achieve that effect would be a U.S. ground invasion, most likely on a southern island near the strait. Many Iranians have viewed the intense U.S. strikes on the country’s south as a potential precursor to such a campaign.

Ms. Geranmayeh, the European Council analyst, said the risks that previously made the Trump administration leery of that option — from the potential for heavy casualties to the possibility of prolonged occupation — are even bigger now. U.S. troops would face new disadvantages like intense summer heat, and Iranian forces that by now have spent months preparing for such an offensive.

If Mr. Trump was considering such a campaign, it would likely come after the midterm elections, Mr. Sabet argued, when the political risk for him is lower.

The coming days remain precarious nonetheless. With Iran eager to project its military power, every strike risks a miscalculation that could deepen the war instead of hastening negotiations, said Mr. Memarian of DAWN, the Washington-based research institute.

“I think it’s going to get much worse before it gets better,” he said.

Sanam Mahoozi contributed reporting.

Erika Solomon is The Times’s bureau chief for Iran and Iraq.



July 20, 2026

Iran-aligned Houthis announce maritime embargo on Saudi shipping in Red Sea

ERBIL, Kurdistan Region - Yemen’s Iran-backed Ansarullah Movement, better known as the Houthis, on Monday declared a maritime embargo against Saudi

shipping through the Bab el-Mandeb Strait and the southern Red Sea, as days of military escalation continue between the Sanaa-based group and the Saudi-aligned

internationally recognized government (IRG) based in Aden.

The Houthis declared a «maritime embargo» against Saudi shipping, the group’s

spokesperson, Yahya Saree, said in a statement posted on X, noting that the blockade is «effective immediately» and based on «the equation of an eye for an eye.»

Pointing to what he described as an «unjust and oppressive siege» by Riyadh «on our ports and airports by land, sea, and air» for around 12 years since the onset of the Yemen war, Saree added, «We affirm the right of our great people to respond to the blockade with a blockade, and to respond to all escalation with escalation.»

As the Houthis control Yemen's western coastline, the blockade primarily targets the Bab el-Mandeb Strait, which connects the Gulf of Aden to the Red Sea.

The move is specifically geared toward blocking Saudi Arabia's western maritime trade route, used to transfer crude via the East-West Pipeline across the kingdom to its major Red Sea export terminal at Yanbu.

The measures come as



Houthis brandish their weapons as they rally in solidarity with Iran and Lebanon, amid the US-Israeli war with Iran, in the Yemeni capital Sanaa on March 27, 2026. Photo: AFP

Riyadh's alternative routes through the Gulf are also facing ongoing disruptions near the Strait of Hormuz, due to maritime restrictions imposed by the Houthis' Iranian allies - the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC).

The move notably comes a week after the Ansarullah movement launched a «bal-

listic» missile attack against Abha International Airport in southern Saudi Arabia, the Yemeni group's spokesperson said in a previous statement.

Saree added that the strike was in response to the Riyadh-aligned IRG's «blatant attack» on Sanaa International Airport, in which the Aden-based Yemeni government carried out «a number

of airstrikes,» reportedly to prevent a flight from Iran carrying a Houthi delegation from landing - prompting the aircraft to divert to the port city of Hodeidah instead.

The latest escalation marks the first direct exchange of fire between the two sides since an informal truce took hold in 2022.



july 20,2026

Security forces arrest two ISIS suspects, rescue captives in Sulaimani

ERBIL, Kurdistan Region - Two Islamic State (ISIS) operatives were arrested in Kurdistan Region's Sulaimani province on Monday in a joint operation with the Iraqi Counter-Terrorism Service (ICTS), the province's internal security forces (Asayish) announced. Asayish also said they rescued family members of one of the militants who were held captive.

Asayish and the ICTS arrested the «both wanted terrorists» in «separate operations» executed within «the vicinity of Sulaimani and the Raparin Administration [north of the

province],» their statement read.

«Following the operations, the wife and child of one of the terrorists - who had previously been held captive by that militant - were rescued.»

ICTS confirmed the arrest in a separate statement, as Asayish noted that investigation is ongoing. «Currently, the terrorists are detained under Article 2 of the Anti-Terrorism Law,» Asayish stated.

This comes as Kurdistan Region security forces and the ICTS are expanding their efforts to launch coordinated

operations to track down ISIS sleeper cells and operatives.

Article 2 of Kurdistan Region's anti-terrorism law maintains capital punishment for eight specific terrorism-related offenses, including establishing a terrorist group, politically motivated assassinations, and acts of terrorism resulting in death.

In late June, Sulaimani's domestic Asayish forces and Iraqi counter-terrorism units arrested three ISIS militants in Sulaimani, including one whom they coined the «general explosives official.»

Earlier in May, they had arrested nine suspects of the group in the province.

According to the Sulaimani's Asayish, a total of 298 anti-terror operations were carried out in 2025, resulting in the arrest of 716 terror suspects.

Although territorially defeated in Iraq in late 2017, ISIS has resumed operations through its sleeper cells, particularly in Nineveh, Salahaddin, Kirkuk, and Anbar provinces. Most of the arrested suspects originate from these provinces but have resided in the Kurdistan Region.

Iran-Israël, ou l'histoire méconnue d'un divorce sanglant

Avant la révolution islamique, l'Iran impérial soutenait Israël dans la région.

Les relations entre ces deux pays ont un riche passé qu'entend éclairer l'historien Clément Therme dans son livre « Iran-Israël.

La guerre idéologique de 1979 à nos jours ».

La relation irano-israélienne n'a pas toujours été aussi haineuse, rappelle Clément Therme, l'un des experts français les plus éclairés sur l'Iran, dans *Iran-Israël. La guerre idéologique de 1979 à nos jours* (Tallandier, 192 pages, 19,90 euros). Ce livre, des plus instructifs, retrace les principales phases de rupture entre les deux ennemis désormais irréconciliables. A l'heure où leur affrontement existentiel atteint son acmé, menaçant la région de nouveaux déséquilibres, il n'est pas inintéressant d'évoquer, comme le fait l'ouvrage, le parcours complexe de cette relation ainsi que les héritages qu'elle a laissés dans les imaginaires collectifs.

Pour un peu, on en aurait presque oublié qu'avant l'avènement de la République islamique, en 1979, l'Iran impérial occupait une place à part aux yeux d'Israël, soucieux de « *contrebalancer la pression diplomatique militaire et idéologique des Etats arabes* ». Vu à cette époque comme un partenaire naturel dans un environnement hostile, l'Iran, non arabe, non sunnite et gouverné par une élite tournée vers l'Occident, était l'élément central de la « *doctrine de la périphérie* ». Celle-ci, formulée par l'ancien premier ministre israélien David Ben Gourion (1886-1973), visait à instaurer une entente géopolitique avec l'Iran et la Turquie, deux Etats résolument liés aux Etats-

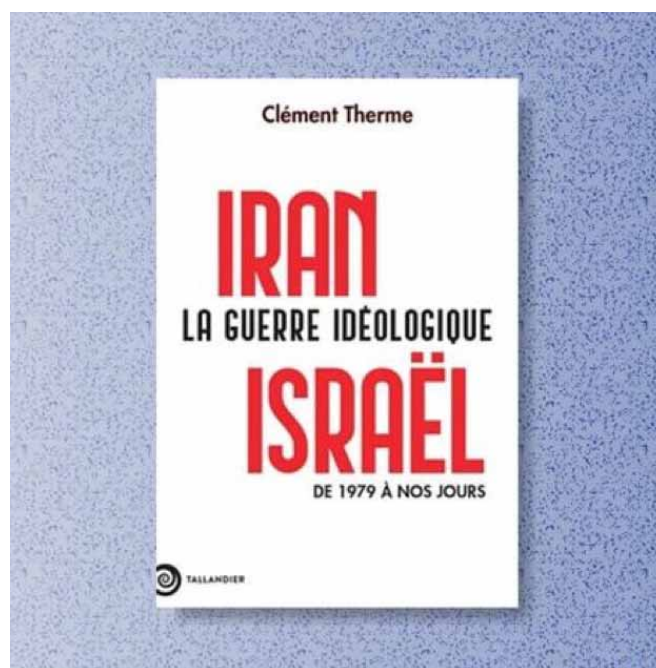
Unis.

La révolution iranienne renverse la table, l'Etat hébreu passant du rôle de partenaire discret à celui d'ennemi idéologique affiché. Une semaine après l'arrivée au pouvoir des mollahs, l'ambassade d'Israël à Téhéran est fermée, puis transférée aux représentants de l'Organisation de libération de la Palestine. Intégrée au projet révolutionnaire iranien, la question palestinienne devient un marqueur essentiel de la diplomatie islamique, qui intensifie la régionalisation du conflit en se constituant un vaste réseau de groupes armés au Levant – le Hezbollah au Liban, le Hamas dans la bande de Gaza, les houthistes au Yémen.

Ouverture stratégique

Le livre mentionne cependant une courte parenthèse, quand, en 1982, les dirigeants iraniens achètent des armes israéliennes, avec l'approbation tacite de l'administration américaine de Ronald Reagan (1911-2004). Celle-ci est alors en quête d'une ouverture stratégique, dans l'espoir de faire libérer les otages américains détenus au Liban par des groupes pro-iraniens.

La découverte du programme nucléaire secret de Téhéran, en 2002, constitue une étape décisive, la République islamique étant désormais perçue en Israël comme un



« Iran-Israël. La guerre idéologique de 1979 à nos jours », de Clément Therme (Tallandier, 192 pages, 19,90 euros).

danger stratégique majeur susceptible de mettre en péril son existence. A partir de là, la rivalité irano-israélienne prend la forme d'une épreuve de force indirecte. Sabotages industriels, opérations des services de renseignement, bombardements ponctuels sur les alliés régionaux, pressions diplomatiques, sanctions... Tout un arsenal est déployé afin de retarder la capacité nucléaire militaire de l'Iran, tout en évitant d'en arriver à une guerre ouverte.

Un pas est franchi en juin 2025 lorsque Israël déclenche une attaque surprise contre les sites nucléaires iraniens, puis relance les hostilités aux côtés des

Etats-Unis, en février.

Loin d'être un chapitre clos, comme on peut le constater avec la récente reprise des bombardements américains, la guerre perdure et ne résout rien. De fait, le régime iranien a survécu, et la question du nucléaire n'est toujours pas réglée. De surcroît, « *même affaiblie, la République islamique conserve la capacité de provoquer une crise régionale majeure* », conclut Clément Therme, certain que le conflit actuel ne se cantonne pas à un duel militaire classique, mais « *possède [aussi] une dimension idéologique profonde, presque eschatologique* ».



july 21,2026

Erbil enforces lower gasoline prices as fuel shortage persists

ERBIL, Kurdistan Region - Authorities in Erbil have begun enforcing government-mandated gasoline price caps on Tuesday after Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani ordered lower fuel prices at the pump to ease pressure on residents following weeks of shortages and soaring market prices.

The Kurdistan Regional Government (KRG) has ordered the reduction of gasoline prices, mandating that gas stations must sell government-subsidized regular gasoline at 750 Iraqi dinars (\$0.57) per liter and regular commercial gasoline at no more than 850 dinars (\$0.64) per liter amid warnings that violators will face legal penalties.

«Filling stations are committed to implementing the prime minister's decision,» Erbil Governor Omed Khoshnaw said in a statement on Facebook following the conference, adding that subsidized fuel will be distributed fairly and refineries have been instructed to ensure adequate supplies.

The move comes as the Kurdistan Region faces a shortage of fuel due to a temporary suspension in operations following a wave



Omed Khoshnaw during a visit to a filling station in Erbil, 21 July 2026. Photo: His official account.

of drone attacks that targeted the Region's key energy infrastructure on Thursday, and to a lesser degree, a halt in Iranian fuel imports.

Dana Gas suspended production at the Khor Mor gas field in Sulaimani province's Chamchamal district on Thursday, contributing to widespread power shortages, while Gulf Keystone and HKN Energy halted operations at the Shaikan and Sarsang oil fields in Erbil and Duhok provinces last week following separate drone attacks.

In a separate statement Tuesday, Khoshnaw said most of Erbil's 266 filling stations had already updated their prices to comply with the new cap. He said inspection teams will continue monitoring fuel prices and quality, warning that stations violating the rules

will be subject to «the toughest legal measures.»

Khoshnaw said the ministry of natural resources will increase fuel allocations and that authorities are planning to introduce an electronic fuel card system to ensure a more equitable distribution of subsidized gasoline.

The Ministry of Natural Resources had announced on Monday that it would increase supplies of subsidized gasoline while capping commercial gasoline prices at 850 dinars (\$0.64) per liter. The ministry warned that any filling station charging above the new ceiling would face legal action.

The new cap follows a recent decline in commercial gasoline prices after the Kurdistan Region allowed fuel imports from federal

Iraq to help ease shortages.

Earlier this month, regular commercial gasoline in Erbil fell from 1,175 dinars (\$0.89) to 1,095 dinars (\$0.83) per liter after imports were approved.

Before the recent supply disruptions, commercial gasoline generally sold between 895 (\$0.68) and 950 dinars (\$0.72) per liter, while government-subsidized gasoline remained fixed at 750 dinars (\$0.57) per liter for more than a year.

Deputy Oil Minister Izzat Sabeer on Tuesday told Rudaw's Sangar Abdulrahman that Iraq is producing around 2 million barrels of oil per day, «operating at around 50 percent,» making it more difficult to supply fuel to the Kurdistan Region.

Face aux Etats-Unis, l'Iran parie sur une guerre d'usure

Alors que les frappes américaines se poursuivent en Iran, Téhéran évite, pour l'instant, une confrontation totale. Son calcul repose sur la menace de provoquer une perturbation énergétique mondiale pour contraindre Washington à revoir sa stratégie.

Mardi 21 juillet, pour la dixième nuit consécutive, les frappes aériennes américaines contre plusieurs sites du littoral sud de l'Iran se sont poursuivies, [tandis que Téhéran continuait de riposter en visant des bases américaines dans la région](#). A l'aube, l'armée iranienne a annoncé avoir lancé une nouvelle vague d'opérations contre le Koweït, affirmant avoir ciblé des « systèmes de missiles *Himars* (...) de l'armée terroriste américaine stationnés sur la base d'Arifjan » avec des missiles sol-sol. Le *Himars* est un système avancé de lance-roquettes à haute mobilité utilisé par les forces américaines.

De son côté, le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (CentCom) a affirmé avoir engagé, sur ordre du président américain, Donald Trump, une nouvelle série de frappes contre des objectifs situés en Iran, visant, selon Washington, à réduire les capacités militaires iraniennes utilisées pour menacer le trafic maritime commercial dans le détroit d'Ormuz.

Dans la nuit de lundi à mardi, les médias iraniens ont rapporté que plusieurs explosions avaient été entendues dans la ville de Chiraz, dans le sud du pays, sans plus de détails sur l'ampleur des éventuels dégâts. Parallèlement, de nombreux témoignages diffusés sur les

réseaux sociaux ont fait état d'explosions à Bandar-e Abbas, Chabahar, Konarak, sur l'île de Qechm, ainsi que dans plusieurs autres localités du sud de l'Iran.

La veille, les frappes américaines s'étaient étendues au nord-ouest du pays, notamment à la ville de Tabriz. Le CentCom a annoncé avoir ciblé des centres de commandement militaires, des systèmes de défense aérienne, des installations de surveillance côtière, des capacités navales, des sites de lancement de missiles et de drones ainsi que des réseaux de communication.

Logique de riposte calculée

A en croire les déclarations des dirigeants iraniens et les chaînes Telegram liées aux gardiens de la révolution islamique, les réponses de Téhéran aux frappes américaines en Iran sont « pour l'instant proportionnées ». Dans un contexte de reprise des hostilités entre Téhéran et Washington, depuis le 7 juillet, les autorités iraniennes affirment maintenir une logique de riposte calculée : à chaque attaque contre des cibles militaires iraniennes ou des infrastructures, elles répondent en visant des intérêts américains ou des infrastructures stratégiques de leurs alliés dans la région.

Ainsi, après des frappes américaines ayant touché, le 17 juillet, une installation de

dessalement d'eau dans la province d'Hormozgan, dans le sud de l'Iran, Téhéran a élargi ses représailles en visant une infrastructure de dessalement et de production d'électricité au Koweït. La réponse de Téhéran, observe, sur X, Hamidreza Azizi, chercheur au cercle de réflexion Stiftung Wissenschaft und Politik, à Berlin, « continue de présenter deux caractéristiques fondamentales : elle reste essentiellement réactive et proportionnée – du moins selon la propre conception iranienne de la proportionnalité ». Le chercheur souligne toutefois que cette stratégie demeure insuffisante pour permettre à l'Iran de reprendre l'initiative face aux Etats-Unis.

A Téhéran, lundi, lors de son point de presse hebdomadaire, le porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères, Esmail Baghaei, a mis en garde contre une éventuelle offensive terrestre américaine sur le territoire iranien et toute tentative de prise de contrôle de l'île de Kharg – territoire stratégique situé dans le sud du pays et principal terminal pour l'exportation du pétrole iranien. « Beaucoup de personnes sur l'île de Kharg comptent les heures avant de pouvoir accueillir les forces américaines », a déclaré Esmail Baghaei, sur un ton ironique. Ces derniers jours, Donald Trump n'avait pas exclu une opération visant l'île, présentée comme un moyen de ré-

duire la capacité de l'Iran à contrôler les flux énergétiques transitant par le détroit d'Ormuz.

A l'origine de l'escalade de ces derniers jours, la décision des autorités iraniennes de réagir à la création d'une voie maritime sur la rive sud du détroit d'Ormuz, du côté omanais. Téhéran considère cette initiative comme une violation du [protocole d'accord conclu le 17 juin entre l'Iran et les Etats-Unis](#), avec la médiation du Pakistan et du Qatar. Washington rejette cette interprétation et affirme, au contraire, que Téhéran s'était engagé à garantir la réouverture du détroit ainsi que la libre circulation de la navigation internationale.

« Une course contre le temps »

La stratégie iranienne repose sur un pari : en maintenant sa capacité de contrôle dans le détroit d'Ormuz, l'Iran espère que la hausse des prix de l'énergie finira par imposer un coût économique et politique suffisamment élevé aux Etats-Unis pour les inciter à réduire leur engagement militaire ou à revenir à la table des négociations dans une position moins favorable.

« Le conflit est désormais devenu une course contre le temps et une guerre d'endurance, analyse Hamidreza Azizi. La question décisive sera de savoir si la dégradation des conditions écono-

miques et des infrastructures iraniennes progressera plus rapidement que la hausse des prix de l'énergie provoquée par l'instabilité dans le détroit d'Ormuz, ou si ce sera l'inverse. »

Ce calcul intervient alors que l'économie iranienne est déjà profondément fragilisée. En juin, le taux officiel d'inflation a atteint 57,7 % d'après le Centre iranien des statistiques, un niveau inédit depuis plus de quatre-vingts ans. Dans le pays, les coupures d'électricité, récurrentes depuis plusieurs années, se multiplient. En été, les températures atteignent régulièrement 50 °C dans le sud du pays et dépassent fréquemment 40 °C à Téhéran, ce qui accentue la pression sur [un réseau électrique vieillissant](#). Ces délestages pourraient devenir plus fréquents et plus longs en raison des frappes américaines sur les infrastructures électriques, aggravant les difficultés de la population.

A Téhéran, la stratégie d'escalade graduelle et d'usure ne doit toutefois pas être perçue comme figée. L'emploi



Un pont détruit par une frappe américaine à Bandar-e Abbas, dans le sud de l'Iran, le 17 juillet. MORTEZA AKHOONDI/MEIMAGES/MAXPPP

récurrent de l'expression « *pour l'instant* » dans les déclarations des responsables iraniens laisse entendre que le niveau actuel de la riposte relève d'un choix politique, et non d'une limite des capacités militaires du pays. « *L'Iran affirme encore agir dans le cadre d'une réponse proportionnée, mais il avertit que cette proportionnalité pourrait*

ne pas durer, estime, sur X, Babak Vahdad, analyste indépendant et spécialiste de l'Iran, du golfe Persique et du chiisme. *La véritable menace réside dans l'idée que la prochaine phase pourrait être plus large et qualitativement différente.* »

Si les dirigeants iraniens concluent que les Etats-Unis

ont opté pour une guerre totale et que la survie du régime est en jeu, ils pourraient rompre avec leur retenue actuelle et, comme lors des premières semaines de la guerre déclenchée par les Etats-Unis et Israël, le 28 février, cibler les infrastructures énergétiques des pays arabes de la région.



21 juillet 2026

Iran : deux diplomates français détenus plusieurs heures, Paris dénonce «une action d'intimidation extrêmement grave»

Le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a précisé ce lundi 20 juillet que les deux diplomates allaient être rapatriés en France et a averti qu'il y aurait des conséquences pour Téhéran, en pleine reprise des hostilités avec les Etats-Unis. Le chef de la diplomatie fran-

çaise, [Jean-Noël Barrot](#), a dénoncé ce lundi 20 juillet «une action d'intimidation extrêmement grave de la part des services de sécurité iraniens» à l'encontre de deux diplomates français en poste à Téhéran. L'un d'entre eux a même été «molesté». Selon une déclaration du ministre français des Affaires

étrangères sur X, les deux diplomates ont été «détenus sans raison pendant plusieurs heures, interrogés et, pour l'un d'eux, molesté» avant de pouvoir rejoindre l'ambassade de France «dans l'attente de leur retour en France dans les prochaines heures». Jean-Noël Barrot dénonce une «violation flagrante des

immunités diplomatiques» dont ils bénéficient.

«Cette agression est d'autant plus choquante que ces deux agents portent nos programmes de soutien à la société civile et notamment aux artistes et scientifiques iraniens», souligne Jean-Noël Barrot.

Et le ministre d'avertir : « Cette atteinte gravissime et inadmissible à l'intégrité de nos agents ne pourra rester sans conséquence. »

« Aucune levée de sanctions »

Le ministre français des Af-

aires étrangères, actuellement en déplacement en Islande, avait rappelé la semaine passée qu'il n'y aurait « aucune levée de sanctions » européennes contre l'Iran tant que Téhéran n'aurait pas renoncé à son programme nu-

cléaire et ses actions déstabilisatrices dans la région.

L'Iran a de son côté affirmé ce lundi faire face à une « guerre totale » avec les Etats-Unis, qui ont frappé une grande partie de son territoire

dans la nuit, au neuvième jour consécutif d'hostilités d'une intensité inédite depuis le cessez-le-feu d'avril.

Le Monde

Claire Gatinois, Lucas Minisini
21 juillet 2026

Israël en seconde ligne face à l'Iran, en pleine escalade entre Téhéran et Washington

Impliqué directement lors de la première phase de la guerre contre l'Iran, l'Etat hébreu se dit prêt à mener des actions « aussi bien défensives qu'offensives ».

Les trois missiles iraniens tirés dimanche 19 juillet en direction d'Aqaba, dans le sud de la Jordanie, ont été détruits avant d'atteindre leur cible. Pour la première fois depuis l'entrée en vigueur du [cessez-le-feu du 7 avril](#) signé par les Etats-Unis et l'Iran, le système de défense anti-aérienne d'Israël a été activé pour intercepter des fragments de munitions qui risquaient de retomber à Eilat, côté israélien. Dans la station balnéaire de l'Etat hébreu, au bord de la mer Rouge, plusieurs déflagrations dues aux tirs du [Dôme de fer](#) ont retenti. Quelques heures plus tard, Israel Katz, le ministre de la défense, déclarait que l'armée israélienne se tenait prête à mener des actions « aussi bien défensives qu'offensives » face au régime de Téhéran. « Si l'Iran tire des missiles vers Israël, nous les attaquerons de toutes nos forces », a-t-il dit.

Israël envisage désormais une nouvelle opération militaire contre l'Iran, en pleine escalade entre Téhéran et Washington. Dans le quotidien *Yediot Aharonot*, lundi,

des représentants du ministère de la défense qui, sous couvert d'anonymat, considèrent que la fin de la Coupe du monde de football aux Etats-Unis a fait disparaître « les dernières barrières » empêchant une intensification du conflit, y voient aussi la possibilité de « finir le boulot » de destruction du programme nucléaire iranien. Contacté par *Le Monde*, le ministère de la défense israélien n'a pas souhaité répondre sur ce point.

Selon les autorités iraniennes, les bombardements américains visant les infrastructures du pays ont tué 50 personnes en l'espace de dix jours. Vendredi 17 juillet, deux soldats américains sont morts et un troisième est porté disparu à la suite de tirs iraniens contre la base aérienne d'Azraq, en Jordanie. Samedi, un soldat a aussi été tué en Irak. Au cours de cette nouvelle phase de tensions, l'Iran n'a pas visé le territoire israélien.

Implication en coulisses

« L'Etat hébreu ne peut pas se permettre d'être surpris,

précise Michael Kobi, chercheur à l'Institut Misgav de Jérusalem et à l'Institut des études sur la sécurité nationale, réputé proche des services de renseignement et de l'armée israélienne. Il doit se préparer à gagner une guerre. » Selon l'expert, les réserves de missiles d'interception pour la défense anti-aérienne sont pleines, l'aviation se tient prête à intervenir et les entraînements de nombreuses unités militaires s'intensifient. « Si les Iraniens attaquent Israël, oui nous entrerions en guerre de façon décisive », indique au *Monde* Joshua Zarka, ambassadeur d'Israël en France, avertissant que Téhéran paierait alors un « prix énorme ».

Pourtant, les quarante jours de la guerre déclenchée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran, le 28 février, avaient lourdement pesé sur l'économie israélienne, dont le produit intérieur brut a diminué d'environ 10 %, en seulement quelques mois. Début juillet, le ministère des finances a débloqué 25 milliards de shekels (environ 7 milliards d'euros) supplémentaires pour le

budget de la défense, loin des 40 milliards demandés par l'armée. Pour éviter une nouvelle crise économique et l'annulation des vols internationaux qui fragilise le secteur touristique, Eylon Levy, ancien porte-parole du gouvernement israélien, entre octobre 2023 et mars 2024, prône, non pas la fin de l'escalade mais, au contraire, le refus d'une « petite guerre tous les six mois » contre l'Iran. « La demi-mesure ne sera plus possible, assure-t-il, joint par téléphone. Cette fois, il faudra porter un coup fatal au régime iranien qui menace la stabilité à long terme de toute la région. »

En coulisses, l'Etat hébreu s'implique déjà au côté des Etats-Unis, qui avaient fait de la chute de la République islamique l'un de leurs objectifs annoncés de la guerre, sans y parvenir. En plus du partage de renseignements avec Washington, les autorités israéliennes accueillent plusieurs douzaines d'avions de réapprovisionnement en carburant et des avions de combat arrivés, depuis des bases militaires américaines situées en Allemagne et au

Royaume-Uni, sur leur base militaire de Ramon, dans le désert du Néguev.

« Guerre psychologique »

Ces derniers jours, Israël mène aussi ce que l'expert Michael Kobi appelle une « *guerre psychologique* » en égrenant, avec des sources anonymes, des informations utiles à sa stratégie. Le 10 juillet, les craintes d'un projet d'assassinat du président américain, Donald Trump, par l'Iran, qu'auraient découvert les renseignements israéliens, ont été partagées, sans attribution, avec des médias américains de premier plan comme CNN. Le 19 juillet, une « *source sécuritaire israélienne* » a indiqué à la chaîne de télévision saoudienne Al-Hadath que les Etats-Unis ne voudraient pas qu'Israël participe aux frappes aériennes sur l'Iran, même en cas d'attaque sur son propre territoire.

Depuis le début du regain de tensions au Proche-Orient, les Etats-Unis semblent vouloir limiter la marge de manœuvre d'Israël dans la région. Le 14 juillet, le média américain *Axios* a révélé que le président Donald Trump aurait suggéré au premier ministre israélien, Benjamin



Un soldat israélien parachutiste à Tel-Aviv, le 15 juin 2026. LUCIEN LUNG/ RIVA PRESS POUR « LE MONDE »

Nétanyahou, de retirer ses troupes de Syrie et du Liban, lors d'un appel téléphonique organisé le 9 juillet, un jour après le sommet de l'OTAN, en Turquie, à Ankara. Dans le podcast de l'influenceur conservateur Joe Rogan, diffusé à la mi-juillet, le vice-président J. D. Vance n'a pas hésité à critiquer publiquement une partie du gouvernement israélien, qu'il a accusé de « *manipuler et de tenter de modifier l'opinion publique américaine pour poursuivre une guerre sans fin* ».

Malgré l'annonce, par le bureau du premier ministre israélien, d'une visite imminente de Benjamin Nétanyahou aux Etats-Unis, aucune date n'a pour l'instant été confirmée. « *Le chef du gouvernement israélien tente, sans succès, d'obtenir un rendez-vous avec Donald Trump* », assure, par téléphone, l'ancien diplomate Daniel Levy, fondateur du cercle de réflexion U.S. /Middle East Project.

En attendant, le leader israé-

lien, en campagne pour les élections législatives du 27 octobre, tente d'utiliser la tension ambiante à son avantage, à domicile. Dimanche, Benjamin Nétanyahou a ainsi mis en avant la situation sécuritaire actuelle pour annoncer qu'il envisageait d'annuler la primaire du Likoud, son parti politique. Une telle décision lui permettrait de choisir personnellement une grande partie des noms sur la liste présentée lors du scrutin à venir.

The New York Times

Ismaeel Naar
July 21, 2026

Houthis in Yemen Edge Closer to Entering U.S.-Iran War

As the U.S. war with Iran spilled across the Middle East over the past five months, Yemen largely stayed on the sidelines.

That was until Monday, when the Iranian-backed Houthi militia, which controls a signifi-

cant part of Yemen, declared a maritime blockade on Saudi Arabia, a U.S. ally. The move threatened to open a new front in the regional war and further disrupt global energy supplies.

Here's what to know about the rising tensions in Yemen.

Will the Houthis enter the U.S.-Iran war?

The Houthis, a rebel group from Yemen's northern highlands, seized control of the capital, Sanaa, more than a decade ago with the help of Iran. Saudi Arabia, which borders Yemen to the north, then

led a failed military intervention in 2015 to oust the Houthis and restore the internationally recognized government. The intervention set off a devastating civil war that dragged on for years.

The war largely settled into a [fragile stalemate since a](#)

cease-fire in 2022. But last week, the Houthis accused Saudi Arabia of striking Yemen's main international airport in Sanaa in a dispute over an Iranian plane that tried to land there.

Yemen's Saudi-backed government claimed responsibility for the attack. However, the Yemeni government does not have a functional air force and relies heavily on military support from Saudi Arabia.

The sudden rise in tensions raised questions of whether the Houthis would enter a war that, for the most part, they have stayed out of until now.

Analysts say Iran may be urging the Houthis to disrupt shipping in the Red Sea, which would cause further upheaval in the global energy markets. Oil prices have shot up in the past months as a result of dueling Iranian and American blockades of the Strait of Hormuz, another critical waterway for global shipping and energy supplies.

With the Strait of Hormuz effectively closed for months, the Red Sea has become a vital alternative export route for the transportation of Saudi oil and gas.

What led to the latest crisis?

In early July, a Houthi delegation attended the funeral in Tehran for Iran's slain supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, who was killed in the opening salvos of the U.S.-Israeli war on Iran. When the Houthi delegation returned, Yemen's government tried to block their Iranian flight from landing in Sanaa, prompting the Houthis to accuse Saudi Arabia of bombing the runway.

One senior Yemeni official said that they believed the plane was "carrying personnel



Smoke billowing after reports of an airstrike hitting near the Sanaa international airport last week. Khaled Abdullah/Reuters

and military dual-use equipment" from Iran.

The Houthis retaliated by attacking the Abha airport in southern Saudi Arabia, the first direct Houthi strike on Saudi soil since early 2022. Smoke billowing after reports of an airstrike hitting near the Sanaa international airport last week. Credit...Khaled Abdullah/Reuters

How could this escalate?

Days before the Houthis announced a naval blockade on Saudi ships, their leader, Abdul Malik al-Houthi, warned that all Saudi oil and energy facilities would become targets if the kingdom escalated militarily.

Iran sees the Houthi threat to the Red Sea as potential leverage in its war with the United States, said Ahmed Nagi, a Yemen analyst at the International Crisis Group. The group controls the part of Yemen that hugs the Bab al-Mandab, a narrow strait at the southern entrance to the Red Sea.

"I think the message from Iran is: Don't assume our leverage is limited to the Strait of Hormuz. We also have an ally

that can threaten the Bab al-Mandab if needed," he said.

The Saudi-led coalition will respond to all Houthi threats against transiting vessels "swiftly and firmly," Turki al-Malki, the coalition spokesman, said in a statement posted on social media on Monday.

Late on Monday, Yemen's defense minister, Taher al-Aqili, said the army of the internationally recognized Yemeni government would be ready "to end the Houthi coup." Rashad al-Alimi, Yemen's exiled president, called on people living in Houthi-controlled areas to "align themselves around the state."

How have the Houthis disrupted shipping before?

The Houthis did not give any specifics about how they would enforce a maritime blockade of Saudi Arabia. But they have used their ability to disrupt shipping in the Red Sea as a weapon before.

During the two-year war in Gaza which began in late 2023, they attacked commercial shipping there with drones, missiles and hijacking, at-

tempting to exert pressure on Israel and its allies.

They could use the Red Sea again to exert pressure on Saudi Arabia. The kingdom has relied on Red Sea routes in recent months to export more than 3.6 million barrels of oil and related fuels a day, most of it to Asia, according to the maritime data firm Kpler.

Yasir al-Rumayyan, the chairman of Saudi Arabia's state oil giant, recently said the ability to bypass the blocked Strait of Hormuz and use Red Sea export terminals had been a "lifeline" for the kingdom's economy.

A Houthi blockade could affect more than 3 percent of the global oil market.

"The Red Sea is always an easy way in which they can make the world bleed," said Farea Al-Muslimi, a research fellow at Chatham House.

"The Houthis are banking on insurance costs going up and panic among the global shipping industry like what happened during the war in Gaza." is an international reporter for The Times, covering the Gulf states. He is based in Dubai, United Arab Emirates.

The New York Times

July 21, 2026
River Akira Davis

Oil Buyers Battered by the Iran War Energy Crisis Race to Build Buffers

River Akira Davis has covered the energy shocks around the world stemming from the war in Iran. She reported from Tokyo and Manila.

Rodela Romero was attending an event at her church in northern Manila when her phone rang. It was a local reporter asking her to comment on what was being described to her as a nightmare scenario.

Ms. Romero, who oversees the oil industry at the Philippine Department of Energy, had been following news of the U.S.-Israeli strikes on Iran that day in late February. Now, the reporter told Ms. Romero, the Strait of Hormuz — the vital maritime choke point through which the Philippines imports enormous amounts of crude oil — had been shut.

“We import almost 100 percent of our petroleum products,” said Ms. Romero, 64. “We’re so vulnerable,” she recalled thinking at the time.

In the ensuing weeks, government officials scrambled to secure supply from alternative producers, at great cost. Gasoline prices doubled and diesel prices tripled, triggering transit strikes in Manila and a sudden spike in inflation that experts warned could push more than a million Filipinos into poverty.

On March 24, President Ferdinand Marcos Jr. declared a national energy emergency. The Philippines was the first country to take such a step, highlighting the view that, outside the Middle East, the economic effects of the U.S.-Iran war are primarily a [crisis for Asia](#).



A road in Manila. After the start of the war in Iran, gasoline prices doubled and diesel prices tripled in the Philippines, setting off a sudden spike in inflation and transit strikes. Credit... Jes Aznar for The New York Times

Developing nations across Asia have been hit hard by the monthslong throttling of energy flows because of their deep reliance on Middle Eastern oil and gas. As clashes between the United States and Iran ramp up again, and shipping traffic in the Persian Gulf [nears a halt](#), regional capitals in Asia are assessing how to prepare for a future of protracted instability.

The Philippines is leading what is expected to be a wave of developing nations seeking to build strategic petroleum reserves — stockpiles of crude oil that can be tapped during disruptions. Japan is offering financing and technical expertise, and officials in Tokyo say they are holding similar talks with Indonesia, Thailand and Vietnam.

Japan’s involvement is part of an effort to bolster its regional

energy security, according to Taro Han, a former official at Japan’s trade ministry, who recently joined The Asia Group, a consulting firm. Even with its own substantial stockpiles, Japan remains deeply dependent on Southeast Asian supply chains for goods made with oil byproducts, including medical supplies.

Just as the 1970s oil shocks transformed the global energy architecture — spurring 16 of the world’s largest economies to establish the International Energy Agency, which requires member states to hold a 90-day cushion of net oil imports — a similar structural shift is underway today.

The question is whether, as electrification and renewable energy proliferate, it is the right time for a wave of fast-growing, energy-hungry countries to commit hundreds of

millions of dollars to amass fossil-fuel reserves.

Over the past five decades, the maintenance and periodic deployment of these reserves have helped stabilize global supply and prices. In March, the I.E.A. set off the [largest coordinated release in its history](#) to help steady oil markets after the outbreak of fighting in the Middle East.

Yet the release had a muted impact on economies in Asia that are heavily dependent on Persian Gulf imports but don’t have national strategic reserves. In the Philippines, the first and most dramatic effects were felt by drivers who faced soaring fuel costs.

Mody Floranda, the national president of Piston, a transport association in the Philippines, said that high diesel prices made it difficult for drivers to

“The impact on drivers’ incomes has been huge,” said Mody Floranda, the national president of Piston, a labor coalition representing drivers of jeepneys — the flamboyant, chrome-plated utility vehicles that zigzag along the streets of Manila. Jeepney drivers charge a base fare of about 13 pesos, or 21 U.S. cents, to ferry passengers who hop onto the open backs of their vehicles.

Mr. Floranda, 60, was speaking from the group’s headquarters in Manila, a wood-paneled room littered with megaphones, cardboard sardine boxes and protest signs calling for economic relief and an end to “the U.S. war of aggression.”

He said that the daily wage needed to support a family of five in the Philippines was estimated to be around 1,200 pesos, or \$20, but given the current fuel prices, a driver who works 12 to 18 hours a day takes home only about 400 to 600 pesos. “This is obviously not enough,” he said.

In April, Piston filed a petition to raise fares by 10 pesos per ride to reflect higher diesel prices. The group is awaiting official government approval. “Ten pesos does not affect income that much,” Mr. Floranda said. “It’s merely to survive the high price of oil.”

The Philippine Institute for Development Studies, a state-run think tank, warned in a report in April that crude prices of around \$105 a barrel could push more than 1.3 million Filipinos into poverty. Global oil prices rose above that level in the early stages of the war, and though they have recently traded lower, at around \$90 a barrel, an uptick in fighting has incited renewed volatility. While the acute-phase supply panic appears to have subsided, the economic damage is lingering as higher fuel costs bleed through the economy, inflating the price of everything, including food. “The impacts on poverty, welfare and growth



A road in Manila. After the start of the war in Iran, gasoline prices doubled and diesel prices tripled in the Philippines, setting off a sudden spike in inflation and transit strikes. Credit...Jes Aznar for The New York Times

are still unfolding,” said Adoracion Navarro, a senior research fellow at P.I.D.S.

The Asian Development Bank expects rising commodity costs to drag down growth. In a [report released this month](#), the bank lowered its growth forecast for developing economies in Asia and the Pacific to 4.9 percent in 2026, a slowdown from 5.5 percent growth in 2025.

Recent A.D.B. board meetings have been dominated by discussion about how best to support the Philippines and other developing Asian countries particularly vulnerable to oil-supply disruptions. Officials have debated whether to help countries build emergency stockpiles or accelerate the transition away from oil.

Strategic petroleum stockpiles are expensive and time-consuming undertakings. Building a 90-day reserve is expected to cost nearly half a billion dollars for the Philippines. Crude oil also has a shelf life in storage, meaning that costs are ongoing.

Albert Park, the A.D.B.’s Manila-based chief economist, said he was cautious about recommending support for stockpiling oil.

“If you have an option to just scale up renewable energy and reduce dependence, that’s another way to build resilience,” he said. “Not to say you shouldn’t do it, but you’d better have a clearheaded understanding of the costs and benefits of that strategy because it’s expensive.”

Mr. Han, the former Japanese trade ministry official, said that Tokyo was advocating reserves that meet the I.E.A. benchmark of 90 days’ worth of demand. “We need a more long-term, comprehensive approach in order to strengthen our energy security in the region,” he said. Helping Asia build up reserves “is at the very core of our diplomacy at this particular moment,” he said.

At the Philippine Institute for Development Studies, Ms. Navarro thinks the answer is to build a modest level of strategic reserves, while also pushing for investments in energy efficiency, electric vehicle charging infrastructure and Manila’s skeletal rail networks.

“A 90-day reserve is a lot of money,” she said. “It’s I.E.A. levels, and we’re not yet an economically advanced country.”

The legislature in Manila is still conducting hearings on how to codify a strategic petroleum reserve policy into law. The Department of Energy is also looking into how to encourage the construction of more refineries, so that the Philippines will have the capacity to turn crude reserves into refined products like gasoline and diesel, according to Ms. Romero, the department official.

That was another vulnerability exposed recently, when China halted exports of refined petroleum products in March. It was a big blow to the Philippines, which relies on China’s diesel supplies.

In her office, tucked away in the back of a sun-bleached compound in Manila, Ms. Romero recounted when she received the news of China cutting off exports via another call from a local reporter.

That time she wasn’t at church. “Otherwise, I would have just prayed,” she said. “Prayed for a miracle.”

River Akira Davis covers Japan for The Times, including its economy and businesses, and is based in Tokyo.

Iran's Neighbors Long for a Deal, Any Deal, to End the War

Ghulam Mustafa, a mango exporter, rushed containers of the plump fruit to the Pakistan-Iran border as soon as the United States and Iran signed a cease-fire agreement, brokered by Pakistan, last month.

But the truce has collapsed, the trucks have turned back, and Mr. Mustafa's mangoes are rotting.

"We're sending our products, and we don't know whether they'll cross or get stopped," Mr. Mustafa said.

I spoke to him on a recent morning in his office as he watched videos from his driver showing boxes full of spoiled fruit that never reached their Iranian buyers.

For him and other business owners in Karachi — Pakistan's largest city and its commercial hub — the economic stakes of an end to the war in Iran are high. Peace would mean not just lower fuel prices but also a chance to finally take advantage of the huge trading partner right across the 565-mile border.

The Pakistani economy is struggling and heavily reliant on foreign lenders like China and Saudi Arabia. A nation of 250 million people, Pakistan has four neighbors but doesn't formally trade with two of them, India and Afghanistan, because of ongoing tensions. Investments from the third one, China, are down nearly 30 percent this year.

Ghulam Mustafa, a mango trader, wholesaler and exporter, inside the New Sabzi

Mandi bazaar in Karachi.

Traders and entrepreneurs had pinned their hopes on better relations with the fourth, Iran.

"The situation is very urgent for Pakistan," said Kaiser Bengali, an economist based in Karachi. "We subscribe to loans to pay back old loans. Any relief from any side will be welcome."

Both governments have pledged to boost trade. This week, Iran's interior minister, Eskandar Momeni, led a delegation to Islamabad, Pakistan's capital, that included the governor of Iran's border province, the head of the national oil company and top Iranian officials in transportation, agriculture and urban development.

But many among Karachi's powerful and influential industrialists are feeling disillusionment and alarm.

Yasmin Dadabhoy, whose business specializes in construction materials and energy, briefly considered a trip to Iran for construction deals during the cease-fire.

Ms. Dadabhoy said the mood at the time was, "Business will be back, sunshine and rainbows, reconstruction and everything."

"It ended in a blink of an eye," she added. "Now there's bombing everywhere."

Like many Pakistanis, Ms. Dadabhoy praised the country's government and military leadership for their efforts, but she said the United States and Iran should sit down for talks again.

"The big boys need to settle things down fast," she said.

Shipping containers are stacked near cargo cranes at the Karachi port.

Spoiled Fruit, Soured Hopes

It's not only Mr. Mustafa's mangoes that are stuck at the border. Rice and textiles from Pakistan, and oil and steel from Iran, are moving in a trickle. Traders and business owners say smuggling of oil and essential food products is still going on, but that, too, has become more difficult and expensive because of the war in Iran and attacks by armed groups in Pakistan's border province of Balochistan.

Pakistan's mangoes, a source of national pride, brought in \$110 million in export revenue last year. But the country's main trade association for fruits and vegetables has slashed this year's export target by nearly 30 percent because of declining yields and rising freight costs, which have doubled by air and increased almost sixfold by sea.

With fruits rotting at the border with Iran, traders have cut prices by half and sold them at auctions.

They are getting impatient, too. Pakistan's top leaders, Prime Minister Shehbaz Sharif and the army chief, Field Marshal Asim Syed Munir, earned some praise domestically for hosting the first meeting in decades between top U.S. and Iranian officials in Islamabad in April, and later for helping broker a cease-fire between the two countries. But that good will may have

already been spent.

"The leaders are showing off," said Afzal Khan, a wholesale trader selling mangoes in Karachi. He added that the moniker "Showbaz" was circulating widely — a play on Mr. Sharif's first name, reflecting the view that his role was more performative than substantive.

Afzal Khan, a mango trader in Karachi, said Pakistan's leaders are "showing off" with their efforts to end the Iran war through diplomacy.

"The solution is in the hands of Mr. Trump," said Aitbaar Ali Syed, a fruit and vegetable exporter based in Karachi. "If he wants, he can solve all these problems."

Spooked by Sanctions

Pakistani business owners dealing with Iran say U.S. sanctions have hampered their quest to expand trade.

Decades ago, Shahid Hamid Jafri's father traded textiles for rugs from Iran. These days, Mr. Jafri deals mainly in Pakistan's critical minerals and exports only a trickle of Pakistani rice to Iran. (Essential items like food are not subject to sanctions.) With full access, he said the Iranian market would have "huge, huge potential."

Officially, Pakistan and Iran trade is about \$3 billion — much less than the \$5.4 billion in goods that Pakistan exported to the United States last year. But Muhammad Rehan Hanif, the president of Karachi's Chamber of Commerce and

Industry, said that when Iranian business owners visit the chamber, the two sides struggle to discuss anything concrete because of sanctions.

"When banks read the word 'Iran,' they get spooked," said Asfandiyar Khan Mandokhail, who's with a major Pakistani trade organization.

If not for sanctions, traders say, Pakistan could increase its supply of maize, rice, textiles, pharmaceutical products and surgical equipment to Iran. Iran could supply fuel and gas much more cheaply to Pakistan than Saudi Arabia and other countries in the Gulf.

Instead, for most trade, Pakistan and Iran must rely on barter, third-party routes, like ports in the United Arab Emirates, and smuggling over land or by sea, which is wide-

spread. There is no official data on the volume of informal trade, but it is estimated to represent billions of dollars.

"When you blend Iranian oil with a cargo coming from elsewhere, you cannot prove it's Iranian," said Mahmood Moulvi, the chairman of a major shipping company that trades rice and cooking oil with Iran, among other products. Describing how Iranian products reach Pakistan, Mr. Moulvi said it is nearly impossible for business owners to do so legally, so they use smugglers or route products through a third country.

Watching and Waiting

Formalizing trade by lifting sanctions, business owners say, would eliminate the expense and risk involved in paying smugglers, and they would be able to sell a wider

variety of Iranian consumer products, from watermelon to whipped cream or sweets.

Today, even the trade in smuggled goods appears to be drying up.

One morning last week, I wandered the alleys of a market in Karachi that once sold a wide variety of Iranian sweets. Only a handful were available: Iranian-made copies of Snickers bars, called Stunner, and Oreo cookies, called Bisoreno.

A vendor sells imported Iranian chocolates and cookies inside Karachi's bustling Bolton Market.

Imports of smuggled oil have been cut by half as well, said Tariq Hasan, the vice chairman of Pakistan's main petroleum lobbying group.

A gas pipeline project to link the two countries has also stalled because of U.S. sanctions; Iran has completed construction, but Pakistan hasn't started its portion.

Along with the chance to legalize and increase imports of Iranian oil, analysts and business owners say the big prize for Pakistan would be a chance to be involved in the postwar reconstruction of Iran.

Ms. Dadabhoy, the construction executive, noted that Pakistan had the workers and the construction materials Iran would need.

"We are playing watch and wait, because with uncertainty entrepreneurs don't venture out," she said.

is The Times's bureau chief for Pakistan and Afghanistan, based in Islamabad.



July 22, 2026

Iranian Kurdish opposition attacked with missiles near Erbil

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Freedom Party (PAK), one of the Iranian Kurdish opposition parties based in Erbil, said on Tuesday that one of its bases near Erbil city was targeted with several ballistic missiles. The attack comes amid an escalation in the US-Iran war.

"Within the space of an hour, the Chamshar base near Darashakran [refugee] camp in Erbil province was struck by five ballistic missiles," Adib Khalidian, a leadership

member of the party, told Rudaw.

The missiles, believed to have been fired by Iran, targeted a base housing the military wing of PAK, the Kurdistan National Army.

"All five missiles were intercepted and brought down by the defense system, and there was no damage," said the PAK official.

The Iranian Kurdish parties, based in the Kurdistan Region, have largely remained on the sidelines of the US and Israeli

conflict against Iran. Despite abstaining from joining the war, they and the Kurdistan Region have been a primary target for Iran and its aligned "Islamic Resistance of Iraq" militias since February 28.

According to Rudaw's records, Iran and its aligned groups in Iraq have struck the Kurdistan Region with at least 927 drones since the war began. The cross-border attacks have killed 30 people and injured 148 others. Nearly 50 drones and missiles hit the Region in the first three weeks of July.

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani on Sunday reiterated the Region's neutrality amid the continuing attacks. He stressed that Erbil is not part of the regional tensions and "has no desire to be," condemning the recent strikes targeting the Region.

Explosions were also heard near the US consulate in Erbil late Tuesday. Footage obtained by Rudaw shows projectiles being intercepted over Erbil.

The New York Times

Aric Toler, Christoph Koettl
July 22, 2026

What Visuals Show About Recent Damage to U.S. Military Sites in the Middle East

Iranian attacks on nine U.S. locations across the Middle East in the two weeks since the cease-fire broke down show that the country maintains an ability to inflict damage on precise targets, despite the Trump administration's repeated claims that Iran's military capabilities have been diminished or [destroyed](#).

A New York Times visual analysis of U.S. military bases and other sites found the strikes have caused damage to living quarters and working areas, drone shelters, radar systems and other structures.

One of the attacks, on Muwaffaq Salti Air Base in Jordan, [killed three U.S. soldiers](#) and wounded others. A military official [told The Times](#) that nearly a dozen troops were also wounded severely enough by Iranian missile and drone attacks in Jordan and other countries this month that they were flown to a U.S. military hospital in Germany for treatment.

Four of the sites, including Muwaffaq Salti Air Base, had already been struck in the first months of the war, when Iran hit a total of [18 military sites](#) used by the U.S. in seven countries.

Determining the damage to U.S. military sites has been hindered by a lack of high-resolution satellite imagery of the region. The government has asked major U.S. satellite providers to withhold visuals — [a longstanding](#)

[ing practice](#) that precedes the Trump administration — citing risks to U.S. troops. But the locations of the bases are public knowledge, and Iran regularly and widely circulates imagery of their strikes on these and other U.S. targets as part of its propaganda efforts.

The Times assessed the damage using a range of visual evidence, including those Iranian satellite images which were corroborated using videos captured from inside the locations that were attacked, and photographs and lower-resolution satellite imagery from NASA and the European Space Agency.

A Defense Department spokesman told The Times that “for operational security reasons, the department declines to comment on satellite imagery,” adding that “because the investigation on the incident in Jordan is active, we do not have anything to announce at this time.”

The three soldiers killed on Friday — First Lt. Tyler James Feehan, 25; Pvt. Isabella Gonzales, 19; and Sgt. Angel Rampersad, 28 — were assigned to missile defense units at Muwaffaq Salti Air Base, [a hub for the U.S. Air Force](#). In the days leading up to the deadly attack, Iran had already struck the base at least once. Satellite imagery showed that an airfield hangar was destroyed sometime between Wednesday and Friday morning.

Following the attacks on Friday night, a video emerged on social media showing a projectile explode near several buildings that resemble prefabricated housing. It's unclear if this was the same explosion that killed the soldiers or whether the weapons were missiles, drones or a combination of both. At one moment, it appears the person filming retreats into a shelter as debris rains down. There is no footage available that shows whether air defense systems for the base were activated.

A video verified by The Times shows a projectile striking Muwaffaq Salti Air Base in Jordan overnight on Friday. [CreditCredit...Vahid Online, via Telegram](#)

Iran later released several satellite images showing at least 20 structures were completely or partly destroyed.

High-resolution satellite imagery released by Iran, which was distributed along with the annotation seen in red, shows damage to several structures at the air base. The Times has verified that the image provides an accurate depiction of the damage. [Credit...Fars News Agency, via Telegram](#)

Along with the strike on the area that appears to be living quarters, Iranian strikes also damaged two hangars and three drone shelters on the air base. Iran also struck Tower 22, a U.S. military outpost on the

northern Jordanian border with Syria. The destruction was first visible in low-resolution European satellite imagery captured on Monday, which helped confirm the time frame of the attack. The next day, Iranian media published a higher-resolution satellite image that clearly showed one of the outpost's structures had been destroyed.

A video that began circulating on Telegram on Tuesday from an unknown source, but which has been verified by The Times, showed a building turned to rubble at Tower 22. The southern wing of the structure was leveled. A U.S. official, speaking on condition of anonymity to discuss operational matters, told The Times that a small number of troops were injured in the attack. The official said that the injuries were not serious, and that the troops were treated and returned to duty.

A video verified by The Times shows the aftermath of an Iranian strike on the Tower 22 outpost in Jordan.

In 2024, [a drone attack on the outpost](#), which the U.S. said was conducted by an Iran-backed militia, killed three American service members.

Jordan's [King Hussein International Airport](#), where the U.S. military maintains a presence, was also struck, and hangars and a radar system were hit at two other air bases in the country.

The Times also corroborated Iranian satellite imagery that shows a radar system at Ahmad al-Jaber Air Base in Kuwait was destroyed around July 20, only six months after its construction had been completed.

Most of the attacks earlier in the war targeted military infrastructure such as radar systems, air defense complexes and aircraft hangars. However, some strikes hit personnel facilities, includ-

ing an attack on a makeshift command post in Kuwait that killed six American soldiers in March. In April, Defense Secretary Pete Hegseth told a congressional committee that “every possible measure” was used to protect U.S. service members on Gulf bases.

Four sites, including Muwafiq Salti Air Base, were struck again in the past two weeks after being attacked earlier in the war. At a naval facility in Bahrain, Iran tar-

geted warehouses, a radar site and communications systems in one-way drone attacks in the spring. Now, satellite imagery shows a warehouse was struck two weeks ago.

Satellite imagery also showed relatively minor damage to Ali Al Salem Air Base in Kuwait, which was also struck in the spring.

And a large military tent was destroyed at a U.S. military site at Erbil International Air-

port in Iraq, which was also struck earlier in the war.

Riley Mellen, Sanjana Varghese and Eric Schmitt contributed reporting. Graphics by Leanne Abraham and Samuel Granados.

Aric Toler is a reporter on the [Visual Investigations](#) team at The Times who uses emerging techniques of discovery to analyze open source information.



July 22, 2026

Turkish main opposition leader announces plans to form new party

ERBIL, Kurdistan Region - Turkey's main opposition Republican People's Party (CHP) leader Ozgur Ozel announced Tuesday plans to form a new party after a court reinstated his predecessor as CHP chairman, citing alleged irregularities in the congress that had made Ozel party leader.

«After the technical procedures, rest assured that with our newly established party, alongside our MPs, we will become the main opposition party in the Turkish Grand National Assembly by a wide margin,» Ozel told CHP lawmakers during a party meeting at the legislature, during which he resigned from the party.

At least one lawmaker followed suit, resigning from the party.

Ozel has not disclosed the name of his party but noted



Ousted leader of Turkey's main opposition party, Republican People's Party (CHP), Ozgur Ozel delivering a speech at the Turkish Grand National Assembly in Ankara on June 9, 2026. Photo: AFP

that «the party's name may change, the party's logo may change, the day will come when the times change, and those who fall apart will unite, but they cannot divide this unity.»

A lawmaker loyal to Ozel told local media that Ozel does not see the CHP as a rival but plans to challenge President Recep Tayyip Erdogan's

ruling Justice and Development Party (AKP).

The announcement follows a late-May ruling by an appeals court in Ankara that suspended the CHP's current leadership and reinstated the former administration, in a case concerning the legality of the party's 2023 congress, which had resulted in a leadership change.

Ozel defeated the CHP's long-standing leader Kemal Kilicdaroglu at the party congress. Following the vote, Kilicdaroglu's allies filed a lawsuit alleging vote-buying, bribery and procedural violations during the congress — accusations denied by the new administration.

Ozel's administration, which led the party for nearly three

years, has described the court ruling as a «judicial coup» and accused the government of orchestrating the move to weaken the opposition ahead of future elections.

«Just as 10 months ago, while going from 25 percent of the vote with five parties to 38 percent, we embraced the lion-hearted social democrats, conservative democrats, nationalist democrats, Kurdish democrats, socialist demo-

crats, and liberal democrats, and established the Turkey Alliance with them,» Ozel stated.

The leader invited «all democrats who have no problem with Ataturk, no problem with the National Pact borders, and no problem with the Republic to be embraced in the Turkey Alliance and to march to power together.»

Founded by modern Turkey's founder, Mustafa Kemal Ata-

turk, the CHP is Turkey's main opposition force. The party emerged as the leading force in the 2024 local elections, dealing a major blow to the AKP.

Human Rights Watch reported in late May that Erdogan's government is undermining democracy through «abusive tactics» against the CHP, calling the court ruling «the latest deeply damaging blow to the rule of law, democracy and

human rights» in Turkey. The AKP has held power in Turkey since November 2002, maintaining a parliamentary majority through consecutive electoral victories — marking almost 24 years of control over the Turkish Grand National Assembly.

The centrist CHP holds 135 seats in the 600-seat parliament, with most of its lawmakers expected to move over to Ozel's new party.

Le Monde

Nicolas Chapuis
22 juillet 2026

L'administration Trump demande des fonds supplémentaires pour la guerre contre l'Iran

Alors que le président américain, Donald Trump, a assuré que les Etats-Unis n'en avaient « pas fini du tout » avec Téhéran, le secrétaire à la défense, Pete Hegseth, est venu défendre devant le Sénat une rallonge budgétaire de 87 milliards de dollars sans donner de précisions sur la stratégie de l'administration.

Pete Hegseth, le secrétaire américain à la défense, est venu défendre devant le Sénat, mardi 21 juillet, une demande de fonds supplémentaires afin de financer la poursuite d'un conflit en Iran qui a regagné en intensité ces derniers jours. La Maison Blanche réclame 87 milliards de dollars (76 milliards d'euros) au Congrès, dans des délais contraints : le texte doit franchir plusieurs étapes à la Chambre des représentants — dont les membres sont en vacances jeudi —, puis au Sénat.

« Sans une réponse urgente à nos besoins budgétaires, nous devons réduire les entraînements [militaires], qu'il s'agisse de ceux en cours ou de ceux à venir », a expliqué Pete Hegseth devant les sénateurs de la commission

d'appropriation des fonds, mettant en cause les « négligences » et les « déficits de financement » sous le mandat de Joe Biden (2021-2025), ainsi que les transferts de matériels militaires à l'Ukraine qui n'auraient pas été remplacés. Le *Washington Post* a révélé, mardi, que des mesures sur le terrain pour diminuer les exercices et retarder la maintenance des équipements avaient déjà été prises.

Les Etats-Unis n'en ont « pas fini du tout » avec l'Iran, a par ailleurs averti, mardi, Donald Trump, deux semaines après la reprise des hostilités qui menacent d'affecter davantage l'économie mondiale. Mais ni le président américain ni Pete Hegseth n'ont apporté de clarifications sur la stratégie et les perspectives de la guerre déclenchée le 28 fé-

vrier avec Israël contre Téhéran.

Le coût économique du conflit commence à se faire durement ressentir, alors que le cessez-le-feu et l'accord entre Téhéran et Washington du 17 juin ont vécu. Le patron du Pentagone, pressé par les sénateurs, a révélé qu'il se montait désormais à 37,5 milliards de dollars, contre une évaluation de 30 milliards au mois de juin, sans que l'on sache si ce total prend en compte l'éventuelle reconstruction des infrastructures américaines au Moyen-Orient, détruites par les frappes iraniennes.

Sur les 87 milliards de dollars de rallonge budgétaire demandée par la Maison Blanche, 67 milliards iraient directement au département de la défense — rebaptisé

« **département de la guerre** ». Selon Pete Hegseth, 21 milliards seraient alloués au « front opérationnel » — paie des soldats, remplacement des équipements, augmentation des effectifs, achat de carburant... —, quand 46 milliards seraient réservés aux « capacités » militaires, notamment les chaînes de production des munitions, qui ont fondu depuis le début du conflit.

Feu roulant des questions

Les 20 milliards de dollars restants n'ont que peu à voir avec le sujet du jour. « Ces requêtes sont parfois appelées péjorativement "décorations de Noël" : les agences tentent d'obtenir des financements pour des dépenses rejetées du budget ordinaire en les "accrochant" à une demande d'allongement d'ur-

gence », expliquent Mark Cancian et Chris Park, deux analystes du Center for Strategic and International Studies, dans une [note examinant le projet de loi](#).

Onze milliards de dollars sont ainsi prévus pour aider les agriculteurs américains face aux conséquences des récentes catastrophes naturelles, une mesure plutôt consensuelle au Congrès, destinée à faire pencher la balance en faveur d'un texte peu populaire. La présence à l'audition du jour de [la secrétaire à l'agriculture, Brooke Rollins](#), a d'ailleurs offert un répit à Pete Hegseth et à Dan Caine, le chef d'état-major des armées, au milieu du feu roulant des questions.

La demande de rallonge budgétaire de la Maison Blanche, qui doit nécessairement passer par le Congrès, se heurte à plusieurs obstacles, jusque dans les rangs républicains. Donald Trump considère qu'il n'a pas besoin de demander leur avis aux parlementaires sur la conduite de la guerre, quand bien même la loi spécifie qu'ils doivent être consultés au bout de soixante jours de conflit. La sénatrice républicaine de l'Alaska, Lisa Murkowski, s'en est quelque peu émue, questionnant Pete Hegseth pour savoir si le vote de ces fonds supplémentaires équivalait à une approbation de la guerre en cours, sans parvenir à obtenir de réponse claire.

Susan Collins, la présidente de la commission, également républicaine, a, elle aussi, fait part d'un certain malaise, lors de son propos introductif, après un article récent du *New York Times* sur la discrimination au sein du Pentagone. Le journal a révélé qu'une quarantaine de hauts



Le secrétaire à la défense américain, Pete Hegseth, lors de son audition devant le Sénat, à Washington, le 21 juillet 2026. ERIC LEE/REUTERS

gradés avaient été retirés des listes de promotion, et que plus d'une vingtaine de généraux et d'amiraux ont été mis sur la touche. Plus de la moitié des personnes concernées sont noires ou sont des femmes.

« Conséquences catastrophiques »

La discussion a néanmoins tourné essentiellement autour des chiffres. Plusieurs élus se sont interrogés sur une curiosité budgétaire : le Pentagone, qui assure avoir besoin d'une rallonge pour payer les soldes, n'a pas dépensé 75 milliards de dollars du budget de 1 000 milliards qui lui a été alloué pour l'année fiscale en cours (la Maison Blanche a demandé un budget de 1 500 milliards de dollars pour 2027). Pete Hegseth, qui a revendiqué de diriger l'armée « *comme un business* », a exclu de piocher dans cette réserve pour financer l'effort militaire en Iran. Selon lui, cet argent est

destiné à des projets du futur comme le [Dôme d'or](#), un dispositif antimissiles au-dessus du territoire des Etats-Unis, ou le développement de capacités hypersoniques. « *Ce serait déshabiller Pierre pour habiller Paul* », a-t-il assuré.

Toujours prudents sur la critique des dépenses militaires, les démocrates ont bondi sur l'occasion, mardi, pour attaquer les choix de la Maison Blanche et l'absence de perspectives de sortie de conflit. Car si l'armée demeure très populaire aux Etats-Unis, la guerre contre l'Iran l'est beaucoup moins. Un sondage Ipsos, publié par le *Washington Post* le 16 juillet, montre que 68 % des personnes interrogées estiment que cette offensive n'en valait pas la peine, contre seulement 28 % d'avis favorables. Les prix de l'essence sont repartis à la hausse depuis la reprise des affrontements, le gallon dépassant à nouveau les 4 dollars, sur fond d'inflation persistante.

« *Il y a 143 jours, le président Trump a déclenché une guerre de son propre chef avec l'Iran, il n'a pas consulté le Congrès, il n'a obtenu aucune autorisation parlementaire, il n'a bâti aucune coalition d'alliés, il ne s'est pas expliqué devant le peuple américain et n'a jamais cherché à obtenir son soutien* », a résumé la vice-présidente de la commission, Patty Murray, sénatrice démocrate de l'Etat de Washington, dénonçant les « *conséquences catastrophiques* » du conflit. Dix-sept soldats américains ont perdu la vie depuis le 28 février. Le décompte s'est accéléré ces derniers jours, notamment avec [les frappes iraniennes sur une base située en Jordanie, le 17 juillet, qui ont fait deux morts](#), un disparu et des dizaines de blessés. Un autre soldat a été tué en Irak le 19 juillet. Tous les orateurs de la commission leur ont rendu hommage, mardi, à l'exception de Pete Hegseth, qui ne les a pas même mentionnés.

En Turquie, le durcissement de la justice des mineurs divise

L'onde de choc provoquée par la mort d'un adolescent de 14 ans poignardé par d'autres jeunes en 2025 à Istanbul n'en finit pas de secouer la société turque. Le Parlement, qui avait renoncé à durcir les peines encourues par les mineurs en cas de crime, devrait reprendre les discussions, pour faire face au fléau du recrutement d'enfants par les gangs mafieux.

Les stores du salon ont été baissés en raison de la chaleur de ce début du mois de juin. Seul un filet de lumière perce dans la pénombre du petit appartement de Bakırköy, sur la rive européenne d'Istanbul. En tableau au mur, en photo sur la table basse, sur des magnets aimanté sur le réfrigérateur, le visage de Mattia Ahmet Minguzzi est omniprésent. Portraits d'un adolescent au regard doux, skateboard à la main ou écharpe du club de football Trabzonspor autour du cou.

Depuis le meurtre de son fils âgé de 14 ans, Yasemin Akıncılar Minguzzi, 48 ans, n'a jamais retrouvé le sommeil. L'adolescent a été poignardé, le 24 janvier 2025, en début de soirée, au milieu des passants d'un marché couvert du quartier de Kadıköy, sur la rive asiatique de la métropole. Les assaillants, que Mattia Ahmet ne connaissait pas, avaient le même âge que lui. Filmé par les caméras de surveillance, le drame a provoqué une onde de choc dans toute la Turquie.

« Ce sont des monstres, lâche la mère, au bord des larmes. Lors de la première

audience au tribunal [le 10 avril 2025], les assassins de mon fils étaient assis face à moi et me regardaient fixement dans les yeux, sans ciller. Ils n'ont manifesté aucun regret d'avoir tué mon fils », enrage-t-elle. A l'issue du procès, deux des quatre assaillants de Mattia Ahmet Minguzzi ont été condamnés à vingt-quatre ans de réclusion criminelle pour « homicide volontaire sur mineur » : la peine maximale.

« Enfant poussé dans la criminalité »

Tout au long des pages du dossier d'instruction, les noms des meurtriers – Berkay Budak et Umutcan Baba – sont systématiquement suivis du sigle, SSÇ, pour *suça sürüklenen çocuk* (« enfant poussé dans la criminalité »). Ce terme juridique, désormais bien connu du grand public en Turquie, a été introduit dans le droit turc en 2005. Il implique un allègement des peines pour tous les mineurs.

« Nous avons déjà entendu parler du concept d'enfant entraîné dans la criminalité, je comprends qu'on puisse l'utiliser dans



Yasemin Akıncılar Minguzzi tient un portrait de son fils Mattia Ahmet, mort poignardé à l'âge de 14 ans par un groupe de mineurs. SEDAT SUNA POUR M LE MAGAZINE DU MONDE

le cas d'un vol, mais pour un meurtre ? Je refuse d'employer ce terme ! Je continuerai de me battre pour que l'on cesse de l'utiliser. La loi doit changer », affirme la mère endeuillée, dans un regain de colère. Son combat pour exiger

que les peines des mineurs accusés d'homicide soient équivalentes à celles des personnes majeures lui vaut aujourd'hui de recevoir des menaces de l'entourage des assassins de son fils. Elle tend son téléphone pour montrer la dernière

vidéo que sa sœur a reçu d'un numéro étranger : un adolescent gît sur le dos, inanimé, lorsqu'une main munie d'un couteau de boucherie apparaît brusquement dans le cadre pour lui trancher la gorge d'un geste précis. « *Ils menacent de faire la même chose à mon neveu* », lâche-t-elle.

Relever le plafond des peines

Selon l'Institut statistique de Turquie, le nombre de mineurs interpellés pour tous types d'infractions a presque doublé entre 2014 et 2024, passant de 117 000 à 203 000. D'après le ministère de l'intérieur, 15 % des affaires de meurtres ont impliqué des mineurs en 2025. Pour les autorités, les recrutements de mineurs par des réseaux criminels seraient à l'origine de cette augmentation.

Un durcissement de la réponse pénale permettrait-il d'endiguer le phénomène ? C'est l'une des recommandations avancées au printemps dans la première version du rapport de la commission d'enquête parlementaire consacrée aux « *enfants poussés dans la criminalité* ». Publiées le 24 juin sur le site de l'agence de presse gouvernementale Anadolu, les conclusions suggèrent notamment de relever, dans le code pénal, le plafond des peines d'emprisonnement prévues pour les mineurs : passer de quinze à dix-huit ans de prison pour les 12-15 ans et de vingt-quatre à vingt-sept ans de prison pour les 15-18 ans, dans le cas des crimes les plus graves.

Cette proposition parlementaire présente « *un risque de contradiction avec les textes fondateurs du droit international [tels que la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE)], que la Turquie a signés*, estime l'avocat Şahin Antakyalıoğlu, membre d'un réseau d'avocats spécialisés dans les droits de l'enfant. *Allonger les peines n'a jamais produit de résultats en matière de réduction de la criminalité des mineurs. L'essentiel n'est pas la sévérité de la peine, mais l'efficacité des mécanismes de prévention* », assure-t-il.

Il préfère saluer les recommandations du rapport mentionnant la mise en place d'une politique « *préventive* », « *protectrice* », axée sur la « *réhabilitation* », ou encore la préconisation d'une meilleure prise en charge psychosociale des mineurs, ainsi qu'un meilleur accompagnement des « *familles à risque économiquement défavorisées* ».

Aggravation de la grande pauvreté

Mais les conclusions du rapport parlementaire interrogent sur les moyens dont disposent les pouvoirs publics pour mettre en place de telles politiques de prévention dans un contexte de crise économique, d'aggravation de la grande pauvreté et de difficultés budgétaires. Les professionnels de santé, les enseignants ou les travailleurs sociaux s'alarment, depuis plusieurs années, du manque de crédits qui leur sont alloués et du déficit de coordination entre les institutions.

« *Mes profs savaient que j'étais mêlé à des réseaux criminels, mais je n'ai jamais obtenu d'aide de leur part. Ils m'ont surtout jugé* », confirme Erdem (le prénom a été modifié), 21 ans, qui a intégré un gang mafieux à l'âge de 12 ans. Malgré sa carrure imposante – il frôle le mètre quatre-vingt-dix –, il semble encore embarrassé par la timidité de l'enfance. Délinquant repent, il a accepté de rencontrer *M Le magazine du Monde* dans un café d'un grand centre commercial de Bayrampaşa, un quartier défavorisé d'Istanbul.

« *Pour entrer en contact avec un réseau mafieux, il suffit d'avoir un ordinateur* », affirme-t-il. Très à l'aise en informatique, il a commencé à 12 ans par vendre à des inconnus des données personnelles récupérées illégalement sur Internet. Impressionnés par son efficacité, ses correspondants lui confient une nouvelle mission : transporter et remettre des armes à feu à des acheteurs contactés sur des applications de messagerie cryptée. « *C'était assez risqué, car les distances que je parcourais étaient importantes et j'aurais pu être contrôlé par la police, mais j'ai eu de la chance, je n'ai jamais été attrapé.* »

L'adolescent poursuit ses activités pour le compte d'un petit gang jusqu'à ce que son chef soit arrêté, en 2022 ; il a alors 17 ans. Il raconte le parcours d'un enfant livré à lui-même, des parents et des frères absents. « *J'étais un élève plutôt marginalisé à l'école. Mais quand mon activité a commencé à se savoir, ma réputation a changé. Au*

fond, je n'ai pas fait ça pour l'argent. C'était plutôt une question d'autorité, de statut et d'influence », admet-il, avec le recul. Depuis, il a entamé des études en communication et assure avoir coupé tout contact avec ces réseaux.

Comme Erdem, une partie de la jeunesse turque souffre d'absence de reconnaissance et de perspectives. D'après un rapport de l'Unicef sur le « *bien-être des enfants dans les pays riches* » de 2020, seuls 53 % des adolescents de 15 ans se déclaraient « *satisfaits* » de leur vie en Turquie (contre 80 % en France).

« *Les difficultés économiques sont un premier facteur, et puis l'absence de méritocratie. Aujourd'hui, pour la majorité des enfants, accéder à une éducation de qualité est très difficile* », explique le psychologue clinicien Serkan Kahyaoğlu, qui forme le personnel des établissements pénitentiaires pour mineurs. « *Les enfants issus des milieux socio-économiques les plus défavorisés n'ont plus la possibilité de rêver leur avenir* », conclut-il.

Fin juin, le Parlement turc a finalement renoncé à faire adopter le durcissement des peines. Du moins dans l'immédiat, car les discussions continuent. Le ministère de la justice a adressé une circulaire à tous les procureurs du pays, le 22 juin, pour mieux coordonner la lutte contre les réseaux criminels – notamment les fameux gangs recruteurs de jeunes –, et alourdir les peines en cas d'exploitation de mineurs.



July 23, 2026

Iranian border guards kill Kurdish border porter

ERBIL, Kurdistan Region - Iranian border guards killed a young Kurdish border porter and father of two near Iran's Kurdistan province's border with Turkey after firing three shots to his head, according to a report published by a human rights organization on Thursday.

Rasul Qalandari, 21, father of two children aged three years and five months, was killed by Iranian border guards in the border area near his home village in Qatur district of Khoy, West Azerbaijan province in northwestern Iran (Rojhelat), according to a report received by the Hengaw Human Rights Organization on Wednesday.

Sources reported that the border forces initially fired at a group of border porters without prior warning, injuring Qalandari and killing him after firing three shots to his head while he was lying on the ground.

Border porters, known locally as *kolbars*, carry untaxed goods - including coffee, fabric, tea and even auto parts - on foot across

the mountainous and heavily militarized border along Turkey and the Kurdistan Region, earning minimal wages despite significant risks.

The trade sees a majority-Kurdish employment among poor and low-income border residents on the Iranian side, who have been issued a limited number of work cards by the government.

In recent years, economic desperation in Rojhelat and widespread unemployment, compounded by the rampant inflation and continued devaluation of the Iranian rial, have driven many more to the trade.

Rights groups have repeatedly documented cases of Iranian border forces opening fire on unarmed *kolbars*, resulting in deaths and injuries each year, and have called on Tehran to end the use of lethal force against border porters.

Earlier this month, Iranian border guards shot and killed another Kurdish *kolbar*, Zanyar Iran Nazhad,



Rasul Qalandari. Photo: Hengaw

near the border village of Dereki in the Hawraman border area, according to Hengaw.

The watchdog also reported that two other *kolbars* were killed in July near the Shushmi border area in Kermanshah province and the Veyseh border crossing in Iran's Kurdistan province.

Since the beginning of

2026, nine *kolbars* have been targeted by direct gunfire from Iranian forces, leaving five dead and four injured.

The organization said the lower number of cases compared with previous years reflects reduced border activity during border closures linked to the 40-day war and subsequent regional escalations.

Iran : après l'interpellation violente de deux diplomates à Téhéran, la France s'inquiète pour ses ressortissants

L'un des deux agents de l'ambassade de France à Téhéran interpellés dimanche a été « molesté » et « frappé », a dénoncé le ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot. Alors que les diplomates sont rentrés à Paris, mercredi, les autorités françaises redoutent que la République islamique renoue avec la pratique des prises d'otage.

Sous le choc, les deux diplomates sont rentrés précipitamment à Paris, mercredi 22 juillet. L'un d'eux porte encore, sur son front entaillé, les traces de son agression par les agents des services secrets iraniens. A Téhéran, quatre jours plus tôt, ces deux membres du personnel de l'ambassade de France en Iran avaient subi, quatre heures durant, un interrogatoire – émaillé de passage à tabac pour l'un d'eux –, visant à leur extorquer des informations, peut-être des aveux, dans une mise en scène digne d'un mauvais film d'espionnage.

« Une action grave » et « préméditée », s'est offusqué le ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, interrogé sur [France Inter](#), jeudi 23 juillet, parlant d'un agent français « molesté », « brutalisé » et « frappé ». Le chef de la diplomatie a prévenu que cet « acte d'intimidation » ne « pourra[it] rester sans conséquences », sans toutefois détailler, à ce stade, les mesures de rétorsions envisagées après la convocation du chargé d'affaires iranien, mardi, à Paris.

L'incident s'est déroulé dans la soirée du dimanche 19 juillet. Les deux diplomates ont été interpellés « dans un lieu privé », lors d'un rendez-vous

à Téhéran, a précisé M. Barrot. Aux dires de Mohammad Tanhayi, directeur du département chargé de l'Europe occidentale au ministère des affaires étrangères iranien, les Français tenaient « une réunion avec plusieurs personnes poursuivies dans des affaires liées à la sécurité nationale ».

Selon lui, les « agents de sécurité » iraniens n'ont interrogé les deux diplomates que « brièvement », sans commettre de violence physique, alors que de nombreux documents liés à des activités menaçant « la sécurité » nationale auraient été retrouvés sur les lieux. Selon ce diplomate iranien, les autorités compétentes seraient en train d'examiner ces documents. Téhéran, par la voix de l'agence d'Etat IRNA, a qualifié les accusations françaises d'« infondées et incorrectes ».

« Dérive délinquante »

Paris, de son côté, maintient ses charges, confirmant l'inflexibilité de la ligne diplomatique adoptée ces derniers mois à l'égard de Téhéran. Après avoir longtemps privilégié la discrétion et les discussions d'alcôve dans le règlement de ses contentieux avec l'Iran, la France a opté pour la dénonciation publique des comportements brutaux



Le ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, à Paris, le 22 juillet 2026. SARAH MEYSSONNIER/REUTERS

du régime, depuis le saccage de l'Institut français de recherche en Iran, en février 2025, et les prises d'otages de ses ressortissants.

Porter atteinte à la réputation du pouvoir iranien, soucieux de son image, fut une arme diplomatique déployée avec succès pour obtenir, en avril, la libération des Français Cécile Kohler et Jacques Paris, détenus trois ans et demi en Iran, se félicitent les milieux diplomatiques français. Cette politique est de nouveau à

l'œuvre, alors que Paris redoute que le régime de Téhéran, comme enivré par sa résistance contre les Etats-Unis depuis la guerre lancée fin février, ne renoue avec la pratique des prises d'otage.

L'agression de diplomates français par la République islamique est une première. Téhéran a, par le passé, déjà harcelé et intimidé des agents, mais jamais, encore, le seuil de l'agression physique n'avait été franchi. Aux yeux d'un proche des victimes, cette « dérive délinquante » du pou-

voir iranien doit se lire comme « un signal ». Le conseiller culturel visé, décrit par son entourage comme brillant et impliqué, paie pour son engagement à l'égard de la société iranienne, pense-t-on à Paris. « Il n'a jamais fait que son travail de conseiller culturel, c'est-à-dire qu'il a été actif pour bâtir des ponts entre la France et la société iranienne, et cela a suscité l'irritation du régime », se désole un diplomate.

Un pouvoir saisi d'hubris

Sa violente interpellation, en faisant basculer de nouveau les relations entre les deux pays dans une ère glaciaire, trahit l'extrême nervosité d'un pouvoir paranoïaque. Le

régime garde en mémoire le soulèvement de janvier, lorsque la population, exaspérée par l'inflation galopante, les privations et la corruption des élites, appelait à la chute de la République islamique. La révolte fut réprimée dans le sang. Et les frappes israélo-américaines, lancées le mois suivant n'ont pas, comme l'espéraient un temps Donald Trump et son allié israélien Benjamin Netanyahu, précipité la fin du régime.

Le pouvoir a survécu, mais le pays est exsangue. Et les dignitaires iraniens imaginent de nouvelles frondes possibles. Aux yeux des autorités iraniennes, les actions culturelles de la France sont de nature à dresser la population

contre le régime. « La France est l'un des pays qui en fait le plus pour la société civile et en paie le prix », s'est ému M. Barrot sur France Inter.

En janvier, déjà, Téhéran avait accusé Paris de soutenir les Iraniens révoltés. Devant un parterre de diplomates étrangers, le pouvoir iranien avait, selon les informations du Monde, affirmé que la France avait distribué des armes et incité des Iraniens à descendre dans la rue. Les autorités françaises avaient formellement démenti ces éléments jugés fantaisistes, exigeant que Téhéran retire ses accusations. En vain.

Refllet de l'état d'esprit obsidional des dignitaires iraniens, ne cessant d'imaginer des

complots ourdis par l'Occident, le passage à tabac du diplomate français dessine aussi un pouvoir saisi d'hubris. Lors de l'entretien téléphonique qu'il a eu, le 21 juillet, avec M. Barrot, le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi, aurait, selon les médias iraniens, décrit le comportement des deux Français comme « inhabituel », imaginant, par cette formulation, justifier les coups reçus par l'un d'eux. Mercredi 22 juillet, alors que le personnel de l'ambassade britannique à Téhéran était évacué, sur fond d'escalade guerrière entre les Etats-Unis et l'Iran, aucun autre ressortissant de l'ambassade de France n'avait quitté son poste.



July 24, 2026

UN highlights minority rights ahead of Guterres's Syria visit

ERBIL, Kurdistan Region - UN Secretary-General Antonio Guterres's spokesperson on Thursday highlighted the rights of minorities and linguistic diversity ahead of his visit to Syria.

«We strongly believe in the importance of linguistic diversity, as the Secretary-General has said, you know, and again, in this, in many different contexts, where countries where they are large minorities of people, is that minority population countries need to be need to be respected, and they also

need to be made to feel that they are part of the whole,» Stephane Dujarric told Rudaw's Namo Abdulla during a press briefing.

The remark was in response to a question about Kurdish rights to mother tongue education in Syria, which has largely been denied by the interim government in Damascus.

Guterres is expected to arrive in Damascus later this week, meeting with the transitional government's top officials, including interim President Ahmed al-

Sharaa. The trip would mark the first visit by a UN chief to the country since 2009.

Asked if Guterres plans to meet with Mazloum Abdi, commander of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), Dujarric replied, «We will have more clarity on who he's meeting once he's met them.»

He added, «The program is still being established. It is the Secretary-General's intention to meet with as wide of a variety of Syrian voices as possible in the short amount of time that

he will be in Damascus and in the Damascus area.»

A UN statement said on Wednesday that Guterres plans to meet with Sharaa and Syria's foreign minister, as well as «representatives of civil society, women's organizations and diverse communities.»

Over a million Syrians have returned to the country since the fall of Bashar al-Assad's regime, according to UN data.

The New York Times

James McManagan, Sanjana Varghese
July 24, 2026

Chaos Breaks Out at Border Crossings With Iraq

Two of Iraq's border crossings were attacked on Thursday during the latest round of hostilities overnight in the Middle East, according to officials and videos on social media verified by The New York Times. It was not immediately clear who launched the attacks.

The first attack occurred in the early morning hours of Thursday near the Iranian side of the Shalamchek border crossing with Iraq in Iran's Khuzestan province. Iranian and Iraqi media outlets [reported](#) that a rest station for police officers at the crossing had been struck by U.S. airstrikes.

U.S. Central Command, which oversees operations in the region, did not immediately respond to questions about the attack.

In a video, crowds can be seen fleeing as explosions

ring out near the Iranian side of the crossing. CreditCredit...StringersHub, via Associated Press

The footage, which circulated online early Thursday morning, shows people carrying suitcases and rucksacks running away from a blaze. The attacks killed two people, according to Iranian officials.

Additional footage of the aftermath, also verified by The Times, shows a damaged telecommunications tower inside a small compound within the border crossing facility.

The footage emerged shortly before U.S. Central Command said in a statement that it had completed its 12th consecutive night of strikes against Iranian military sites. The statement did not mention targeting of a border crossing facility.

In what appeared to be a

retaliatory strike, the Abdali border crossing between Kuwait and Iraq was also hit on Thursday afternoon.

Gen. Saud Abdulaziz Al-Otaibi, a spokesman for Kuwait's defense ministry, [said in a statement](#) that the crossing had come "under attack by hostile drones," without specifying their origin, and that there had been no casualties. Since the war began in late February, Iran has launched missile and drone attacks at Kuwait as well as other nations in the Middle East, saying it is targeting U.S. military installations there.

The spokesman said in a second statement that the border crossing was also subjected to "repeated" attacks Thursday evening, but that no injuries were reported.

Videos [verified](#) by The Times showed dark clouds of smoke

rising on the Kuwaiti side of the border crossing near a radio tower and billowing over several curved metal structures. CreditCredit...Social media, via Reuters

Another [video](#) verified by The Times shows multiple cars and trucks parked on the side of the road on the Iraqi side of the border, with people filming as clouds of smoke continue to emanate from the area.

Neither Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps nor U.S. Central Command has commented on the attack.

The Iraqi government has not commented on either attack.

Sanjana Varghese is a reporter on The Times's [Visual Investigations](#) team, specializing in the use of advanced digital techniques to analyze visual evidence.

Le Monde

Fanny Arlandis
24 juillet 2026

Le Koweït, l'allié des Etats-Unis devenu la cible privilégiée de l'Iran dans le Golfe

Au-delà des bombardements iraniens sur des bases militaires américaines installées dans le pays, des infrastructures civiles koweïtiennes font les frais de la reprise des hostilités entre les Etats-Unis et l'Iran, déstabilisant un système déjà fragile.

Les Etats-Unis ont à nouveau frappé l'Iran dans la nuit du mercredi 22 au jeudi 23 juillet. En représailles, l'armée iranienne a affirmé, jeudi matin, avoir ciblé

au Koweït plusieurs sites utilisés par les Etats-Unis. Ses drones ont visé « les dépôts de munitions et de logistique de l'armée américaine du camp Doha, les réservoirs de

carburant de la base Ali Al-Salem, ainsi que le dépôt de munitions du camp Arifjan », a-t-elle déclaré.

Au-delà des bombardements

visant [des bases militaires américaines](#), où les dégâts restent difficiles à évaluer faute d'images et de communication, des infrastructures civiles koweïtiennes font également

les frais de la reprise des hostilités entre les Etats-Unis et l'Iran. Les gardiens de la révolution s'en prennent, quasi quotidiennement depuis le 17 juillet, aux centrales électriques, aux usines de dessalement, aux réservoirs de carburant et aux terminaux d'exportation de pétrole. Dans l'un des pays les plus arides au monde, hyperclimatisé, où 90 % de l'eau potable provient de ces installations, ces frappes touchent au cœur un système déjà fragile.

Pour l'heure, les noms et le nombre de sites touchés n'ont pas été révélés par les autorités, pas plus que l'ampleur des destructions. Même les images diffusées restent rares : il règne, au Koweït, un climat de peur et de répression. Depuis 2024, plus de 70 000 Koweïtiens ont été **privés de leur nationalité** pour des motifs divers. Et, depuis le début de la guerre déclenchée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran, le 28 février, un risque supplémentaire pèse sur les habitants qui peuvent désormais être arrêtés s'ils filment des interceptions de missiles ou diffusent des photos de dégâts.

Chaque centrale touchée, dans un pays qui en compte six principales, met en danger l'approvisionnement du pays en électricité mais aussi en eau, car elles alimentent généralement les usines de dessalement. « *Outre le fait qu'elles violent le droit international* [les conventions de Genève de 1949 et leurs protocoles additionnels de 1977 interdisent les attaques ou les représailles visant des infrastructures civiles], *ces attaques répétées visent à rendre la vie plus difficile aux Koweïtiens et à instaurer un climat de peur* », estime Bader Al-Saif, professeur associé à l'université du Koweït.

Les habitants ont été appelés par le ministère de l'électricité, de l'eau et des énergies renouvelables koweïtien, dès le



Capture d'écran extraite d'une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, montrant des panaches de fumée près d'une installation pétrolière à Mangaf (Koweït), le 18 juillet 2026. SOCIAL MEDIA VIA REUTERS

17 juillet, à limiter leur consommation d'eau et d'électricité pour soulager un réseau fortement sollicité. En cette période estivale, dans l'un des pays les plus chauds au monde, les climatiseurs tournent à plein régime, alors que les températures peuvent atteindre plus de 50 °C. D'autant que la quasi-gratuité de l'électricité pour les nationaux – les résidents étrangers la paient plus cher – favorise une consommation débridée.

Réaction prudente

Pour l'Iran, ces centrales électriques ou ces usines de dessalement, construites en surface sur les côtes du golfe Persique, constituent des cibles faciles. « *Et ce, d'autant que le Koweït partage une frontière avec l'Irak et se situe à quelques dizaines de kilomètres de l'Iran, ce qui permet aux milices pro-iraniennes en Irak et aux gardiens de la révolution d'utiliser des drones ou des missiles de faible portée – des armes peu coûteuses, faciles à produire et disponibles en grande quantité* », poursuit Bader Al-Saif.

« *Les gardiens de la révolution disent attaquer ces installa-*

tions en réponse aux destructions de leurs propres infrastructures par les Américains », explique Courtney Freer, professeure au département d'études sur le Moyen-Orient et l'Asie du Sud de l'université Emory, à Atlanta, aux Etats-Unis. Depuis le début de la guerre, l'Iran a accusé à plusieurs reprises le Koweït de laisser les Etats-Unis tirer des missiles depuis leurs bases dans le pays. Des allégations que les autorités koweïtiennes démentent : elles affirment que les attaques proviennent exclusivement de navires américains, notamment des porte-avions USS *George H.-W. Bush* et USS *Abraham Lincoln*, déployés en mer d'Arabie. « *Des vaisseaux que l'Iran se garde bien de cibler par peur de l'ampleur des représailles américaines* », ajoute Bader Al-Saif.

Selon les analystes, ces attaques auraient pour but d'inciter les Etats du Golfe à faire pression sur Donald Trump pour qu'il mette fin au conflit avec Téhéran. « *En s'en prenant au Koweït spécifiquement, l'Iran espère aussi rendre la présence américaine impopulaire dans le pays, et ainsi forcer les Etats-Unis à*

évacuer leurs bases militaires locales », estime Courtney Freer. A la mi-juillet, les gardiens de la révolution ont adressé un message direct aux citoyens koweïtiens, les appelant à expulser les « *occupants* » américains de leur territoire. C'est dans ce pays que se trouverait le plus important contingent de soldats américains dans la région, avec environ 13 500 militaires, principalement au camp Arifjan et sur la base aérienne Ali Al-Salem, selon un rapport du service de recherche du Congrès américain, publié en janvier 2025.

Le Koweït, l'un des principaux producteurs de pétrole de la planète, subit de plein fouet la fermeture du détroit d'Ormuz, par lequel la majorité de ses exportations de brut transitaient. Les principales raffineries du pays demeurent partiellement ou totalement à l'arrêt depuis le déclenchement du conflit. Mais, ces derniers jours, en essayant des frappes de plus en plus régulières contre ses infrastructures essentielles, l'émirat semble être précipité encore un peu plus dans le conflit.

Pour l'heure, le pays encaisse

les coups sans réellement hausser le ton. Pour protester contre l'attaque d'un pétrolier koweïtien dans le détroit d'Ormuz, qui a fait plusieurs blessés, le 20 juillet, le ministère

des affaires étrangères koweïtien s'est contenté de convoquer l'ambassadeur d'Iran. Depuis la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988), la relation entre l'Iran et le Koweït

reste empreinte d'une méfiance réciproque, en raison du soutien koweïtien à l'Irak. « La politique étrangère du Koweït croit fermement en la diplomatie et au multilatéra-

lisme, analyse Bader Al-Saif. Le pays n'a ni l'envie ni l'intérêt de participer à une guerre qu'il n'a jamais voulue. »



July 24, 2026

US airstrike hits Iranian army base in Rojhelat

ERBIL, Kurdistan Region - An Iranian army base in western Iran's Kurdish majority areas (Rojhelat) was reportedly targeted by a US airstrike on Friday, Iran's state media relayed, shortly after the US Central Command said its forces had "successfully completed" the thirteenth consecutive night of strikes against Iran.

The state-run Islamic Republic News Agency (IRNA) cited Hamed Saffari, Director General of Crisis Management for Urmia, the capital of Rojhelat's West Azerbaijan province, as stating that "at 9 am local time, an Iranian army headquarters was targeted by a US strike in Piranshahr county," south of Urmia.

Saffari added that "several powerful explosions were heard in Piranshahr" and that "the attack caused damage to several vehicles near the site of the bombardment," adding that

there is currently "no information regarding the casualties."

Meanwhile, a video clip shared with Rudaw showed smoke rising from two locations inside the army headquarters.

The incident notably coincided with the Iranian army on Friday claiming a new wave of attacks on US targets in Bahrain and Jordan, state-affiliated media reported, hours after the US Central Command (CENTCOM) said its forces had "successfully completed" the thirteenth night of consecutive strikes on Iran.

«In continuation of the Islamic Republic of Iran Army's drone strikes,» Iranian armed forces earlier on Friday struck the US military's «fuel storage tanks, large equipment warehouses, hangars and troop quarters... at the Sheikh Isa Air Base in

Bahrain, using Arash kamikaze drones," the army's public relations department said in a statement carried by the state-run Iranian Students' News Agency (ISNA).

The US military's «aircraft hangars, aircraft maintenance facilities and housing quarters» at Muwaffaq Salti Air Base in Jordan's al-Azraq region «were also targeted by Army drone strikes,» the statement added, warning that «any action taken against the legitimate and legal interests of the [Iranian] nation» would «also compromise the security and economic interests of other countries in the region.»

The Iranian forces framed the attacks as part of their response to the ongoing US strikes across Iranian territory, the latest of which included overnight strikes on Friday on Andimeshk, Omidiyeh and Ahvaz in Iran's southwestern Khu-

zestan province; the port city of Bandar Abbas and nearby Qeshm Island in the southern Hormozgan province; and the Firuzabad region in the southern Fars province as well, according to Iranian state media.

For its part, the US Central Command (CENTCOM) reported that its forces «successfully completed» a thirteenth consecutive night of strikes against Iran on Friday, adding that targets included «military command centers, drone storage facilities, communication networks, coastal surveillance sites and maritime capabilities.»

In a previous statement, the Command said that since the naval blockade against Iran resumed nine days ago, its forces had «redirected 12 commercial vessels and disabled one to prevent ships from entering or leaving Iranian ports and coastal areas.»

The New York Times

Leily Nikounazar, Erika Solomon
July 24, 2026

‘We’re Trapped in Hell’: Iranians Say Life Is Put On Hold by Months of War

Devastated by cycles of violence and economic crisis, many are giving up on work and their futures as the United States batters Iran again.

A horribly familiar rhythm of war has returned for Iranians — with bombarded highways and a plunging currency, menacing social media posts by President Trump and fiery rhetoric by Iran’s clerical rulers.

Yet when Behnam, an unemployed musician in Tehran, calls his family or friends to check in, he never starts by talking about the war. “The first question we ask one another is: Have you eaten?”

Like all Iranians interviewed for this article, Behnam, 38, asked that his last name not be used for fear of reprisal from Iran’s government. “It has honestly reached a point where we’re only thinking about survival,” he said.

Gone are the pep talks from relatives about finding a job, he said, as unemployment [continues to soar](#). Many Iranians have shelved plans to repair buildings or rebuild lives battered by the war. Planning for the future seems an absurd luxury when impoverished friends can afford to buy rice only by the cup and when the United States and Iran are trading strikes on military sites, ports and water desalina-



Street vendors beneath a billboard of the former supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, in Tehran last week. Arash Khamooshi/ Polaris for The New York Times

tion plants around the region.

For more than a year, Iranians have been trapped in a constant cycle of air-strikes, domestic security crackdowns and economic devastation. A short-lived cease-fire reached last month with the United States brought some respite from falling bombs, though not from the plummeting economy.

The unraveling of the agreement in recent weeks tipped the country back into war. Many Iranians have been left feeling that their lives are on hold or are no longer their own.

“I have no control over my life anymore,” Behnam said. “Our fate is in the hands of those who don’t think about ordinary people.”

This cycle of crisis has plagued Iranians since the 12-day U.S.-Israeli war that battered the country in June last year. In its wake, the government placed the country under a month-long internet blackout, citing national security concerns. That sent the already foundering economy into a nosedive.

Then, a currency crisis in

December set off antigovernment protests that grew into a nationwide movement. Those were crushed in January in a crackdown [fiercer than any Iran had experienced in decades](#), leaving [thousands dead](#) and the country bitterly divided.

Weeks later, Mr. Trump and Israel’s prime minister, Benjamin Netanyahu, announced their war against Iran, describing it as a once-in-a-generation chance to topple the country’s authoritarian rulers. American and Israeli warplanes pummeled Iran, destroying infrastructure and

killing the supreme leader and thousands of civilians. But the country's theocratic rule remained intact, emboldened by its survival. Asal, a 20-year-old shopkeeper in a town near Tehran, was among the thousands who took part in the protests in January. Breaking into tears as she described the arrest and torture she said she and her friends experienced, Asal said she had once hoped the U.S.-Israeli intervention would help [bring down the regime](#).

"Trump told us he wanted to save us, but that wasn't true," she said. "Whatever happens in the future doesn't matter to me anymore."

Adding to the malaise, some Iranians said, was witnessing how many times their loved ones tried to overcome economic adversity only to see their small victories crushed by the next crisis.

Farzad, a web designer in Tehran, said that, in the downturn after the 12-day war, a family friend had begun selling homemade pickles and jam over Instagram to supplement her pension, which was no longer enough. Her once-thriving business collapsed during the internet blackout, which the government imposed throughout the Janu-

ary crackdown and the first months of the war.

Some Iranians said in interviews that prices had become so high that they were foregoing medical care, or buying vitamins to replace fruit and vegetables in their diet because they were cheaper.

A fruit stall in Tehran. Some Iranians said that they had given up fruit and vegetables in favor of vitamins to save money. Credit: Arash Khamooshi/Polaris for The New York Times

"Put aside the statistics," Farzad said. When it comes to measuring the economic crisis, he said, "we know it with our own bodies, with our lived experience."

Even when the bombings subsided this spring, Iranians faced fresh indignities. Their government continued to pursue its crackdown on the opposition, including a surge of executions of January protesters and confiscations of dissidents' property. Last month, cyberattacks shut down three of Iran's main banks, according to the authorities. Millions of Iranians suddenly lost access to the little money they had.

By the time the banking

chaos had been resolved, the country was back at war.

Supporters of Iran's government argue that the country has no choice but to keep fighting.

"Everything comes at a cost," said Hossein, who runs an online business from the port city of Bandar Abbas, which has experienced heavy U.S. bombardment in the past week. "Standing up to the United States and preserving our independence is far more valuable than becoming another country in the region that simply says yes to whatever the U.S. wants."

Much of the renewed fighting has been in the south of Iran. Farideh, 51, has been appalled by the U.S. bombardments that have smashed railroads and brought down bridges in her region, leaving some residents stranded for days.

In the southern province of Hormozgan, airstrikes knocked out power networks and a water desalination facility, according to Hamid Saed Panah, head of the local electricity distribution company, and Ahmad Nafisi, deputy governor of the province. The United States has not commented on those claims.

Some residents of the south said they had been left without running water and suffering hourslong electricity cuts while having to endure temperatures that frequently top 120 degrees Fahrenheit.

"It has been an extremely bitter, stressful experience, filled with hopelessness about the future," Farideh said. She struggled to imagine what would become of her children's education and what career prospects they would be left with. "Unfortunately, we, the people, are paying the price for the mistakes and stubbornness of governments."

Loyalists to the Islamic republic camp out nightly on the streets of most cities, demanding that the government pursue war instead of peace and fraying the nerves of those Iranians desperate for the crisis to end.

"Things have become so bad that everyone has completely lost it," said Mohsen, a business owner in the central city of Isfahan. "We're trapped in hell, and there's no saving us." Sanam Mahoozi and Shirin Hakim contributed reporting.

Erika Solomon is The Times's bureau chief for Iran and Iraq.

The New York Times

July 26, 2026

Trump Seems Trapped by Iran War, Even as He Wields the World's Biggest Hammer

A president who thought there were no limits to his power has discovered several, leaving him more frustrated and erratic.

President Trump often celebrates his unpredictability, declaring that it keeps allies and adversaries alike off balance.

By his telling, his willingness to bomb Iranian nuclear sites 13 months ago, and send Delta Force commandos in to snatch President Nicolás Maduro of Venezuela from his bed in early January, reflected his determination to execute military operations that would have made his predecessors blanch. He told The New York Times he was [limited only by "my own morality,"](#) as he wielded the world's biggest hammer.

But in recent weeks, he has seemed trapped, his presidency gradually consumed by a war he cannot find his way out of.

He has discovered limits on his power that he could have scarcely imagined as he began full combat operations on Feb. 28, when he [set out goals](#) for a swift end to Iran's nuclear program and the overthrow of the country's government.

Five months later, those goals remain almost entirely unaccomplished. And Mr. Trump, once confident that overwhelming force would enable him to pursue in Iran what he proudly called the "Venezuela model" — a change of government to one amenable to U.S. control — is now hesitant to plunge back into major combat operations that his intelligence agencies assess are unlikely to work as well in Tehran.

He has been unable to control [surging oil prices](#), or their [effects on the stock market](#). The shipping that crawled to a stop in the Strait of Hormuz, then was opened for a few short weeks, is [back to a trickle](#), with a second choke point, between the Red Sea and the Gulf of Aden, now threatened. And while the president has threatened to take Kharg Island, where Iran ships oil, or to seize its underground stores of enriched uranium, he has said publicly that he knows there is no appetite for [sending in ground troops](#).

Those limits have left him deeply frustrated, his aides say, and have made him more erratic, even by Trumpian standards. Last week alone, Mr. Trump's energy secretary [signed a historic pact](#) with Saudi Arabia to provide civil nuclear power to the kingdom, before the president undercut the deal less than 24 hours later, stunning the Saudis by declaring that the agreement, negotiated over 18 months, was dead unless the country [joined the Abraham Accords and recognized Israel](#).

Aaron David Miller, a former U.S. diplomat with long experience in the Mideast, said that Mr. Trump again "alienated the Saudis, delighted Benjamin Netanyahu and gave Iran strong talking points as to why cutting deals with U.S. is a fool's errand, bound to be betrayed."

The next day, he declared that the "original Deal" on the \$4.5 billion Gordie Howe International Bridge, a cross-

border project named for the hockey star beloved on both sides of the border with Canada, was dead. He imposed 50 percent tariffs on a range of Canadian goods, in what appeared to be [a blatant violation](#) of the U.S.-Mexico-Canada Agreement that Mr. Trump negotiated in his first term and now wants to scrap.

Not surprisingly, [Canada dis-invited Americans](#) from ceremonies to mark the completion of the bridge, which opens to traffic on Monday.

Mr. Trump's rewriting of deals, out of anger or frustration, has extended to his party's domestic priorities. Republicans had assembled chairs at the Capitol for the signing ceremony of a major housing bill — a rare bipartisan agreement celebrated by the White House — when Mr. Trump stunned them by refusing to sign it. His only priority, he said, was the SAVE America Act, his effort to change voting laws, which did not have enough Republican support. The ceremony was canceled. [The bill became law](#) without Mr. Trump's signature — and also without a chance for his party to get the photo opportunity of action to ease affordability for new homeowners.

Not all of Mr. Trump's frustrations, people close to the president say, are driven by the war, now so unpopular that [only 29 percent of Americans](#) polled by The Washington Post and Ipsos approved of his handling of the conflict. But much of it is. And the angst is clear as he promises

to stop Iran's nuclear program at any cost, while his allies at home want out.

"We got to wrap it up," Speaker Mike Johnson said last week, voicing a sentiment heard increasingly from Mr. Trump's most enthusiastic supporters.

But the president does not have a clear way to accomplish that goal. Having entered the conflict with little strategy for victory, he now is struggling for a face-saving way to exit.

A month ago, he exuded confidence that he had found the way to declare victory. On June 17, Mr. Trump [signed with a flourish](#) — at the Palace of Versailles, where World War I officially ended in 1919 — a hastily written, 14-point cease-fire agreement.

At the time, Mr. Trump said that a new, more "reasonable" set of Iranian leaders had seen the light, and were being driven by economic interests.

"I believe they have had enough," Mr. Trump said in an interview with The Times on June 14. He argued that he was able to get the deal because he was threatening a massive attack, prompting Iran to fold.

"We were going in for the big one, and they said, 'Please don't do it, we will make a deal.' And we made a deal right after that," he said. It lasted only two weeks.

The Iranians who negotiated the deal appeared to have been in conflict with the Islamic

Revolutionary Guard Corps, whose forces opened fire on ships that refused to use the channel of the Strait of Hormuz that Iran controls. While Mr. Trump said in the recent interview with The Times that Iranian leaders wanted billions of dollars in Iranian overseas funds unfrozen and oil shipments flowing, the Iranian Revolutionary Guard Corps seems more interested in demonstrating control.

Now Mr. Trump has three main options: military escalation, economic crackdown or declaring victory and getting out. Each has been debated in recent weeks in meetings with Vice President JD Vance; Defense Secretary Pete Hegseth; the chairman of the Joint Chiefs of Staff, Gen. Dan Caine; his son-in-law Jared Kushner; and his special envoy, Steve Witkoff.

Each option seems unpalatable, for different reasons.

On Friday, after signaling all week that he was planning a return to major combat operations in Iran, he pulled back. In briefings, according to several officials, aides cast doubt on whether a massive bombardment, one that cut off electricity and went after Iran's resilient missile capability, would result in Iran's return to meaningful negotiations. People walking in the center of Mashhad, Iran earlier this month. Emile Duce for The New York Times

And the price would be high. Mr. Trump was told that attacks of that magnitude could lead to huge civilian casualties and mass starvation among the very Iranians he once promised to protect from their own government. When he was asked in the Oval Office on Friday whether he was hesitant to blow up power plants and bridges, because



President Trump entered the Iran conflict with little strategy for victory, and is now struggling for a face-saving way to exit. Alex Kent/ The New York Times

that could constitute war crimes, he said, "I won't respond to that question."

But his real hesitation may come from the fact that the war has depleted U.S. stockpiles of missile interceptors. In April, the Center for Strategic and International Studies [estimated](#) that half the U.S. inventories of some key interceptors might have already been used. After 13 consecutive nights of attacks and counterattacks this month, those numbers, some officials say, have reached critically low levels, and were a factor [in Mr. Trump's decision in recent days to hold off](#) on a major escalation in the war.

U.S. officials now worry that President Vladimir V. Putin of Russia and Xi Jinping of China could be factoring the shortages into calculations of their next moves, in Ukraine and Europe for Mr. Putin and perhaps against Taiwan for Mr. Xi.

Mr. Trump's second option is to let sanctions sink in, hoping

that further crackdowns on oil exports, enforced by the renewed blockade of shipments into and out of the Strait of Hormuz, will have their intended effect.

But those are slow, and Mr. Trump has been predicting economic collapse in Iran since he first pulled out of the Obama-era nuclear deal in 2018 and imposed what he called crushing controls on Iran. Eight years later, the regime lives, under a new leader who could be more dedicated to a covert nuclear program.

That strategy may yet work. But it will require a costly, continuous U.S. military presence, and the possibility of on-again, off-again exchanges of fire that risk more American lives and more attacks on Gulf allies.

The third option is to declare victory and go home. Mr. Trump seemed to be headed that way a month ago, when he said he had chosen a cease-fire and negotiations because he did not want to

risk a depression that would [invite comparisons to Herbert Hoover](#).

"He was always the one I didn't want to be," Mr. Trump said of the 31st president, who presided over the crash that ushered in the Great Depression. "I didn't want to see economic catastrophe." He later noted that if the war continued, the world would have begun to run out of oil stockpiles.

But exiting comes with costs. If Mr. Trump leaves Iran with its near-bomb grade nuclear fuel buried under rubble and with the Strait of Hormuz under de facto Iranian control, he will have failed to address the problem that triggered his attack and created a vast new one for energy markets.

It would define his legacy. And it would make clear that there are more constraints on his power than he believed in January, when he declared that his reach was limitless.

Iran War Enters 6th Month and a Period of Greater Uncertainty

Here is a rundown of the major events of the war, as both sides consider their next moves.

Soon after the war began on Feb. 28, President Trump declared that Iran was “totally defeated and wants a deal.”

Then in March, Mr. Trump said the U.S. military would wrap up its campaign against Iran in two to three weeks. “We will be leaving very soon,” he said.

Now the conflict is entering its sixth month and a period of deep uncertainty. After nearly two weeks of attacks and counterattacks, Mr. Trump has held off a major escalation. But major issues between the two sides remain unsettled.

The cycles of fighting have resulted in staggering losses.

An estimated 1,700 Iranian civilians have been killed in airstrikes, which have devastated Iran’s infrastructure and deepened the country’s economic crisis.

Eighteen U.S. service members have died in the war, which the Pentagon estimates has cost \$37.5 billion.

Here’s a rundown of the biggest moments of the war, and some of its deadliest incidents.

February

After the United States and Israel launch the war, Iran begins firing on ships in the Strait of Hormuz, effectively closing the waterway and sending oil prices skyrocketing around the world.



President Trump has held off on a major escalation of hostilities with Iran, but major issues between the two sides remain unsettled. Kenny Holston/ The New York Times

Feb. 28: In the opening barrage of the war, a salvo of Tomahawk cruise missiles launched from U.S. Navy warships kills 175 people at an elementary school in Minab, in southern Iran, most of whom are children.

A new type of American weapon called the Precision Strike Missile hits a sports hall, a school and two residential areas in southern Iran, killing 21 people.

The White House and Pentagon have not publicly acknowledged responsibility for either attack.

March

On March 1, the second day of combat, Iran attacks U.S.

military facilities across the region with medium-range ballistic missiles and one-way attack drones. An Iranian attack drone kills six U.S. Army soldiers in Kuwait.

March 1: Three U.S. Air Force F-15 warplanes are shot down by Kuwaiti air defenses in an apparent friendly fire incident. All crew members are rescued.

March 4: A Navy submarine torpedoes an Iranian warship near Sri Lanka, likely killing more than 100 Iranian sailors. Iran calls it an “atrocious attack.”

The national average price of a gallon of regular unleaded gasoline, which according to AAA had been \$2.98 before

the war, jumped to \$3.98 one month later, in late March. Anabelle Gordon/Reuters

March 7: A U.S. Army soldier dies of wounds suffered in an attack on Prince Sultan Air Base in Saudi Arabia.

March 12: Six U.S. airmen are killed when their KC-135 aerial refueling tanker crashes in western Iraq.

March 31: Mr. Trump says the United States will be out of Iran in two or three weeks.

The average price of a gallon of regular unleaded gasoline in the United States, which according to AAA had been \$2.98 before the war, jumps to \$3.98.

April

In early April, another F-15 is shot down — this time over Iran. The pilot is quickly rescued, but the jet's weapons systems officer is rescued later. Multiple U.S. aircraft were destroyed in the second rescue operation, which involved hundreds of Special Operations troops and other military personnel. Another U.S. warplane, an A-10 Warthog, crashes and the pilot is rescued.

April 6: Central Command, which directs military operations in the Middle East, says the U.S. has hit more than 13,000 targets in Iran. It is the last update Centcom offers on the numbers of targets struck until airstrikes resume in earnest in July.

April 7: Mr. Trump announces a cease-fire.

April 11: Vice President JD Vance says the two sides have failed to reach a peace deal after 21 hours of talks in Pakistan.

Vice President JD Vance arriving in Islamabad, Pakistan, for peace talks with Iran. Pool photo by Jacquelyn Martin

April 12: The U.S. announces a blockade of Iranian ports.

April 19: A U.S. destroyer fires on an Iranian-flagged cargo ship in the Arabian Sea, and Marines seize the vessel. It is believed to be the first vessel that has tried to evade the U.S.-imposed blockade.

April 21: Mr. Trump extends the cease-fire.

The national average price for regular unleaded gasoline rises to \$4.30 per gallon.

May

May 3: Mr. Trump announces "Project Freedom" to help

stranded civilian merchant ships leave the Strait of Hormuz. The president is forced to pause the operation after less than 48 hours.

May 5: Defense Secretary Pete Hegseth and Gen. Dan Caine, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, give a briefing to reporters on the Iran war. They have not given any since then.

Defense Secretary Pete Hegseth giving a rare briefing on the war. Kevin Lamarque/Reuters

May 7: Mr. Trump says his cease-fire is still in effect.

May 10: Mr. Trump rejects an offer from Iran to return to peace talks.

May 13: The Congressional Research Service says the U.S. military has suffered losses or damage to 42 warplanes, helicopters and drones in the war.

May 23: Mr. Trump says a peace deal is near.

In the three weeks leading up to the end of March, Centcom said it had guided around 70 commercial ships through the strait using a new route that hews tightly to the Omani coastline.

The national average for regular unleaded gasoline is \$4.42 per gallon.

June

Mr. Trump began the month by saying peace negotiations with Iran are "very boring" and told a news outlet that he "couldn't care less" if those talks with Iran break down.

June 11: The president again claims a peace deal is near.

June 14: The White House and Tehran reach a deal to

reopen the Strait of Hormuz, but leave the issue of Iran's nuclear program unresolved. Mr. Trump says the strait will be "permanently toll-free."

The White House and Tehran reach a deal to reopen the Strait of Hormuz in mid-June, but the language in their "memorandum of understanding" is vague. Reuters

June 17: Text of the "memorandum of understanding" between the U.S. and Iran is released. But its language is vague, and the two sides have contradictory interpretations.

June 20: Mr. Vance departs Washington for more peace talks.

June 22: Mr. Trump eases U.S. economic sanctions on Iranian oil.

June 23: Iran attacks a commercial ship transiting the Strait of Hormuz. Over the next two days, U.S. forces launch airstrikes in response.

By the end of the month, the cost of a gallon of regular unleaded gasoline falls to \$3.91.

July

July 1: The month begins with news that a U.S. Navy helicopter has made an emergency landing in the Arabian Sea. Days later, the senior aviator aboard is declared lost at sea.

July 4: The Pentagon launches an air show of warplanes, helicopters and parachutists over the National Mall in Washington. The event continues even after an evacuation is ordered because of the threat of extreme weather.

July 8: U.S. forces launch new airstrikes against Iran, hours after Mr. Trump said he thought a three-week-old cease-fire between the two

countries was "over."

July 9: Iran launches medium-range ballistic missiles at Jordan. U.S. Central Command says that it has struck 170 targets during the first 48 hours of renewed attacks.

July 11: Mr. Trump orders more airstrikes after Iran attacks a container ship in the Strait of Hormuz.

A dignified transfer for the remains of Army soldiers killed during an Iranian attack on a Jordanian military base. Kenny Holston/The New York Times

July 13: Mr. Trump threatens to impose fees on ships passing through the strait and re-imposes a naval blockade on Iranian ports.

July 17: Three U.S. Army soldiers are killed by an Iranian attack on a military base in Jordan.

July 18: One U.S. Army soldier is killed during the disposal of an Iranian drone in northern Iraq.

July 26: The Pentagon changes the way it tallies casualties from the war, reporting a total of 624 U.S. service members wounded and 18 deaths.

Across the United States, the average price of a gallon of regular unleaded gas rises to \$4.11.

After nearly two weeks of attacks by both sides, the war has remained on pause for several days.

John Ismay is a reporter covering the Pentagon for The Times. He served as an explosive ordnance disposal officer in the U.S. Navy.



27 juillet 2026

L'Iran a convoqué l'ambassadeur français pour «ingérence», la France sommée de «cesser de telles actions»

Cette convocation intervient une semaine après la détention de deux diplomates français en poste à Téhéran, menant selon le régime iranien des activités «qui n'étaient en aucun cas justifiées».

L'ambassadeur français en Iran, Pierre Cochard, a été convoqué par le ministère des Affaires étrangères à Téhéran pour «ingérence», a indiqué ce lundi 17 juillet ce dernier, après la détention de **deux diplomates français** en poste dans la capitale iranienne la semaine dernière.

«Hier (dimanche), l'ambassa-

deur de France à Téhéran a été convoqué au ministère des Affaires étrangères, où il a été souligné que le gouvernement français devait cesser de telles actions et de telles ingérences dans les affaires intérieures de l'Iran sous des appellations trompeuses», a déclaré le porte-parole du ministère, Esmâïl Baqhaï, lors d'un point de presse hebdomadaire, ajoutant que les deux diplomates français avaient mené des activités «qui n'étaient en aucun cas justifiées».

Selon lui, les deux diplomates français ont mené des activités «qui n'étaient en aucun

cas justifiées» et ont «interféré dans les affaires intérieures de l'Iran sous le prétexte de s'engager avec la société civile».

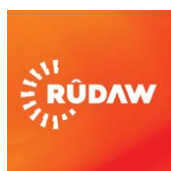
L'un des diplomates français «molesté»

Le 20 juillet, le ministre français des Affaires étrangères, **Jean-Noël Barrot**, avait dénoncé «une action d'intimidation extrêmement grave de la part des services de sécurité iraniens» à l'encontre de deux diplomates, dont l'un avait été «molesté».

D'après le ministre français, les diplomates ont été «détenus sans raison pendant plu-

sieurs heures» et «interrogés», en raison de leur mission de soutien à la société civile iranienne.

Le chargé d'affaires iranien en France avait été convoqué au Quai d'Orsay le 21 juillet dernier. Les autorités iraniennes ont démenti l'agression, affirmant que les diplomates n'avaient été que «brièvement interrogés» par les services de sécurité, après avoir participé à une «réunion avec plusieurs personnes recherchées par les autorités».



July 27, 2026

At least four drones target Erbil province

ERBIL, Kurdistan Region - An Iranian Kurdish opposition party said Monday that one of its bases near Erbil was hit by four one-way attack drones, sparking a fire in nearby dry grass. Earlier in the day, at least one explosion was reported in Koya, the Erbil province town that hosts the base of another dissident group.

The attacks are the latest in Iran's ongoing campaign against targets in the Kurdistan Region as part of the war with the US.

«Moments ago, four drones attacked the Chamshari headquarters of the Kurdistan National Army and the Pakshari base of the Kurdistan Freedom Party,» said PAK in a statement, referring to its armed wing.

The party also published a video showing fire spreading through dry grass in the area, without elaborating further.

Hours earlier, at least one explosion was reported in Erbil's Koya district, caused by an

unidentified projectile. Footage obtained by Rudaw shows smoke billowing from the foot of a mountain in Koya. A source told Rudaw the area was targeted with a drone.

Koya has repeatedly come under fire amid Iran's attacks on the Kurdistan Region, including strikes targeting Iranian Kurdish opposition groups. The town is home to Azadi Camp, which houses members and families of the Kurdistan Democratic Party of

Iran (KDPI), one of several Iranian Kurdish opposition groups based in the Region that Tehran accuses of fomenting unrest inside Iran and siding with Americans. Iran has not officially claimed responsibility for the latest attack on Koya, though the country's semi-official media reported it.

Iranian Kurdish parties based in Koya have not reported any new attacks in the area.



july 28, 2026

Drones strike Iranian Kurdish opposition bases near Erbil, no casualties reported

ERBIL, Kurdistan Region - Four drones struck bases belonging to Iranian Kurdish opposition groups east of Erbil early Tuesday while another drone was shot down over the province, according to officials from the groups. No casualties were reported.

«The attack took place at 12:20 am in Alana Valley, but it resulted in no casualties,» Amjad Hussein Panahi, head of the Komala of Toilers of Kurdistan communications, told Rudaw.

«Since the start of the war, Komala bases have been targeted by more than 95 missiles and drones,» he said in what he characterized as a continued campaign against the group since the outbreak of the US-Iran war in late February.

The latest drone strikes come amid heightened regional tensions following renewed US-Iran military strikes despite ongoing indirect communication between Washington and Tehran regarding the implementation of the memorandum of understanding (MoU) signed in mid-June.

On Monday, US President Donald Trump said the United States was engaged in «very deep talks with Iran» but warned that Washington could resume «very strong military action» if diplomacy failed to bring about an agreement with Tehran, as Iranian officials confirmed that the ex-



Locals attempting to extinguish fire broke out from drone attacks in Erbil's Alana Valley on July 27, 2026.
Photo: Screengrab/ Submitted

change in indirect communication was ongoing.

Meanwhile, US Central Command said Monday it had intercepted multiple commercial vessels as part of its maritime blockade on Iranian ports.

Iranian Kurdish opposition groups operating in the Kurdistan Region have come under continuous attacks by Iran, which have killed dozens of the groups' members since the outbreak of the war.

Moments after the Alana Valley attack, two more drones crashed inside Jezhnikan camp, near Erbil's Bahrka district, according to a source from the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI).

«Tonight at 12:30 am, two drones crashed inside Jezhnikan camp east of Erbil, but there were no casualties,» the

source told Rudaw.

The camp, located east of Bahrka, houses some of the families and relatives of KDPI Peshmerga and party members. The camp has been evacuated since the outbreak of the US-Iran war.

Meanwhile, another drone was intercepted over Khalifan district. Rudaw reporter Andam Jabbar said the downing of the drones sparked fires in three locations across Alana Valley and in a village in Khalifan district.

«Fires broke out in three locations across Alana Valley and a village in the Khalifan district due to the shooting down of drones,» Jabbar reported, adding that debris from the destroyed drones landed in the courtyards of several homes.

The attacks came only hours after Kurdistan Region Prime

Minister Masrour Barzani said several of the drones that have recently targeted the Kurdistan Region were launched from the direction of Mosul, calling on Baghdad to prevent armed groups operating outside state control from threatening the Region's security.

«Unfortunately, in the past two or three days, some of the drones that targeted Erbil once again came from within Iraq itself, from the direction of Mosul,» Barzani said during a press conference on Monday.

He urged the federal government to act against the perpetrators, saying Baghdad «is responsible for stopping the sources of these risks and threats against the Region.»



Frédéric Autran
28 juillet 2026

IRAN La guerre sans fin et le malaise américain

Cinq mois après son démarrage, le conflit, très impopulaire aux Etats-Unis, reste émaillé d'erreurs stratégiques et glisse inexorablement vers un enlisement militaire et économique durable.

A partir de quand une guerre devient-elle un bourbier ? L'enlisement se mesure-t-il en mois, en années, au nombre de soldats tués au combat ou aux milliards de dollars engloutis ? Ou se reconnaît-il plutôt à l'absence d'issue honorable, lorsque chaque option - négociation, escalade ou statu quo - revient, d'une manière ou d'une autre, à admettre un échec stratégique ? Du Vietnam à l'Afghanistan en passant par l'Irak, l'histoire des Etats-Unis, superpuissance souvent aveuglée par sa suprématie militaire, regorge de précédents pour esquisser une réponse.

S'il n'existe pas de définition unique, un constat s'impose : la guerre contre l'Iran en présente chaque jour davantage les symptômes. La reprise des frappes le 8 juillet, après deux mois d'un cessez-le-feu précaire, a ravivé le débat. Au Congrès comme dans les médias américains, deux expressions reviennent en boucle : quagmire («bourbier») et forever wars, ces «guerres sans fin» que Donald Trump promet d'éradiquer depuis plus de dix ans. «Je ne vais pas déclencher des guerres. Je vais les arrêter», proclamait-il au soir de sa victoire, en novembre 2024. Ironie du sort : le conflit avec l'Iran, qu'il imaginait rapide et décisif, ressemble de plus en plus à ceux qu'il a passé sa carrière politique à dénoncer.

Décrochage et riposte implacable

Le parallèle n'a évidemment pas échappé au président américain, conscient de l'impopularité croissante de «sa» guerre, y compris auprès de son électorat le plus fidèle. Selon un sondage de Politico, la moitié des sympathisants Maga jugeaient encore en mai que le conflit justifiait son coût économique ; ils ne sont plus que 37 % aujourd'hui, contre seulement 16 % de l'ensemble des Américains. La remontée du prix de l'essence, repassé au-dessus de 4 dollars le gallon (environ 0,90 euro le litre), nourrit ce décrochage. Avec un baril de pétrole reparti au-dessus des 100 dollars jeudi, contre 70 dollars au début du mois, la guerre risque de peser durablement sur le pouvoir d'achat, à moins de quatre mois des élections de mi-mandat qui pourraient coûter au président républicain sa majorité au Congrès.

Face à cette menace politique, Donald Trump s'efforce d'imposer un autre récit. Selon lui, la comparaison avec les conflits de ses prédécesseurs ne tient pas, car leur durée et leur bilan humain sont incomparables. Sur Truth Social, mercredi, il dressait un décompte lapidaire : «Afghanistan : vingt ans, 2 000 morts. Irak : neuf ans, 4 600 morts. Vietnam : dix-neuf ans et cinq mois, 58 220 morts. Corée : trois ans et un mois, 36 574 morts. Venezuela : un jour, zéro mort. Iran : quatre mois, 18 morts.» Le chef de la minorité démocrate au Sénat, Chuck Schumer, a immédiatement dénoncé sur X des propos «méprisables», accusant le Président de «se van-

ter» que «seulement» 18 soldats aient péri dans «une guerre imprudente et illégale qu'il a lui-même déclenchée».

Conscient malgré tout de l'impact que la mort de militaires américains peut avoir sur l'opinion, Donald Trump promet une riposte implacable. «Chaque fois que l'Iran tue un soldat américain, il le paiera au centuple», a-t-il averti le 20 juillet. La menace vise également les actions de Téhéran dans le détroit d'Ormuz, devenu le centre de gravité du conflit. «Chaque fois que la république islamique tirera sur un navire, les Etats-Unis détruiront un pont ou une centrale électrique», a-t-il ajouté. Une logique de représailles graduées qui, loin de dissuader l'Iran, semble surtout nourrir une escalade dont personne ne maîtrise le rythme.

A Washington, une orientation se dessine : frapper les infrastructures civiles pour fragiliser le régime iranien, tout en renforçant le blocus pétrolier. Pour Andrew Gawthorpe, spécialiste de politique étrangère américaine à l'Université de Leyde, «Donald Trump s'est lui-même enfermé dans une impasse» en croyant que l'intensification des bombardements finirait par faire céder Téhéran. «Cela relève davantage du désespoir que de la stratégie», résume le chercheur, qui ne voit aucune raison de penser que cette fuite en avant produira un résultat différent.

Pour de nombreux experts militaires et diplomatiques, cet entêtement traduit une nouvelle erreur d'appréciation dans un conflit qui en est jonché depuis son déclenche-

ment. Karen Gibson, lieutenant générale à la retraite et chercheuse au Centre d'études stratégiques et internationales, dresse un constat sévère : Washington a surestimé l'efficacité de sa supériorité aérienne, cru que l'Iran éviterait de s'en prendre au détroit d'Ormuz ou aux monarchies du Golfe et imaginé qu'une campagne de décapitation des dirigeants iraniens provoquerait l'effondrement du régime. «Toutes ces hypothèses sont stratégiquement erronées si votre adversaire considère ce conflit comme une menace existentielle. Elles découlent en grande partie d'une mauvaise compréhension du régime iranien», estimait-elle mercredi lors d'une conférence en ligne organisée par Chatham House.

«Des concessions humiliantes»

La principale leçon des cinq mois de conflit concerne les limites de la guerre aérienne. Des dizaines de milliers de cibles ont été frappées par les Etats-Unis et Israël, dont 13 000 au cours des six premières semaines. Pourtant, Téhéran est parvenu à conserver des capacités de riposte, notamment asymétriques, grâce à ses missiles et ses drones à faible coût mais redoutablement efficaces. «Nous prenons conscience ici des limites de la puissance aérienne parce que nous sommes fondamentalement dans une impasse», a résumé le sénateur démocrate Brian Schatz lors d'une audition au Congrès à la mi-juillet.

Alors que le Pentagone réclame une rallonge budgétaire de près de 70 milliards de

dollars au Congrès, l'inquiétude grandit sur l'état des stocks de munitions. «Chaque jour d'opérations affaiblit les Etats-Unis», prévient l'historien Phillips O'Brien, pour qui «l'armée ne fait qu'épuiser davantage ses stocks d'armes essentielles dans le cadre d'opérations incapables de produire le moindre résultat politique». Un responsable cité par le Washington Post se montre plus alarmiste encore : «Nous n'avons pas les moyens nécessaires pour assurer la poursuite de nos opérations en toute sécurité, et je ne pense pas que la Maison Blanche en ait conscience.»

Comment briser ce cycle où chaque frappe appelle une riposte ? Officiellement, la voie diplomatique demeure privilégiée. «Nous avons tenté à plusieurs reprises de trouver un accord avec l'Iran et nous continuerons à le faire», assurait le 19 juillet le secrétaire d'Etat Marco Rubio, tandis que plusieurs médiateurs régionaux tentent de rétablir un cessez-le-feu. Mais pour Ilan Goldenberg, spécialiste de l'Iran au sein du lobby J Street, Téhéran n'accepterait une désescalade qu'en échange de concessions économiques et militaires considérables : «Il existe sans doute un prix auquel Téhéran accepterait de rouvrir le détroit d'Ormuz,

mais il impliquerait des concessions si humiliantes que Trump ne l'acceptera jamais.»

L'autre scénario, à l'opposé, consisterait à accentuer encore la pression militaire. La Maison Blanche laisse sciemment filtrer l'idée que Trump a été briefé sur toutes les options envisageables, y compris le bombardement du site souterrain de Pickaxe Mountain et le déploiement de troupes au sol. Pour Phillips O'Brien, un constat s'impose : «L'unique moyen pour Trump d'espérer raisonnablement atteindre ses objectifs politiques est de renverser le régime iranien et de le remplacer par un nouveau régime docile. Cela ne se fera pas par des frappes aériennes. La seule façon pour Trump de «gagner» la guerre est donc de mener une invasion à grande échelle.» Une perspective qu'il juge pourtant irréaliste. Déjà à la peine pour protéger ses bases dans la région, l'armée américaine serait infiniment plus vulnérable sur le territoire iranien ou dans les îles d'Ormuz et du golfe Persique.

Ce qu'impliquerait concrètement une opération terrestre donne le vertige. Le général à la retraite Barry McCaffrey l'estime à 600 000 soldats et au moins un an de «combats

acharnés». Un scénario qu'il considère hautement improbable dans le contexte actuel où la Maison Blanche ne dispose, selon lui, «ni d'alliés, ni du soutien de l'opinion, ni d'une stratégie». Andrew Gawthorpe partage cette analyse : Donald Trump évitera probablement cette option afin de ne pas devenir «le président qui perdra 10 000 soldats américains dans une guerre contre l'Iran», reproduisant les échecs vietnamien, afghan et irakien qu'il a tant critiqués.

«Nouvelle normalité» et pression

Si la voie diplomatique apparaît politiquement trop coûteuse et l'invasion largement irréaliste, reste l'hypothèse d'un enlèvement durable. C'est désormais le scénario privilégié par Ilan Goldenberg, qui affirme n'avoir «jamais vu une situation aussi mauvaise» en près de vingt ans de travail sur le dossier iranien. Selon lui, la crise actuelle pourrait devenir la «nouvelle normalité» : des affrontements récurrents, des frappes périodiques contre le programme nucléaire iranien, un contrôle persistant de Téhéran sur le détroit d'Ormuz, des prix du pétrole durablement élevés et une présence militaire américaine renforcée dans la région.

Dans ce contexte, la quête d'itinéraires alternatifs au détroit d'Ormuz devrait encore s'accélérer, grâce à la construction de nouveaux oléoducs et à une utilisation accrue des infrastructures existantes. Ce mouvement est déjà engagé par les Emirats arabes unis, l'Irak et l'Arabie Saoudite. Mais la menace de l'Iran et de ses supplétifs pourrait, elle aussi, s'étendre : le royaume saoudien se retrouve déjà sous pression en mer Rouge, où deux pétroliers ont été attaqués la semaine dernière par les rebelles houthis, alliés de Téhéran.

Le borbier iranien pourrait ainsi s'inscrire dans la durée et, à l'image du Vietnam, de l'Afghanistan ou de l'Irak, être légué au prochain occupant de la Maison Blanche. Pour Will Walldorf, du think tank Defense Priorities, la seule issue réaliste passera, tôt ou tard, par des compromis aujourd'hui jugés inacceptables : entériner les «lignes rouges» de l'Iran sur l'enrichissement d'uranium et lui reconnaître une forme d'autorité sur le détroit d'Ormuz. «Ces concessions seront difficiles à avaler, écrit-il dans la revue Foreign Policy. Mais c'est la conséquence malheureuse de perdre une guerre qui n'aurait jamais dû être déclenchée.»



Namo Abdulla
July 28, 2026

UN Chief's Syria visit draws Kurdish criticism after failure to meet with SDF leader

ERBIL, Kurdistan Region - UN Secretary-General António Guterres' recent landmark visit to Syria has drawn criticism from Kurdish officials after he was un-

able to meet with the Syrian Democratic Forces (SDF) commander Mazloum Abdi or any representatives of the Kurdish-led administration in the first visit by a UN chief to

the country in 17 years. Deputy UN Chief Spokesperson Farhan Haq told Rudaw's Namu Abdulla that Guterres was unable to visit Rojava or meet with SDF commander

Mazloum Abdi due to «scheduling constraints» but that he did meet with «a diverse range of the ethnic groups of Syria» while in Damascus. «There were scheduling con-

straints, so he wasn't able to travel as widely throughout the country. He basically went to Damascus and then after that, he returned yesterday to Jordan," Haq said.

When pressed on whether Guterres had attempted to arrange a meeting with Abdi, Haq replied that "He wasn't able to make all the meetings that he would have, had his stay been longer," and that "he tried" to "meet as diverse a group of Syrians as he could."

A senior official from northeast Syria (Rojava), speaking to Rudaw on condition of anonymity, said the Kurdish ad-

ministration was disappointed that the UN did not invite Abdi to Damascus for talks.

"It is so important for the UN Secretary-General to meet with General Mazloum to hear about how the integration process and how it is going," the official said.

The visit also drew criticism over the absence of Kurdish media from Guterres' joint press conference in Damascus. According to Rudaw's correspondent in the Syrian capital, Kurdish media outlets were not invited by the Syrian authorities to attend the event.

As a result, no questions about

Kurdish issues were raised during the press conference.

The only related topic came when an Egyptian journalist asked about the SDF, prompting Guterres to describe the reunification agreement between the Kurdish-led force and Damascus as a "significant success."

"I came to Syria to listen with humility, respect, and a clear message: United Nations stands with the people of Syria at this pivotal moment," Guterres said during the press conference.

The controversy comes amid growing Kurdish concerns

over their future in post-war Syria.

A senior Syrian government official recently told Rudaw that Damascus plans to rename Rojava University in Hasaka province and remove Kurdish as one of the university's primary languages of instruction.

The reported plans have sparked concern among Kurdish communities, who fear they could signal a broader reversal of Kurdish cultural and educational rights as Syria's new authorities consolidate control.

Le Monde

Ghazal Golshiri
28 juillet 2026

Dans le sud de l'Iran, une guerre loin de Téhéran mais omniprésente

Depuis la reprise des hostilités entre l'Iran et les Etats-Unis, les bombardements américains se concentrent sur les provinces proches du golfe Arabo-Persique. A Bandar-e Abbas, sur l'île de Qechm et dans la province du Fars, les habitants racontent un quotidien marqué par la peur, les destructions et une inflation galopante.

Tous les soirs, à 22 heures, Sobhan (un pseudonyme, pour les raisons de sécurité, comme pour toutes les autres personnes citées dans cet article), habitant de Bandar-e Abbas, tend l'oreille. Au moindre bruit, cet artisan de 37 ans cherche à déterminer s'il s'agit d'un tir de défense aérienne iranienne ou d'une explosion. « *Au moins son, on s'arrête, on se regarde et on se demande – à voix haute ou simplement d'un regard : "Tu as entendu, toi aussi ? C'était quoi ?" Ensuite, on essaie de comprendre d'où venait le bruit* », raconte-t-il, contacté par le biais de Telegram, une messagerie

chiffrée bloquée en Iran mais accessible grâce à un VPN. La nuit, Sobhan se réveille régulièrement pour consulter les informations, à l'affût de l'annonce d'une nouvelle attaque.

Depuis la reprise des hostilités entre l'Iran et les Etats-Unis, le 7 juillet, les bombardements américains se sont concentrés en grande partie sur le sud du pays, notamment le long du golfe Arabo-Persique. Cette zone stratégique est au cœur des tensions, Washington cherchant à réduire l'influence de Téhéran sur le détroit d'Ormuz, un passage maritime essentiel au commerce mon-

dial de l'énergie. La République islamique a annoncé sa fermeture le 12 juillet et cible régulièrement les navires qui tentent de le franchir sans son autorisation.

A Bandar-e Abbas, principal port iranien situé à proximité du détroit d'Ormuz, des frappes ont été signalées contre plusieurs infrastructures liées aux activités navales, notamment les ports Chahid-Rajaï et Chahid-Haqqani, ainsi que contre des infrastructures ferroviaires, des ponts et des axes routiers reliant la ville au reste du pays. Sur l'île de Qechm, ainsi qu'à Sirik et Jask, depuis le début de la

campagne de bombardements américains, plusieurs infrastructures portuaires ont été visées, notamment des quais commerciaux et de pêche.

Dans la province d'Hormozgan, les attaques visant les infrastructures liées à la pêche ont provoqué, outre la mort de dix pêcheurs, la perte d'activité de plus de 2 000 professionnels du secteur, et endommagé de nombreux bateaux ainsi que des installations portuaires. Hormozgan constitue l'un des principaux centres de pêche et d'aquaculture d'Iran. Des milliers de familles vivant dans les villes et villages côtiers de la pro-

vince dépendent directement de cette activité pour leur subsistance.

Certains villages privés d'eau potable

Toujours dans la même province, des usines de dessalement d'eau ont été endommagées, dont celle de Bonji, dans le comté de Jask, privant plusieurs villages d'un accès régulier à l'eau potable. Selon le ministère iranien de la santé, les récentes attaques américaines ont fait 55 morts, dont six femmes et trois mineurs, ainsi que 629 blessés.

Depuis vendredi 24 juillet au soir, aucun nouveau bombardement américain n'a été signalé sur le territoire iranien. Mais pour Sobhan, l'arrêt des explosions ne signifie pas un retour à la normale. « *Nous vivons dans une attente permanente*, affirme-t-il. *Certains autour de moi se demandent si ce calme précaire n'annonce pas une attaque encore plus importante. Ce qui nous inquiète, c'est l'issue incertaine de cette situation. Après trois semaines d'angoisse et de manque de sommeil, je suis épuisé.* »

Sur l'île de Qechm, certains villages restent privés d'eau potable après l'attaque, au début du mois de mars, contre la principale usine de dessalement, située dans le village de Dargahan. « *Cela fait trois mois que nous n'avons plus d'eau*, explique Masoud, un homme d'une quarantaine d'années travaillant dans le tourisme sur cette île, la plus grande du golfe Arabo-Perse. *Nous devons acheter de l'eau livrée par des camions-citernes, dans des conditions très difficiles et à un prix extrêmement élevé.* »



Le détroit d'Ormuz vu de la plage de Bandar-e Abbas (Iran), le 27 juillet 2026. RAZIEH POUDAT/ISNA VIA REUTERS

A Qechm également, nombreux sont ceux qui ont perdu leur emploi et leurs revenus. « *Les ports sont bombardés en permanence par des missiles et des bombes. Ici, soit les habitants sont pêcheurs, soit ils travaillent dans le tourisme. Aujourd'hui, beaucoup sont au chômage* », poursuit Masoud.

Toutes les personnes interrogées par *Le Monde* dans le sud de l'Iran – à Qechm, Bandar-e Abbas et Lar (ville de la province de Fars) – estiment que ni la population iranienne dans son ensemble ni les autorités ne prennent pleinement la mesure de la situation vécue par les habitants de cette région. « *Je me rends au travail chaque jour avec angoisse*, témoigne Saideh, une fonctionnaire de 60 ans vivant à Bandar-e Abbas. *Chaque jour, nous attendons qu'un drone ou, comme disent les responsables, un "projectile" – une manière pour eux de minimi-*

ser la réalité des attaques – frappe le bâtiment de notre administration. »

Inflation galopante

Selon elle, les discours officiels sont souvent déconnectés du quotidien des habitants du Sud. « *Parfois, les responsables tiennent des propos absurdes. Ils nous demandent de "résister", mais résister à quoi ? Aux coupures d'électricité dans une chaleur de 45 °C à Bandar-e Abbas ? Au manque d'eau ? A la hausse des prix ? Ou à cette angoisse qui nous envahit lorsque la nuit tombe ? Parce que nous ne sommes pas Téhéran et que la guerre ne se voit pas dans la capitale, beaucoup de gens ailleurs ont l'impression que le pays n'est même pas en guerre* », regrette-t-elle.

A ces bombardements s'ajoute une inflation galopante qui fragilise encore davantage le

quotidien des habitants du sud de l'Iran. En juin, elle a atteint 57,7 %, selon le Centre iranien des statistiques, un niveau inédit depuis plusieurs décennies.

« *En 2025, nous avons connu une énorme vague de hausse des prix, et la situation s'est encore considérablement aggravée ces cinq ou six derniers mois*, explique un homme de 28 ans originaire de Bandar-e Abbas, qui exerce une profession libérale. *Depuis qu'on a atteint ce niveau d'inflation, je me sens comme anesthésié.* »

Pour un autre homme, âgé de 42 ans et originaire de Lar, l'enchaînement des crises a rendu tout projet impossible. « *J'ai l'impression que l'avenir est enterré, parce qu'aujourd'hui notre présent est déjà devenu insupportable* », écrit-il.



Hala Kodman
Envoyée spéciale à Damas
Photos Merlin Ferret
28 juillet 2026

Syrie: Dans la nouvelle Assemblée, les femmes en ultraminorité

Le président Ahmed al-Charaa a achevé en juillet la formation du premier Parlement de l'ère post-Assad. Dans un pays largement dominé par les hommes, les rares députées espèrent malgré tout faire évoluer les droits des Syriennes.

Une députée en tenue traditionnelle kurde, une autre en niqab, à côté d'une troisième aux longs cheveux lisses et d'autres en hijab blanc ordinaire, une comédienne à la chevelure rousse... «C'est le reflet de toute la diversité syrienne», se félicite un internaute sur Facebook. Les commentateurs ont salué cette représentation variée à l'ouverture du premier Conseil législatif de l'ère post-Assad, le 12 juillet, au Parlement de Damas. «C'est bien cette Syrie que nous voulons !» a renchéri sur les réseaux sociaux Hind Kabawat, la seule ministre femme du gouvernement, chargée des Affaires sociales et du Travail.

Le casting a été parfaitement étudié par le président Ahmed al-Charaa, qui a annoncé, le 1er juillet, la nomination des 70 membres qui lui reviennent pour compléter le dernier tiers des 210 députés de l'Assemblée, après les législatives au suffrage indirect d'octobre 2025. Cette décision longtemps attendue a sans doute été précipitée par l'approche de la visite d'Emmanuel Macron à Damas, le 6 juillet, afin de montrer par l'exemple que des institutions démocratiques se mettaient bien en place dans le pays. L'ancien chef jihadiste avait promis de compenser le nombre ridicule de six femmes élues sur 140,

soit environ 4 %, alors que le quota fixé par les instances électorales était de 20 %. En nommant 15 femmes sur son quota, Ahmed al-Charaa a bien respecté cette proportion, portant leur nombre à 22 sur 210. Même si, au final, le total représente juste un peu plus de 10 %

Un nouveau «Machisme terrifiant»

«Pour que le quota de femmes soit respecté, il aurait fallu qu'il y ait 20 % de femmes à toutes les étapes du processus électoral, notamment dans les comités électoraux de chaque province», fait remarquer Rana Alsheikh Ali. La juriste syrienne, qui a créé et dirige l'initiative Peace Circuit pour la promotion des valeurs démocratiques, a vu sa candidature aux législatives dans la banlieue de Damas rejetée sans explication par le comité électoral. Pour elle, «on assiste à une invisibilisation des femmes dans la vie publique», avec la présence d'une seule ministre dans un gouvernement comptant 24 membres. «Chrétienne, femme et issue de la société civile, elle présente l'avantage de remplir trois cases d'un coup», ajoute-t-elle à propos d'Hind Kabawat. La ministre des Affaires sociales et du Travail est particulièrement mise en avant par le pouvoir, surtout à l'international. Elle fait partie des délégations officielles accompagnant le président al-Charaa quand il se rend à l'Assemblée générale des Nations unies, ou lorsqu'il se fait représenter, par exemple, aux obsèques du pape François au Vatican, en avril 2025.

Présentes en nombre dans les administrations publiques, l'éducation ou les hôpitaux, les Syriennes sont pourtant quasiment absentes des postes à responsabilités. Issus d'un mouvement salafiste jihadiste, les nouveaux dirigeants syriens émettent des signaux contradictoires dans leur attitude à l'égard des femmes. Alors que la majorité des fonctionnaires barbus venus de la région d'Idlib, dans le nord-ouest du pays, «ne lèvent même pas les yeux quand une femme se présente dans une administration» pour éviter toute tentation, racontent plusieurs Syriens, il existe au sommet de l'Etat une volonté officielle de promotion de l'éducation et des compétences des femmes. Le président Ahmed al-Charaa donne l'exemple en mettant en avant son épouse Latifa, désignée première dame et présente à toutes les célébrations officielles. Il s'était même déplacé à Idlib en septembre, sous l'œil des caméras, pour assister à la remise d'un diplôme d'éducation supérieure à sa femme.

A l'unisson d'autres militantes féministes, Malak al-Dabouch évoque un «machisme terrifiant» au sein du nouvel establishment syrien. «Il nous faut creuser la roche pour obtenir un rôle, assure la jeune avocate, qui a créé un comité de femmes au sein de l'Union des avocats syriens. Et nous y arriverons !» Engagée en faveur des droits humains, elle avait été condamnée à mort pour «espionnage» après son arrestation par les services du régime de Bachar al-Assad à l'été 2024. Son exécution était fixée au 28

décembre de la même année. Mais le 8, les portes du pénitencier d'Adra, où elle était détenue, se sont soudain ouvertes, comme toutes les autres prisons syriennes. La dictature venait d'être renversée.

«Il nous faut aborder les problèmes des femmes de façon globale et adapter le discours féministe à la société syrienne», recommande Salma al-Sayyad, membre du Mouvement politique des femmes syriennes, fondé en 2017, à Paris, par des intellectuelles et militantes. Elle sait qu'il existe un décalage énorme entre le discours de féministes syriennes souvent expatriées, qui ont créé des ONG soutenues par des fonds internationaux et viennent prôner «l'approche de genre» auprès de compatriotes démunies. «Il nous faut travailler sur la mentalité masculine, mais aussi tenir compte de la réalité de la situation des femmes syriennes, et non raisonner comme des élites intellectuelles laïques, car la laïcité est souvent comprise comme hostile à l'islam», reconnaît Salma al-Sayyad.

ESpace de liberté occupé par les femmes

Restée à Damas pendant que le pays semblait dans la guerre et la misère, Salma al-Sayyad a soutenu les femmes en détresse après avoir été poussée à démissionner de son poste de fonctionnaire au ministère de l'Economie sous le régime Assad. Elle a fondé en 2016 l'association Nissan «pour répondre aux besoins de base des mères de famille démunies :

assurer leur gagne-pain, l'éducation et la santé de leurs enfants, ainsi que leurs droits avant de leur parler de participation politique».

Tout en constatant elle aussi «la montée d'un masculinisme affirmé» dans les rangs des nouvelles autorités islamistes en Syrie, Salma al-Sayyad reconnaît qu'il est devenu plus facile, depuis le renversement du régime de Bachar al-Assad, d'organiser des rencontres de femmes pour les sensibiliser à leurs droits, y compris politiques. L'espace de liberté ouvert par les nouvelles autorités syriennes a été largement occupé par les femmes, actives dans les organisations de la société civile. Les réunions publiques, formations et actions de soutien spécifiquement destinées aux femmes se multiplient. Outre la défense de leurs droits, les femmes syriennes sont particulièrement mobilisées sur les questions de justice transitionnelle et du sort des «disparus». Les mères, sœurs ou épouses d'anciens détenus, dont elles sont toujours sans nouvelle et qui se comptent par dizaines de milliers, accusent les autorités de négligence concernant le sort de leurs proches.

Dans le centre de Jaramana, ville populaire de la banlieue de Damas, une fourmilière est à l'œuvre à trois pas de la place des épées. On traverse une salle de classe gérée par Nissan, où une vingtaine d'enfants déscolarisés suivent des cours de rattrapage. Puis une petite cuisine où des repas sont préparés pour des familles pauvres. Sur les murs, on lit sur des affichettes les slogans de campagnes lancées pour sensibiliser les femmes syriennes. «Avant 18 ans, réfléchis un peu !» pour alerter sur les mariages de mineures. «Je ne veux plus me taire», pour encourager les femmes à dénoncer les violences conjugales ou familiales. «L'après-midi, ce sera atelier couture puis une formation à l'emploi, et le soir, une conférence de femmes artistes», indique Salma al-Sayyad. «Le nombre de veuves et de divorcées, obligées de prendre en charge leurs familles, ne cessait d'augmenter pendant la guerre. Il fallait les aider à trouver des ressources», explique celle qui a mis en place des formations pour des femmes n'ayant souvent ni expérience ni compétences professionnelles.

«Il faut Faire bloc pour peser»

L'éducation, c'est aussi le cheval de bataille de Nour al-Jandali, l'une des six élues au nouveau Parlement, dans sa ville de Homs. Ecrivaine, universitaire et activiste depuis le début du soulèvement syrien en 2011, cette mère de quatre enfants a mené ses premières actions en créant des écoles quand celles-ci étaient détruites par les combats. «Les femmes doivent participer à la reconstruction du pays en tant que citoyennes à part entière», professe la cofondatrice du Courant pour une nouvelle Syrie, un mouvement dont elle dirige la section féminine avec pour devise «Liberté, dignité, construction». Sa candidature aux élections législatives a été «très bien accueillie» par son entourage, raconte celle qui est l'une des rares militantes à ne pas se plaindre du machisme des Syriens. Avant même la formation définitive du Parlement, elle regrettait la faible représentation des femmes et espérait une compensation de leur faible nombre par Ahmed al-Charaa. «Il nous faut faire bloc pour peser à l'Assem-

blée», intime Nour al-Jandali. Les 22 nouvelles membres du Conseil législatif sauront-elles se faire entendre et revendiquer leur place et leurs droits ? Il leur faudrait déjà trouver une langue commune, entre la militante kurde Fasla Youssef qui a prêté serment dans les deux langues du pays (l'arabe et le kurde), Mirvat Sobhi Toutou, veuve en niqab d'un combattant salafiste de la région d'Idlib, ou encore Rouzaina Lazkani, comédienne issue d'une famille engagée contre la dictature d'Assad. L'avocate Samira al-Wattar, qui figure également parmi les nouvelles parlementaires, a déjà proposé une feuille de route pour changer les choses. Elle a souligné «la nécessité d'adopter des règlements intérieurs garantissant une représentation équitable des femmes aux postes de direction et d'administration au sein des commissions parlementaires permanentes, notamment dans les domaines de la souveraineté, de la politique et de l'économie, et ne pas limiter la présence des femmes aux seules commissions des affaires sociales ou culturelles». Vaste programme.



July 28, 2026

Drone attacks on Kurdistan Region came from Mosul: PM Barzani

ERBIL, Kurdistan Region - A number of drones that recently targeted the Kurdistan Region were launched from the direction of Iraq's

northern city of Mosul, Prime Minister Masrour Barzani said during a press conference on Monday, urging Baghdad to prevent armed groups

from operating outside state control as power outages and limited fuel supply continue to impact the Region.

«Unfortunately, in the past two or three days, some of the drones that targeted Erbil once again came from within Iraq itself, from the direction of Mosul,»

Barzani told reporters.

«We have once again addressed our request to the federal government, and we reiterate that the federal government is responsible for stopping the sources of these risks and threats against the Region. It must not allow those who operate outside the law to jeopardize the security and stability of the Kurdistan Region and, consequently, all of Iraq in this manner.»

Prime Minister Masrour Barzani's remarks come amid the ongoing drone and missile strikes on the Kurdistan Region following renewed US-Iran tensions over the past two weeks.

Calls for stronger air defense

Prime Minister Barzani reiterated that the Kurdistan Region, despite not being a party to the US-Iran war that began in late February, has repeatedly come under attack.

«We've raised our concerns about the vulnerability of the Kurdistan Region, especially that we are defenseless; we don't have adequate defense systems against incoming drones or missiles,» he said.

Prime Minister Barzani said discussions are ongoing with both Baghdad and Washington over security arrangements regarding the planned withdrawal of the US-led coalition from Iraq at the end of September.

Coalition forces «have been providing protection because of their own pres-



Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani speaks during a press conference on July 27, 2026.
Photos: KRG

ence, but of course, after the departure of these troops, there will be a different situation.»

He also said energy companies, including Dana Gas, have sought approval for their own protection systems around critical infrastructure, describing remaining issues as largely logistical.

Fuel price caps under review

In response to a question from Rudaw's Payam Sarbast regarding the Iraqi government's intervention regarding the fuel shortage as well as Prime Minister Barzani's recent intervention and subsequent gasoline price caps, Barzani responded that the fuel shortages stem in part from Baghdad allocating the Kurdistan Region less than its fair share of fuel for domestic consumption, a move he attributed as one that «lacks all justice.»

«The Iraqi government currently provides one million barrels of oil for domestic use to its citizens. Based on our quota, the

Kurdistan Region should receive between 12.6 percent and 14 percent... However, the previous government in Baghdad imposed a rate on us, saying we were only entitled to 50,000 barrels [5 percent] and could not use more for domestic purposes.»

The fuel shortages follow a wave of Iranian drone attacks and heightened tensions between the United States and Iran, which disrupted operations at several international energy companies in the Kurdistan Region.

Power shortage

Prime Minister Barzani said the government's Runaki initiative to provide 24-hour electricity saw disruptions after operations were temporarily suspended at Khor Mor gas field in Sulaimani's Chamchamal district, responsible for the provision of 80 percent of the Region's gas.

«Recently, due to some security threats, the company unilaterally decided to reduce gas production,

which significantly decreased the volume of gas in the Kurdistan Region and naturally impacted electricity generation,» he said.

The temporary suspension of production came after multiple drones targeted Erbil in mid-July, marking a surge in regional hostilities and exchanges of strikes between the United States and Iran in recent months.

Cooperation with Baghdad

Prime Minister Barzani concluded the press conference by reaffirming support for Iraqi Prime Minister Ali al-Zaidi's administration and reiterating Erbil's commitment to cooperation on reforms, anti-corruption efforts, and resolving longstanding political and security issues.

«We are ready to assist the federal government in every way and to help Mr. Ali Zaidi so that the Kurdistan Region can be an active part of the solution to these existing crises,» he said.

The New York Times

July 28, 2026

Why Iran Is in No Rush to Return to Talks With United States

Amid a reprieve in the fighting, Iran's leaders are betting that they can endure more pain than President Trump and have leverage over the Strait of Hormuz, analysts say.

For the past several days, Iran's skies have been free of the sound of explosions and airstrikes after nearly two weeks of renewed fighting with the United States. But Iranian officials have said they have not agreed to a cease-fire, and that they are in no hurry to talk directly to the Americans.

Instead, Iranian officials have emphasized that they are in a position of strength, with military officials boasting about their success on the battlefield and diplomats dismissing U.S. claims that they are eager to return to negotiations.

The rhetoric coming from Tehran is an indication that Iran's leaders appear comfortable with the limbo state of its war with the United States, believing that they can handle a return to conflict and that they have leverage over President Trump. The outcome that Iran seems to be prioritizing is recognition of its control over the Strait of Hormuz, a concession that the United States has been unwilling to make.

Despite the bluster, the uncertainty over whether war or peace will reign at any moment is a challenge for Iran, analysts say. Fighting could break out again at any time, a final settlement appears distant and Iran's economy is likely to further deteriorate because of the instability, wartime destruction and a U.S. naval blockade. Ramazan Sharif, a former



Missiles on display in Azadi Square in Tehran on Friday.-/ Agence France-Presse — Getty Images

spokesman for the Islamic Revolutionary Guards Corps, the ideological military force that has solidified its control over Iran during the war, [said on Sunday](#) that Iran's "enemy" had "faced strategic defeat at every step," Iranian state media reported.

Iranian diplomats reacted with more restraint to the pause in the fighting, but hardly expressed that they were in a mood for compromise.

"At present, what exists cannot be described as a cease-fire," the Iranian foreign ministry spokesman, Esmail Baghaei, [said](#) at a news conference on Monday, after the fighting had stopped for several days.

Mr. Trump [claimed on Monday](#) that Iran had asked for a pause to meet for talks, and that the two sides were engaged in discussions.

Mr. Baghaei denied that. "We currently have no negotiations with the United States," he said, though he [acknowledged](#) that Pakistan and Qatar were mediating between the two sides in comments to Austria's public broadcaster, that were widely quoted by Iranian state media on Sunday.

Mr. Baghaei has called America's war against Iran a "quagmire they themselves created."

Iran's negotiations, he said, were with Oman, over man-

agement of the Strait of Hormuz, the critical waterway for oil and gas shipments that Iran effectively shut down after being attacked by the United States and Israel in February. "They believe that time is on their side, that they can absorb pain and pressure more successfully than Donald Trump can, and that ultimately he will agree to a deal that fits their demands — without any concessions from their side," said Gregory Brew, a senior analyst on Iran at the Eurasia Group, a political risk advisory firm.

The recent resumption of fighting caused oil prices to surge, raising prices at the gas pump for American consumers. Oil prices have [fallen sharply in](#)

recent days, after the United States and Iran paused their attacks.

But Iran is at risk of overreaching, Mr. Brew said. For Mr. Trump, escalating the war is more attractive than ac-

cepting a deal that gives Iran control over the strait, he added, and other countries are unlikely to accept tolls on ships. There is scope for both sides to de-escalate if Iran can accept a compromise arrangement for the future of

the waterway.

“Otherwise, Trump is going to go back to airstrikes — clearly his preferred form of diplomacy — to try and force them to back down, doing more damage to Iran’s bat-

tered economy and remaining military capabilities,” Mr. Brew said.

Yeganeh Torbati is the Iran correspondent for The Times.



Anne Andlauer
28 juillet 2026

Turquie: obtenir un visa Schengen pour voyager en Europe est devenu au parcours du combattant

Pour la plupart des Européens, voyager en Turquie ne nécessite aucun visa. Pour les Turcs, en revanche, il est devenu très compliqué d’obtenir le précieux sésame pour l’espace Schengen. Près de 1,3 million d’entre eux ont fait une demande en 2025. Délais interminables, rendez-vous introuvables, demandes en hausse et refus de plus en plus fréquents : la « crise des visas », comme la qualifie la presse turque, nourrit un sentiment de frustration.

De notre correspondante à Ankara,

À Ankara, sur un boulevard de la capitale turque, un bâtiment vitré voit sortir Mehmet Kaan, tout sourire. Il brandit son passeport, un visa pour la **Lituanie** fraîchement collé à l’intérieur. Cela n’a pas été simple : en deux ans, ce Turc dit avoir essuyé des refus de visas de cinq États européens. « Le motif, c’était qu’ils doutaient que je rentre en Turquie après mon voyage. Là je suis heureux, mais cela a été tellement long et fatigant que je n’en profite pas totalement. Enfin, ça y est, je l’ai », s’exclame-t-il.

La façade de verre abrite une entreprise chargée de recueillir les demandes pour 18 des 29 États de l’espace Schengen. Dehors, Mustafa Ege, un badge autour du cou, attend. Depuis cinq ans, il aide des Turcs à préparer leur dossier ; un service qu’il facture 250 euros en moyenne. Selon lui, ses clients cherchent à mettre toutes les chances de leur côté, tant les refus ont augmenté.

« C’est en partie dû à la forte hausse du nombre de demandes, mais aussi à des procédures plus strictes. Les consulats demandent beaucoup plus de justificatifs qu’avant. Par exemple, ils regardent de près l’historique des voyages. Si vous demandez un premier visa sans avoir jamais voyagé, je dirais que vous avez 60% de chances de réussite. Ils ont trop peur que vous demandiez l’asile chez eux », explique-t-il.

« Un processus un peu démoralisant »
Selon les données de la Commission européenne, le taux de refus pour les demandes de visas déposées en Turquie est passé d’un

peu moins de 10% en 2019 à 14,6% en 2025. Par comparaison, seules 4% des dossiers émanant de **Chine**, premier demandeur devant la Turquie, ont été refusés.

Ce phénomène s’explique par plusieurs facteurs interdépendants : la hausse des demandes de visas depuis la Turquie – +38% en six ans –, l’augmentation des demandes d’asile de citoyens turcs dans l’**Union européenne**, et la dégradation de la situation économique en Turquie. La chute du pouvoir d’achat, due à une très forte inflation, et la dépréciation de la livre turque par rapport à l’euro rendent les dossiers turcs moins solides, poussant les consulats à être plus pointilleux.

Cela crée beaucoup de frustrations. « Regardez mon dossier ! Il fait quoi, 100 pages », lance Sedef en montrant les documents préparés pour obtenir un visa. « Oh plus, je pense ! », répond sa fille Halide. Toutes deux espèrent décrocher un visa pour dix jours de vacances au **Danemark**.

« Le processus est un peu démoralisant. Il y a 20-25 ans,

on voyageait beaucoup plus facilement. C’est éprouvant pour les Turcs comme nous qui travaillons et aimons notre pays, et qui voulons juste prendre un peu de vacances en Europe de temps en temps », déplore Sedef.

Aux conditions plus strictes s’ajoutent des rendez-vous devenus presque introuvables pour certains États de l’espace Schengen. La raison ? La prolifération d’intermédiaires qui utilisent des programmes informatiques pour accaparer les créneaux et les revendre ensuite.

Entre les frais de l’agence de conseils et le coût du visa, Sedef estime avoir déboursé l’équivalent de 460 euros, avant même de savoir si son visa sera accordé. Désormais, elle attend la réponse du **Danemark**. « D’ici deux mois », lui a-t-on dit.

À lire aussi La Turquie demande d’intégrer les structures européennes de défense, malgré les réticences de l’UE



Alexis Buisson
28 juillet 2026

37,5 milliards de dollars, vraiment ? Les coûts invisibles de la guerre en Iran qui font exploser la facture des Etats-Unis

37,5 milliards de dollars, vraiment ? Les coûts invisibles de la guerre en Iran qui font exploser la facture des Etats-Unis

Le ministre américain de la Défense a estimé la semaine dernière que la guerre en Iran a coûté jusqu'à présent 37,5 milliards de dollars aux Etats-Unis. Mais la facture serait même bien supérieure, d'après des chercheurs américains.

Le ministre américain de la Défense a estimé la semaine dernière que la guerre en Iran a coûté jusqu'à présent 37,5 milliards de dollars aux Etats-Unis. Mais la facture serait même bien supérieure, d'après des chercheurs américains.

Lorsque le ministre de la Défense Pete Hegseth a estimé, il y a une semaine, que la guerre en Iran avait coûté 37,5 milliards de dollars aux Etats-Unis, les réactions indignées étaient nombreuses. Mais pour Heidi Peltier, directrice de l'initiative Costs of War, un programme de l'université Brown (Rhode Island) chargé d'évaluer le coût global des conflits armés menés par les Etats-Unis depuis le 11-Septembre, la facture de l'intervention militaire lancée en février dernier serait en réalité bien plus salée. « Ce montant ne prend en compte que les coûts opérationnels, c'est-à-dire la partie visible de l'iceberg, souligne la chercheuse. Le Pentagone sous-estime systématiquement le coût total

des guerres en excluant des dépenses plus larges, sans oublier leurs répercussions économiques pour les consommateurs. »

Le coût des conflits est un sujet particulièrement sensible dans un pays marqué par des décennies de « guerres sans fin » (Forever Wars). Les quelque 2 000 milliards de dollars dépensés pour la guerre en Afghanistan, qui s'est achevée par un retrait chaotique des forces américaines et le retour au pouvoir des talibans, ont laissé un goût amer dans l'opinion publique. D'autant plus que les inégalités se creusent aux Etats-Unis et que certains services publics souffrent d'un sous-investissement chronique.

100 dollars le baril de pétrole : à quels moments les prix du brut se sont-ils autant enflammés dans l'histoire ?

Des armes aujourd'hui plus sophistiquées... et donc plus chères

Les 37,5 milliards de dollars annoncés par Pete Hegseth lors d'une audition devant le Sénat – au cours de laquelle il a également demandé une rallonge de 88 milliards de dollars et défendu un budget de 1 500 milliards pour le Pentagone en 2027 – correspondent dans le détail aux dépenses liées aux personnels, aux armes et aux différents moyens mobilisés pour l'effort de guerre (porte-avions, avions, bombes, missiles, ré-

munération des militaires...). C'est l'indicateur traditionnellement retenu par les gouvernements.

Dans le cas de l'Iran, ces dépenses opérationnelles seraient toutefois en forte hausse par rapport aux conflits précédents. Professeure à l'université Harvard et membre du programme Costs of War, Linda Bilmes estime ainsi que les stocks de munitions sont consommés à « un rythme extraordinairement rapide ». « Au cours des quatre premiers jours de la guerre contre l'Iran, les Etats-Unis auraient tiré davantage de missiles Patriot que Washington n'en a fournis à l'Ukraine au cours des quatre dernières années », a-t-elle déclaré dans un entretien publié en avril sur le site de Harvard.

Autre facteur d'inflation de la facture : le coût croissant des matériels militaires. Les armes déployées aujourd'hui sont plus sophistiquées – et donc plus chères – que par le passé. Lorsqu'elles sont utilisées, détruites puis remplacées, leur prix pèse donc davantage dans le bilan final. « Les missiles et les intercepteurs [armes défensives destinées à détruire ou neutraliser un projectile ennemi avant qu'il n'atteigne sa cible, ndlr] modernes sont bien plus coûteux qu'il y a quelques décennies en raison de leur sophistication technologique. Au début, la guerre contre l'Iran était 50 à 100 % plus chère par mois que les conflits menés après les attentats du 11-

Septembre », explique Heidi Peltier.

« 3 euros le tir » : Donald Trump parie sur les lasers pour remplacer les missiles Patriot à 3 millions de dollars

Un manque de transparence de l'administration Trump

La chercheuse plaide pour une prise en compte d'autres dépenses afin d'obtenir une image plus fidèle du coût réel d'une guerre sur le long terme. Parmi elles figurent « les soins aux anciens combattants, les intérêts de la dette, le réapprovisionnement en munitions, la réparation des bases endommagées, les coûts environnementaux et de santé publique ».

Certaines de ces dépenses se sont fortement accrues au fil des décennies, notamment la prise en charge des ex-militaires. « Comparés à ceux d'il y a quatre ou cinq décennies, les anciens combattants survivants aujourd'hui à des blessures qui étaient autrefois mortelles, en particulier les traumatismes crâniens. Cette hausse du taux de survie se traduit par une espérance de vie plus longue, mais aussi par des coûts de prise en charge médicale nettement plus élevés », poursuit-elle.

Au cœur de l'unique usine de munitions de Thales qui réarme la France

De l'émissions de gaz à effet de serre à la contamination des nappes phréatiques, en

passant par les conséquences de la destruction des infrastructures d'assainissement, la facture environnementale des conflits fait également l'objet d'un intérêt croissant chez les chercheurs. Mais

leurs travaux se heurtent à de nouveaux obstacles. « Contrairement aux gouvernements précédents, l'administration Trump supprime certaines données des sites gouvernementaux, rendant les in-

formations publiques plus difficiles d'accès, voire totalement introuvables, alors qu'elles étaient auparavant librement accessibles », regrette Heidi Peltier. Or, sans données publiques, difficile

pour les citoyens de mesurer pleinement le prix des décisions prises en leur nom.

De notre correspondant à New York, Alexis Buisson

The New York Times

July 28, 2026

Iran Publicly Hangs 2 Protesters, Rights Groups Say

Human rights activists say the Iranian government has been rapidly escalating executions. The latest prompted public protest, videos appear to show.

The Iranian authorities publicly hanged on Tuesday two participants in the country's widespread January protests, human rights groups said, the latest executions in what activists describe as a rapid increase in the government's use of the death penalty this year.

The hangings were carried out at dawn in Isfahan's Shahid Alikhani Square, according to the Washington-based Human Rights Activists News Agency, and appeared to draw a rare public backlash.

Several videos verified by The New York Times show large crowds of chanting protesters near the site. Blurry footage circulating on [Telegram and social media](#) early on Tuesday morning in Iran showed protesters around the corner from the square, chanting "shameless" and booing.

Iran has long been one of the world's most frequent users of capital punishment, but public executions are extremely rare. Several human rights activists described Tuesday's hangings as an escalation by a government



Missiles on display in Azadi Square in Tehran on Friday.-/Agence France-Presse — Getty Images

seeking to stifle dissent after the unrest in January, particularly during the war with the United States.

Mahmood Amiry-Moghadam, director of the Norwegian-based Iran Human Rights group, called the executions "a brutal form of state terror that the international community must not tolerate." He said, "Public executions are among the re-

gime's most potent instruments for instilling fear and fostering a sense of helplessness among the public." The two men executed on Tuesday were Amirhossein Safari and Abolfazl Sepahi, according to Mizan, the news agency associated with Iran's judiciary. Mizan did not mention a public execution, but two other media outlets in Iran described the hangings as being conducted "in the

presence of the public."

The men were part of a group accused by security forces of killing four police officers during protests on the night of Jan. 8. According to an indictment, the assailants attacked the officers with knives, machetes and axes, then doused them with gasoline and set their bodies on fire.

Lawyers representing the two men did not publicly comment

on the charges, but both men gave televised confessions broadcast on Iran's state news channel several months ago. Iranian rights groups and human rights lawyers say such confessions are often made under duress, frequently after psychological or physical torture.

Several human rights groups said that the men, like other protesters sentenced to death after the January demonstrations, had not been given due process.

A report released by Human Rights Activists News Agency, or HRANA, said that lawyers for Mr. Safari and Mr. Sepahi had faced difficulties gaining access to their case files and that the court rejected what could have been exculpatory evidence. The families were kept in the dark about the details of the verdicts, the report said.

According to HRANA, fourteen men have been sentenced to death on charges of involvement in the police officers' killings, though it identified only 12 of them by name.

The selection of Shahid Alikhani Square for the execution was likely symbolic, because it is where the authorities allege that the four officers were killed, said Hassan Nayeb-Hashem, founder of the Vienna-based All Human Rights for All in Iran.

Saeid Dehghan, an Iranian human rights lawyer based in Toronto, described the event as the government "baring its teeth in an effort to suppress the public."

Yet several videos appear to show that the hangings had the opposite effect on some people.

In [one video](#), a crowd can be heard booing as the Islamic call to prayer rings out. Another [video](#) shows more crowds in a different area on the outskirts of Shahid Alikhani Square. In the footage, shots are heard ringing out, and the person filming begins to run.

Several Iranian-focused rights groups have warned for months that the pace of sentencing and hangings appears to [have surged amid the war](#).

Mahya Ostovar, founder of the Iranian Democratic Diaspora Network in Ireland, said that more than 800 executions had been verified this year. "As the world's attention has focused on war and diplomacy, the human rights catastrophe inside Iran has only intensified," she said.

The United States and Israel

launched their war against Iran just weeks after security forces crushed nationwide demonstrations. The government says some 3,000 people were killed in the protests, while activist groups like HRANA put the toll above 7,000.

"These executions should also serve as a warning that the real war in Iran has never been the one dominating international headlines," Ms. Ostovar said. "The real conflict is the ongoing struggle between the Iranian people and the Islamic Republic. That struggle is far from over."

Sanjana Varghese is a reporter on The Times's [Visual Investigations](#) team, specializing in the use of advanced digital techniques to analyze visual evidence.

Le Monde

Nicolas Chapuis
29 juillet 2026

Guerre en Iran : la rencontre entre Trump et Nétanyahou marquée par la frustration du président américain

Le locataire de la Maison Blanche recevait, mardi, le premier ministre israélien, qui l'avait convaincu de déclencher le conflit au Moyen-Orient et vis-à-vis duquel il ne cache plus son agacement.

Les sujets de discussion ne manquaient pas entre la guerre en Iran, l'accord nucléaire avec l'Arabie saoudite, le Liban, l'avenir de Gaza... mais l'enjeu principal de la rencontre entre Donald Trump et Benjamin Nétanyahou était ailleurs. Il s'agissait avant tout de prendre le pouls de la relation entre le président américain et le premier ministre israélien, qui s'est dégradée progressivement ces derniers mois, au fil de l'enlisement du conflit

avec l'Iran que le premier a déclenché sur les conseils du second.

Les deux hommes ne s'étaient pas revus depuis cette fameuse réunion de février, lors de laquelle les Israéliens avaient plaidé avec succès pour une offensive conjointe contre l'Iran, accusé de tout faire pour obtenir sous peu une arme nucléaire. La guerre a commencé le 28 février, elle devait durer quatre à cinq semaines. Elle vient de

franchir la barre des six mois, et aucune sortie de crise ne se profile à l'horizon. Mardi 28 juillet au soir, l'armée américaine a annoncé avoir intercepté une salve de missiles balistiques, une offensive soudaine après une pause de plusieurs jours. Officiellement, le rendez-vous s'est déroulé sous les meilleurs auspices, même si peu d'éléments sur le contenu des discussions ont fuité. Une photo des deux dirigeants tout sourire a été postée sur les réseaux

sociaux de Benjamin Nétanyahou. La visite intervenait juste après celle du président ukrainien, Volodymyr Zelensky. « *Les deux rencontres étaient positives et productives* », a écrit, sur X, Karoline Leavitt, la porte-parole de la Maison Blanche. La diplomatie israélienne a publié un communiqué qualifiant les échanges, ayant porté essentiellement sur l'Iran, d'« *excellents et compréhensifs* », et assurant que les deux parties avaient « *réaffirmé leur enga-*

gement inébranlable à garantir que l'Iran ne dispose jamais de l'arme nucléaire ».

L'ambiance n'était pas aux escandres diplomatiques. Le premier ministre israélien était à Washington pour participer à la cérémonie en mémoire de [Lindsey Graham, le sénateur de Caroline du Sud](#), fervent défenseur de la cause de l'Etat hébreu, mort brutalement le 11 juillet. Donald Trump s'est chargé lui-même de l'éloge funèbre de celui qui était tout à la fois son ami, son partenaire de golf et l'un de ses conseillers officiels sur les affaires internationales, tandis que Benjamin Nétanyahou avait participé avec sa femme à un dîner, lundi soir, rassemblant des proches du défunt.

« "Bibi" veut que je reste impliqué »

Il n'empêche, le président américain a envoyé, avant la visite de la délégation israélienne, quelques messages au ton peu amène. Plusieurs médias s'étaient fait l'écho du fait que Benjamin Nétanyahou pourrait lui présenter des éléments attestant que les Iraniens ont l'intention de poursuivre leurs activités d'enrichissement d'uranium, grâce à l'enfouissement de matériel sous le mont Kolang (la « montagne de la pioche »). « *Je n'ai pas besoin que "Bibi" [surnom de M. Nétanyahou] me dise ça, "Bibi" me dit ça parce qu'il veut que je reste impliqué* », a réagi Donald Trump, interrogé, mardi matin, sur ce sujet par la chaîne conservatrice Fox News. La veille, il avait déjà rétorqué sèchement à la question d'un journaliste à propos de la réticence d'Israël à la vente par Washington d'avions de chasse F-35 américains à la Turquie. « *Personne ne me dit ce que je devrais vendre, a-t-il répondu. La Turquie n'est pas une grande fan d'Israël, pas une grande fan de "Bibi". Mais ils ont été super avec moi.* »

La frustration de Donald Trump



Benjamin Nétanyahou et Donald Trump, à la Maison Blanche, à Washington, le 28 juillet 2026. SERVICE DE PRESSE DU GOUVERNEMENT ISRAËLIEN/AFP

est allée croissant ces derniers temps. En juin, il avait déjà exprimé son agacement après la poursuite de l'offensive israélienne au Liban, qui menaçait ses efforts pour obtenir un cessez-le-feu avec Téhéran, permettant une reprise du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz, couloir de navigation essentiel pour le commerce mondial, notamment énergétique. [Le protocole d'accord finalement conclu avec l'Iran](#), baptisé « Memorandum of Understanding » (« mémorandum d'entente ») et qualifié de « *meilleur de tous les temps* » par le président américain, a fait long feu. Les hostilités ont repris au cours du mois de juillet.

Donald Trump ne cesse de menacer le pays d'une offensive totale, avec des frappes sur les infrastructures énergétiques – une escalade pour laquelle plaide Benjamin Nétanyahou –, mais laisse également la voie ouverte aux négociations. Après une phase de durcissement la semaine du lundi 20 juillet, à la suite d'attaques meurtrières de bases militaires américaines de la part de l'Iran, les tirs ont de nouveau été suspendus samedi 25 et dimanche

26 juillet, jusqu'à la nouvelle offensive iranienne ce mardi.

Le président américain avait assuré, lundi, au média américain *Axios*, qu'il s'agissait de donner une chance aux initiatives de paix de ses deux envoyés spéciaux – Steve Witkoff et Jared Kushner, gendre de Donald Trump – par l'intermédiaire du Qatar, du Pakistan et de l'Egypte, ainsi qu'aux discussions que Téhéran mène avec Oman sur la circulation navale dans le détroit. Ce dernier volet semble vacillant : l'Iran, qui veut garder la maîtrise de toutes les entrées et de la moitié des sorties, a rejeté, mardi, la proposition du sultanat de partager le corridor en deux.

Nétanyahou plein de ressources

Donald Trump est mis sous pression par les conséquences économiques de ce conflit. Le [baril de brut](#) s'établissait à 83 dollars (72,80 euros), mardi, après avoir brièvement franchi la barre des 100 dollars la semaine du 20 juillet, tandis que le gallon d'essence reste au-dessus des 4 dollars (3,51 euros), soit 1 dollar de plus en

moyenne qu'avant la guerre. Un mauvais signal à trois mois d'élections de mi-mandat cruciales, alors que l'inflation demeure élevée.

Benjamin Nétanyahou a lui-même ses propres échéances électorales. Il espère être reconduit dans ses fonctions [aux élections législatives du 27 octobre](#), après un scrutin qui s'annonce compliqué, d'autant plus s'il venait à perdre le soutien de son principal allié à l'international.

Mais quand il s'agit de Donald Trump, le premier ministre israélien a toujours montré de grandes ressources pour retourner la situation à son avantage. Un récent épisode en atteste avec la conclusion d'un accord entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, permettant à Riyad de développer des capacités nucléaires civiles. Alors que le texte avait déjà été approuvé et signé par les deux parties, Donald Trump a ajouté une condition par un message sur ses réseaux sociaux : la signature par les Saoudiens des accords d'Abraham



Ershad ALIJANI
29 juillet 2026

En Iran, deux exécutions publiques déclenchent des manifestations contre le régime

La République islamique iranienne a exécuté publiquement deux manifestants à Ispahan, à l'aube du 28 juillet. Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées à proximité de l'estrade, installée sur la place Alikhani, où a eu lieu la pendaison. La foule s'est mise à scander des slogans contre la police, ce qui a conduit les unités antiémeutes à disperser la foule.

Au petit matin, mardi 28 juillet, Abolfazl Sepahi, 23 ans et Amir Safari, 28 ans, ont été pendus devant la foule réunie place Alikhani, à Ispahan, au centre de l'Iran. Les deux hommes figuraient sur une liste d'au moins douze personnes reconnues coupables et condamnées à mort pour le meurtre de quatre policiers, lors des manifestations contre le régime à Ispahan, en janvier 2026. Deux autres personnes ont été exécutées en prison, le 19 juillet.

Un post publié sur Instagram affichant le slogan :

Le régime avait préparé ces exécutions publiques dès la veille au soir, érigeant une estrade et une grue mobile visible de tous sur cette place. Le lieu n'a pas été choisi par hasard car les autorités iraniennes affirment que les quatre policiers ont été tués à cet endroit précis par des manifestants, lors des rassemblements anti-régime de janvier 2026.

Les exécutions publiques restent rares dans les cas de condamnations politiques en Iran. La dernière pendaison

publique à caractère politique remonte à 2022, celle de Majidreza Rahnavard, accusé d'avoir tué un membre des forces de sécurité à Machhad lors du mouvement "Femme, Vie, Liberté". D'après un décompte effectué par le quotidien indépendant Shargh, 88 personnes ont été pendues publiquement dans le pays entre 2011 et 2023.

Des vidéos de la foule scandant des slogans contre la police

En Iran, les autorités conçoivent ces exécutions comme des événements publics. Mais cette fois, elles n'ont pas obtenu l'effet escompté. Une foule en colère s'est rassemblée à l'aube et a commencé à scander des slogans contre la police, poussant les forces antiémeutes à intervenir.

Selon plusieurs témoins directs, la police a dispersé la foule et poursuivi les manifestants dans les rues avoisinantes, faisant usage de taser, de gaz lacrymogène et de tirs de sommation. De courtes vidéos diffusées sur les réseaux sociaux corroborent ces témoignages.

Sur l'une, on peut voir les manifestants s'enfuir près de la place Alikhani, à Ispahan, tout en scandant "Honte à vous !" et d'autres slogans hostiles à la police.

D'autres vidéos amateurs montrent des personnes rassemblées près de l'estrade des exécutions, huant des policiers à Ispahan.

Sur les réseaux sociaux, la pendaison d'Abolfazl Sepahi

et Amir Safari a fait réagir. En l'espace d'une journée, une pétition en ligne contre la peine de mort a recueilli environ 500 000 signatures sur Instagram.

En dépit des risques qu'ils encourent, de nombreux Iraniens continuent de réclamer l'abolition de la peine de mort. Des détenus notamment ont protesté de manière pacifique dans le cadre d'une campagne intitulée : "Non aux exécutions".

Ils ont organisé un sit-in et une grève de la faim dans la prison de Ghezel Hesar, située à Karaj, au nord-ouest de Téhéran. Selon Amnesty International, l'Iran a exécuté au moins 2 159 personnes en 2025, principalement dans des affaires liées au trafic de stupéfiants.

Depuis les soulèvements de masse qui ont secoué l'Iran en janvier 2026, le nombre d'exécutions à caractère politique menées par les autorités a augmenté.

Selon Amnesty International, "depuis le début de l'année, ils ont exécuté arbitrairement au moins 52 personnes condamnées pour des infractions en lien avec les manifestations de janvier 2026, à l'issue de procès manifestement inéquitable, menés par les tribunaux révolutionnaires." L'ONG n'exclut pas non plus le recours à la torture pour extorquer des aveux forcés.

"Nous ignorons même s'ils étaient directement impliqués"

"Kaveh" est un avocat et défenseur des droits humains

en Iran. Nous avons choisi de cacher son identité pour des raisons de sécurité.

"Concernant cette affaire, nous ne savons rien de plus que ce qu'ont rapporté les agences de presse officielles. Celles-ci ont affirmé que, le 8 janvier 2026, quatre policiers avaient été tués par des manifestants sur la place Alikhani, à Ispahan. Dans les jours qui ont suivi, la police a arrêté plusieurs personnes qu'elle a accusées d'être impliquées dans l'incident. Quelques mois plus tard, les tribunaux ont condamné douze d'entre elles à mort. Deux autres hommes ont déjà été exécutés le 19 juillet dans le cadre de cette même affaire. Nous ignorons même s'ils étaient directement impliqués dans les faits ou s'ils étaient simplement présents lors de cette manifestation. Nous ne savons pas non plus s'ils ont été autorisés à choisir leurs propres avocats, s'ils ont été représentés par des avocats commis d'office, ni si ces derniers ont assuré leur défense de manière effective."

Les chaînes de télévision publique ont diffusé, après les exécutions des 19 et 28 juillet, ce qu'elle a présenté comme les aveux des quatre jeunes hommes, lors desquels ceux-ci semblaient reconnaître leur implication dans la mort des quatre membres des forces de sécurité.

Le 27 juillet, un groupe d'experts des Nations unies en matière de droits humains a estimé que "les aveux obtenus sous la contrainte ne devraient jamais être admis comme éléments de preuve".

“Le ‘facteur Trump’ a accéléré les exécutions”

Des militants iraniens des droits humains estiment qu’un “facteur Trump” a pu encourager le régime à accélérer ses exécutions à caractère politique. Kaveh poursuit :

“La République islamique a adopté une loi spéciale pendant la guerre de 12 jours en juin 2025 et a depuis mis en place une nouvelle stratégie de répression des manifestants, en particulier ceux qui ont participé aux soulèvements de janvier 2026. Deux autres facteurs jouent également un rôle : le meurtre de policiers lors des manifestations et le facteur Trump. Après que Donald Trump a affirmé avoir empêché des exécutions en Iran et que les Iraniens lui avaient promis de les arrêter, la République islamique a au contraire accéléré les exécutions. Elle considère la participation aux manifestations anti-régime de janvier 2026 comme une coo-

pération directe avec un ennemi de l’État.”

En janvier 2026, Trump avait affirmé que l’Iran avait arrêté l’exécution de centaines de manifestants à sa demande et avait même remercié les dirigeants iraniens.

Heba Morayef, directrice régionale d’Amnesty International pour le Moyen-Orient et l’Afrique du Nord, estime que le régime cherche à afficher sa force dans un contexte de guerre et d’instabilité :

“Les autorités iraniennes déclenchent une vague terrifiante d’exécutions et de condamnations à mort pour punir et réprimer la dissidence, et pour projeter une image de force et de contrôle absolu à la suite du soulèvement populaire de janvier et dans un contexte d’attaques continues menées par les forces américaines et israéliennes”, déclare-t-elle.

“Bientôt, les gens retrouveront

le courage de manifester à nouveau”

Kaveh ajoute :

“La manière dont ils ont organisé cette pendaison pose questions. En la maintenant publique, ils voulaient clairement que les gens voient ce qu’ils faisaient. Pourtant, ils ont ensuite commencé à repousser les personnes présentes, les empêchant de filmer l’exécution et les frappant. Cela révèle le profond fossé entre ce que l’État veut projeter et la manière dont la population perçoit ses actions. Ce que l’État considère comme normal ne correspond pas à ce que la société souhaite, croit ou accepte comme norme. En fin de compte, l’objectif principal est d’effrayer la population et les manifestants, tout en répondant aux demandes de vengeance de la base de soutien du régime.”

“Ces actes de violence d’État peuvent effrayer les gens pendant un certain temps. Mais

comme nous l’avons vu au cours des cinq dernières décennies, ils retrouvent rapidement le courage de manifester encore et encore. Les exécutions publiques et de masse n’ont rien de nouveau sous la République islamique. Elles ont commencé dès les premiers jours suivant sa création en 1979. À certaines périodes, elles avaient même lieu quotidiennement. Pourtant, 47 ans plus tard, les gens continuent de protester. Et les plus grandes manifestations contre le régime ont eu lieu il y a quelques mois de cela en janvier 2026.”

Selon Amnesty International, au moins 60 autres personnes, dont trois Iraniens arrêtés alors qu’ils étaient encore mineurs, restent exposés à la peine de mort, pour des accusations en lien avec les soulèvements anti-régime de janvier 2026.

The New York Times July 29, 2026

New Strikes Engulf More Countries in the Iran War

The U.S. unleashed new strikes on Iran after a day in which attacks on Iraq, Jordan and Egypt threatened to expand the scope of the war.

Airstrikes across the Middle East on Wednesday and in the predawn hours on Thursday drew more countries into the war between the United States and Iran, ending a few days of relative calm in the region.

U.S. Central Command, which directs American forces in the region, announced new strikes starting at about 3:30 a.m. on Thursday in Iran, without adding further detail.

The escalation comes as attempts at resuming peace talks have foundered and the scope of the war appeared to widen. On Wednesday, Iran fired missiles at military bases in Jordan and at oil tankers. American and Saudi fighter jets targeted Iranian-linked militias in Iraq. An apparent drone attack also set ablaze two ships, including a U.S.-owned gas storage tanker, at a shipping hub in Egypt.

President Trump may have been hinting at the latest predawn barrage when on Wednesday he vowed that the United States would target Iran in response to attempted attacks on U.S. forces.

“We’re going to be hitting them very hard,” he told reporters in the Oval Office. “Because it’s our turn to hit them.”

Since the collapse of a ceasefire between the United States

and Iran this month, Iran-linked groups across the region have opened new fronts and reopened old ones, drawing in forces in Saudi Arabia, Iraq, Lebanon and Jordan.

Saudi Arabia’s participation in the attacks on Wednesday amounted to an escalation. Previously, the kingdom had avoided openly becoming a direct combatant in the U.S.-Israeli war on Iran. (The Saudi military had launched some retaliatory strikes on Iran, but

those were done in secret, according to senior U.S. officials.)

The Saudi foreign ministry said in a statement Wednesday that the country was not seeking escalation but would respond to aggression.

Mr. Trump on Wednesday also [described](#) Iran's assault on U.S. military bases in Jordan as a surprise attack. Central Command said the Islamic Revolutionary Guards Corps, the primary faction in Iran that opposes diplomatic compromise to the war, had launched "multiple ballistic missiles" and that all had been intercepted.

The flare up in the war sent the prices of Brent crude, the global benchmark, and West Texas Intermediate, the U.S. benchmark, sharply higher.

This week, Saudi Arabia has faced dozens of drone attacks against its oil facilities. And strikes on Saudi tankers by Houthi militants, an Iranian ally in Yemen that controls large swaths of that country along the Red Sea, have further threatened oil shipping lanes with potentially dire con-

sequences for the East Asian countries that rely heavily on Middle Eastern supplies.

On Wednesday, two ships, including the U.S.-owned tanker, caught fire after [an explosion at a shipping hub](#) in Egypt, according to Kpler, a maritime tracking firm. Joshua Hutchinson, the chief commercial officer of Ambrey, a maritime tracking firm, said the explosion was believed to have been caused by a drone. There were [no confirmed injuries or deaths](#), Egypt's ministry of petroleum said on social media.

The expansion of fighting in the Middle East appears to complicate the possibility of the Trump administration extricating itself from the unpopular war, with mid-term elections now less than 100 days away. It also threatens to worsen the global oil shock and drive higher inflation.

The U.S. military said that Wednesday's strikes in Iraq were in retaliation for more than 30 drone attacks by Iranian proxy groups in the past 72 hours. A U.S. official said they had targeted members of the Popular Mobilization Forces, an umbrella group

of Iraqi-based militias with ties to Iran. No Iraqi militia group has claimed responsibility for the drone attacks.

Prime Minister Ali al-Zaidi of Iraq called the U.S.-Saudi strikes "an unacceptable aggression." Iraq maintains close ties to both Iran and the United States and has often found itself caught between the warring sides in recent months.

Many of the militias that make up the Popular Mobilization Forces first formed after the U.S.-led invasion and occupation of Iraq in 2003, which led to widespread anti-American sentiment in the country. Now they appear to be increasingly embroiled in the current war with Iran.

The U.S. official, who spoke on condition of anonymity to discuss operational matters, said that the U.S.-Saudi strikes killed about 20 Iranian advisers, a combination of senior technical advisers and liaisons from the Islamic Revolutionary Guards Corps. The sites in Iraq were deliberately targeted for that reason, the official said, and to knock out missile and drone sites belonging to the

Iraqi militias.

The Popular Mobilization Forces issued a joint statement Wednesday threatening retaliation for the strikes. Still, they said they would not act until after Tuesday, the end of the ongoing Arbáeen pilgrimage, when hundreds of thousands of Shiite Muslim pilgrims visit holy shrines in the Iraqi city of Karbala. "Our response to the American enemy is inevitable and will come," the statement said, "and we may target its tools in Saudi Arabia if the situation demands it."

In Lebanon, a cease-fire involving another group supported by Iran — Hezbollah — came under threat on Wednesday when the Israeli military said the group had launched an explosive drone at one of its vehicles on a ridge in southern Lebanon.

The cease-fire has barely held as Israel and Lebanon have worked to implement a separate framework agreement aimed at ending months of fighting. Hezbollah has rejected the agreement between Israel and Lebanon.

Le Monde

Ghazal Golshiri
30 juillet 2026

L'Arabie saoudite est passée de la retenue à la riposte face à l'Iran et ses alliés

Longtemps soucieux d'éviter un affrontement direct, Riyad assume désormais ses opérations militaires contre les réseaux soutenus par Téhéran. La multiplication des attaques contre ses infrastructures énergétiques et la fragilisation de ses voies d'exportation pourraient contraindre le royaume à s'engager davantage dans le conflit.

Après avoir longtemps réchigné à s'impliquer ouvertement dans le conflit qui oppose, depuis le 28 février, l'Iran et ses alliés aux États-Unis et à leurs partnaires, l'Arabie saoudite semble avoir tiré les leçons d'une nouvelle réalité : la guerre est

loin d'être terminée. Elle pourrait s'installer dans la durée, ponctuée de brèves accalmies, au gré de reprises des négociations entre les belligérants, tout en prenant progressivement la forme d'un conflit d'usure. Avec, à chaque nouvelle escalade, le risque

de voir les affrontements s'étendre à l'ensemble de la région.

Selon l'agence de presse Reuters et le [Wall Street Journal](#), Riyad menait jusqu'alors ses opérations contre l'Iran à bas bruit. Les deux médias ont

rapporté que le royaume avait effectué de nombreuses frappes non annoncées en Iran depuis le déclenchement de la guerre, notamment en mars. La revendication, mercredi 29 juillet, de frappes contre des milices chiites iraniennes en Irak marque

ainsi un changement de posture : pour la première fois depuis la guerre du Golfe, en 1991, l'Arabie saoudite assume publiquement sa participation à des frappes aériennes menées aux côtés des Etats-Unis sur le territoire d'un autre pays arabe. L'opération constituait une riposte aux [attaques lancées ces derniers jours contre ses installations pétrolières](#), que Riyad attribue aux milices pro-iraniennes. Quelques jours plus tôt, le royaume avait déjà frappé les houthistes au Yémen, en réponse au blocus de ses ports en mer Rouge, annoncé le 20 juillet, par ces rebelles soutenus par l'Iran.

« *L'Arabie saoudite se retrouve dans une situation très difficile*, explique Thomas Juneau, spécialiste du Yémen et professeur à l'Ecole supérieure d'affaires publiques et internationales de l'université d'Ottawa (Canada). *Elle est sous pression dans le golfe Persique, après des mois de frappes directes iraniennes et la fermeture du détroit d'Ormuz. Si elle ne répond pas, elle risque d'encourager tant l'Iran que les houthistes à continuer ; si elle répond trop fort, elle risque de mettre de l'huile sur deux feux qu'elle cherche à éteindre.* » Riyad tente donc de tenir une ligne étroite : répondre assez fermement pour contenir l'expansion de l'influence iranienne et houthiste, sans pour autant provoquer une escalade qu'elle chercherait ensuite à maîtriser.

Dimension énergétique

Le royaume, deuxième pro-

ducteur mondial de pétrole, a été rattrapé par la dimension énergétique du conflit. Avant la guerre, l'Arabie saoudite exportait environ 7,1 millions de barils de brut par jour, via le détroit d'Ormuz. Depuis la fermeture de ce passage stratégique par l'Iran, le 28 février, Riyad a activé l'oléoduc Est-Ouest (Petroline) pour acheminer une part croissante de ses exportations vers le port de Yanbou, sur la mer Rouge. Les houthistes menacent désormais d'empêcher le passage des vaisseaux saoudiens dans le détroit de Bab Al-Mandab, à l'entrée de la mer Rouge.

Le 25 juillet, les rebelles yéménites ont ciblé Yanbou et la ville portuaire de Jizan, dans le sud-ouest du royaume saoudien, mettant une nouvelle fois à l'épreuve la capacité d'adaptation de Riyad. L'Arabie saoudite a alors dû réorienter une partie de ses flux vers le canal de Suez.

« *Chaque adaptation réduit davantage la marge de manœuvre saoudienne* », estime Hesham Alghannam, chercheur au Carnegie Middle East Center à Riyad. Selon lui, le royaume n'exporterait désormais plus qu'environ un tiers des volumes enregistrés avant le début de la guerre, fin février.

La flambée des cours du pétrole – le brent ayant dépassé les 100 dollars (88 euros) entre les 23 et 25 juillet – permet de compenser en partie la baisse des volumes exportés. Mais ce soutien reste fragile. « *Cette compensation n'est ni structurelle ni durable* », souligne Hesham Alghannam.

Si les routes maritimes de la mer Rouge restent exposées aux attaques venues du Yémen et si, parallèlement, le corridor stratégique de Yanbou peut être menacé de l'Irak, Riyad verra sa capacité à jouer son rôle de stabilisateur régional se réduire d'avantage.

Le tournant actuel trouve aussi sa source dans un précédent. [En 2019, une attaque contre le site pétrolier d'Abqaiq en Arabie](#), attribuée par Riyad à des groupes proches de l'Iran opérant probablement d'Irak, avait temporairement amputé près de la moitié de la production pétrolière saoudienne. A l'époque, le royaume avait choisi d'absorber le choc sans riposte militaire. Aujourd'hui, la lecture qui domine à Riyad est que cette retenue a laissé s'installer l'idée qu'une attaque contre les infrastructures énergétiques saoudiennes, du territoire irakien, ne provoquerait pas nécessairement de réaction.

Possible opération terrestre au Yémen

Le même raisonnement s'applique à la politique de désescalade engagée avec les houthistes à partir de 2022. Après sept années de guerre, Riyad avait estimé qu'un conflit gelé coûtait davantage qu'une stratégie de négociation. Mais cette trêve a aussi permis aux rebelles yéménites de préserver, voire de renforcer, leurs capacités militaires, sans déboucher sur un accord durable.

« *Riyad a aujourd'hui compris que la retenue, sans méca-*

nisme d'application des accords conclus avec les adversaires, ne produit pas la stabilité », analyse Hesham Alghannam. Farea Al-Muslimi, chercheur au Royal Institute of International Affairs, à Londres, estime que la situation pourrait rapidement évoluer vers des opérations terrestres au Yémen. Selon lui, « *les Saoudiens ont déjà renforcé leurs troupes à la frontière et développé, côté yéménite, une zone tampon appuyée par des forces locales, offrant la possibilité d'engager des opérations au sol si nécessaire* ».

En Irak, l'objectif de Riyad est désormais moins de frapper pour frapper que de pousser Bagdad à clarifier sa position. Le premier ministre irakien, Ali Al-Zaidi, cherche à préserver un équilibre de plus en plus difficile entre son partenariat économique avec l'Arabie saoudite et les Etats-Unis – illustré par la signature, à Washington, en juin, d'accords d'une valeur de 60 milliards de dollars – et la présence de milices pro-iraniennes intégrées à l'appareil sécuritaire irakien.

La date du 30 septembre, prévue pour le retrait complet des forces américaines d'Irak et le transfert du contrôle des armes détenues par les milices pro-iraniennes à l'Etat, pourrait constituer une échéance décisive. « *Pour Riyad, estime Hesham Alghannam, il s'agit surtout d'obtenir une preuve visible que le gouvernement irakien entend exercer son autorité sur son territoire.* »



July 30, 2026

Four Kurdish January protesters sentenced to prison, flogging in Iran

ERBIL, Kurdistan Region - Iran's judiciary on Wednesday sentenced four Kurdish protesters arrested during the January 2026 protests in Iran's North Khorasan Province to a combined 10 years in prison, flogging, and a fine of \$260, a rights group reported, amid a wider ongoing crackdown on dissidents and an uptick in the execution of political prisoners.

Norway-based Hengaw organization for human rights reported that Iran's judiciary has sentenced "Amirmehdi Naeimifar, 18, Mehdi Rostami, 25, Seyed Alireza Seyed, 26, and Yasin Sarfaraz, a 17-year-old member of Iran's national boxing team," to "a combined 10 years in prison, flogging, and a fine of 50 million tomans [\$260]" prosecuted in separate cases "and convicted on a range of security and public order charges."

A court sentenced Safraraz, a minor from the city of Bojnord, who is a member of Iran's national boxing team and a recipient of international boxing titles, to "three years and three months in prison on the charge of 'assembly and collusion against national security' following a single trial held without

legal representation," after he was first arrested on January 10.

The court sent Seyed to three years in prison and flogging on the same charge following his arrest without a warrant on January 9.

Iran systematically weaponizes prison sentences and executions as a tool to suppress public dissent and maintain political control. Human rights organizations have documented the use of torture, prolonged detention, and psychological abuse to elicit forced confessions under duress.

According to information received by Hengaw, Rostami was subjected to severe physical torture during detention and forced to sign coerced confessions while his hands and feet remained bound. Judicial authorities also threatened to extend his prison sentence if he appealed the verdict.

All four were denied access to an independent lawyer throughout their arrests, interrogations, and judicial proceedings.

The fear of detainees over the likelihood of facing execution is not unfounded.

Iran has seen an uptick in prison sentences and executions following protests in January which began in Tehran with civil unrest over deteriorating economic conditions and currency devaluation, and extended nationwide to include mass demonstrations calling for the end to the Islamic Republic itself, to which the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) and security forces responded to by killing tens of thousands of protesters.

Authorities have detained thousands, possibly tens of thousands, during the protests and the six-week war launched by the United States and Israel in late February, accusing many of collaborating with the enemy - an offense that carries the death penalty.

On Tuesday, two young men, Amir Hossein Safari and Abolfazl Sepahi were executed in the city of Isfahan for their involvement in the protests, accused of killing four members of the security forces.

Earlier in July, Sajad Haeri, a Kurdish language teacher, writer and director from Ilam province, was handed a prison sentence of "two years and 6 months" on charges of

"propaganda against the state" and "disturbing public opinion through publishing false information," Hengaw Organization for Human Rights reported.

Rights groups describe a disturbing trend of intensified crackdown on activists, protesters and individuals in Iran accused of links to dissident groups or espionage, of which a disproportionate number includes Kurds.

Hengaw verified the identities of 109 people, including 5 political prisoners, executed in June 2026 alone, an increase of at least 10 cases compared to the same period last year which recorded 99. July 2025 recorded the execution of 96 in Iranian prisons.

Out of the total 109 prisoners executed in June, only 7 cases were announced by official Iranian sources and websites affiliated with the judiciary, and 12 were carried out in secret.

While July statistics await publication at the end of the month, Hengaw places the number of people executed in the first six months of 2026 at 375.



July 30, 2026

PM Barzani, Halbousi deepen rapprochement with call for upholding national interest

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani on Thursday received prominent Iraqi Sunni Arab politician and Taqaddum Party leader Mohammed al-Halbousi in Erbil, underlining the importance of joint efforts in upholding national interest. The visit comes amid an ongoing rapprochement that began in May, ending differences dating back to late 2024.

During the meeting, Prime Minister Barzani "stressed the need to strengthen ties and enhance frameworks of cooperation and joint coordination between Iraqi political forces and parties, in order to confront various challenges and overcome current obstacles," the Kurdish premier said in a Facebook statement.

"We also exchanged affirmation of the importance of protecting the democratic and federal system in Iraq, and supporting the federal government in a manner that preserves and safeguards the constitutional rights of all components, and providing the best services to all Iraqis on the basis of justice, equality, and without any discrimination," he added.

For his part, the Taqaddum Party leader affirmed that national interest requires coordinating positions among political parties and that all forces must rise to the level of



responsibility in facing challenges.

"We may have previously differed on some viewpoints, but now the supreme interest requires all of us to coordinate positions, and to rise to the level of responsibility in facing the challenges," he told reporters, including Rudaw's.

Commenting on his meeting with the Kurdish Premier, the prominent Sunni Arab politician said talks centered on "the importance of cooperation and communication between political forces to preserve the people's due rights in order to get through the crisis the country is experiencing at the economic level, and at the security level being witnessed across the entire region."

Halbousi arrived in Erbil on Thursday where he was received by senior Kurdistan Democratic Party (KDP) politburo member Hoshiyar Zebari and Deputy Speaker of the Iraqi Parliament Farhad al-Atroushi as well as Erbil's Interior Minister Reber Ahmed, Minister of Endowments Peshtivan Sadiq and Erbil Governor Omed Khoshnaw.

The rift between Halbousi and the KDP dates back to the summer of 2024, when he opposed the transfer of military equipment from the US-led Global Coalition to Defeat the Islamic State (ISIS) to Erbil's Peshmerga ministry - equivalent to the Kurdistan Region's defense ministry - despite the transfer's approval by then-prime minister Mohammed Shia' al-Sudani (2022-2026).

Senior officials from the Kurdistan Regional Government (KRG), as well as from the KDP leadership, censured Halbousi at the time, arguing that Kurdish forces are an integral part of the country's defense system.

However, earlier this year, the influential Sunni Arab politician met with Kurdistan Region President Nechirvan Barzani in an effort to thaw ties. Halbousi then remarked that the meeting was a "positive and important step" toward easing tensions and "opening a new page" in relations between his Taqaddum Party and the KDP.

RELATED: Halbousi announces 'new page' in ties with KDP after meeting with President Barzani



July 31, 2026

Kurdish opposition group says Iran struck its base near Erbil with drones

ERBIL, Kurdistan Region - Iran on Friday launched a drone attack targeting a base belonging to the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), the largest Iranian Kurdish dissident group, east of Erbil, the group said in a statement while noting the assault as the fourth of its kind by Tehran on its bases this week.

"This morning, Friday, July

31, 2026, the Islamic Republic once again launched a drone attack on [Kurdistan] Democratic Party [of Iran] headquarters," specifying that its base in the town of Koya "was targeted by two drones," the group said in a statement.

"This is the fourth time that the Islamic Republic has targeted bases and headquarters" of the KDPI "within the span of this past week,"

the group stated, further noting that since the outbreak of the Iran war in late February, Tehran has targeted the KDPI's "family camps, as well as its medical and educational centers, with more than 145 missiles and drones."

Earlier on Friday, another Iranian Kurdish opposition group, Khabat Organization of Iranian Kurdistan (Khabat), said its base southwest of

Erbil came under a drone attack early that day, with the extent of damage still unknown.

The group is one of several Iranian Kurdish opposition groups based in the Kurdistan Region. The attack targeted the group's base in the Rizgari subdistrict, also known as Topzawa, in Erbil province's Khabat district.



July 31, 2026

Iranian army claims 'suicide drone' attack on US base in Kuwait

ERBIL, Kurdistan Region - Iran's military said Friday it launched a drone attack on American military facilities in Kuwait, describing the assault as retaliation for what it called a deadly US strike on a "residential home" in southern Iran, as military escalation between the two sides in the region continues.

The Iranian army said in a statement that its "suicide drones" targeted US "fighter jet hangars, satellite communication systems, and equipment warehouses" at the Ahmad al-Jaber Air Base in Kuwait, which it described as a facility that "plays a major role in US air and surveillance

operations" and ranks among the "vital air support hubs" for the US military.

The attack came "in response" to recent US strikes on Iran, the army said, painting specifically to what it called a "brutal attack" hours earlier on a residential home on Qeshm Island in southern Iran.

Iran's state-run Islamic Republic News Agency (IRNA) reported Friday that three members of a single family - a father, mother, and their two-year-old child - were killed under the rubble in the Chah Tangu neighborhood of Qeshm city, while two other children were pulled from the debris

by emergency teams and taken to a local hospital for treatment.

The Iranian army condemned the incident in Qeshm, saying "crimes, sanctions, and threats will only make Iran more united and cohesive in its defense," and adding that intercepting Iranian drones and missiles has proven "extremely costly and difficult" for the US.

The statement comes a day after Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) claimed on Thursday that its "aerospace forces attacked the parking ramp and maintenance hangar of the American enemy's F-35 fighters at the

Muwaffaq Salti Air Base (al-Azraq Air Base) with several ballistic missiles, completely destroying three F-35 aircraft and causing heavy damage to three others."

"Several enemy officers, technical crew, and maintenance personnel were also killed" in the purported assault, the Corps added.

The Jordanian armed forces, however, later reported that the kingdom's air defenses had intercepted five missiles launched from Iran.

The US Central Command likewise described the IRGC's claim that "three U.S. F-35

stealth fighters and three other aircraft were destroyed during a recent Iranian attack on an American air base" as taise, stressing that "no U.S. aircraft were destroyed or damaged in recent attempted Iranian attacks."

The latest escalation comes after the US carried out a new wave of strikes against Iran on Thursday, resuming hostilities that had briefly paused on Friday following strikes and counterstrikes that had continued since July 8.

The tensions persist despite Tehran and Washington signing the Islamabad Memorandum of Understanding in mid-June, which established a ceasefire on all fronts and reopened the Strait of Hormuz to commercial shipping.

CENTCOM reported Thursday, however, that its forces have "redirected 24 commercial vessels, disabled two, and boarded two" en route to Iranian territories "to ensure full compliance" with a maritime blockade it reinstated earlier this month on Iranian ports.

Le Monde

Ghazal Golshiri
31 juillet 2026

Face à Trump, l'Iran sort de la logique de représailles et cherche à reprendre la main sur le conflit

Après avoir essentiellement répondu aux frappes américaines, Téhéran a mené, le 29 juillet, une attaque présentée comme « préventive » contre les forces américaines en Jordanie. Cette inflexion s'accompagne d'un élargissement géographique du conflit et traduit la volonté iranienne de prendre l'initiative.

Dans le conflit qui oppose l'Iran et ses partenaires aux Etats-Unis et à leurs alliés, la République islamique semble désormais vouloir passer à l'offensive. Alors qu'une logique de représailles immédiates prévalait jusqu'ici, un tournant est apparu le 29 juillet. Ce jour-là, Téhéran a brisé plusieurs jours d'accalmie en lançant une salve de missiles balistiques contre des installations américaines en Jordanie. Le Pentagone a décrit l'opération comme une « tentative d'attaque surprise ». Les médias iraniens ont, pour leur part, présenté ces frappes comme préventives, revendiquant, pour la première fois explicitement, une logique d'initiative militaire plutôt qu'une simple riposte.

Les frappes iraniennes précédentes intervenaient généralement dans les heures ou les jours suivant une attaque américaine contre le territoire iranien ou ses intérêts. Fin juillet, l'intervention iranienne est survenue alors

que les frappes étaient suspendues depuis le 23 juillet, tandis que les négociateurs tentaient de trouver un arrangement permettant de rétablir la circulation maritime dans le détroit d'Ormuz. Les discussions n'ayant pas abouti, l'Iran a décidé de reprendre l'initiative militaire.

« La situation de "ni guerre ni paix", qui prévalait depuis le 23 juillet, après l'arrêt des frappes américaines, n'était pas favorable à l'Iran, explique Arman Mahmoudian, chercheur en relations internationales au Global and National Security Institute de l'université de Floride du Sud. Le blocus maritime américain, qui empêchait l'Iran de vendre son pétrole, était toujours en place et le pays ne parvenait pas à retrouver une situation normale. Téhéran a donc choisi de changer son fusil d'épaule. »

Washington tirait les principaux bénéfices de cette situation intermédiaire : les Etats-Unis avaient suspendu leurs bombardements tout en mainte-

nant une forte pression économique et maritime sur l'Iran. Téhéran risquait de rester enfermé dans une position inconfortable, sous la menace permanente d'une reprise des hostilités. « Avec les frappes du 29 juillet, le message adressé aux Etats-Unis est que l'Iran contrôle lui aussi une partie de l'escalade et qu'il peut décider de frapper à tout moment », ajoute Arman Mahmoudian.

Des frappes jusqu'en Egypte

Cette volonté de reprendre l'initiative s'inscrit dans une évolution plus large observable tout au long du mois de juillet : l'Iran et ses alliés ont progressivement étendu le périmètre géographique des hostilités. D'abord concentrées sur les installations américaines dans le Golfe, notamment au Koweït et à Bahreïn, les attaques se sont étendues à la Jordanie, puis à d'autres théâtres stratégiques. Le 30 juillet, un drone a frappé le port égyptien de Damiette, provoquant un incendie sur

deux navires. L'origine de l'attaque reste incertaine et Téhéran nie toute implication, mais l'épisode illustre l'élargissement du champ de la guerre jusqu'aux abords du canal de Suez.

A cela s'ajoute l'ouverture de nouveaux fronts par les groupes alliés de Téhéran. Le 20 juillet, les houthistes du Yémen ont annoncé un blocus maritime visant les navires liés à l'Arabie saoudite et ont menacé ses routes commerciales en mer Rouge. Dans le même temps, des milices pro-iraniennes en Irak ont été accusées d'attaques contre des infrastructures saoudiennes. La guerre, initialement centrée sur le territoire iranien et le Golfe, tend ainsi à se transformer en un conflit régional aux théâtres de plus en plus dispersés.

A Téhéran, cette inflexion est aussi nourrie par une méfiance croissante à l'égard du président américain, Donald Trump. A plusieurs reprises, l'Iran a vu les négociations avec Washington interrompues par

la reprise des hostilités. Les dirigeants iraniens doutent désormais de plus en plus qu'un accord conclu avec l'administration Trump puisse offrir des garanties durables. Ce scepticisme, partagé entre les pragmatiques et les conservateurs, s'est renforcé après la signature du protocole d'accord (« Memorandum of Understanding... ») du 17 juin.

« Sur le plan technique, l'administration Trump n'a pas été capable de mettre en œuvre même les mesures les plus élémentaires prévues par le [protocole d'accord] destinées à établir la confiance », écrit sur X Esfandiyar Batmanghelidj, analyste et fondateur du site économique Bourse & Bazaar. Malgré les engagements du « Memorandum of

Understanding », aucun avoir iranien n'a été débloqué et les assouplissements prévus sur les exportations de pétrole iranien ne se sont jamais concrétisés. A Téhéran, les critiques suscitées par la signature du protocole d'accord avec Washington, les divisions au sein de l'administration Trump et l'imprévisibilité du président sont autant de signes qu'un accord durable serait difficile à conclure, mais aussi à faire respecter.

Vulnérabilité étasunienne

Un autre facteur aurait pu encourager les Iraniens à relancer les hostilités : les informations faisant état d'une diminution des stocks américains de munitions. Une analyse publiée le 29 juillet par le

groupe de réflexion Center for Strategic and International Studies souligne que les stocks américains de missiles intercepteurs Patriot et THAAD ont été fortement réduits par les opérations menées contre l'Iran. Cette situation pourrait compliquer une reprise des combats pour les Etats-Unis, plus vulnérables face aux missiles et drones iraniens.

« Les Iraniens savent que, si ces informations sont exactes, le tarissement des munitions américaines reste temporaire, puisque les Etats-Unis disposent des capacités nécessaires pour reconstituer leurs stocks », soutient Arman Mahmoudian. Téhéran chercherait donc à tirer le maximum de cette fenêtre de vulnérabilité.

La frustration croissante du locataire de la Maison Blanche face aux difficultés à mettre fin au conflit et l'impopularité de la guerre aux Etats-Unis sont également suivies de près à Téhéran. Elles peuvent donner aux dirigeants iraniens le sentiment que la position de Donald Trump aux Etats-Unis est plus fragile qu'il n'y paraît. Ces calculs iraniens ne sont cependant pas sans risque. La démonstration de force de Téhéran pourrait offrir au président américain ce dont il a besoin pour inverser le récit de la guerre : présenter les Etats-Unis non plus comme l'agresseur, mais comme la puissance contrainte de reprendre les frappes pour prévenir une nouvelle attaque iranienne.

The New York Times

**Vivian Nereim, Michael D. Shear,
Thomas Fuller
July 31, 2026**

Iran War Is Entangling a Growing List of Mideast Nations

A resurgence of fighting in the war with Iran is expanding the scope of the conflict across the Middle East and further threatening shipments of oil and other products crucial to the global economy.

With little sign of peace talks resuming, a series of attacks, including two consecutive nights of strikes between Iran and the United States, ended a short period of relative calm – and entangled a growing list of U.S. allies in the conflict. Among them are Jordan and Saudi Arabia, which said it was now forming a military coalition.

As the scope of the fighting widened, U.S. Central Command said Thursday morning that it had com-

pleted another wave of strikes on sites in Iran overnight, including military command centers and missile and drone facilities. And the Jordanian military later said it had shot down five missiles launched from Iran.

Egypt, too, has now been directly touched by the war for the first time since the United States and Israel launched it in February.

On Thursday, the Egyptian authorities said that an unidentified drone had set

off an explosion at the Mediterranean port of Damietta the previous day. Two ships there, including a U.S.-owned gas storage tanker, caught fire at the port, exposing a new vulnerability for Middle East shipping tied to the conflict.

At a news conference at the Oval Office on Wednesday, President Trump implied that Iran was responsible for the attack, without offering details. Hours later, U.S. Central Command, which directs

American forces in the region, said it had completed what it called a “heavy wave of strikes” on sites in Iran.

Those strikes came a day after Saudi Arabia said its warplanes had joined American forces to attack Iranian-linked militias in Iraq. It was the first time that Saudi authorities have publicly acknowledged direct involvement in the war.

Diplomats said Thursday that the military coalition

the Saudi government is seeking to form would protect shipping in the Red Sea in a response to recent attacks by Houthis in Yemen, who are allied with Iran, on Saudi tankers there.

Iranian strikes have already brought traffic in another important waterway, the Strait of Hormuz, to a near standstill. And the strike on the Egyptian port raised concerns that another vital transit point, the Suez Canal, might also be at risk.

The Saudi kingdom said Thursday that so far, 14 countries had agreed to join its maritime coalition.

Underscoring the war's damage, Saudi Arabia's economy shrank by almost 5 percent in the second quarter, compared with the same period last year, according to preliminary data released by the kingdom on Thursday.

It is unclear how the new coalition would differ from a current European Union operation to protect Red Sea shipping, known as Operation Aspides. Saudi Arabia has invited European countries to join the new group, as well as the United States, Pakistan, Turkey, Egypt and dozens of other nations, one of the diplomats said.

The urgency of the Saudi

initiative appears to signal the dissatisfaction of the kingdom's leaders with existing protective measures against the Houthis. On July 20, the Houthis declared a blockade on Saudi vessels transiting the Red Sea. The militant group has since claimed attacks on several ships and has not backed down even after Saudi Arabia bombed Houthi-controlled territory in Yemen.

Earlier in the conflict, after Iran ailed but shut down shipping in and out of the Persian Gulf, Saudi Arabia sought to bypass it by pumping oil across the desert to a port on the Red Sea. But the attacks over the past two weeks have forced tankers carrying Saudi oil to Asia to adopt a different approach.

Now, nearly half of the Saudi crude exported through the Red Sea is taking the longer and more expensive route through the Suez Canal, Mediterranean Sea and around the southern tip of Africa, according to Windward, a maritime data agency.

The drone attack at Damietta has exposed vulnerabilities to that shipping route as well.

Although the strike did not appear to directly disrupt traffic to the Suez Canal, two Iranians, who asked not to be named to discuss

security matters, said on Wednesday that it was meant to show that global shipping and energy supplies could be disrupted further if Iran chose to escalate. The Iranians did not say whether Iran or one of its allies had carried out the strike.

About 10 percent of seaborne trade moves through the Suez, with about 50 ships passing through the 120-mile canal each day, according to the Suez Canal Authority, an Egyptian government agency.

In addition to the threats to shipping, the war is destabilizing the fragile domestic power balances inside countries like Iraq.

For months, the government in Baghdad has sought to curb Iranian backed militias that have long operated in Iraqi territory, struggling to meet the Trump administration's demands that it bring them under control. But the wave of U.S.-Saudi airstrikes that targeted the militias early Wednesday may upend those efforts.

Iraqi political leaders on Wednesday questioned the wisdom of the sweeping attack, which killed at least 20 people and was carried out, they said, without coordination with the Baghdad government.

The attacks may offer a new justification for Iran's allies in Iraq to hold on to their arms and to claim that they are the forces best positioned to protect the country's sovereignty. And for Iran, the strikes offered a chance to encourage its allies in Iraq to join the broader war.

'The era of shedding Iraqi blood with impunity is over,' said Mohammad Tammimi, the leader of one Iranian aligned militia, al-Waad al-Sadeq.

Reporting was contributed by Erika Salomon, Falih Hassan, Lynsey Chutel, Farnaz Fassihi, Leo Sands, Jenny Gross, Ismaeel Naar, Qasim Nauman, Zane Irwin, Peter Eavis and Pranav Baskar.

Vivian Nereim is the lead reporter for The Times covering the countries of the Arabian Peninsula. She is based in Riyadh, Saudi Arabia.

Michael O. Shear is the chief U.K. correspondent for The New York Times, covering British politics and culture and diplomacy around the world.

Thomas Fuller, a Page One Correspondent for The Times, writes and rewrites stories for the front page.



July 31, 2026

Kurdish leader reiterates calls for redress of Barzani genocide victims, 43 years on

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Friday marked the 43rd anniversary of the Barzani genocide, in which the Saddam Hussein-led Ba'ath regime killed thousands of Barzani youth during its Anfal campaign against the Kurds.

"Today marks the 43rd anniversary of the tragic Anfal campaign against the Barzanis, in which 8,000 civilians lost their lives," President Barzani said, honoring "the pure souls of the martyrs" and saluting the widows of the victims, who "defeated the enemy's aim of erasing the people of Kurdistan."

The Kurdish President noted that the "brutal crime" and "genocide committed against the Barzanis, together with the Anfal campaigns in their entirety, remains an open wound in our nation's conscience," while at the same time "deepens the resolve" of the Kurdish people in defense of "their legitimate rights."

The toppled Ba'ath regime on July 31, 1983 rounded up some 8,000 members of the Barzani tribe from their homes in the Kurdistan Region and transported them to the deserts of southern Iraq, where they were executed in an act of collective punishment against the tribe, whose leaders had



The burial ceremony of 100 Barzani victims of the Anfal genocide on July 31, 2022. File photo: Bilind T. Abdullah/Rudaw

been active in Kurdish revolts against the former regime.

Iraq's Federal Supreme Court has recognized the Anfal campaign as genocide, a crime against humanity, and a war crime, but little has been done to compensate the survivors and victims' families.

Despite this, President Barzani on Friday urged the Baghdad government to shoulder its "moral and legal duty" and compensate the families of the victims "and all those harmed by the crimes of the former regime."

"Tragedies and suffering of

the past must become lessons for the future," the Kurdish leader said, stressing that "cultivating a culture of mutual acceptance and coexistence" is "essential to building unity, understanding, and lasting peace" and to "bringing together all communities in Iraq to live side by side in dignity and pride."

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani likewise highlighted the "genocide of thousands of innocent Barzanis" on Friday as "one of the most heinous crimes committed by the former Iraqi regime."

He added that "the people of Kurdistan will never forget

these atrocities" and will always "remember the sacrifices made in pursuit of our legitimate rights."

Despite its horrific nature, the genocide of Barzani youth forms part of the broader genocidal Anfal campaign launched by the Saddam-led Ba'ath regime.

Spanning February to September 1988, the campaign involved chemical weapons attacks, aerial bombardments, and mass executions. An estimated 50,000 to 182,000 Kurds were killed, and more than 4,500 villages were destroyed, culminating in the tragic 1988 chemical attack on Halabja.